COLLOQUE INTERNATIONAL DE BENGHAZI :

LE LIVRE VERT

1er-3 octobre 1979

TOME II

COLLOQUE INTERNATIONAL DE BENGHAZI :

LE LIVRE VERT

1er-3 OCTOBRE 1979

COLLOQUE INTERNATIONAL DE BENGHAZI :

LE LIVRE VERT

1er-3 OCTOBRE 1979

TOME II

Bureau des Liaisons Extérieures
Secrétariat Général du Congrès Général du Peuple
Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste



Le leader de la révolution Moammar Kadhafi pendant le colloque.

2e partie

L'ÉCONOMIE

L'EXPLOITATION DANS LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ACTUEL



Besoin

et

liberté

D[r] Rajab Boudabbous
Secrétaire du département des
Sciences de l'Exégèse. Faculté des Lettres
Université de Qâr Younès

Pouvons-nous limiter le besoin ?

Et quelle relation existe-t-il entre le besoin et la liberté ?

Pour répondre à ces deux questions nous devons d'abord essayer de savoir ce qu'est un besoin.

Le besoin, même s'il se présente en général sous l'aspect d'une recherche de la satisfaction matérielle, n'est pas en soi quelque chose de purement matériel... Le besoin de manger ne se réduit pas à dévorer une certaine quantité de nourriture ; le besoin de se vêtir ne se réduit pas à mettre sur soi une certaine quantité de tissus, de quelque sorte que ce soit ; le besoin de se loger ne se réduit pas à avoir quatre murs et un toit, quelle que soit la relation que nous puissions nous évertuer à établir entre ces divers éléments... Le besoin est une composition existentielle ; c'est dire que la satisfaction d'un besoin n'est qu'une *réalisation* aussitôt dépassée par l'individu à la recherche d'une autre *réalisation.* En d'autres termes, l'individu se définit un *besoin* qu'il recherche à *satisfaire,* mais qu'en satisfaisant il dépasse vers un *autre besoin :* dans ce dépassement du besoin lors de sa satisfaction, l'individu se réalise et affirme son existence.

Aussi, pour comprendre le besoin et sa satisfaction, ne devons-nous pas nous borner à les regarder sous un angle *matérialiste* et de l'*extérieur,* c'est-à-dire de l'extérieur de l'être lui-même qui a besoin et qui cherche à satisfaire son besoin, comme l'a fait le marxisme quand il a considéré l'homme comme un animal économique. Nous devons au contraire les regarder *de l'intérieur de l'être lui-même pour nous rendre compte du caractère existentiel du besoin,* vers lequel tend la satisfaction du besoin. C'est pourquoi, je veux dire à cause de ce *lien étroit qui existe entre l'existence même de l'homme et ses besoins,* l'homme est considéré comme un *créateur de besoins.* Une petite comparaison pourrait, au passage, nous confirmer cette vérité, celle du changement et de l'évolution de nos besoins d'une époque à l'autre de notre vie. Cette *dialectique entre l'existence et le besoin,* autour du besoin de l'existence et de l'existence à la recherche de la satisfaction des besoins, c'est le moteur de l'histoire humaine vers le progrès et le développement ; c'est elle qui est responsable de la séparation qui s'est opérée entre l'homme créateur de besoins et le monde animal qui se renouvelle dans le cadre de ses besoins limités, immuables et éternels...

La lutte menée par l'homme, d'abord contre la nature qui dominait ses besoins, puis sa lutte contre ses semblables, qui ont remplacé la nature dans la domination de ses besoins lorsqu'ils ont réussi à libérer leurs propres besoins et à produire le premier outil qui a imposé à la

nature de satisfaire leurs besoins au lieu de les dominer, cette lutte nous confirme la nature dynamique et continuellement en évolution des besoins ; car si ces besoins étaient immuables et limités, l'homme serait resté à l'étape de la collecte et de la cueillette jusqu'à la fin des temps... Cela nous confirme une autre vérité, à savoir que l'homme, dans le combat qu'il mène pour la satisfaction de ses besoins, lutte en fait pour se libérer. D'où le lien étroit qui unit le besoin et la liberté, l'existence humaine n'étant rien d'autre qu'une liberté qui s'exerce... Sans cette liberté, l'existence n'a aucun sens. C'est dans la création constante des besoins que réside la liberté de l'homme. C'est pourquoi, si nous stoppons cette création, nous tuons la liberté et nous paralysons l'existence humaine, si bien qu'il n'y aurait plus de différence notable entre le monde de l'homme et celui de l'animal...

Si « la liberté est dans le besoin » (1), ce n'est pas vrai seulement du point de vue de la domination extérieure des besoins de l'homme par d'autres hommes, et auparavant par la nature,mais également du point de vue de la relation très étroite qui existe entre la liberté de l'homme et la création des besoins. La création des besoins et leur satisfaction, c'est-à-dire ontologiquement leur dépassement, c'est cela l'exercice de la liberté. Le besoin, d'une part, est un moteur qui pousse l'homme à produire, à créer et à évoluer ; c'est, d'autre part, un but à atteindre, puisque toute production et toute création visent à la satisfaction d'un besoin. Cette dialectique du besoin ne saurait s'épanouir et prospérer sans l'existence de la liberté ou la liberté de l'existence. Le mouvement entre le moteur et le but ne peut se faire qu'en l'absence des entraves...

A la lumière de ce qui précède, nous pouvons distinguer, d'un point de vue général, deux sortes de besoins : le besoin réel présent, c'est-à-dire celui dont la satisfaction ne peut pas être remise à plus tard — mais c'est relatif entre un homme et un autre, et chaque homme devrait pouvoir définir librement pour lui-même cette sorte de besoin et l'assouvir — et le besoin lié aux aspirations futures, celui dont la satisfaction peut être ajournée. Cette dernière sorte de besoin montre plus clairement et plus explicitement que la première le caractère dynamique du besoin, comme instigateur au travail et à la production. C'est dans ce besoin tourné vers les aspirations futures que l'homme peut affirmer son être et imposer sa différence sur le plan des choix et des préférences, etc... La liberté, c'est le lien entre les besoins réels présents et les besoins liés aux aspirations, ou plus précisément, c'est elle qui est responsable de la transformation des aspirations en besoins réels que l'être dépasse en les satisfaisant...

Elle est également responsable au premier chef de la création des besoins liés aux aspirations : c'est ici que réside le secret du progrès et de l'évolution ; en revanche, toute interpénétration dans cette dialectique entre le présent et le futur signifie la stagnation pour l'homme, le sous-développement pour la société et l'absence d'avenir pour tous les deux...

Le besoin le plus pressant et le plus impérieux pour l'homme, c'est celui qu'il n'a pu encore assouvir et qui constitue par là comme un défi en face de sa liberté. Ce défi est nécessaire en un certain sens. La liberté elle-même le réclame. Mais si ce défi est tel que la liberté de l'homme ne peut pas l'affronter et le vaincre, comme c'est le cas dans les deux systèmes communiste et capitaliste, alors la liberté est vaincue et aliénée. Et la plupart des maladies psychiques ne sont que le résultat de la défaite de la liberté. C'est que la liberté se situe entre d'une part, les besoins qui sont d'autant plus pressants qu'ils sont plus difficiles à assouvir, et, d'autre part, le réel qui ne lui donne pas la moindre chance de tenter de satisfaire les besoins et de répondre au défi qui lui est posé. il ne lui reste plus que les symptômes maladifs, avec lesquels elle assouvit symboliquement ce qu'elle n'a pu assouvir réellement.

Comment sauvegarder le mouvement dialectique entre le réel et le futur dans toute sa liberté et dans toute sa créativité ? Comment préserver l'être humain dans sa liberté sans que cela conduise au désordre, lequel se retourne contre la liberté et finit par l'aliéner ? Comment chaque homme pourra-t-il assurer son présent qu'il est en train de vivre et son avenir vers lequel il court ?...

Avant de répondre à ces questions, examinons les deux points de vue contradictoires qui prétendent avoir résolu ce problème. Supposons d'abord que nous avons limité les besoins, et imaginons alors l'homme dans cette situation : que peut-il espérer ? Dans les meilleures des hypothèses, manger, se vêtir et se loger ; il n'a aucun espoir de se développer et d'améliorer sa condition de vie ; en d'autres termes, il n'a plus les moyens de réaliser sa propre existence. Il s'est transformé, même à ses propres yeux, en un cliché qui se répète chaque jour sans pouvoir innover et créer : c'est un homme sans avenir... En figeant les besoins, nous avons anéanti la liberté même de l'homme et supprimé la différence : c'est ce qui est arrivé avec les systèmes qui sont essayé de mettre en pratique le marxisme...

Marx ne s'est point intéressé au problème du besoin comme nous l'avons posé nous-mêmes à partir de la notion de « la liberté dans le besoin ». Il s'est intéressé uniquement à la satisfaction matérielle des

besoins, d'une manière statique, c'est-à-dire en se fondant sur la réalité des besoins, ou du moins sur la détermination de leur vitesse de changement et d'évolution, rien que de l'extérieur, par le moyen d'un certain nombre de lois et de tableaux (1). Ces systèmes, dans leur recherche d'un équilibre perdu entre les besoins et la satisfaction des besoins, c'est-à-dire la « production », ont trouvé bon de limiter les besoins et de freiner la créativité... A ce propos, nous remarquons ce qui suit :

1. — La distinction n'a pas été établie entre la création des besoins, étroitement liée à la liberté, et la fabrication des besoins, qui est un des aspects du système capitaliste, comme nous verrons plus loin. Le résultat en fut l'anéantissement de l'ambition et la stagnation, malgré toutes les tentatives déployées pour encourager la production ; celle-ci sera toujours exposée au risque de l'arrêt brutal ou du moins à celui de la lenteur... Cela relève de l'autorité extérieure et de sa plus ou moins grande domination.

2. — Pour des raisons économiques liées au degré du développement, en particulier du développement technique auquel certains pays sont parvenus, et étant donné les objectifs économiques définis sous la pression de la conjoncture politique internationale et particulière, il a été remarqué que la rapidité avec laquelle les besoins étaient créés correspondait à la capacité de production pour la satisfaction des besoins, les systèmes capitalistes ayant subi l'influence de ceux qui les ont précédés ou de ceux qui sont en place ailleurs (1)... Pour ces systèmes, il n'y avait pas d'autre alternative que de contrôler de l'extérieur le processus de création des besoins, en fixant les besoins de chaque individu, quantitativement et qualitativement, ainsi que les moyens de les satisfaire, soit directement, soit indirectement par le contrôle extérieur. Mais ce contrôle, c'est en réalité le contrôle de la liberté de l'individu (2), ce qui a conduit l'individu à se répéter et à répéter les autres individus au lieu de créer...

L'erreur consiste ici à ne pas distinguer entre les difficultés pratiques provisoires et la solution théorique permanente proposée dans le chapitre II du *Livre Vert,* comme on verra plus tard.

D'autres sociétés, qui sont des sociétés capitalistes techniquement avancées, des sociétés de consommation, se sont préoccupées en revanche de pousser le processus de création jusqu'à ses limites les plus reculées ; bien plus, elles ont utilisé la publicité et la propagande, dans lesquelles elles ont mis à profit le progrès scientifique, afin d'accélérer le processus de création des besoins, ce qui a entraîné :

1. — Le gaspillage des ressources et des biens de la société par la

transformation des besoins liés aux aspirations futures en besoins réels présents, sans pour autant donner à toutes les classes de la société les moyens de satisfaire ces besoins.

2. — La transformation de l'économie en une sorte de concurrence désordonnée pour le gain.

3. — La transformation du processus de création ou de « fabrication » des besoins en une sorte de hantise étouffant l'individu lui-même.

4. — L'injustice sociale, étant donné qu'une vaste catégorie de la société arrive à peine à subvenir à ses besoins, tout en assurant la satisfaction des besoins liés aux aspirations des autres.

Le mystère dans tout cela réside dans le fait que ces systèmes ne se sentent pas responsables de la satisfaction des besoins qu'ils créent eux-mêmes chez les gens. Ce qui leur importe, c'est de créer de plus en plus rapidement de nouveaux besoins, afin que la demande augmente et dépasse l'offre elle-même, ce qui rend possible l'écoulement des produits et par suite la réalisation d'un maximum de profit : ainsi la loi économique « la demande crée l'offre » se trouve-t-elle inversée pour devenir « l'offre crée la demande » (1).

Le système capitaliste, avons-nous dit, laisse libre cours au processus de fabrication de nouveaux besoins. Nous disons fabrication, parce que la création ne se fait pas ici d'une manière naturelle et spontanée ; elle est le résultat de la propagande et de la publicité utilisant les apports du progrès scientifique. Il devient clair que cette liberté prétendue par les systèmes capitalistes n'est pas une liberté en réalité, parce qu'elle est soumise à des pressions extérieures qui l'aliènent, comme c'est le cas d'ailleurs dans les systèmes communistes. Ici et là, la liberté est aliénée, et, partant, l'équilibre est rompu, dans le système capitaliste, entre la fabrication des besoins et la capacité réelle de les satisfaire, dans les systèmes communistes, la limitation des besoins entraîne directement ou indirectement l'affaiblissement de la capacité de production, ce qui entraîne à son tour la rupture de l'équilibre...

Ces deux solutions portent autant l'une que l'autre atteinte à la liberté, et malgré leur apparente contradiction, leur résultat est identique : dans la première solution, il est clair que la limitation des besoins signifie la mort de la liberté ; dans la deuxième solution le processus de création, ou plutôt, comme nous avons dit, de « fabrication » des besoins, ne se déroule pas d'une manière spontanée et naturelle, mais sous la pression de la propagande et de la publicité, ce qui ne laisse pas d'emprisonner la liberté dans ce

qu'elle n'a pas créé et de la soumettre à une domination extérieure dans l'accomplissement du processus de création de ses propres besoins. Elle n'est point libre dans son activité créatrice, ce qui signifie que, dans toutes les deux solutions, la propre activité de la liberté est réduire à zéro. La raison en est la suivante :

Dans les systèmes communistes — comme dans les systèmes capitalistes — on n'a pas tenu compte de la relation qui existe entre le besoin et sa satisfaction, ni de celle qui unit la liberté créatrice et la propriété de la production. L'appropriation par l'État des moyens de production et de la production elle-même et la rémunération du producteur sous la forme d'un salaire ont limité de l'extérieur l'activité créatrice du producteur et anéanti sa liberté comme fondement de l'évolution et de la création. En revanche, dans les systèmes capitalistes, l'homme est entraîné vers de nouveaux besoins ; il a le loisir de créer des besoins ou d'accepter les besoins qui ont été créés à son intention sans avoir la possibilité de satisfaire ces besoins ; dans les deux solutions, la relation entre la production et la création des besoins passe par un intermédiaire : dans l'une, cet intermédiaire, c'est l'État, propriétaire de la production et des moyens de production ; dans l'autre, c'est le capital, propriétaire également de la production et des moyens de production, si bien que tout prix payé par le producteur pour satisfaire le besoin vers lequel il a été entraîné va en réalité dans la poche du capitaliste, puisque, d'une part, la recherche de la satisfaction d'un besoin signifie l'augmentation de la production, laquelle est la propriété du capitaliste, et que, d'autre part, la satisfaction du besoin signifie l'augmentation du gain du capitaliste. Dans tous ces cas, il ne saurait y avoir un équilibre entre le processus de création — c'est-à-dire création des besoins — et la production ; il ne saurait y avoir, par conséquent, une véritable liberté.

Aussi répétons-nous la question posée plus haut : quelle est la solution ?...

Si de laisser libre cours à la fabrication des besoins constitue une solution que nous ne pouvons pas accepter pour toutes les raisons que nous avons évoquées plus haut : gaspillage, multiplication des besoins, exploitation des besoins, écart de plus en plus creusé entre les besoins et leur satisfaction... et si, d'un autre côté, la limitation des besoins signifie la stagnation, l'immobilisme et la suppression de tout désir d'évoluer et de progresser, en d'autres termes, la paralysie de l'être humain et la mort de sa liberté... alors comment préserver ce mouvement — la création des besoins et leur satisfaction — dans sa liberté créatrice ? Comment préserver l'être humain dans sa liberté

sans que cela aboutisse à un désordre qui se retrournerait contre la liberté elle-même et finirait par l'aliéner ?

Le principe est simple à la fois et catégorique. Il se résume dans l'expression « associés et non serviteurs » (1). Toute intervention qui empêcherait l'homme de créer ses besoins et de les satisfaire est une intervention qui irait dans le sens contraire à la liberté, à l'humanité et à l'activité créatrice débouchant sur le progrès. D'un autre côté, l'exploitation sans frein de cette activité par le capital aboutit au même résultat, même si les moyens utilisés sont différents. L'activité créatrice ne peut s'exercer, et à plus forte raison ne peut s'exercer convenablement, qu'au sein d'une société dans laquelle la production appartiendrait au producteur, au sein d'une société d' « associés et non serviteurs ». C'est conformément à ce principe uniquement que l'équilibre peut se faire entre l'activité créatrice et la production... Dans ce cas, l'homme crée les seuls besoins qu'il a les moyens de satisfaire, ou, en d'autres termes, produit ce qui peut satisfaire les besoins qu'il s'est créés. Ainsi, nous pourrons préserver l'activité humaine créatrice aboutissant à l'évolution et au progrès et mettre fin au désordre et à l'esclavage... L'homme, ici, limite lui-même ses besoins sans aucune intervention extérieure ; ce qui signifie que la liberté se limite elle-même. C'est notre réponse à la question que nous avons posée au début de cette étude : pouvons-nous limiter le besoin ? Oui, le besoin peut être limité, au lieu de laisser libre cours à la création des besoins comme dans le système capitaliste, limité, non de l'extérieur, comme dans les systèmes communistes, mais de l'intérieur, c'est-à-dire que la liberté se limite elle-même.

L'appropriation de la production par le producteur conduit à l'équilibre entre la liberté et la nécessité. Celle-ci se présente sous la forme de besoins réels présents, celle-là sous la forme d'aspirations vers de nouveaux besoins à satisfaire. Or, puisque la nécessité — ou besoin réel — n'est à l'origine qu'une aspiration,l'on peut dire que la nécessité n'est rien d'autre que la liberté qui cherche à se dépasser elle-même et à réaliser par conséquent le progrès et le bien-être. « Le but de la nouvelle société socialiste est de constituer une société heureuse parce que libre »... (1).

NOTES

(1) Chapitre II du Livre Vert, *p. 16.*
(1) En tout cas, une philosophie purement matérialiste n'était nullement capable d'appréhender la relation qui existe entre le besoin et la liberté.
(1) Cf La propriété et l'aliénation de l'homme, les Quatres Saisons, *n° 3.*
(2) Cf. Le Livre Vert, *la solution économique, p. 4.*
(1) Cf. Les Quatres Saisons, *« le socialisme, rationalisation de l'économie », n° 5.*
(1) Chapitre II, p. 3.
(1) Chapitre II, p. 19.

Salariat et déséquilibre des relations entre employés et employeurs

---

P[r] D[r] Nevzat Yalçintaş
Istambul

Les salariés occupent une place indispensable au sein de tous les systèmes de production largement répandus dans le monde contemporain. La structure générale de l'économie, le volume de la production, la technologie et le niveau de développement des techniques d'organisation appliquées à la production présentent des différences considérables et ont des répercussions diverses, mais directes sur le nombre des salariés, leurs qualifications, salaires et conditions de travail. Mais tous ces facteurs ne changent rien au fait même que les salariés soient indispensables aux processus de production. On a également observé que les problèmes fondamentaux de tous les systèmes de production à divers niveaux de développement, problèmes résultant précisément de la position des salariés et concernant leur revenu, leurs conditions de travail et leur rapport avec le capital, n'ont pas trouvé de solution durable qui satisfasse les deux parties et la société en général. Le frère Moammar Kadhafi, dans la deuxième partie de son *Livre Vert,* « la solution du problème économique », souligne à juste titre ce fait comme le point de départ de son analyse.

Certes, l'agitation ouvrière persiste dans une mesure plus ou moins grande, et garde un caractère endémique dans des états parvenus à divers niveaux de développement et appliquant des systèmes économiques et politiques différents. Dans certaines circonstances, cette agitation ouvrière peut prendre des dimensions si importantes que la stabilité générale de l'économie est ébranlée et que l'on voit se répandre au sein de la structure économique tensions sociales, irrégularités et corruption. Dans la vie professionnelle, si l'on ne peut formuler les questions concernant les salariés, ou si celles-ci sont condamnées par certains systèmes politiques, les salariés sont alors non seulement exploités et lésés matériellement et moralement, mais des explosions sociales soudaines se produisent épisodiquement, exprimant le mécontentement des masses. Afin de nous représenter plus clairement les questions posées par le statut et la nature des salariés, que l'on n'a pas encore pu, ou voulu, résoudre de façon satisfaisante et durable, nous devons les étudier au sein des deux systèmes économiques différents. On distingue en effet, parmi plusieurs autres systèmes économiques, deux types essentiels couramment employés. Nous avons d'une part, l'économie de marché, et d'autre part, l'économie planifiée par une autorité centrale. Le système économique, de par sa nature, se définit en fonction du système politique qui influence et détermine sa structure, et réciproquement.

SITUATION DES ÉCONOMIES DE MARCHÉ.

Dans les pays à type d'économie de marché qui garantissent les libertés classiques, employeurs et employés sont organisés en « mutuelles ». Ces syndicats ont pour but de défendre les intérêts économiques et sociaux des groupes qu'ils représentent. Ainsi, la définition et la nature même de ce système engendrent automatiquement tout un appareil de luttes et de négociations. Le niveau des salaires est à son tour profondément influencé par le pouvoir de négociation et la lutte consécutive des participants intéressés. Dans ce type d'économie, les salaires sont fixés de façon à vérifier la « théorie du pouvoir négociant » (1). Le niveau des salaires en cours sur le marché dépend donc largement du pouvoir de négociation des employeurs d'une part, des employés de l'autre.

Des forces diverses et souvent contradictoires s'opposent sur le marché, il est donc clair que le niveau salarial ne peut pas résulter de l'interaction des mécanismes d'offre et de demande. Il a des limites « inférieures » et « supérieures ». Le montant maximum que l'employeur est prêt à payer constitue la « limite supérieure des salaires » comme la rémunération minimale acceptable par l'employeur dépendent de plusieurs facteurs. Parmi les éléments qui influent sur la limite supérieure des salaires, le maximum que l'employeur est prêt à payer, on peut citer la concurrence des autres entreprises dans la même ligne de production, l'efficacité des ouvriers, la possibilité de remplacer la main-d'œuvre par des machines et d'autres types d'équipement, et l'intérêt alloué aux crédits de gestion souscrits. Au-delà d'un certain plafond, les employeurs préfèrent fermer l'usine plutôt que de payer davantage aux employés. En ce qui concerne les salariés, il existe un plafond de salaire minimal, dont le niveau est déterminé par la politique des syndicats et la conception de la limite inférieure par les travailleurs. On ne peut escompter toutefois que ce niveau soit inférieur au minimum qui assure la subsistance des ouvriers et de leurs familles.

Dans la détermination du niveau salarial, la position du salaire courant entre les deux limites ci-dessus dépend du pouvoir de négociation des parties et de la mesure dans laquelle elles pourraient utiliser efficacement ce pouvoir. On pourrait donc dire à ce sujet que les économies de marché soulèvent des questions importantes, car

leur système reconnaît aux travailleurs le droit de négocier. Les questions essentielles seront discutées brièvement ci-dessous.

RELATIVITÉ DU POUVOIR DE NÉGOCIATION.

Comme le pouvoir de négociation de l'employeur et de l'employé ne dépend pas de facteurs auparavant prévisibles ou mesurables, il ne peut rester constant, ni dans le temps, ni au niveau national. Des salaires différents peuvent être attribués dans la même branche de production, et le pouvoir de négociation peut varier selon les secteurs, les régions et les entreprises. Il se peut même que des ouvriers qui travaillent dans des entreprises voisines produisant le même article touchent des salaires différents. Les salariés ont alors l'impression que les notions de « justice » et de « droit » jouent un rôle véritablement alléatoire dans la détermination de ces salaires.

ARMES UTILISÉES LORS DES NÉGOCIATIONS : GRÈVE ET LOCK-OUT :

Les salariés se regroupent et forment des syndicats afin d'accroître leur pouvoir de négociation, car la force d'un seul ouvrier proposant ses services serait trop négligeable pour être prise en considération. Imprégnés de la même conviction, et en vertu de leur statut, les employés ont par essence un pouvoir similaire ; ils forment donc également des associations d'employeurs. Lorsqu'une partie ne peut imposer pacifiquement ses exigences à l'autre au cours du processus de négociation, elle a tendance à exploiter le pouvoir dont elle dispose et à appliquer des méthodes de négociations plus convaincantes. Les employés se mettent en grève tandis que les employeurs déclarent le lock-out. Dans les deux cas, le travail est arrêté. Par conséquent, dans un système où le conflit entre capital et main-d'œuvre ne peut se résoudre pacifiquement, on observe une contraction de l'offre des produits et des services qui enrichissent l'économie nationale. En d'autres termes, ceci revient à la punition collective de toute la société. Le plus souvent, les arrêts de travail atteignent des dimensions telles qu'ils compromettent la santé de l'individu et de la société ; la suspension des services indispensables à celle-ci expose rapidement à des dangers mortels. Nous en avons vu récemment des exemples

très significatifs en Europe occidentale, tout particulièrement en Grande-Bretagne.

INFLUENCES DÉFAVORABLES SUR LA RÉPARTITION DU PRODUIT NATIONAL BRUT.

Les salariés détenant un pouvoir de négociation tel qu'il leur permet d'arrêter la production peuvent bénéficier d'une part plus importante du Revenu National, et ce faisant, créent des inégalités aux dépens des autres groupes sociaux. Plus précisément, les ouvriers qui travaillent dans les secteurs clefs ou critiques de la vie économique et sociale pourraient, en vertu du caractère particulier de leur travail, détenir un plus grand pouvoir de négociation, et par conséquent, d'importantes inégalités de revenu pourraient très bien frapper les salariés et d'autres groupes de la société. Les principales victimes de cette situation sont les groupes à revenu fixe, la main-d'œuvre non spécialisée et le personnel aux appointements.

INFLUENCE SUR LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE.

En période d'expansion, caractérisée par la croissance rapide du Produit National Brut, des ouvriers syndiqués peuvent augmenter leur revenu en exploitant leur pouvoir de négociation. Par suite de la croissance économique, la demande générale augmente, et les employeurs pourraient porter les augmentations de salaires au poste de leur frais. Dans ces circonstances, l'ensemble des frais, et par conséquent le prix, s'élèvent. La hausse des prix entraîne une augmentation de la masse salariale qui provoque à son tour, de par le mécanisme de répercussion des coûts expliqué ci-dessus, de nouvelles hausses de prix. Ainsi déclenchée, l'escalade des prix et des salaires, pour ces raisons entre autres, alimente l'inflation. Dans ce contexte, comme les augmentations des salaires réels dépendent des conventions collectives établies pour un certain nombre d'années, elles suivent les hausses des prix avec un décalage, et en conséquence, la répartition du revenu national évolue au détriment des ouvriers. Ceci s'explique par le fait que le prix des services et produits achetés par les ouvriers augmentent plus rapidement que leur pouvoir d'achat.

Dans un cadre inflationniste, malgré les hausses de prix, si la masse

monétaire et le volume de la demande n'augmentent pas pour étayer ces hausses de prix, le chômage peut apparaître, à moins que les chefs d'entreprise ne réduisent leurs marges bénéficiaires. Une diminution des marges bénéficiaires ralentirait les investissements et abaisserait le taux d'accroissement économique ; ce qui aurait pour effet d'accroître le chômage.

Dans les deux cas, la partie des employeurs et la partie des employés se tiendraient mutuellement responsables, et s'accuseraient réciproquement des résultats négatifs. Quel que soit le bien-fondé des accusations et des opinions des deux parties, la solution des problèmes socio-économiques, et le règlement des inégalités appellent le gouvernement à intervenir en matière de prix, de salaires, et de revenus ; ils rendent même cette intervention inévitable.

Nous avons rapidement évoqué ci-dessus le mode de détermination des salaires et certains problèmes suscités par les relations employeurs-employés dans les pays à économie de marché. Des problèmes importants apparaissent également dans les systèmes où les parties ne sont pas admises à discuter ou à négocier les niveaux des salaires et autres conditions de travail.

SITUATION DES ÉCONOMIES PLANIFIÉES PAR UNE AUTORITÉ CENTRALE.

Les structures politiques abritant un système économique dont chaque élément est obligatoirement dirigé par une planification centrale présentent des traits parallèles à ceux de leur structure économique. La production est nationalisée ; les employeurs sont l'État, et ceux qui le représentent. Bien que l'employeur ait un statut différent par suite de la mutation du droit de la propriété, l'employé conserve encore son statut de salarié. Le *Livre Vert* illustre clairement ce point. « Les ouvriers employés dans des entreprises publiques et privées ont toujours le statut de salariés, indépendemment des différences entre les employeurs. Ainsi, malgré la mutation du droit de la propriété, le problème des droits de l'ouvrier sur le produit de son travail rétribué par un salaire n'est pas encore résolu. La preuve en est que le producteur est toujours salarié, bien que la propriété ait changé de mains » (2). Parmi les problèmes qui attendent toujours une solution satisfaisante et qui touchent les travailleurs en raison de leur statut de salarié dans des pays dominés par ce type de systèmes socio-politiques, on peut citer :

RESTRICTION DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION DES TRAVAILLEURS.

Dans la plupart des pays à économie planifiée par une autorité centrale, les travailleurs ne disposent pas de moyens leur permettant d'exprimer efficacement leurs exigences en matière de salaires et autres conditions de travail. Les syndicats n'ont pas le droit de négocier ou de contracter des conventions collectives ; le système des « comités du peuple », au sein desquels les idées sont exprimées individuellement ou collectivement, ne fonctionne pas non plus. Le système des « comités du peuple » a pour caractéristique d'élargir la base démocratique du pays, en regroupant les masses en son sein. Faute d'y pourvoir réellement, ce système ne laisse d'autre choix au travailleur que celui d'accepter un système de salaires déterminés par une autorité centrale et leurs niveaux préétablis.

CONSTITUTION DE LA MASSE SALARIALE EN FONDS.

Dans ce système, le montant total qui doit être versé aux salariés est fixé dans les limites du bilan économique global. Par conséquent, le critère principal lors de la détermination des salaires n'est pas celui des besoins divers et changeants des ouvriers. Ce système introduit d'une part une certaine rigidité ; d'autre part, face aux coûts croissants, des biens d'équipements entrainent une diminution du fonds. La répartition du fonds selon les secteurs et les compétences soulève des problèmes consternants et crée des difficultés qui compliquent l'équilibre entre l'offre et la demande.

RESTRICTION DES ACTIVITÉS SYNDICALES.

Dans le cadre d'une économie planifiée, comme dans les systèmes d'économie de marché, les ouvriers ont pu former des syndicats. De plus, il existe des comités d'ouvriers à l'atelier. Mais la sphère d'activités de ces organisations est limitée et celles-ci ne sont pas assez puissantes pour orienter la solution des problèmes principaux concernant les relations entre employeurs et employés. Ces comités et syndicats s'occupent essentiellement des problèmes individuels

des ouvriers, de leurs plaintes, de la discipline de l'atelier, de la rentabilité et des accidents de travail. Le travailleur qui est théoriquement considéré comme le propriétaire exclusif de toutes les unités de production ne possède pas même un statut qui lui permettrait d'influencer et de déterminer ses propres conditions de travail. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, il est, selon la description du *Livre Vert,* purement et uniquement salarié.

L'ALLÈGEMENT DE LA PRESSION DES BESOINS FONDAMENTAUX.

Dans certains pays, le travailleur dont le niveau de vie est déterminé par sa participation à la masse salariale ne peut satisfaire ses besoins fondamentaux et n'échappe pas à leur pression. Les plus importants des besoins fondamentaux sont étudiés et définis ainsi dans le *Livre Vert :* « logement, revenu, moyen de transport et terre ». Les individus et les groupes sociaux qui ne sont pas parvenus à assurer ces besoins fondamentaux, entre autres, sont soumis à de fortes pressions de par leur dépendance. Il est difficile de considérer comme libres et indépendants des hommes soumis à de telles pressions de servitude. Le *Livre Vert* exprime ce point important de la façon suivante :

« Celui qui est maître des besoins d'un autre lui dicte sa loi, l'exploite et pourrait le réduire à l'esclavage, en dépit de la législation qui le lui interdit. Ces besoins fondamentaux et indispensables à la vie, du vêtement à la nourriture, du moyen de transport au logement doivent être protégés, ils constituent une propriété privée et sacrée. » (3)

Ferdinand Lassalle, économiste célèbre, constatant le résultat néfaste de l'enthousiasme suscité par les réalisations économiques, dit un jour :

« Au diable l'absence de besoins ! » Si l'on considère la déchéance dans laquelle se trouve un homme toujours esclave de la pression de ses besoins, on peut dire sans peine : « Au diable la pauvreté ! »

Le système de « participation des travailleurs », présenté comme une réponse aux questions ouvertes concernant les salariés, est actuellement mis en pratique dans plusieurs secteurs et pays. Mais cette mesure n'a pas su apporter de solution aux problèmes essentiels. En pratique, ce système se traduit plus souvent par une meilleure information des travailleurs, afin de les aider à négocier plus efficacement avec leurs employeurs. Certes, ceci est utile aux

travailleurs, mais cette mesure ne peut en aucun cas modifier le caractère et la structure essentielle du système.

Le principe « Des associés non pas des salariés » suggéré dans le *Livre Vert* comme solution aux questions ci-dessus, est original et judicieux. Le fait même que le travailleur considère son statut comme celui d'un associé, et non d'un salarié, l'amènerait finalement à envisager son travail comme sien. Ceci créerait un climat favorable, pour le moins, lors de l'apparition et du règlement des conflits sociaux. En outre, donner au travailleur un tel statut augmenterait inévitablement sa rentabilité. Le caractère social ne représente-t-il pas par essence l'aspect de la production inséparable du travailleur ? C'est pourquoi le principe établi dans le *Livre Vert* est sain et judicieux. La forme que ce principe pourrait revêtir en pratique devrait être discutée, et de façon détaillée. Il faudrait également aborder les questions suivantes : selon quels critères faut-il répartir le revenu national, que doivent recevoir les autres secteurs de la société, comment déterminer le montant de l'investissement ? Ce genre de discussions ouvrirait de nouveaux horizons et établirait des bases solides.

NOTES

(1) Voir Nevzat Yalçintaş, « Wages and the supply of labour », Faculté des sciences économiques, Istanbul, 1969, p. 52.
(2) Le Livre Vert *« La solution du problème économique », Édition turque, p. 7.*
(3) Id., *p. 27.*

Le salariat source de déséquilibre dans les relations entre les travailleurs et les patrons

---

M[r] Prakash Neerohoo
Journaliste — Ile Maurice

A côté du système de propriété privée des moyens de production, en vertu duquel une minorité privilégiée exerce un contrôle absolu sur les richesses de la nation, le salariat constitue un autre pilier important de la société d'exploitation engendrée par le capitalisme. La dynamique interne du capitalisme — celle des inégalités — est issue de l'existence de la dualité salaire-profit elle-même fondée sur l'exploitation que permet le salariat.

Depuis la révolution industrielle, malgré l'amélioration relative des conditions de travail, l'on assiste à un processus de salarisation croissante qui fait justement la force du capitalisme et le moteur de son développement. C'est-à-dire qu'en dépit de dures batailles livrées par les syndicats pour améliorer le sort de la classe ouvrière, la prolétarisation dans la société capitaliste a augmenté d'intensité, allant jusqu'à toucher les petits producteurs devenus contraints de se convertir à la rationalité Capital-Travail. De plus en plus, le problème du salariat revêt donc une importance primordiale dans la lutte pour la libération des travailleurs.

A cet égard, le philosophe Moammar Kadhafi a mis le doigt sur une question fondamentale qu'il pose en ces termes : « *Bien que la notion de propriété ait subi de profondes modifications en évoluant de l'extrême droite à l'extrême gauche, et en prenant diverses formes intermédiaires, les producteurs demeurent des salariés.* » (*Livre Vert*, 2e partie, p. 8). Qu'est-ce qu'un salarié, sinon un esclave moderne qui vend sa force de travail au patron pour recevoir, en contrepartie, de quoi vivre. Ce rapport dominant-dominé (patron-employé) n'obéit évidemment à aucun critère d'équité et constitue une anomalie dans l'ordre naturel des choses. La transformation des relations Capital-Travail dans le sens de la justice naturelle ne peut donc se réaliser que si le salarié passe de son statut de vendeur de sa force de travail à celui d'associé dans le processus de la production. C'est-à-dire lorsque l'ouvrier sera rétabli dans son droit de disposer librement de sa production.

L'aspiration à de meilleures conditions de vie a toujours marqué les rapports du travailleur avec le patron. Mais il n'a jamais été facile pour l'ouvrier d'infléchir la situation en sa faveur. Bien que les relations Capital-Travail aient souvent pris une tournure violente cristallisée dans les formes de lutte des classes qui mettent en danger les fondements de la société capitaliste, les patrons ont réussi, dans bien des cas, à désamorcer la crise grâce à la mise en œuvre d'une politique interventioniste par l'État en matière économique et sociale.

Mais pour novatrice et progressiste qu'elle soit par rapport à l'époque du capitalisme libéral, la politique interventioniste, ainsi que le montre l'expérience historique, a ses limites. Inscrite dans la logique de l'économie de marché, elle a visé à réaménager le système, à rééquilibrer les relations Capital-Travail afin d'éviter le risque de troubles révolutionnaires que les inégalités flagrantes faisaient peser sur la société.

Pour mieux éclairer le caractère limitatif de la politique interventioniste, il est nécessaire de rappeler comment et dans quelles circonstances est né le phénomène de l'intervention de l'État.

Au début du XIXe siècle, le capitalisme libéral, grâce à une division du travail très poussée et à un machinisme perfectionné (la substitution générale de la machine à l'outil actionné par la main de l'homme), réalisait une augmentation considérable du rendement individuel et de la production globale. Cependant, des crises de surproduction se produisaient en même temps en raison de l'adaptation imparfaite de la production aux besoins. Il en résultait un engorgement des marchés avec ses répercussions en termes de baisse des prix, de faillites, de fermeture d'entreprises, de chômage et de misères pour les travailleurs. Sur le plan social la crise eut pour conséquence d'aggraver les relations Capital-Travail. Les patrons cherchaient à diminuer le plus possible leurs prix de revient pour augmenter leurs profits, et ils exigeaient de leurs ouvriers des journées de travail plus longues pour des salaires plus faibles. Réagissant à ces tensions sociales, des économistes (interventionistes, socialistes) conclurent à l'inefficacité du régime de liberté économique incontrôlée qu'ils jugeaient d'ailleurs incapable d'assurer l'harmonie des intérêts entre employeurs et salariés. Ils plaidèrent en faveur de l'intervention des pouvoirs publics dans la vie sociale.

La crise du capitalisme libéral s'accentua avec la Guerre de 1914. Deux ans après, la Grande-Bretagne en particulier s'enfonça dans une dépression qui allait durer 20 ans. Le taux de chômage entre 1921 et 1940 ne tomba pas au-dessous de 10 % ; et la pauvreté faisait rage. On criait à la faillite du système économique. Pour résoudre le problème du chômage et assurer le plein emploi, l'économiste Keynes proposa, entre autres, une intervention permanente du gouvernement dans l'économie et il devait être l'inspirateur des mesures d'intervention indirecte proposées plus tard : politique monétaire, politique fiscale, politique du crédit et des investissements. Ce plan d'action générale était destiné à assurer le développement économique sous le contrôle de l'État.

En 1940, Lord Beveridge vint accroître le rôle de l'État en proposant une réforme des assurances sociales britanniques visant à protéger les citoyens contre la misère (garantie d'un revenu minimum nécessaire à l'existence de chacun), la maladie (service national de santé avec gratuité de soins) et le chômage (dépenses publiques pour créer des emplois).

Tout ce mouvement axé sur le rôle décisif de l'État dans l'économie aboutit au système de l'État-Providence (Welfare state). Le Welfare State a assuré aux travailleurs britanniques les garanties depuis 35 ans : droit à l'emploi, allocation chômage, retraite, loisirs, médecine gratuite, diverses allocations sociales. Sur le plan de l'économie, d'importants secteurs productifs — charbon, gaz, électricité, transports publics, etc... — furent nationalisés dans les années 40. S'il est vrai que Keynes et Beveridge voulaient changer une société où les travailleurs vivaient dans les pires conditions, il n'en demeure pas moins que leurs théories ne visaient pas à enterrer le système capitaliste, mais à le réformer, à l'« humaniser », à le sauver. On ne s'attaqua pas à l'origine du mal, l'exploitation des travailleurs à travers le salariat qui ne leur assurait que la subsistance.

La politique interventioniste, incarnée par le Welfare State a été donc une tentative réformiste de résoudre la crise du capitalisme. Ce modèle a fait école dans tous les pays à régime social-démocrate, y compris le Tiers-Monde. Il s'agit d'un capitalisme réglementaire où l'État intervient dans la vie socio-économique pour réglementer les conditions du travail (salaire, durée, congé, etc...), les prix, le crédit, etc..., et garantir les citoyens contre les risques de la vie par le biais du système de sécurité sociale.

Cette expérience dirigiste a pu, pendant de nombreuses années, couper l'herbe sous les pieds des syndicats revendicatifs et les ramener dans la logique du système à travers la participation à la gestion de l'entreprise (système de cogestion en Allemagne fédérale), entre autres moyens utilisés. Toutefois, les différentes formules d'association avec le patronat n'ont pas pu effacer l'antagonisme qui oppose employeurs et employés. Car, fondamentalement, les travailleurs demeurent des salariés qui continuent à vivre dans un état de dépendance à l'égard des patrons acheteurs de leur force de travail. Ils se rendent compte qu'ils ne reçoivent toujours pas l'équivalent de la valeur produite par eux.

Certes, la réduction des heures de travail, la rémunération des heures supplémentaires, les divers congés, la reconnaissance d'un salaire minimum garanti, la participation des travailleurs à la gestion et

aux bénéfices de l'entreprise, l'interdiction des licenciements arbitraires, le droit de grève et la réglementation du travail constituent un énorme progrès par rapport à la situation des ouvriers dans l'époque du capitalisme libéral. Mais comme le dit Moammar Kadhafi : « quelles que soient les améliorations apportées au salaire, le salarié reste une sorte d'esclave d'un maître qui le paie, ou plutôt il est un esclave temporaire... ».

La nouvelle crise du capitalisme marquée par l'incapacité des pouvoirs publics à résoudre la stagflation (stagnation économique doublée de l'inflation) a fait voler en éclats les tromperies de l'État-Providence. Dans tous les pays industrialisés et leurs satellites du Tiers-Monde les maigres avantages sus-mentionnés qui furent arrachés par les ouvriers au prix d'après luttes ont tendance à s'éroder. Le chômage s'étend à la suite de la fermeture d'entreprises et des mesures de compression du personnel ; l'inflation marginalise les économiquement faibles alors que le patronat s'en tire en répercutant les hausses de coûts de production sur les prix de vente ; la lutte pour l'amélioration des salaires s'est vue reléguer au second plan avec la nécessité urgente de compenser les ouvriers de l'inflation ; la politique des revenus (axée sur la fiscalité, la sécurité sociale et la réglementation des salaires) est devenue inefficace aggravant ainsi les inégalités sociales. L'ouvrier se voit davantage appauvri dans sa condition de salarié en même temps que la salarisation gagne les petits producteurs que la crise économique et les monopoles tuent. Le capitalisme réglementaire n'arrive pas à assurer les garanties minimales contenues dans la loi protectrice du travail et autres réglementations.

Toutes les théories économiques proposées jusqu'ici n'ont donc pas proposé de solution durable au problème du salariat, qui est au centre de tous les conflits Capital-Travail. Sous ce rapport, la proposition de Moammar Kadhafi de rétablir la loi naturelle en vertu de laquelle les facteurs de production (matières premières, moyens de production, producteurs) étaient rémunérés sur un pied d'égalité et en fonction de leurs parts respectives dans la production. L'absence de cette égalité naturelle est la négation du droit du travailleur de disposer de sa production et de recevoir l'équivalent de la valeur qu'il produit.

Le salariat tel qu'il fonctionne dans le système où les propriétaires des moyens de production reçoivent la part du lion dans la répartition de la production est un vol organisé de ce qui est dû à l'ouvrier selon la loi naturelle. Il faut en finir avec le concept de salaire-profit qui fait de la force de travail une marchandise socialement produite (pour vivre un

travailleur consomme des marchandises produites par un autre) qui s'échange sur le marché (le marché du travail).

La véritable libération des travailleurs passe donc par l'abolition du salariat, la cause première de leur assujettissement. Les formules trompeuses telle que la politique interventioniste n'extirpent pas le mal.

Le droit des travailleurs à l'information économique

M. Léandro Canibano Calvo
Vice-recteur de l'Université Autonome de Madrid

Parmi les grands problèmes auxquels la science économique a essayé d'apporter une réponse, figure celui de la répartition adéquate du produit social entre les différents facteurs de production. Les propositions dans ce domaine ont toujours véhiculé une forte charge idéologique, car les hypothèses de départ supposaient un ensemble de valeurs dont l'acceptation ou le refus déterminait la validité des développements futurs.

Par exemple, alors que les économistes classiques et néo-classiques basaient leur théorie de la distribution sur une prétendue objectivité d'après laquelle la masse salariale dépendait en dernier lieu de la productivité des travailleurs, les marxistes rejetaient une telle prémisse et soutenaient que le salaire rémunère une partie seulement du travail réalisé, le reste étant un excédent dont la valeur est appropriée par les détenteurs de capital sous forme de plus-value.

L'œuvre qui fait l'objet de nos commentaires dans ce séminaire international, le second tome du *Livre Vert,* de Moammar Kadhafi, aborde ce thème et propose la répartition du produit social entre les trois facteurs de production : matières premières — équipements et travailleurs. Étant donné qu'ils sont également nécessaires à la production, celle-ci doit être divisée en trois parts, chacune d'entre elles correspondant à l'un des facteurs.

Mon propos n'est pas de débattre de la quantité des parts susmentionnées, mais plutôt de traiter un aspect qui gagne chaque jour en importance dans les sociétés démocratiques avancées : le droit des travailleurs à recevoir une information économique adéquate, qui leur permette de saisir à temps et dans sa forme, la réalité des unités économiques, qu'ils intégreront au niveau de leur entourage immédiat ; tant pour se faire une idée claire des revenus de l'unité productive et de leur participation réelle à ces revenus, que pour toucher du doigt d'autres aspects liés à l'obtention d'une authentique qualité de la vie.

Il est certain que les processus économiques deviennent de plus en plus complexes et requièrent par conséquent une plus grande information. Prendre des décisions, sans l'information idoine, peut déboucher sur des actions fourvoyées qui mettent en péril les objectifs poursuivis. La distribution équitable du produit social et la participation des travailleurs à ce produit exigent une information claire, élaborée à partir de règles précises, et qui permet aux travailleurs d'appréhender la réalité des différentes unités de production. Les positions basées sur les discours et le volontarisme sont le meilleur moyen d'éluder les problèmes, dans l'immédiat et à plus long terme. Dans ce cas, bien

souvent la réalité emprunte un chemin autre que celui initialement prévu.

Le *Livre Vert,* objet de nos commentaires, remarque opportunément que la condition des travailleurs connait d'importants changements, particulièrement sur le plan qualitatif. « La machine produit aujourd'hui l'effort jadis fourni par un certain nombre de travailleurs ». « Grâce aux progrès accomplis, la classe ouvrière a cessé d'être composée de grandes masses d'ouvriers non qualifiés, au profit de groupes réduits de techniciens d'ingénieurs et de scientifiques. » « L'avance scientifique constitue pour l'humanité un acquis irréversible qui condamne à jamais l'analphabétisme. »

Dès lors, cette nouvelle dimension de la classe ouvrière, qui remet entre les mains des travailleurs, un nombre important de responsabilités du processus de production, et qui élève le travailleur du rang de simple salarié à celui de partenaire ; *exige* donc que la classe ouvrière dispose de l'information économique et financière suffisante, afin de juger aussi bien l'efficacité de la gestion des unités de production, que l'équité de la distribution du produit social. Il devient dès lors impensable qu'une société qui progresse technologiquement et culturellement, n'exige pas un meilleur niveau d'information dans le domaine économique, car il ne faut pas perdre de vue, qu'une faillite économique peut faire échouer toutes les possibilités d'atteindre un grand nombre des objectifs du bien-être.

Il est certain que les sociétés capitalistes sont régies par d'autres principes, quant à la distribution du produit social. Il y a pourtant bien longtemps qu'elles ont compris que, bien que les décisions économiques soient prises par une minorité de privilégiés, elles doivent chercher l'appui et la caution d'une bonne partie de la population qui consomme les biens produits par les entreprises et qui investit l'épargne, à titre de créanciers ou d'actionnaires. Ceci a conduit dans beaucoup de pays à une large diffusion de la propriété mobilière, un grand nombre de citoyens d'autre part se sent lié à ses entreprises de commerce à titre de partenaire, bien que la propriété et l'administration soient deux choses différentes. En effet, posséder un quota précis dans le capital de l'entreprise ne signifie pas nécessairement la participation effective à l'administration et à la gestion de l'entreprise. Car les administrateurs doivent rendre compte périodiquement, en suivant des règles précises établies par la législation.

Par ailleurs, il est prouvé que les exigences de rigueur et de précision s'accroissent particulièrement après les périodes de crises. Elles conduisent à une perte de confiance et le meilleur moyen de la

restaurer, consiste à imposer aux unités économiques, une information de meilleure qualité : information qui se traduit en retour par une plus grande confiance au sein de la société. L'exemple des mesures adoptées, dans le marché des valeurs aux États-Unis, après la dépression de 1929, dont la gravité n'avait jamais été égalée par le passé, constitue une illustration éloignée dans le temps. Les lois votées par le Congrès en 1933 et en 1934 ont conduit à la création de « la Commission des changes et des valeurs », qui avec « l'Institut américain des comptables » ont veillé à ce que l'information économique et financière des entreprises réponde à des critères capables de redonner confiance aux Américains et en particulier aux investisseurs potentiels ou réels.

Cependant, si l'information dans un premier temps s'adressait essentiellement à une classe sociale bien précise, après la seconde guerre mondiale, elle devient une exigence pour les gens de tous horizons. La force des syndicats, que nous ne débattrons pas ici, et l'arrivée au pouvoir de nombreux partis socialistes, ont conduit à l'examen de nouvelles exigences, engendrées par un nouvel ordre social : conventions collectives — cogestion — autogestion — lutte pour la qualité de la vie — défense de l'environnement...

L'importance acquise par certaines sociétés multinationales a porté le débat jusque dans les tribunes internationales. Ainsi, « le Centre des entreprises transnationales » organisme spécialisé des Nations-Unies a élaboré plusieurs études techniques qui définissent les normes internationales de comptabilité et d'information pour ces entreprises. Il s'agit, cependant de s'interroger sur une question d'importance. L'information qu'exige les travailleurs a-t-elle le même contenu que celle qui est traditionnellement dispensée aux détenteurs du capital dans l'entreprise publique ou privée ? Nous croyons sincèrement que malgré les traits communs aux deux genres d'informations l'une et l'autre présentent des caractéristiques différenciées. Dans ce sens, la position des syndicats suédois est significative. Ils ont financé quatre programmes, sous les hospices du centre suédois de Recherche en Ergonomie, lesquels programmes devaient élaborer des systèmes d'information et de contrôle qui répondent aux besoins des travailleurs, car l'information aujourd'hui en vigueur, relève de systèmes qui privilégient d'autres groupes. Beaucoup de dépenses superflues effectuées pour des intérêts particuliers au sein de l'entreprise peuvent être mises sur le même plan que les coûts de production et réduisent en conséquence le bénéfice social. Si une réglementation prévoit une base de répartition, celle-ci sera nécessai-

rement injuste, le calcul étant faussé dès le départ.

Pour ces raisons, il est impératif de définir clairement, quelles seront les composantes qui intégreront à la fois les coûts, les revenus et les excédents de manière à ce que la participation de chacun des facteurs de production corresponde à une juste répartition du produit social.

Dans la société socialiste préconisée par le *Livre Vert,* qui définit les fondements économiques de la troisième théorie Universelle », où les syndicats d'ouvriers seront remplacés par des syndicats d'ingénieurs et de techniciens grâce au progrès scientifique, il sera indispensable de ne pas greffer des théories toutes faites, mais de rechercher les besoins en information que cette société exige. Une fois connus et diffusés, ils aideront à renforcer la cohésion des individus face à l'idéal commun, qui est celui d'une distribution plus juste de la richesse et de la rente.

On ne peut conclure, sans dire un mot du grave défaut qui afflige l'information économico-financière : son caractère éminemment quantitatif au détriment de beaucoup d'aspects qualitatifs, qui conditionnent en grande partie le bien-être social, car la croissance économique ne signifie pas nécessairement bien-être social. Le concept recouvre un certain nombre d'aspects qu'on désigne généralement par qualité de la vie.

Le Livre Vert, n'oublie aucune des questions ayant trait à ce concept. Ainsi, il traite de l'habitat, des transports et se réfère également à l'accord tacite que la société passe avec les individus les moins favorisés ; essentiellement les « handicapés physiques et mentaux », lesquels ont autant droit que les personnes saines de corps et d'esprit à leur part de richesse.

Mais poursuivons notre raisonnement sur les nécessités d'information de la classe ouvrière. La vision purement quantitative qui considère l'unité de production comme un tout en soi, un tout fermé, a vécu, car il existe d'importants facteurs exogènes difficilement quantifiables et qui agissent sur l'environnement ou détériorent selon les cas, la qualité de la vie.

Les entreprises ne peuvent évoquer la rentabilité pas même en système capitaliste pour justifier l'incitation permanente à la consommation. Elles ne peuvent pas non plus employer qui bon leur semble, et licencier à n'importe quel moment. Évidemment, elles ne sont pas en droit de polluer l'environnement et de ruiner l'équilibre écologique, sous prétexte de progrès. Ce sont ces problèmes qui font ressortir la nécessité d'une information sociale, qui de paire avec l'information purement économique aiderait à apprécier globalement le fonctionne-

ment des unités de production, car il peut se révéler que celle qui produit le plus d'excédent est à l'origine d'une plus grande instabilité pour les travailleurs, leur fait courir plus de risques, et pollue l'environnement. Avec l'aide de l'information, il s'agit de mettre fin à la fausse image selon laquelle celui qui produit le plus et fournit le plus d'excédent est forcément le meilleur, les coûts sociaux pouvant dépasser les mesures économiques commentées plus haut.

Cet ensemble d'informations dont le but est de rendre tangible ce qui est indispensable à une meilleure qualité de la vie est regroupé sous l'appellation de Bilan social, par opposition à l'information financière contenue sous le Bilan économique. Dans certains pays, le bilan social a fait l'objet d'une réglementation légale et administrative.

Il serait long d'énumérer les questions qui restent à discuter et auxquelles il faudrait répondre, car toutes les façons de voir ne coïncident pas, mais nous disons que l'essentiel est de définir les agents sociaux impliqués dans une activité fonctionnelle au sein de l'entreprise et établir une liste des décisions et activités qui implicitement ou explicitement ont des incidences sociales. Ce critère passe en second lieu dans mon pays, à cause de l'Institut National de l'Industrie, holding financier qui regroupe les entreprises publiques espagnoles, mais des pas ont été franchis dans ce sens, il faut le reconnaître.

Convertir les sociétés contemporaines en « sociétés de partenaires » pour reprendre le mot d'ordre du *Livre Vert*, n'est pas affaires de mesures légales ou administratives, chaque fois que la satisfaction des besoins humains relève de principes naturels. Mais alors comment peut-on remplir son rôle d'authentique partenaire sans l'information adéquate sur le fonctionnement économique et social des entreprises.

La société de partenaires exige à mon sens des niveaux d'information supérieurs à ceux en vigueur dans les sociétés organisées différemment. Derrière les dispositions du *Livre Vert*, apparaissent de nouvelles nécessités dont la dimension et le contenu devront être édudiés de très près. Chaque fois qu'on arrivera à déterminer le type de besoin, une étude en liaison avec la société socialiste vers laquelle on veut se diriger, s'impose immanquablement.

L'horizon utopique, la nouvelle société socialiste où existerait la pleine production, où les besoins matériels seraient satisfaits, et par conséquent la motivation de bénéfice et le besoin d'argent n'auraient plus lieu d'être, ne peut être atteint dans une société hautement technicienne, sans information rigoureuse sur la fonction économique

et sociale des unités de production sans que les membres de cette société progressiste et dynamique aient connaissance des progrès accomplis de la contribution de chaque unité économique et de répartition du produit social entre tous les citoyens.

L'ABOLITION DE L'EXPLOITATION DANS LE LIVRE VERT

La distribution du revenu dans le socialisme Arabe Libyen

D[r] Hugh G. Hansen
Professeur Adjoint d'Économie
Université de Wyoming
Laramie, Wyoming, U.S.A.

TABLE DES MATIÈRES

THÈMES ET OBJECTIFS.

INTRODUCTION.

LES VALEURS CLÉS DU SOCIALISME LIBYEN.

C'est avec grand plaisir que je prends part à cette discussion autour des vues de Moammar Kadhafi sur ce que doit être le *socialisme* pour la Libye, et je dois dire que je partage son opinion sur les valeurs clés : elles sont, à mon avis, les suivantes :

1) L'objectif d'une société socialiste est le bonheur de l'homme, qui ne peut être atteint que grâce à la liberté matérielle et spirituelle (p. 33) (1).

2) Subvenir aux besoins matériels de tous les citoyens, sans interruptions arbitraires.

3) Veiller à ce que les inégalités en matière de santé, revenu et position sociale, soient peu importantes. Tous les excédents de richesses qui ne sont pas nécessaires à assurer la satisfaction des besoins matériels des citoyens ne devraient pas être privés, mais publics.

4) L'homme devrait trouver son épanouissement dans le travail qu'il accomplit, et ne pas se borner à employer le revenu qu'il en tire.

5) Quoique ce ne soit pas expressément dit dans le *Livre Vert,* peut-être parce que c'est considéré comme chose acquise, il faudrait qu'une modernisation complète ait lieu aussi vite que possible, dans le but d'atteindre rapidement le niveau de vie des pays avancés, ou même de le devancer, et d'être en mesure de le maintenir après épuisement des réserves de pétrole et de gaz naturel.

Comme moyen d'atteindre cet objectif, et peut-être même en tant que valeur en soi, il est préconisé la mise en place d'une économie mixte, à capitaux privés et publiques. « Au sein des sociétés nouvelles, l'homme travaille pour lui-même, pour subvenir à ses besoins matériels, ou bien, dans une structure socialiste, il travaille en tant que partenaire, ou même rend un service d'ordre public à la société qui, en contrepartie, s'engage à subvenir à ses besoins » (p. 23).

L'IMPORTANCE DES VALEURS DANS L'ANALYSE SOCIALE.

J'espère que j'ai décrit assez clairement les valeurs qui sont essentielles aux yeux du « Socialisme » Libyen, thème du *Livre Vert*. S'il n'en était pas ainsi, j'aimerais qu'on me le fasse savoir. Les débats les plus stériles en matière de politique sociale ont lieu entre des interlocuteurs qui, en essence, poursuivent des objectifs divergents, mais qui ne s'en rendent pas compte. C'est pourquoi il faut absolument être le plus clair possible, sur le point des objectifs : pouvons-nous faire des suggestions qui nous permettent de les atteindre plus aisément, ou qui pourraient plutôt modifier ces objectifs, et dans l'affirmative, de quelle façon ?

Il est donc essentiel de définir clairement les valeurs clés, en tant que partie centrale d'un programme de changement révolutionnaire. Mais il est tout aussi important de reconnaître clairement quel sera le rôle de ces valeurs, au moyen d'une analyse scientifique des changements sociaux éventuels. A la base de la plupart des théories économiques et sociales, se trouve une certaine conception des valeurs, fait que l'on a souvent tendance à oublier. D'après les paroles de l'expert en sociologie suédois, Gunnar Myrdal : « Une science sociale " désintéressée " n'a jamais existé, et n'existera jamais. »

UNITÉ DU SYSTÈME SOCIAL.

Je trouve la conception islamique de l'unité du système social très proche de mes théories et de la science moderne. Syed Naqvi le dit clairement dans son article intitulé « Les Fondations Éthiques de l'Économie Islamique » : « Du point de vue de l'Islam... l'Univers, la vie sur terre, et l'homme en soi forment tous une Unité... » (2). La conception même d'un système économique existant, indépendamment des autres aspects d'une société, est une conséquence du développement du capitalisme moderne et de ses conceptions propres. Vers la fin du XIXe siècle, des économistes prônaient le maintien du statu quo, avec leur découverte d'un nouvel ordre économique « naturel », au sein duquel, les décisions en matière sociale sur quels biens et services devaient être produits, comment, et pour qui, étaient prises par l'intermédiaire de myriades de transactions faites par quantité d'acheteurs et vendeurs, dans des marchés

anonymes, sans que le besoin d'une politique directive ou d'un schéma bien établi se fasse sentir.

Les hommes politiques pouvaient donc s'adonner à leurs petites affaires, tandis que l'économie marchait toute seule. Les économistes pouvaient exercer leur science objectivement, laissant les autres affaires à la charge du vague royaume des jugements de valeur d'ordre non économique. Même lors de l'apogée du capitalisme d'entreprise, le monde réel n'était pas semblable à cette conception. Le gouvernement adoptait le cadre législatif à l'intérieur duquel les affaires devaient se conclure, veillait à ce que des infrastructures adéquates soient mises en place, et, tout particulièrement dans les zones récemment occupées par les Européens, décidait de la distribution des terres. Parallèlement, des intérêts privés d'ordre économique influençaient souvent la politique générale.

Bien que les aspects sociaux, politiques et économiques de la société aient déjà été bien imbriqués pendant le XIXe siècle, ils le sont bien davantage pendant notre XXe. Dans les pays industriels capitalistes, la politique des services publics a joué un rôle de plus en plus important dans l'attribution de certains services ; redistribution du revenu, le maintien d'un taux d'emploi élevé, et, souvent, la protection d'intérêts privés. Peut-être encore plus important que tout cela, nous voyons prospérer des organisations privées — les grands groupements corporatifs, syndicats ouvriers, associations commerciales, et d'autres groupes professionnels, sociaux et culturels. Les résultats ne dépendent pas seulement de l'imbrication de leur action dans chaque pays, mais aussi de l'équilibre entre le pouvoir économique et politique, et de la façon dont on poursuit ses intérêts particuliers.

LES CHANGEMENTS CONTINUELS DU SYSTÈME SOCIAL.

Si notre théorie sur la société en tant qu'unité de relations interdépendantes est correcte, nous devons également accepter le fait que la société est en perpétuel changement, qui s'est accéléré pendant le vingtième siècle, et tout particulièrement en Libye. Quelques-uns de ces changements ont été voulus et planifiés, d'autres interviennent par surprise et sont difficiles à prévoir et à modifier. Ceci doit être particulièrement vrai en Lybie, pays intensément attaché aux problèmes culturels, à l'éducation, à la technologie, et aux relations économiques avec le reste du monde. J'avoue demeurer sceptique face à ceux qui affirment qu'il existe une

« solution finale » aux problèmes économiques, ou même qu'elle soit souhaitable. Quoique nous puissions considérer certains problèmes éthiques de base comme étant immuables, la façon spécifique de les résoudre peut changer. Je n'ai trouvé dans les pages du *Livre Vert* que peu de références à cela, notamment lorsqu'il parle de la disparition finale des notions de profit et d'argent. J'espère que l'on accordera davantage d'attention à ce point précis par la suite, pendant le développement des idées contenues dans le *Livre Vert.*

SUR LA NOTION DE BESOIN.

La notion de Besoin figure souvent dans le *Livre Vert* du Colonel Moammar Kadhafi, sur le « socialisme ». L'homme a besoin d'une maison, d'un revenu, d'un véhicule (pp. 19, 20, 21). Tous devraient voir ces besoins satisfaits « ... même si la personne en question est handicapée physique ou mentalement... » (p. 30). La source d'approvisionnement doit être sûre : « ... personne, même pas la société elle-même, n'a le droit de contrôle sur les besoins primordiaux de l'être humain » (p. 20). Et personne ne devrait accepter plus qu'il ne lui faut, ni thésauriser : « Finalement, tout ce qui ne constitue pas, à proprement parler, moyen de satisfaire à un besoin primordial, devrait rester la propriété commune de tous les membres de la société » (p. 31).

C'est là une idée capitale, qui mérite d'être considérée avec grande attention, et, si possible, être définie de façon plus claire. Permettez-moi de faire quelques observations et de poser quelques questions. Sur quoi peut-on se baser pour décider de ce qui constitue un « besoin » ? Nous pourrions commencer par des considérations biologiques, selon lesquelles tout être a besoin de suffisamment de nourriture, de vêtements, d'un endroit où s'abriter des intempéries, d'un service de santé, et d'accès à l'éducation, de façon à ce que, depuis la naissance, il soit vigoureux et alerte aussi bien mentalement que physiquement — en fait un animal sain. A-t-on défini les quantités de chaque chose pour chaque individu ? Pas vraiment. Chaque être a besoin, c'est évident, de nourriture, mais jusqu'à quel point peut-elle être somptueuse ? Quels sont les aménagements pour le confort nécessaires à chaque foyer ? Doit-il y avoir l'air conditionné ? Moi-même, j'ai tendance à devenir indolent dans un climat chaud et humide ; si je dois me maintenir en pleine forme et dispos, j'ai « besoin » d'air conditionné.

Au-delà des besoins biologiques, il faut reconnaître l'existence de besoins sociaux, définis comme la possibilité de vivre harmonieusement avec ses pairs, avec dignité et respect, au milieu de ceux qui sont vos associés. Dans la société des étudiants diplômés de Berkeley, Californie, je me sentais très à l'aise avec ma vieille voiture, une petite maison et du mobilier d'occasion. Mais plus tard, en tant que professeur d'université, mes « besoins » semblaient augmenter de pair avec la prospérité de mes amis et associés. La plupart de nous sont plus à l'aise s'ils possèdent des maisons, de l'habillement équivalents à ceux des membres de la société qui sont leurs pairs. Et quelques êtres ont tendance à vouloir avoir davantage que les autres, pour pouvoir montrer qu'ils leur sont supérieurs.

Il est donc facile d'extrapoler et d'affirmer que la notion de besoin en soi, lorsqu'il ne définit pas les minima pour pouvoir survivre, n'a pas de sens. On s'accorde à dire que la compétition, destinée à ne pas démériter en ce qui concerne ces biens matériels, ou même de surpasser les autres, est chose normale. Au sein de sociétés d'économie conventionnelle néoclassique, telle la société anglo-américaine, il est admis que les désirs de l'homme sont illimités en soi, et que le rôle de l'économie consiste à répartir l'emploi des ressources de façon à pouvoir satisfaire le plus de désirs possibles. Mais ce but ne sera jamais atteint, car chaque membre de la société tend à vouloir avoir autant que ceux qui occupent des échelons supérieurs dans la hiérarchie, et l'extravagance des riches n'a pour limites que celles fixées par l'argent qu'ils possèdent. Il est curieux d'observer que les hommes d'affaires, tout en étant pleinement convaincus du bien-fondé de ces théories, n'ont pas l'air de s'apercevoir que d'autres qu'eux-mêmes puissent avoir des besoins illimités, si l'on juge d'après les fortunes qu'ils dépensent en publicité, destinée à maintenir les autres dans un état de perpétuelle insatisfaction à cause de tout ce qu'ils ne possèdent pas.

Nous ne devons pas minimiser l'importance de ces idées. Les tendances décrites ont prévalu tout au long des civilisations, depuis les anciens pharaons, mandarins et mahârâdjahs, jusqu'à nos jours, et ont influencé la plupart des citoyens d'aujourd'hui. Ce que l'on oublie, bien sûr, c'est que les valeurs prônées par ces civilisations ne sont pas chose innée ou constitutionnelle chez l'être humain, mais, tout au contraire, l'héritage des sociétés non égalitaires qui ont prévalu tout au long de l'histoire. S'il semble difficile de définir et mettre en œuvre un système de limitation de la consommation aux besoins réels, il est de plus en plus évident qu'il est impossible de satisfaire indéfiniment les

désirs croissants de tous, car tout le monde prend désormais conscience du fait que les ressources sont limitées.

Heureusement que d'autres valeurs entrent aussi en ligne de compte, et que les habitudes peuvent changer. Dans mon pays, nous considérions, il y a quelques années, les bicyclettes comme des jouets pour enfants, qu'il était bienséant d'abandonner le plus tôt possible. Récemment, ayant reconnu que l'exercice est bon pour la santé et que l'essence coûte cher, la bicyclette a été acceptée partout, et dans certains milieux, elle est même devenue à la mode.

La Libye pourrait-elle devenir un exemple pour le reste du monde en ce qui concerne l'établissement de valeurs nouvelles ? Je ne suis pas qualifié pour y répondre, car cela dépend trop de l'héritage culturel et de la vraie profondeur du changement révolutionnaire. Si j'interprète bien sa pensée, le Colonel Moammar Kadhafi définit ces objectifs dans les termes suivants, que vous pourrez lire page 23 : « Le but de la nouvelle société socialiste est de créer une société qui est heureuse parce qu'elle est libre. Pour y arriver, il faut subvenir aux besoins matériels et spirituels de l'homme, et donc s'assurer que la satisfaction de ses besoins ne dépend aucunement de la domination ou du contrôle externe. »

Si nous voulons atteindre cet objectif, il faut au minimum, à mon avis, que les conditions suivantes soient remplies : d'abord réduire au strict minimum la promotion des ventes, destinée à créer des faux besoins, et promouvoir des discussions franches sur les besoins réels de la société. Ensuite, réduire les agressions que le peuple subit sur la forme de dépenses ostentatoires qui vont bien au-delà de ce que le peuple pourra jamais posséder et, pour finir, niveler au maximum les inégalités en matière de revenus et de bien-être. Tout cela a été essayé en Union Soviétique, et encore davantage en Chine, avec quelques inconvénients, mais toutefois avec d'indubitables succès. Pour la Libye, le problème semble être bien plus complexe. Le pays est petit et son processus de modernisation amène beaucoup d'étrangers en Libye, et bien des Libyens à l'étranger, pour voyager ou étudier. Ils doivent réellement subir de grandes pressions et être tentés de s'aligner avec le style de vie des Européens et l'influence des autres pays doit y être très forte.

LA DISTRIBUTION DES REVENUS ET L'ÉCONOMIE MIXTE.

CAPITALISME, SOCIALISME ET ÉCONOMIES MIXTES.

En matière de politique sociale, ce sont souvent les questions de distribution du revenu qui donnent lieu aux controverses les plus acharnées. Les changements d'ordre économique qui ont lieu rapidement sous un régime à majorité capitaliste, n'apportent pas les mêmes chances à tout le monde et les relativement pauvres le demeurent pendant une période assez longue, comme c'est le cas aux États-Unis ; ou alors, on peut observer la coexistence d'une extrême pauvreté et d'une grande richesse, comme dans beaucoup de pays du Tiers-Monde. Si l'on voulait créer un slogan pour définir les critères prédominants de la distribution des revenus, on pourrait peut-être se servir de cette phrase : « A chacun selon son travail, son héridité et sa thésaurisation ».

Les économies dans lesquelles la société est le principal propriétaire ont été à même de réduire plus rapidement la pauvreté relative, mais ont connu d'autres problèmes, notamment d'ordre moral et d'efficacité, tout au long d'une période de transition assez étendue, et ont été obligées de réduire les échanges avec le reste du monde, que ce soit dans le domaine des connaissances, des personnes ou du commerce. Le slogan bien connu... « à chacun selon son travail » s'applique tout spécialement aux entreprises d'état.

Dans quelques pays très développés, appelés des pays à économie mixte ou États-Providence... et là je pense tout particulièrement à la Scandinavie et à certains autres pays de l'Europe de l'Ouest... la pauvreté a été presque totalement éliminée et la surconsommation quelque peu endiguée. Dans ces pays, la production par l'entremise d'entreprises d'état et par des associations privées à but non lucratif a augmenté sensiblement, mais la plus grande partie des biens produits continuent de l'être par des entreprises privées à but lucratif. Le nivellement des inégalités dépend principalement du système fiscal, avec des impôts et taxes élevés et progressifs qui alimentent les caisses des services sociaux avec un payement par transfert, et d'un système de négociations de salaires et prix entre des groupes bien organisés de travailleurs, employeurs, fermiers, pêcheurs et d'autres, auxquelles participe également le gouvernement. J'ai quelquefois considéré ces structures comme un banc d'essai nous permettant de

voir jusqu'à quel point on peut réduire des inégalités sans porter atteinte à la propriété privée.

DES INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES DIVERSIFIÉES.

En me basant sur tout ce que j'ai pu apprendre sur l'économie Libyenne, je pense que vous allez avoir besoin d'institutions économiques très diversifiées, tout au moins pendant les années à venir. Dans le but de pouvoir débattre sur des questions de distribution du revenu, en nous référant aux diverses institutions économiques qui sont en place dans d'autres économies mixtes, on peut les classifier comme suit :

UNITÉS ÉCONOMIQUES FINANCÉES PAR DES TAXES OU DES DONATIONS.

Dans chaque pays, même ceux dont l'idéologie est purement capitaliste, des nombreuses unités de production, et non des moindres, *ne* sont pas censées vendre des biens ou des services du gouvernement sous des formes diverses et également les institutions religieuses et certaines institutions privées. Elles possèdent un trait commun, c'est-à-dire que la somme des revenus des participants ne correspond aucunement à la valeur marchande de leur produit. Il faut se servir d'autres moyens de calcul pour le déterminer. Bien que les participants soient davantage des partenaires que des simples employés au sein de ces organismes, il n'est toujours pas possible d'affirmer qu'ils puissent se partager les « revenus » ou le « profit » de l'organisme.

UNITÉS ÉCONOMIQUES FINANCÉES PAR DES VENTES.

Les unités économiques de production, qui *sont censées* normalement couvrir leurs dépenses au moyen de ventes, se distinguent bien des précédentes de par leur caractère même. Elles brassent la plupart des affaires économiques dans toutes les sociétés modernes, capitalistes, socialistes ou mixtes. Elles sont très diverses, mais nous pourrons les classifier en deux groupes pour faciliter notre exposé. Un premier groupe qui comprend ce que nous pouvons appeler le secteur organisé, par opposition au secteur relativement peu organisé des

petites entreprises. Dans une entreprise individuelle, la totalité des bénéfices nets est encaissée par le propriétaire, que ce soit en qualité de propriétaire ou d'ouvrier unique. S'il n'est pas propriétaire des murs ou de l'appareillage nécessaire à son travail, les mensualités qu'il doit acquitter, au titre de location ou remboursement de prêt, peuvent grever trop lourdement son budget. S'il a des employés, la différenciation entre salaires et propriété devient plus importante.

LE SECTEUR ORGANISÉ.

Dans le secteur organisé, les mêmes problèmes du facteur « paiement », qui se posent aux unités de production sont tout aussi importants, mais les questions de propriété, contrôle, objectifs et distribution interne des revenus y sont plus complexes. Il peut être intéressant de classer, répartir les entreprises organisées dans les groupes suivants :

1. Entreprises d'État.

Dans celles-ci, le gouvernement, national ou local, est le propriétaire légal. Tout profit, c'est-à-dire tout excédent de revenu après redistribution interne, revient au gouvernement, et l'importance de ce résidu dépend essentiellement de la politique des prix choisie par celui-ci.

2. Organismes privés à but lucratif.

Dans ce groupe nous pouvons observer une grande diversité des entreprises. Les petites, généralement des affaires familiales qui fonctionnent presque de la même façon que les entreprises individuelles. Les grandes sociétés dans le monde actuel, ont considérablement évolué et comprennent souvent un directoire salarié, et des actionnaires qui reçoivent de façon passive les dividendes éventuels que l'entreprise veut bien déclarer. Tant que les bénéfices sont réinvestis et ne deviennent pas des revenus personnels, la société anonyme devient en quelque sorte une institution collective, telle que A. A. Berle l'a caricaturée avec le titre de son ouvrage *« La révolution capitaliste du vingtième siècle ».*

3. Entreprises privées à but non lucratif.

Dans ce groupe nous pouvons inclure toute organisation dont le but n'est pas de maximiser les profits, dans le sens d'un remaniement de revenu afférent à la propriété. Les coopératives et mutuelles dont les propriétaires sont leurs propres clients cherchent à minimiser la rémunération du capital qu'ils doivent verser et leur but est de fournir le meilleur service au meilleur prix.

Au contraire, les coopératives de producteurs ou sociétés anonymes de partenaires, contrôlées en fait par ceux qui y travaillent, ont pour but d'augmenter au maximum le salaire des travailleurs plutôt que les intérêts des clients. Dans son très intéressant ouvrage, *L'Économie de participation,* Jaroslav Vanek (4) définit ce type d'entreprise : 1) Tous les employés participent effectivement à la direction sur la base un homme - une voix. 2) Les bénéfices sont répartis parmi les participants suivant un schéma de distribution de bénéfices préalablement défini. 3) Les travailleurs concernés ne possèdent pas à proprement parler l'entreprise en question, dans ce sens qu'ils ne peuvent pas vendre, et doivent payer des intérêts ou des mensualités pour pouvoir les utiliser. 4) L'entreprise opère dans une économie de marché, décidant elle-même de ses prix et schémas de production, même si dans le cas de tendance au monopole, les pouvoirs publics peuvent intervenir pour fixer des prix minimums ou maximums. 5) Il y a liberté d'emploi. Les travailleurs peuvent quitter la société et les entreprises sont libres de choisir elles-mêmes leurs collaborateurs. Le Professeur Vanek commente la nature de telles entreprises et cite l'expérience yougoslave, pays où elles se sont davantage développées que dans n'importe quel autre pays.

Cet examen sommaire d'une grande variété d'institutions est par trop bref et incomplet ; ce n'est qu'une récapitulation des divers types de sociétés existantes, en préambule à l'étude de plusieurs aspects de la distribution du revenu. Je commente ces institutions plus en détail dans l'appendice joint.

LA VALEUR DES SERVICES.

J'en profite pour signaler que, à mon avis, il faudrait que la planification et la stratégie économique finissent par considérer les services intangibles comme ayant autant d'importance que des produits de consommation tangibles. Nous employons de l'essence

« tangible » pour faire marcher nos voitures, mais de l'électricité intangible pour nous éclairer. Les médicaments sont d'un usage très dangereux s'il n'y a personne de compétent pour nous conseiller sur la meilleure façon de les doser. Les transports sont un service essentiel. Les machines à laver le linge nous sont très utiles et nous tirons plaisir de nos postes de télévision, mais lorsqu'ils tombent en panne il nous faut du personnel compétent pour les réparer. Dans notion de production nous devrions inclure les biens et les services, et considérer la distribution des revenus selon le même point de vue.

Dans un même ordre d'idées, permettez-moi de suggérer que, dans certaines occasions, il puisse être utile de penser aux services rendus par *l'usage* de biens durables, et non seulement à leur production et possession. Ce qui est presque automatique lorsqu'il s'agit d'infrastructures, telles que des autoroutes, ports, etc... pourrait peut-être s'étendre aux biens de consommation. Pendant ces dernières années, j'ai été satisfait de posséder ma propre maison ; je peux la remanier à mon gré et si je l'améliore, moi ou mes héritiers en bénéficieront, que ce soit par le plus grand plaisir qu'ils en tireront, ou grâce à la plus-value qu'elle aura acquise. Mais, pendant des années, mes études et mon travail m'ont contraint à de fréquents déménagements, et dans ces conditions, le fait d'avoir ma propre maison aurait été plus un fardeau qu'un plaisir. Je me sentais « libéré » des problèmes de résidence et content d'être un simple locataire, ceci parce que les loyers étaient raisonnables, et parce qu'il existait un contexte de lois et de coutumes qui me protégeaient des actions abusives de mes propriétaires. Pour ceux qui ont un domicile fixe, le fait de posséder sa propre maison présente beaucoup d'avantages. Mais, même dans ce cas, certains peuvent avoir préféré louer. Et il me semble certain que, comme conséquence des changements rapides qui ont lieu en Libye, il doit y avoir des Lybiens, pour ne pas parler des étrangers, qui aient besoin de faire usage d'une maison ou d'un appartement qui soit entretenu par quelqu'un d'autre.

De même, il est très pratique de posséder un véhicule. Mais, parfois, il est plus rentable d'en louer un. On peut se trouver en déplacement, loin de son lieu de résidence et avoir besoin d'un véhicule pour quelques temps. Ou l'on peut avoir besoin de façon conjoncturelle d'un véhicule spécial, par exemple d'un camion pour transporter des matières lourdes. Et le même principe s'applique à des outils ou ustensiles, qui rendent de grands services dans les foyers ou les affaires, mais qui sont trop chers ou d'un emploi trop rare pour qu'il soit rentable de les posséder. Des organismes de location de véhicules ou

de biens d'équipement de nombreuses sortes, peuvent s'avérer très pratiques.

LA LIBYE ET L'ÉCONOMIE MIXTE.

Il semblerait que la création d'institutions très variées puisse être avantageuse pour la Libye, mais entraînerait néanmoins quelques difficultés. J'aimerais beaucoup que cette question donne matière à discussion lors des prochains chapitres du *Livre Vert*, et je me bornerai donc à quelques commentaires.

Le secteur des P.M.E. peut s'avérer très pratique, dans la mesure où il comble des besoins en biens très divers, dont la production convient parfaitement à des entreprises de petite taille. Dans ce groupe, on pourrait inclure les exploitations agricoles familiales, très rentables dans ce domaine, et dans les villes, les restaurants, boutiques et bien d'autres services, qui peuvent être rendus de façon efficace par ce type d'entreprises. Ce secteur, le fait est bien connu, demeure nettement insuffisant dans l'économie Soviétique, par exemple.

Au contraire, dans d'autres secteurs de l'économie, il semble normal que ce soit le gouvernement qui soit le propriétaire légal et le responsable des grandes entreprises. La plupart des fonds d'investissement sont la propriété du peuple et sont administrés par son gouvernement, ce qui permet de prendre de grandes initiatives et d'atteindre le développement et le changement social. Des coopératives tournées vers le client peuvent être de grand secours pour permettre aux exploitants agricoles de se moderniser. Il se peut que les entreprises dirigées par les travailleurs puissent être aisément adaptées à la production de biens de consommation, aussi bien pour la consommation intérieure que pour d'éventuelles exportations. L'industrie du bâtiment est très importante et pourrait comprendre un grand nombre d'unités économiques de façon rentable.

Quoique la diversification puisse avoir des avantages, elle a aussi ses inconvénients. La coordination entre les divers secteurs peut s'avérer plus complexe que dans le cadre d'une économie franchement socialiste ou franchement capitaliste. L'augmentation du nombre d'entreprises à participation réelle peut se voir, pendant un certain temps, freinée par le manque de personnel ayant l'éducation et l'expérience requises pour participer efficacement à la direction d'une organisation moderne dans une économie mixte. Il est difficile d'arriver

à obtenir la justice sociale et une distribution des revenus équitable. Certains pays y sont parvenus, grâce à un système fiscal extrêmement sophistiqué, lequel, à son tour, ne peut être efficace que s'il est fait usage, à grande échelle, d'un système de comptabilité moderne. A ce titre, la fiscalité des entreprises et des personnes physiques, les impôts sur le salaire, la T.V.A. et les taxes à la propriété ont une grande importance. La distribution des avantages sociaux doit également être efficacement et honnêtement organisée, de façon à ce qu'elle touche réellement ceux à qui elle est destinée, et qu'elle soit respectée par tous. De tels critères d'efficacité et d'intégrité sont l'apanage des sociétés très développées, et partant, très difficiles à atteindre pendant les premiers pas vers la modernisation économique et sociale.

FISCALITÉ ET AVANTAGES SOCIAUX.

Que ce soit en vue de la future société que vous voulez bâtir ou pour atteindre la justice sociale pendant la période transitoire pendant laquelle les revenus tirés du pétrole et du gaz naturel demeurent abondants, je vous recommanderai d'étudier très attentivement un système fiscal civique des revenus sur la propriété qui reviennent au gouvernement, et les principes qui devraient commander à la distribution des avantages sociaux. Une fois établis pendant la période transitoire, comme celle que nous traversons, ces schémas peuvent devenir si solides, que l'on n'arrive à les changer qu'au prix d'efforts inouïs, même au prix d'une autre révolution.

J'aimerais consacrer le reste de mon exposé à deux aspects de la distribution du revenu. Tout d'abord, quelques questions sur le principe de la compensation du travail fourni et la signification de l'opposition : salariés - partenaires. Et, deuxièmement, une discussion plus approfondie sur l'intérêt et le sens plus ou moins douteux du « capital » en tant que facteur de production.

LES REVENUS DU TRAVAIL.

LE LIVRE VERT.

Qu'il me soit permis d'étudier les critères qui régissent probable-

ment les revenus que les personnes obtiennent en échange du travail qu'elles fournissent, ou des services qu'elles rendent.

Le Colonel Moammar Kadhafi distingue trois modalités d'après cette citation page 23 : « Au sein de la société nouvelle l'homme travaille pour lui-même, pour assurer la satisfaction de ses besoins matériels, ou travaille pour une société socialiste, à l'intérieur de laquelle il a un statut de partenaire, ou rend un service d'ordre public à la société qui veille à ses besoins. » Ailleurs, il nous donne trois critères pour l'estimation de la compensation. Tout d'abord, le revenu devrait correspondre aux besoins. « ... Celui qui se sert de ses compétences pour obtenir des biens qui dépassent la satisfaction de ses besoins propres est, en fait, en train de s'ingérer dans les droits des autres... » (page 31). Deuxièmement : « Dans la société socialiste nouvelle, il ne peut être toléré des différences en matière de richesses que pour ceux qui rendent un service à la collectivité. La société leur alloue une certaine quantité de biens correspondant aux services qu'ils rendent » (p. 31). Et ensuite ; celui qui produit pour soi, doit pouvoir jouir du fruit de son travail (ex. page 26), mais « uniquement dans la mesure où il veut satisfaire ses propres besoins » (page 22). Le Colonel Moammar Kadhafi rejette vivement l'idée d'un travail rétribué au moyen d'un salaire, car elle est assimilée à une sorte d'esclavage, considérée comme peu sûre, et ne stimule pas le travailleur (pages 9, 20, 25).

A CHACUN SELON SES BESOINS.

En ce qui concerne le premier de ces trois points, il semble certain que les hommes d'autorité et d'action doivent leur talent à la loterie de l'hérédité, au milieu dans lequel ils ont grandi, à leur formation et aux opportunités qui leur ont été offertes. Et cela est aussi vrai en ce qui concerne un niveau de vie plus plaisant, un travail plus intéressant et mieux rémunéré. Du point de vue de l'éthique, on peut affirmer qu'il est inutile et injuste qu'ils reçoivent en plus de tout cela des salaires plus élevés : « inutile » signifie qu'il y a suffisamment de personnes qui sont désireuses de travailler efficacement, pour le plaisir d'utiliser leurs compétences de façon constructive, et pour obtenir que leurs résultats soient reconnus et approuvés. Même dans les sociétés capitalistes, beaucoup de gens agissent ainsi, offrant au moins une partie de leur compétence à titre bénévole, ou même pour un salaire dont ils n'ont pas réellement besoin, et dont ils en feront peut-être donation. Quelques communautés relativement petites, particulièrement celles à

juste motivation religieuse, ont maintenu le principe de « chacun doit donner selon ses compétences et chacun selon ses besoins » : pendant de longues années les Hutterites, société fondée dans le sud de l'Allemagne en 1526, continuent d'agir aujourd'hui encore selon ces principes en Amérique du Nord. Néanmoins dans toutes les sociétés modernes nationalistes, qu'elles soient capitalistes ou socialistes, il existe une croyance très répandue : il faut qu'il existe certains encouragements d'ordre matériel et il est juste que ceux qui travaillent le plus ou le mieux reçoivent tout au moins une rémunération plus substantielle. La Libye connaît un grave problème d'ordre pratique : celui de rivaliser avec l'Europe et d'autres pays pour obtenir la collaboration de personnes hautement qualifiées, alors que des Libyens dont le pays a besoin peuvent choisir d'aller travailler à l'étranger.

A CHACUN SELON LE SERVICE QU'IL REND A LA COMMUNAUTÉ.

Ceci nous amène à la seconde idée directrice, « que les individus ont droit à plus, selon le service qu'ils rendent à la communauté ». A ce sujet, je voudrais demander de plus amples renseignements. Entend-on par « service rendu à la communauté », un travail effectué pour le gouvernement et peut-être pour des organismes de prestations sociales, ou bien toute activité de production utile ? Je suis d'avis que l'on adopte la deuxième proposition, de façon à appliquer les mêmes critères à l'ensemble de la société. Les services gouvernementaux destinés à promouvoir le développement économique, la construction, l'éducation, le ramassage des ordures sont certes utiles : mais produire de la nourriture, des chaussures ou conduire un autobus ne le sont pas moins.

Dans mon pays nous sommes bien illogiques à cet égard ; nous sommes presque tous d'avis que les fonctionnaires travaillant pour le gouvernement ou les institutions à but non lucratif, ne devraient pas s'enrichir, car ils travaillent pour la collectivité, mais nous ne croyons pas non plus qu'ils doivent être pauvres. Pendant de longues années, l'échelle des salaires des fonctionnaires du gouvernement des États-Unis a été dans le rapport de 1 à 10, avec quelques exceptions seulement, le Président et une poignée de personnes. En contrepartie, nous nous louons des services que le monde des affaires rend à la communauté, et avec raison, car il fournit la plupart des biens de consommation courante et même les produits de luxe. Mais il n'y a pas

de limites. Chacun a droit à tout ce qu'il peut obtenir dans la limite de la légalité. L'échelle de salaires varie non plus de 1 à 10, mais de 1 à 100 pour un travail à plein temps.

QUELLE DOIT ÊTRE L'AMPLITUDE DE CETTE ÉCHELLE ?

La première question que l'on peut se poser est celle de l'amplitude idéale de cette échelle. Le rapport de 1 à 10 dans l'administration américaine semble être une incitation suffisante au travail en vue d'obtenir une promotion pour ceux qui ont consacré leur carrière à l'État. Est-il vrai que les personnes qui ont des salaires très importants dans le secteur privé travaillent réellement davantage pour pouvoir jouir d'autant plus du niveau de consommation que leur revenu leur permet ? S'il en était ainsi, on pourrait croire qu'un homme sensé, après avoir acquis une fortune suffisante, s'arrêterait de travailler pour pouvoir consacrer son temps à ses loisirs. Mais bien des hommes fortunés continuent à travailler d'arrache-pied. Il se peut qu'un salaire élevé soit davantage l'expression d'une réussite sociale qu'un simple pouvoir d'achat. Et il se peut également que des révélateurs du succès plus modestes soient tout aussi satisfaisants dans une société où il n'existe pas de très hauts salaires.

Il semblerait que la Chine soit le pays qui ait obtenu un meilleur nivellement des inégalités internes. Par exemple, dans le cas d'une aciérie employant quelque 20 000 ouvriers, il est fait état d'une échelle de salaires allant de 1 pour les moins payés à 4 pour les plus hauts salaires, et la différence du pouvoir d'achat réel doit être encore inférieure, car les denrées de première nécessité coûtent relativement peu, alors que les articles de luxe coûtent très cher. Des moyens de persuasion et des pressions sociales sont employés pour que les personnes « servent le peuple » sans chercher leur propre profit.

QUI DOIT FIXER LE MONTANT DES COMPENSATIONS ?

Qui doit fixer le montant des compensations et la base sur laquelle elles doivent être accordées ? Assurément les services gouvernementaux voudraient établir une échelle de salaires, mais leur marge d'action serait limitée par le besoin d'attirer, de garder et de motiver, de façon appropriée, les personnes compétentes, pour concurrencer les offres qui pourraient leur être faites par ailleurs. Ceci est vrai tout

au moins dans la mesure où il est possible de changer d'emploi. Et ceci doit s'étendre au-delà de la Libye, en ce sens que les Libyens peuvent vivre à l'étranger, et que l'on a besoin d'étrangers.

Dans une entreprise de type socialiste, dans laquelle les travailleurs sont des partenaires, il est vraisemblable que ceux-ci décident en commun de la façon de répartir les revenus de la société entre tous. Ce qui ne veut pas dire que chacun reçoive une part égale ; il faut tenir compte des mêmes facteurs que ceux qui s'appliquent à l'administration publique. Et si le bénéfice à redistribuer entre les travailleurs dépend de l'efficacité et de la part du marché, c'est-à-dire la rentabilité de l'entreprise, il peut y avoir également des différences sensibles entre les entreprises. La liberté des travailleurs de changer d'emploi aurait tendance à niveler ces différences, s'il existait toujours des places à prendre dans les entreprises les plus prospères, mais, dans la négative, les différences notables des revenus des travailleurs en fonction de l'entreprise ou industrie dans laquelle ils travaillent, pourraient persister, à l'image des pays capitalistes, pendant longtemps encore.

TRAVAILLER POUR SOI.

Une partie du revenu net réalisé par les agriculteurs dans leur propre exploitation ou par les travailleurs indépendants urbains, représente la rémunération de leur travail. Ce montant est affecté par la location ou les intérêts qu'ils ont à payer. S'ils en ont, le contrôle direct du revenu est extrêmement difficile. La concurrence du marché, et l'impôt sur le revenu ou la fortune, peuvent dans ce cas obtenir le meilleur équilibre entre stimulation, liberté d'action et justice sociale.

DES SALAIRES, REDISTRIBUTION DES BÉNÉFICES ET PARTENARIAT.

LE LIVRE VERT.

Le *Livre Vert* traite de trois sortes de relations entre l'homme et son travail. Soit il travaille pour lui-même, soit en tant que partenaire d'une industrie socialiste, soit encore rend des services à la communauté

(page 23). A l'exception de quelques réserves faites par la suite, l'emploi n'y a pas droit de cité ; et en particulier « les salariés sont en quelque sorte des esclaves, quelle que soit l'importance du salaire qu'ils perçoivent » (page 9). Je me propose de rechercher davantage d'éclaircissements sur ce que l'on entend par salariat, en tant qu'entité distincte du partenariat ou du système de compensation des services rendus. A mon avis, pendant une assez longue période de changement, la Libye aura besoin de toute une série de façons de concevoir les règles qui régissent les relations entre le travail que l'on accomplit et le revenu qu'on en tire : existe-t-il des notions *d'emploi* acceptables par la société socialiste, tout au moins pendant la période de transition ?

DU CHOIX DES MOTS.

Je crains fort que le débat se situe davantage sur l'emploi de certains mots que sur leur sens propre. En anglais, nous employons souvent les mêmes mots dans différents contextes en leur conférant alors un sens littéral qui varie. En même temps, des termes différents, qui expriment en soi la même idée, comportent des nuances différentes, ou des connotations spécifiques. Je pense que le même phénomène existe en Arabe. La traduction diminue les sources de malentendu sur l'acception des mots.

On peut trouver un exemple frappant, et même amusant, sur la signification que l'on donne à un mot, dans les écrits du jeune capitalisme anglais. Les termes « accroissement d'une classe ouvrière libre » et « augmentation de l'esclavage par le salaire » sont employés par divers auteurs, avec des significations tout à fait différentes pour décrire un seul et unique processus : l'accroissement de la classe ouvrière dans une économie capitaliste. Les serfs ont été affranchis de leur dépendance à l'égard du seigneur rural et « libérés », pour gagner leur vie. Si les chances à cet égard avaient été excellentes, le peuple ainsi libéré aurait dû être très content. Si l'auteur de l'écrit prêtait davantage attention aux circonstances favorables aux employeurs, l'idée de libre emploi pourrait également contenir une nuance favorable. Mais, quoique les serfs à l'époque du féodalisme aient été enchaînés au manoir, soumis à des corvées pénibles (travailler pour le seigneur, lui réserver une partie de la récolte), ils avaient néanmoins des droits héréditaires, par exemple, ils possédaient une maison dans le village et disposaient de terres assez

vastes pour assurer leur subsistance. Ils ont été dépossédés de ces droits sans compensation aucune, et des familles entières ont été contraintes de mendier un emploi, si toutefois elles pouvaient en trouver, en échange d'un salaire si bas que les femmes et les enfants étaient obligés de travailler également. A cette époque, un enfant sur deux n'atteignait pas l'âge adulte. Plein de compassion à leur égard, et davantage influencé par leur asservissement que par leur liberté, Karl Marx parle de « l'accroissement de l'esclavage par le salaire ».

Mais les conditions d'emploi pour lesquelles on a inventé le slogan « l'esclavage par le salaire » n'ont pas raison de se reproduire en Libye, et de toutes façons le monde industriel, qu'il soit capitaliste ou socialiste, a énormément changé depuis. Le *Livre Vert* le dit bien clairement, car à la première page on trouve déjà ces mots : « d'importants changements historiques ont eu lieu, contribuant à résoudre le problème du travail et du salaire, c'est-à-dire les relations entre salariés et patrons, entre producteurs et propriétaires. Il en découle un nombre d'heures de travail fixe, une rémunération spéciale des heures supplémentaires, divers types de congé, un salaire minimum garanti, une participation aux bénéfices et à la gestion qui plus est, les licenciements abusifs ne sont plus permis et tous bénéficient de la Sécurité sociale... » (p. 7). Quelques pages plus loin, le Colonel Moammar Kadhafi écrit « La thèse selon laquelle les revenus de l'entreprise publique sont redistribués à la société est irréfutable » (p. 10). « Néanmoins... les travailleurs, que ce soit dans le secteur public ou privé, sont toujours des salariés, même si leurs employeurs sont différents » (page 11).

La nationalisation des charbonnages britanniques après la 2e guerre mondiale constitue un exemple frappant à ce dernier paragraphe. Ils avaient un lourd passif de conditions de travail insatisfaisantes et d'agitation syndicale. On croyait, en général, que ceci s'améliorerait après nationalisation ; alors les mineurs commencèrent à travailler « pour soi »... c'est-à-dire pour leur propre gouvernement dirigé à son tour par le Parti Travailliste, au sein duquel les syndicats miniers jouissaient d'une grande influence. Mais je jour suivant les mines n'avaient pas changé et même les patrons demeuraient à leurs postes. Et, quoique les salaires aient augmenté, les mineurs ne constatèrent pas un changement radical de leurs conditions de travail. Il est toujours aussi difficile d'attirer les jeunes vers les emplois dans la mine. Il est certain que, même si les mines étaient devenues entreprise autogérée, il aurait fallu que le temps s'écoule avant de voir les conditions de travail changer.

Le terme « salaires » (wages) aux États-Unis est utilisé dans divers contextes avec des acceptions différentes, « travailleurs salariés » (wage workers) peut parfois signifier ceux qui font des efforts physiques salissants et comporter une nuance de mépris, souvent ce terme veut dire « travailleur payé à la semaine » (wage earners) par opposition aux « appointements » (salaried) qui sont des salaires mensualisés. Dans d'autres contextes on ne fait pas la distinction entre salaire et appointement ; or, le bénéfice net d'une entreprise dirigée par son propriétaire est désigné sous le terme de « appointements de gestion » (wages of management). En théorie de l'économie, le terme « salaire » comporte l'idée de récompense à tout effort personnel.

DIFFÉRENTS TYPES DE SALAIRES, DISTRIBUTION DES BÉNÉFICES, PARTENARIAT.

Je revois l'acception donnée à certains termes pour mieux pouvoir introduire la question suivante : qu'entend-on par le rejet du principe de salaire ? Une fois admis le principe que la Libye a besoin d'une vaste gamme d'institutions économiques, il se pourrait également qu'il faille autant de systèmes de compensation du travail que de types d'industrie, pour un travail temporaire plutôt que permanent, pour saisonniers, etc... Ci-après une énumération de quelques-unes des solutions possibles :

Travail salarié temporaire.

Le salaire de base est fixé à l'avance, mais le travailleur est soumis à l'instabilité de l'emploi, à peu de garanties et peu de droits. Néanmoins, cette solution peut être souhaitable, et pour le travailleur et pour l'employeur, lorsque ni l'un ni l'autre ne veulent de contrat à longue échéance.

Travail salarié stable.

Salaire de base négocié au préalable, des réglementations protégeant le travailleur d'un licenciement arbitraire ou d'une rétrogradation où l'ancienneté constitue une sorte de droit de propriété du

poste en question : horaires fixes, droit à la promotion et bien d'autres aspects propres. Les travailleurs ne gèrent pas, mais ont des droits importants.

Emploi permanent.

Le meilleur exemple est fourni par bien des entreprises japonaises, qui assurent un travail stable à vie, à leurs employés, qui, en contrepartie, s'engagent à ne pas « prospecter » de promotion ailleurs. Offre au salarié une grande sécurité d'emploi et l'occasion d'être promu au sein de son industrie.

Participation aux bénéfices dans une entreprise publique ou privée.

Les travailleurs se voient assurés d'un salaire ou rémunération minimum garanti, mais des primes supplémentaires varient en fonction de la prospérité de l'entreprise. Si la participation aux bénéfices est restreinte, elle peut être tout simplement considérée comme une sorte de prime allouée à la fin de l'année, destinée à contenter tout le monde. Mais si les dividendes sont substantiels, ils constituent donc un supplément appréciable au salaire minimum garanti, en tant que revenus. Les travailleurs commencent alors à vouloir participer activement à la gestion, à s'y intéresser, quoique ceci n'ait pas été préalablement stipulé : phénomène que l'on peut observer dans certaines entreprises des États-Unis où le rendement a augmenté, ainsi que les gains, au point parfois de mettre dans l'embarras ceux qui étaient censés en être les directeurs.

Participation à la gestion par Agrément Formel.

Comprenant ou non des primes et participation aux bénéfices. Les actionnaires demeurent les propriétaires légaux de l'entreprise, mais les employés ont toutefois leur mot à dire en matière de gestion. S'ils participent à la distribution des bénéfices, ils ont des droits légaux, au même titre que des actionnaires. L'Autriche a adopté ce type de gestion un peu partout.

Entreprise de Participation à Gestion Ouvrière.

Il peut s'avérer utile d'implanter un système de versement d'intérêts ou de paiement des termes, parfois au gouvernement. Ils peuvent être fixés en tant que versements annuels fixes ou peuvent dépendre du montant des bénéfices. Si l'on adopte la première solution les travailleurs gardent le contrôle total de l'entreprise tant qu'ils honorent leurs échéances, et leur revenu dépend des gains de l'entreprise. Si le montant de leurs obligations varie selon les gains, le système se rapproche de celui de la participation aux bénéfices. Tout spécialement dans le cas où les gains d'une entreprise varient sensiblement d'un exercice à l'autre, les travailleurs eux-mêmes peuvent conclure à un accord stipulant du paiement d'un salaire de base, réajusté bien entendu lorsque l'entreprise fait des bénéfices par distribution de ceux-ci et, de cette façon, ils peuvent compter tout au moins sur un minimum fixe. L'entreprise, en tant qu'entité financière absorbera la plupart des inégalités de revenu et il peut y avoir des délais dans la redistribution des bénéfices, à l'image de l'attitude des grandes sociétés de capital vis-à-vis de leurs actionnaires.

L'INTÉRÊT ET LE CAPITAL.

INTRODUCTION.

A ce point de mon exposé, je voudrais me pencher sur des questions de taux d'intérêt et sur la signification de capital dans le contexte de la Libye contemporaine. Et plus spécialement, je pense, tout d'abord, que la Libye pourrait et devrait employer un taux d'intérêt nul, en tout cas pour l'escompte et peut-être aussi pour les prêts. Ceci serait d'accord avec les principes Islamiques, s'avérerait pratique et souhaitable et ne s'opposerait pas tellement aux théories économiques occidentales. Ensuite, je voudrais insister pour que la planification nationale ne s'attarde pas sur des termes abstraits fourre-tout tels le « capital », mais qu'au contraire elle se consacre entièrement aux actions *spécifiques* qui aideront à la bonne marche future de la société.

L'AVERSION ISLAMIQUE ENVERS L'INTÉRÊT.

L'Islam considère le fait d'avoir à payer des intérêts comme un acte contraire à la morale. Tout comme le fit le Christianisme au Moyen Âge, mais avec la croissance du capitalisme commercial et industriel pendant les temps modernes, cette conception a complètement disparu. Dans son article intitulé « Fondements Éthiques de l'Économie Islamique », Syed N. H. Naqvi soutient que la suppression des intérêts n'est qu'une « idée limitée » et que cette suppression devrait plutôt nuire que faciliter la suppression de l'injustice sociale et des inégalités, qu'il considère comme l'idée Islamique la plus importante. Ceci pourrait n'être qu'un faux dilemme : tout au moins en Libye, respect de la religion et mise en place d'une économie matérialiste et réaliste pourraient aller de pair.

SIGNIFICATION DU TAUX D'INTÉRÊT NUL.

Permettez-moi de préciser ce que j'entends par taux d'intérêt nul. Chaque fois qu'un prêt est accordé, il entraîne des frais de dossier. Les termes du prêt doivent être négociés, la solvabilité du client vérifiée et il faut établir un dossier à ce sujet, etc. Le coût de ces opérations en dinars peut être minime lorsqu'il s'agit de prêts d'importance pour des entreprises, mais sont bien plus conséquents lorsqu'il s'agit de prêts personnels destinés, par exemple, à acheter une maison, un véhicule ou payer une formation. Le bailleur a d'autres frais, ne serait-ce que le risque qu'il court de n'être jamais remboursé. Les taux d'intérêt contractuels comportent une prime de dossier et de risque, qui est bien plus élevée en cas de prêts personnels que de prêts commerciaux. Je m'intéresse à l'intérêt net après frais de dossier et de risque, si cet intérêt « net » était nul, le demandeur aurait tout de même à payer les frais inévitables que je viens de décrire. Les intérêts rendus par les bons du gouvernement ont dans la plupart des pays un taux semblable à ce taux d'intérêt pur, car les frais de dossier et de risque sont minimes.

MONEY (ARGENT).

En anglais le mot « money » (argent) a plusieurs sens différents, que l'on confond souvent. J'entends par « argent » la monnaie

d'échange, les dinars qui circulent et les comptes bancaires qui servent au paiement de sommes dûes. Je pense que la politique monétaire du gouvernement Libyen peut contrôler les termes dans lesquels les principales entreprises de prêts les accordent, en agissant sur la mise en circulation de la monnaie, ou mieux, par contrôle direct des institutions financières. Il reste à déterminer quelle devrait être la politique monétaire.

OBJECTIFS DE LA LIBYE.

Qu'il me soit permis d'apporter une précision supplémentaire pour étayer ma théorie. Je crois que l'un des objectifs primordiaux de toute politique Libyenne consiste à utiliser les ressources naturelles en gaz et pétrole de telle façon que, lorsqu'elles seront taries, le pays ait atteint, et soit en mesure de maintenir, un niveau de vie et de bien-être très élevé. Ce qui signifie l'obligation de mettre en place un haut niveau d'alphabétisation, de formation professionnelle et universitaire, une organisation générale efficace et des infrastructures de toute sorte. Par bonheur, les revenus pétroliers permettent d'accomplir tout cela sans compromettre le présent. Mais il faut déjà penser à l'avenir, et ne pas tomber dans l'insouciance.

L'INTÉRÊT EN TANT QUE TAUX D'ESCOMPTE SOCIAL.

Le fait de percevoir des intérêts se justifie par l'idée de la préférence de temps. Tout le monde a tendance à préférer « naturellement » jouir de la vie aujourd'hui plutôt que demain. Donc, le taux d'escompte social traduit cette préférence de temps. On dit également que le capital rend des dividendes. Si quelqu'un renonce à passer un été dans les Alpes et prête l'argent de son rêve à un agriculteur pour lui permettre d'acheter un tracteur, il augmente sa capacité d'action future. On dit que, en ajournant son plaisir, le prêteur « gagne » des intérêts et pourra un jour passer, non plus un été dans les Alpes, mais deux. Si l'on se place du point de vue de l'emprunteur, plus le taux d'intérêt qu'il a à payer est élevé, et moins il est tenté d'acheter son tracteur.

En Libye, celui qu'il faut encourager, c'est l'emprunteur. Plutôt que de le grever d'un intérêt, il faudrait au contraire subventionner les activités qui semblent les plus aptes à accroître la productivité et le

bien-être social dans un proche avenir. En effet, il vaudrait mieux leur appliquer un taux d'escompte négatif que positif.

Il est possible en principe de séparer le taux d'escompte de la société des frais d'intérêt en vigueur au sein des entreprises de prêt. Par exemple, des calculs sur l'urgence de la construction d'une centrale électrique d'état, peuvent donner lieu à l'application d'un taux d'escompte minime, mais on peut introduire une clause stipulant que lors de sa mise en fonctionnement la centrale sera frappée de charges d'un montant propre à reverser au gouvernement un taux d'intérêt positif, en plus des frais de dossier et de risque du prêt. Même si ce système n'est pas à préconiser pour le secteur public, il pourrait être souhaitable de demander un certain taux d'intérêt pour les prêts du secteur privé, de façon à préserver l'équité, si ce n'est en tant que taux d'allocation. Partout où les emprunteurs ont des décisions à prendre en matière d'investissement, les taux d'intérêt réels ont tendance à devenir le taux d'escompte nécessaire à la décision. Donc ces questions ne sont pas indépendantes. Néanmoins, je me contenterai maintenant d'étudier quel est le taux d'escompte souhaitable, laissant à plus tard la question de la stratégie du taux d'intérêt contractuel.

QUELQUES CONSÉQUENCES DES TAUX D'ESCOMPTE ÉLEVÉS.

J'attire votre attention sur trois conséquences qui découlent d'un taux d'escompte élevé, toutes trois contraires au développement de la Libye.

IL EMPÊCHE LA CONSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES.

Si la valeur actuelle de l'usage futur des ressources naturelles est soumise à un taux d'escompte élevé, les calculs scientifiques semblent montrer que cela ne vaut pas la peine de les conserver. Par exemple, supposez que vous découvriez que dans certaines zones d'irrigation le pompage fait diminuer la nappe d'eau souterraine. Si vous continuez, de l'eau salée viendra colmater le vide créé par pompage, en rendant la nappe inutilisable. Supposez au contraire qu'il soit possible, à l'aide de certains investissements, d'éviter ce phénomène dans un proche avenir. Peut-être pourrait-on amener de

l'eau d'assez loin, pour permettre l'irrigation de la zone tout en diminuant le pompage. Mais, et ce n'est là qu'un aspect parmi d'autres, on pourrait augmenter le prix de la récolte et diminuer la production et la consommation d'eau, de façon à préserver la capacité de production future. Est-ce que cela n'en vaut pas la peine ?

Un calcul sommaire donnerait ceci : d'abord estimer le coût de production des années à venir si ces dépenses sont engagées. Ce sont là des valeurs futures et les valeurs futures sont considérées comme valant moins que les valeurs présentes. Car, si vous pouvez déposer un dinar à la banque à dix pour cent d'intérêt annuel et laisser ces intérêts s'accumuler, vous aurez deux dinars au bout de sept ans, quatre dinars au bout de quatorze et 8 dinars en 21 ans. Parallèlement, la contre-valeur d'un dinar en nourriture produite dans 21 ans ne vaudra qu'un huitième de la valeur actuelle du dinar. Les valeurs estimées pour chaque année à venir sont escomptées de façon similaire dès aujourd'hui. Mais l'avenir est incertain, et vous ne pouvez affirmer, sans une marge d'erreur d'un huitième, ce que sera la valeur de la nourriture dans vingt ans. Donc, il vaut mieux ne pas y penser et laisser l'avenir décider. Aux yeux d'un propriétaire privé ambitieux, son intérêt consiste à pomper l'eau et à récolter dès aujourd'hui ; s'il pensait davantage à ses enfants, il déposerait une partie de son gain à la banque. Un huitième de dinar déposé aujourd'hui à dix pour cent d'intérêt composé, permettra dans vingt ans à ses enfants d'acheter pour un dinar de nourriture. Il est donc bien plus simple de sauvegarder les ressources naturelles en eau.

Cette logique particulière suppose, bien sûr, que la production de nourriture continuera indéfiniment de se faire sans que le coût de la production augmente. Soit l'action d'un simple individu est si minime qu'elle n'affecte pas l'environnement, soit il faut défricher de nouvelles terres pour remplacer celles rendues inutilisables. Il y a des exemples très importants de sols devenus moins fertiles dans les deux rives de la Méditerranée et du Sahara, parce que l'on a trop abattu de forêts, épuisé les pâturages, et peut-être aussi par le mauvais usage que l'on a fait de la terre arable depuis dix mille ans. Dans quelques régions de l'ouest des États-Unis, certains fermiers continuent de pomper jour après jour de l'eau du sous-sol, alors qu'il est certain que cette eau est en train de s'épuiser, mais en vertu de ce système de calcul de l'escompte, il n'est pas rentable pour eux d'agir autrement.

On peut arriver à des conclusions semblables, faussement scientifiques, si l'on se borne à évaluer la rentabilité de certains projets publics selon le même processus, que ce soit pour décider s'ils

méritent une aide gouvernementale ou la demande de crédits étrangers. Le taux choisi fait la différence. A 5 %, les temps requis pour doubler le remboursement sont deux fois plus longs, c'est-à-dire quatorze au lieu de sept. Pour nous référer à l'exemple précédent, la contre-valeur d'un dinar actuel, dans 42 ans d'ici, vaudra toujours un huitième de sa valeur actuelle (ceci est facile à calculer. Le nombre 70 divisé par le taux d'intérêt nous donne le nombre d'années au bout desquelles il aura doublé : c'est-à-dire 70 divisé par 5 égale 14). A 2 %, le rapport valeur actuelle d'un huitième de dinar — valeur future, un dinar pour une denrée quelconque tarderait cent cinq ans à se produire (3 × 35).

Jusqu'à quel taux d'escompte social peut-on descendre tout en restant dans les limites du raisonnable ? Tout taux positif, même faible, implique que l'on considère les générations à venir moins importantes que l'actuelle. Il ne m'en vient aucune justification éthique à l'esprit. D'autre part, mathématiquement, un taux strictement nul tiendrait compte de la valeur présente de la somme de tous les bénéfices à venir sur l'exploitation d'une ressource permanente, par exemple, considérée par le pays comme infime. Ceci amènerait quelques esprits chagrins à dire « cette idée est ridicule : employez le taux du marché ». Auxquels on peut répondre que l'avenir étant incertain, il est donc raisonnable de prendre quelques précautions, soit par l'intermédiaire d'un petit taux pour couvrir les risques, comme expliqué précédemment, soit en refusant de calculer à trop longue échéance.

CELA VA A L'ENCONTRE DE LA SOLIDITÉ ET DE LA CONSTRUCTION DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ.

Si vous prêtez un dinar à une personne pour lui permettre de financer sa maison et lui faites un crédit à trente ans, avec intérêts, il faut alors qu'il vous rembourse 1/3 de plus que la somme effectivement empruntée si le taux est de 2 %, le double à 6 %, et plus du triple à 10 %. On s'attend à ce que tout homme fournisse à sa famille un foyer décent. Il doit payer la main-d'œuvre, les matériaux, les intérêts et le bénéfice du constructeur, qui sont inclus dans le calcul du prix de la maison. Alors, à 10 % pendant 30 ans, il lui est demandé de payer le triple et rembourser plus de deux dinars d'intérêt par chaque dinar de coût réel.

Plus le taux est élevé, moins grande sera la maison qu'il peut

financer, et il aura tout intérêt à faire construire à bon marché, au détriment de la solidité. Faut-il vraiment isoler les murs contre les intempéries ou installer des panneaux de chauffage solaire ? La réponse dépend, bien évidemment, du coût des prêts à l'heure actuelle, et de la valeur du fuel qui sera économisé par la suite, et du taux d'intérêt qu'on lui demande. Aux États-Unis où les hypothèques sont à des taux oscillant entre 10 et 12 %, il y a beaucoup de personnes qui ne peuvent pas faire face aux remboursements mensuels correspondant à une maison correcte ; alors ils achètent ce que nous appelons des maisons mobiles, des maisons préfabriquées de 4 à 5 mètres de large et ayant jusqu'à 20 mètres de long, qui peuvent être tractées sur autoroute et amenées à l'endroit choisi. On peut y vivre, mais elles sont construites en matériau léger, mal isolées, conçues pour une durée de 20 ou 30 ans, au bout desquels on en achète une nouvelle.

Le même principe s'applique à tous les types d'infrastructures nécessaires, requérant du capital : routes, ouvrages d'irrigation, centrales électriques, etc... Plus le taux d'escompte servant à calculer la rentabilité future de ces installations est élevé, moins « rentables » elles nous paraissent.

C'EST CONTRAIRE AU DÉVELOPPEMENT DE L'HOMME.

La capacité de production future de la Libye dépendra tout autant de ses habitants que de ses biens de production. Tous les efforts faits dès à présent dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'expérience, qui aideront à accroître l'efficacité future de la population, ne donneront pas de fruits avant quelques 20 années, mais ensuite ils seront inestimables pendant les 40 années suivantes. Les personnes durent longtemps, davantage que certaines machines et biens d'équipement. Si l'on pense en termes de taux d'intérêt élevé on a tendance à choisir des investissements qui rendent assez vite — usines par exemple, plutôt que l'éducation.

En somme, une politique de taux d'intérêts bas, facilite la conservation, la construction solide et les activités destinées à améliorer la santé et la productivité de la population. Mais est-elle respectable ? Dans le monde capitaliste, il semblerait que les financiers considèrent « respectable » toute action économique destinée à rendre des intérêts et bénéfices élevés, et non celles qui entraînent une augmentation du coût du travail. Mais les théories

économiques occidentales sont d'un avis différent.

LE CAPITAL EN TANT QUE FACTEUR DE PRODUCTION.

Le « Capital » est appelé presque partout le troisième facteur, après le travail et les ressources naturelles qui sont nécessaires à la production. Sa valeur dépend de sa productivité d'une part, et de sa rareté de l'autre. Il ne trouve sa vraie place dans le processus de production que si le prix de son emploi équivaut à la valeur qu'il aurait si on l'utilisait ailleurs. Ce prix, souvent appelé intérêt, est considéré comme « gagné » par le facteur de production capital.

Accessoirement, il faut noter le jugement de valeur que le mot « gagné » implique. Il veut dire « mérité » ou « récompensé », mais bien entendu, ce « capital » en tant qu'idée abstraite ne peut recevoir quoi que ce soit, pour ne pas dire le gagner. Si les paiements sont faits pour le capital, ils vont aux personnes ou aux institutions qui le contrôlent. Et la théorie économique sur laquelle se base le concept de capital n'a aucun support logique lui permettant d'affirmer que ceux qui le possèdent « méritent » ou « doivent » recevoir des intérêts, mais seulement, que si le capital est une denrée rare, ceux qui le possèdent peuvent en tirer un prix.

Revenons à notre sujet : le capital est-il productif ? Ne favorise-t-il pas un usage efficace des ressources alors que ceux qui l'emploient doivent en payer son coût ? Bien évidemment, le « capital » productif n'est pas une somme d'argent mais des biens de production, les biens produits afin de faciliter la production, tel que nos textes d'économie le définissent. La ristourne que ceux qui possèdent du capital sont en mesure d'exiger, finit par être considérée par le monde du commerce et les théories économiques, comme l'intérêt produit par une somme d'argent. Pourvu qu'il existe un marché dans lequel on puisse acheter des choses, un individu considère l'intérêt qu'il a à payer pour un prêt comme partie du prix demandé pour utiliser un bien d'équipement ; avec le montant du prêt, il peut acheter. Une théorie économique affirme que tout entrepreneur efficace continue d'emprunter au taux qu'on lui demande, jusqu'à ce que la rentabilité de la dernière pièce produite n'arrive que tout juste à couvrir les intérêts qu'il doit rembourser. C'est-à-dire, que dans une situation hypothétique d'équilibre à longue échéance, la productivité marginale des biens d'équipement finisse par correspondre aux taux d'intérêt contractés. Parallèlement, les taux d'intérêt seront d'autant plus élevés que les

biens de production, ou l'argent nécessaire à leur achat, seront rares. Plus ils seront abondants, et plus le taux d'intérêt aura tendance à descendre.

Donc, d'après la théorie économique néoclassique occidentale, les taux d'intérêt devraient être très bas en Libye, car le capital *abonde.* A l'exception du pétrole et du gaz, tant qu'ils durent, vous avez fort peu de ressources naturelles. Et la plupart des Libyens ne disposent que de quelques années pour apprendre à lire et pour acquérir les compétences, les connaissances et l'expérience dans des multiples domaines, indispensables à une société et à une économie modernes. En d'autres termes, c'est la productivité du peuple et non les ressources qui sont indispensables. Et, si un revenu est nécessaire pour stimuler l'augmentation de la production, il faudrait tout au moins qu'il aille au peuple, en échange d'un travail efficace, et non en tant que le prix à payer pour l'accès au capital. La terre est rare aussi, et dans un marché capitaliste, elle pourrait atteindre un prix très élevé, mais ceci n'augmenterait pas la quantité d'hectares disponibles. Le prix élevé doit donc être fixé par la communauté.

LE COÛT RÉEL DES BIENS DE PRODUCTION.

N'est-il pas juste que celui qui emploie les biens de production ait à les payer à leur juste prix, de façon à empêcher toute tentation de gaspillage ? Dans quelques cas, cela n'est pas ainsi, par exemple, l'infrastructure de la société, les écoles, routes etc..., mais, dans une entreprise de production ordinaire, il le faut absolument. Toutefois, comment fixer le juste prix des biens de production ? C'est vrai qu'il faut tenir compte de la rémunération du travail fourni, et du paiement de la matière première à toute production, si on les importe, ce prix équivaut, en pratique, au prix réel que vous les payez. En termes de comptabilité courante, calculés sur un an, ils donnent le taux de dépréciation.

Ne faudrait-il pas également compenser la préférence de temps ? N'est-il pas nécessaire de disposer des biens d'équipement requis avant de pouvoir fabriquer le produit fini ? Si l'on tient compte du processus de production en entier, il est difficile de donner une réponse précise à ces questions. Prenons quelques exemples. Un agriculteur cultive ses champs et y fait pousser du blé, en utilisant des bêtes de somme, comme le firent ses ancêtres. Il réserve une partie de sa terre au fourrage pour nourrir ses bêtes et passe une partie de

son temps à les soigner. De temps à autre, l'une de ses bêtes met bas, et le nouveau-né remplacera un jour une bête devenue trop vieille. La théorie néoclassique dirait que le fermier investit une part de son travail et de sa terre dans la fabrication d'un bien de production, la bête de somme, laquelle à son tour, contribuera par la suite à augmenter sa productivité en matière agricole. D'autre part, il semble évident qu'il doit, au préalable, avoir été en mesure de produire assez de nourriture pour subvenir à ses propres besoins, pendant la période requise à l'élevage de la bête de somme. Par la suite, l'élevage des bêtes et la production du blé se feront de façon simultanée. Maintenant, supposons que l'agriculture se soit modernisée et continue son processus de développement pendant un certain temps. Dix mille fermiers emploient chacun un tracteur, qui est à remplacer tous les dix ans, donc il faut produire mille tracteurs par an, ailleurs que dans la ferme ; dans une usine où les coûts de production (travail, matières premières) sont payés par les agriculteurs en tant que coût de production de leur blé. Les tracteurs deviennent alors des biens intermédiaires, semblables, en principe, aux autres biens de cette sorte, tels l'essence, l'électricité, les engrais ou tout autre matière nécessaire à la production de blé, qui ne soit pas produite directement à la ferme. Il s'agit là de processus simultanés et l'intérêt dû à la préférence de temps n'a pas lieu d'être. Ce n'est pas le capital, en tant qu'idée abstraite, qui est productif. Au contraire, il peut s'avérer profitable de diviser le travail de telle façon que quelques-uns fabriquent des produits finis, tandis que les autres fabriquent les fournitures et l'équipement dont les autres ont besoin.

ÉTUDES SUR LE CAPITAL ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.

Dans les années 50, la plupart des théories économiques occidentales sur le développement affirmaient que le taux d'acquisition des biens de production était le *facteur clé,* qui déterminait le taux possible de développement. Le taux possible de croissance du P.N.B. a été souvent calculé en tant que fraction : par exemple, un tiers du taux net de production courante de biens de production. Ensuite, nombre d'écrits sont venus contredire cette théorie. En fait, il serait logique que les pays en développement faisant plus d'investissements aient le taux de croissance du P.N.B. le plus important. Everett E. Hagen, dans son ouvrage « Les Aspects Économiques du

Développement » n'a pas pu trouver une telle corrélation. D'autres études sur l'économie ont tenté de mesurer l'importance relative de divers facteurs, qui ont été à la base de la croissance dans les pays maintenant avancés. Elles n'ont jamais pu démontrer que la quantité de capital y ait joué un rôle, sinon minime, dans l'augmentation annuelle du revenu par capital, à l'encontre du rôle de certains facteurs dits « résiduels », tels la technologie, l'éducation, l'innovation [7]. On a mis en doute les idées et les méthodes statistiques de ces études, tout en les citant par ailleurs pour attirer l'attention du public sur le rôle très important de l'éducation et de la technologie dans les pays en développement.

Solo va au-delà des résultats obtenus de façon empirique, et affirme que la quantité (ou valeur) du capital dans un monde dont la technologie est en perpétuel changement, ne peut pas être mesurée. L'idée même d'une quantité abstraite de capital disponible pendant un certain temps, est absurde, affirme-t-il, car elle ne peut être séparée des progrès technologiques [7].

Toutefois, étant donné qu'il semble inconcevable que le capital, somme toute, soit toujours à la source de toute bonne chose, on peut répondre à ceux qui pensent qu'il suffit de disposer de davantage de biens de production pour obtenir un développement, que les économistes s'intéressent de plus en plus à l'éducation en tant « qu'investissement en capital humain ». Des études quantitatives à ce sujet contribueraient sûrement à remettre à sa place le rôle du « capital ». Gunnar Myrdal, l'économiste et sociologue suédois, dans son étude monumentale sur l'Asie du Sud, estime indispensable d'améliorer immédiatement l'enseignement et les compétences. Il affirme qu'il ne faut pas se borner à fournir davantage d'éducation, sans tenir compte de l'orientation de celle-ci. Il ne pense pas que le fait de consacrer davantage de crédits à l'éducation soit une façon d'obtenir davantage de productivité après l'apprentissage, et rejette la théorie « investissement en capital humain » en tant que critère d'orientation politique [8].

Myrdal insiste, de façon très convaincante sur un autre point nécessaire à la modernisation de la Libye et qui a ses conséquences en matière de répartition de bénéfices en tant que ristourne du capital. Les théories traditionnelles insistent sur le fait que les investissements, ou l'augmentation du capital, accroissent la productivité future, tandis que l'augmentation de la consommation n'y influe pas. Mais, tout spécialement si le niveau de vie est bas, Myrdal maintient que cette distinction n'est pas valable. La productivité de l'homme « la

quantité, l'intensité, la régularité, la compétence et l'efficacité générale des efforts de l'homme... ou de son esprit d'entreprise et d'autres aptitudes »... Sont sensiblement modifiées par l'influence combinée de l'alimentation, du logement, de l'hygiène, du service de santé. Une augmentation de la consommation de certains postes vitaux peut faire accroître la productivité, bien davantage que l'investissement. Donc la distinction de principe faite entre l'investissement et la consommation ne tient pas debout, et toute théorie développée à partir de cette prémisse serait nulle et non avenue.

LA CONTROVERSE ENTRE LES DEUX CAMBRIDGE.

Une autre controverse, encore plus abstraite en théorie, s'est élevée entre les économistes de l'Université de Cambridge en Angleterre et celle de Cambridge au Massachusetts. On a fait de sérieuses objections à la notion traditionnelle de capital, en tant que quantité de quelque chose dont la productivité détermine la part du revenu qui peut en être tirée par le propriétaire de biens de production, ou par ceux qui baillent des fonds à ceux qui achètent des biens de production. L'économiste britannique très expérimenté Joan Robinson de Cambridge, en tire les conclusions suivantes : « il a été démontré que le terme productivité marginale du capital dans l'industrie en général peut être considéré comme dénué de sens » [10]. Il est possible que la « valeur du capital » soit déterminée par la capitalisation du revenu qui peut être obtenu par les propriétaires plutôt que le contraire. Il se peut aussi que ce soit la manière de distribuer le revenu en vigueur sous le capitalisme qui ait donné lieu à l'établissement de la notion « quantité du capital ».

CONCLUSION.

Aucune de ces critiques n'est destinée à nier le fait que les *biens de production,* instruments, équipements, bâtiments de toute sorte, soient extrêmement utiles, néanmoins, elles me permettront d'en tirer trois conclusions : 1) L'accumulation de biens matériels n'est pas la seule façon d'accroître la productivité. 2) Considérer ces *biens de production* en tant que facteur de production, en négligeant la santé et l'éducation, par exemple, pourrait davantage ressembler à une imitation de l'attitude des hommes d'affaires, que résulter d'une

analyse poussée des sources de productivité. 3) La notion de capital en tant que troisième facteur de production ayant droit à une part quelconque du revenu national, ne repose pas sur des bases solides.

Je voudrais conseiller à la Libye de tenir compte des diverses manières d'augmenter la production, plutôt que de se préoccuper du « capital » en tant que notion d'ensemble et facteur de production.

En ce qui concerne l'intérêt en tant que part du revenu, il se pourrait que l'idée exposée ci-après puisse convenir à la Libye en sa qualité de société socialiste. La notion de capital en tant que facteur de production, ainsi que l'habitude de considérer l'intérêt et le bénéfice en tant que partie intégrante de la distribution du revenu sont des idées capitalistes. Les salaires sont considérés en tant que coût de la production, mal nécessaire qu'il faut maintenir au plus bas niveau. Une « économie saine » est celle où le propriétaire du capital peut obtenir un intérêt ou des bénéfices élevés. Par contre, du point de vue du socialisme, qui cherche à distribuer le revenu selon le travail fourni, il serait possible de renverser ces prémisses. Combien faut-il payer au capital pour pouvoir obtenir les outils et l'équipement dont on a besoin ? En Libye, où le revenu des ressources en pétrole est redistribué à tout le peuple, la réponse devrait être : « pas beaucoup ».

TAUX D'INTÉRÊT CONTRACTUEL.

Même si un taux d'intérêt social très bas s'impose, et si l'intérêt pur en tant que paiement du facteur de production n'est pas considéré nécessaire, est-il néanmoins possible, pratique et souhaitable, que les taux d'intérêt réel soient bas ? La justice sociale serait-elle meilleure ou pire ? Les réponses dépendent en partie des institutions libyennes, que je ne connais que fort mal. Permettez-moi de faire les commentaires suivants.

L'école d'économie monétariste des États-Unis maintient que les taux d'intérêt bas ne sont possibles qu'en mettant davantage de monnaie en circulation, ce qui constitue un facteur d'inflation, je pense que, déjà en ce qui concerne les États-Unis, ces arguments sont tendancieux et faux, et ils le sont bien davantage en ce qui concerne la Libye. Ils tiennent pour sûr que l'inflation se produit à cause de l'accroissement des dépenses internes, et que la façon de restreindre les dépenses est de limiter les crédits. Mais l'économie des U.S.A. a été ralentie dans la décade actuelle ; nous voici face à la troisième

récession pendant ce court laps de temps. La demande n'a pas été excédentaire, mais déficitaire ; qui plus est, il existe d'autres façons de contrôler le niveau général de dépenses, selon les disponibilités en biens et services. Les moyens mis en œuvre dans ce but, devaient être de nature à mieux servir les priorités sociales de la Libye, et ne devraient pas s'arrêter devant des termes abstraits tels la quantité d'argent. Tant que le taux d'inflation libyen ne fait que refléter l'augmentation des prix à l'exportation, la Libye ne peut rien à cela.

L'INTÉRÊT EN TANT QUE COÛT DE LA PRODUCTION.

L'intérêt n'est pas seulement employé en tant que taux d'escompte destiné à évaluer la rentabilité d'un projet, mais il sert également à grever les unités de production, car les coûts augmentent d'après l'accroissement du taux d'intérêt. Pour des établissements à fort capital, tels les systèmes de distribution d'énergie ou de téléphone, pour ne pas mentionner le bâtiment, les intérêts peuvent être plus élevés que le coût de la main-d'œuvre. Si l'organisme de production doit couvrir ses frais avec le produit de ses ventes, il doit calculer le prix de vente en fonction du montant des intérêts. Si le taux d'intérêt augmente, il peut alors contribuer à l'inflation, au même titre qu'une augmentation du prix du matériel ou de la rémunération du personnel. Ceci est juste à l'opposé de l'action que l'on s'accorde à attribuer à « l'Argent cher » ou à la stratégie de taux d'intérêt élevé, supposée freiner l'inflation en diminuant la demande de biens de consommation.

ÉQUITÉ.

Un système global de taux d'intérêt réduit serait-il équitable ? Il ne me semble pas pouvoir répondre de façon très catégorique, mais je pense toutefois que certains prêts pourraient en quelques cas précis, être accordés à un taux assez élevé. Si les emprunts n'ont que très peu de charges (par exemple pour couvrir uniquement le risque et les frais de dossier) lorsqu'ils sont attribués à des entreprises dont la production est destinée au marché national, le bénéfice qu'ils tirent du taux d'intérêt réduit, pourrait être réservé aux consommateurs, sous la forme de prix plus abordables. Néanmoins, s'il s'agit d'entreprises privées cela pourrait profiter directement aux propriétaires, qui ne déclareraient pas davantage de bénéfices, et il n'y aurait pas de

répercussion sur le marché. Si les entreprises de partenaires ont toute latitude pour fixer leurs prix, lesdits bénéfices pourraient s'accroître, mais iraient aux travailleurs et non aux propriétaires. Ceci peut poser des problèmes, quel que soit le taux d'intérêt fixé. Pour les entreprises dont les prix s'alignent sur ceux du marché mondial, soit par des exportations soit en concurrençant les produits importés, des taux d'intérêt plus bas entraîneraient, soit davantage de bénéfices, soit des revenus pour le partenariat. Mais comme il est très difficile à un pays en développement de concurrencer le reste du monde, il ne faut peut-être pas trop se soucier de cet aspect du problème. D'autres façons de promouvoir l'équité, sans décourager les investissements pour l'avenir, peuvent s'avérer encore plus efficaces.

REMBOURSEMENTS INDEXÉS SUR L'INFLATION.

Si quelqu'un emprunte aujourd'hui et rembourse plus tard, alors que les prix sont plus élevés, il rembourse moins de pouvoir d'achat que celui qu'il a emprunté, à moins qu'on ne lui demande des intérêts plus importants que le taux d'inflation. Pendant la durée d'une hypothèque, par exemple, l'emprunteur peut largement y trouver son compte, ce qui peut sembler injuste par rapport à d'autres qui n'ont pas les moyens d'emprunter. La solution consistant à imposer un taux d'intérêt élevé n'est pas juste, car elle repose sur une spéculation sur le taux d'inflation futur, et cependant toute la période où le taux d'intérêt figure sur le contrat. Une bien meilleure façon d'agir est d' « indexer » le remboursement sur l'indice des prix. C'est-à-dire que, si les prix ont augmenté de 10 % lors de l'échéance d'un remboursement donné, l'emprunteur devra rembourser 10 % en plus.

Je ne pense pas que ce phénomène rende *nécessaire* que les frais d'intérêt *doivent* être augmentés ou que les remboursements soient indexés. Il faudrait simplement qu'ils soient équilibrés de façon équitable. Si les prêts s'adressent au bâtiment, le bénéfice que l'emprunteur tire de l'inflation rend le taux d'intérêt négatif, ce qui peut encourager la construction.

TAUX D'INTÉRÊT INTERNES PAR RAPPORT AU RESTE DU MONDE.

Les taux d'intérêt Libyens pourraient, et devraient-ils être différents

de ceux pratiqués partout ailleurs ? Est-ce que l'hémorragie qu'ils provoqueraient sur les fonds publics serait si importante qu'elle puisse mettre en péril la politique du pays ? Est-ce qu'il faudrait instaurer le contrôle des changes pour empêcher ce phénomène ? Et, si l'on en venait là prochainement, la mise en place honnête et efficace de ce contrôle ne s'avérait-elle pas impratiquable ? Voici certainement l'un des problèmes les plus ardus qu'aient à résoudre beaucoup de pays en développement, qui se trouvent systématiquement à court de devises. Mais ce n'est certainement pas le cas de la Libye. Si je ne m'abuse, votre gouvernement investit en quantité à l'étranger, aux meilleurs taux possibles. En effet, vous êtes en train de vous créer des revenus dans le reste du monde, qui devraient améliorer de façon substantielle le futur niveau de vie libyen. Il est certain que, si les prêts privés sont à bon marché en Libye, ses citoyens voudront en bénéficier aussi. Pour des sommes raisonnables, on peut considérer que cette prétention est judicieuse. Si les propriétaires de ces investissements restent en Libye, les dividendes de l'intérêt leur reviendront en tant que citoyens Libyens, plutôt qu'au gouvernement de ce pays. On pourrait avoir à faire face à un problème d'équité, si ces sommes en cause étaient trop élevées. De même, les étrangers auraient tout intérêt à emprunter en Libye à taux réduit, pour pouvoir exporter les fonds ensuite, là où ils pourraient obtenir des taux plus élevés. Quoique vous puissiez souhaiter aider vos amis d'autres pays avec des subventions ou des prêts à taux réduit, j'espère que vous choisirez bien vos partenaires.

En ce domaine, il me semble que si vos institutions sont à même de contrôler la destination des prêts, le problème serait à moitié résolu. En ce cas, les prêts pourraient être accordés avec largesse, à des conditions favorables, si ils sont destinés à des fins productives à l'intérieur du pays, dans le cadre des priorités sociales préalablement établies. Il faudrait, à mon avis, des conditions très propices à stimuler la construction de logements. Les prêts aux consommateurs pourraient comporter, non pas un taux d'intérêt quelconque, mais des frais de gestion et de risque plus élevés. Ils peuvent être limités d'après l'usage que l'on compte en faire, par exemple acheter des biens durables, et aussi d'après la solvabilité de l'emprunteur ; ceci n'entraînerait pas une limitation de crédits plus importante que celle existant dans la plupart des pays capitalistes à marché libre.

C'est une heureuse coïncidence si l'éthique Islamique et l'économie pratique s'accordent de façon si harmonieuse.

APPENDICE A. DIFFÉRENTES SORTES D'INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES.

GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES FINANCÉS PAR L'IMPÔT OU DES DONATIONS.

Tout d'abord, examinons les nombreuses unités économiques de production, qui, même dans les pays les plus capitalistes, *ne* sont pas censées vendre des biens ou des services pour avoir le droit d'exister. Dans ce groupe, nous trouvons bien des institutions gouvernementales — la police, les pompiers, l'armée, les services fiscaux, le cadastre et bien d'autres activités gouvernementales : voirie, distribution d'eau et réseau d'égouts, et tant d'infrastructures au service du public, pour lesquelles les citoyens ne paient que des sommes symboliques, si toutefois ils en paient ; et aussi nombre de services rendus à l'homme, tels l'éducation, le service de santé et bien d'autres. Elles absorbent une partie appréciable de l'activité économique. A ce groupe appartiennent également les institutions privées, telles les associations religieuses ou de bienfaisance, peut-être certaines écoles privées et bien d'autres, qui vivent d'autre chose que de la vente de biens ou de services. Que ce soit dans le secteur public ou privé, elles varient sensiblement d'un pays à l'autre, et peuvent évoluer dans le temps. Voici leur trait commun : le revenu global de leurs participants ne peut être calculé à partir de la valeur marchande de ce qu'elles produisent. Il faut le déterminer autrement ; même si les participants sont des partenaires, plutôt que des simples employés de l'organisation, ils n'ont toujours pas le droit de se partager le « revenu » ou le « bénéfice » de l'organisation.

UNITÉS ÉCONOMIQUES DÉPENDANT DU PRODUIT DE LEURS VENTES.

Différentes des précédentes en ce qu'elles sont censées *réellement* couvrir leurs dépenses à l'aide du produit de leurs ventes. Dans une économie mixte, ce groupe peut comprendre toute une variété d'affaires, grosses ou petites, recherchant le profit, ainsi que des associations à but non lucratif, que ce soit dans le secteur public ou

privé. Aucun des mots de la langue anglaise ne convient à les définir dans leur ensemble. J'espère qu'il en existe un en arabe. Dans le Rôle commercial des États-Unis, elles sont groupées sous la rubrique « entreprises d'affaires » peut-être parce que la plupart d'entre elles ont un but lucratif, bien suggéré par le terme « affaires ». On pourrait évidemment les appeler tout simplement « les affaires », mais le mot « entreprises » ajoute une nuance de mérite, car le fait d'avoir de l'énergie ou d'être entreprenant, plutôt que paresseux, est considéré partout comme une vertu.

ENTREPRISES A BUT LUCRATIF.

Sous cette rubrique nous trouvons toute une gamme d'affaires, typiquement capitalistes, dans laquelle le revenu net de l'organisation revient aux propriétaires dont l'intérêt, évidemment, consiste à augmenter autant que faire se peut ledit revenu net, appelé également profit. Lorsque ce type d'affaire prédomine dans un pays, celui-ci peut alors être qualifié de pays « à dominante capitaliste ». Ces affaires peuvent être très différentes, que ce soit par la taille, par le fait qu'elles possèdent des terres ou du capital, et par leur organisation, tous ces aspects influant sur la distribution du capital. D'une part nous trouvons des exploitations agricoles relativement petites ou des affaires commerciales dans lesquelles le propriétaire unique doit faire tout le travail. Dans ce cas, la totalité du revenu de l'unité de production revient au propriétaire à deux titres : son travail et sa propriété ; mais, même s'il n'a pas de salaires à payer, les intérêts et la location des locaux peuvent absorber la plupart du revenu net produit par l'unité, ce qui est le cas pour beaucoup de fermiers, qui ne possèdent pas les terres qu'ils cultivent, que ce soit dans des pays riches ou pauvres. Dans ce cas, bien sûr, le « facteur *actions* » devient important. De petites sociétés peuvent leur ressembler beaucoup. Néanmoins, les grandes Sociétés s'éloignent de ce modèle, spécialement celles contrôlées par une direction salariée, dans lesquelles les actionnaires n'ont d'autre rôle à jouer que celui de conserver leur action, afin de toucher les dividendes qu'on leur octroie.

COOPÉRATIVES QUI SONT LA PROPRIÉTÉ DE CLIENTS.

Le second groupe de ce vaste secteur, comprend des unités de production privées dont la vocation de leurs propriétaires n'est pas

d'accroître au maximum les bénéfices. J'ignore si la Libye a déjà entrepris leur promotion, mais, étant donné que leur conception semble s'harmoniser avec les idées de base du socialisme libyen, je voudrais qu'il me soit permis de m'étendre à leur sujet. L'une de ses variantes, la coopérative de consommateurs, est la propriété légale d'une partie des consommateurs qui, soit la dirigent eux-mêmes, soit en confient la gestion à un comité directorial, qu'ils auront choisi, et ce dans le but d'offrir au client le meilleur service au plus bas prix. Généralement, tous ceux qui y travaillent reçoivent un salaire. Dans un pays à dominante capitaliste, il est entendu que, lorsqu'il s'agit de trouver des fonds d'investissement, en concurrence avec les affaires orientées vers le bénéfice, des intérêts seront versés en proportion aux fonds empruntés : des dividendes *limités,* semblables aux intérêts, sont versés aux membres, proportionnellement au capital qu'ils ont apporté. Mais, si les revenus de la société dépassent ces dividendes limités, les excédents sont reversés aux clients-propriétaires, sous la forme d'une réduction de prix, ou sont réinvestis pour pouvoir accroître ou améliorer la productivité de l'organisation. De telles coopératives peuvent être de ventes en gros ou de production, et dans ce cas leurs membres seront le plus souvent des coopératives de vente au détail ou des entreprises privées. Les Coopératives Agricoles, dans la plupart des pays, achètent la ferme et l'équipement, et se chargent de conditionner et commercialiser les produits fermiers de leurs membres. Une compagnie mutuelle leur ressemble, dans ce sens que ses membres en sont les propriétaires légaux. Les excédents des revenus après paiement des dépenses, sont reversés aux clients.

COOPÉRATIVES DE PRODUCTION.

Au sein d'une coopérative de production, les membres-propriétaires sont ceux qui y travaillent, plutôt que leurs clients. Les travailleurs sont alors partenaires à part entière et contrôlent l'organisation, et touchent la totalité des bénéfices nets.

Dans les coopératives et les mutuelles on élimine la notion de profit maximum, et la proportion des bénéfices reversés aux propriétaires dépend de deux facteurs : 1) le taux d'intérêt que l'organisation doit verser lorsqu'elle emprunte, 2) la somme de capital social propriété de la société même, qui s'accumule le plus souvent par réinvestissement des excédents des exercices précédents. Ceci peut être encore

encouragé à l'aide de prêts sans intérêt, lesquels, non seulement s'harmonisent avec l'éthique Islamique, mais également avec des conceptions occidentales.

La coopérative est un organisme qui rend le partenariat ou le contrôle par ses membres plus faciles, soulageant ainsi en partie le gouvernement du fardeau de l'administration des entreprises publiques, tout en obtenant un résultat similaire. Je dis bien « en partie », car la coopérative n'est pas plus facile à gérer qu'une autre organisation, ses membres peuvent manquer de formation ou d'expérience de la gestion, et il peut être difficile de trouver des directeurs capables. Une gestion médiocre est souvent la cause de l'échec des coopératives, même dans des pays très avancés. La réussite des coopératives nouvelles peut nécessiter une aide extérieure, et surtout des directeurs dévoués, qui soient plus désireux de servir la communauté, que d'en tirer un profit personnel. Mais, si la promotion des coopératives n'est pas chose aisée, le développement d'une entreprise moderne et efficace, organisée différemment, ne l'est pas non plus.

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT.

En plus des entreprises à but lucratif et non lucratif, il en existe qui appartiennent à des organismes publics, dirigées sous les auspices du gouvernement, qu'il soit national ou local. Elles peuvent fonctionner en tant qu'agences gouvernementales, qu'unités gouvernementales destinées à accomplir des tâches bien précises, l'électricité, l'eau, etc... ou également en tant que sociétés appartenant au gouvernement. En règle générale, les travailleurs de ce secteur sont des salariés. Il se peut qu'elles paient des intérêts à leurs créanciers, si des emprunts ont été faits auprès d'autres organismes. Les excédents du revenu une fois honorés, toutes les créances, ou le « bénéfice », s'il y en a, reviennent au public. Le fait que ces excédents soient grands ou petits dépend non seulement de l'introduction de l'organisme dans le marché et de son efficacité, mais également de leur stratégie de prix.

(1) Moammar Kadhafi, Le *Livre Vert*, 2[e] partie, La Solution du Problème Économique « Socialisme ». *Les références citées dans cet essai se rapportent à l'édition anglaise en format 12* × 15 cm.

RÉFÉRENCES.

1. Myrdal, Gunnar, *Asian Drama,* Vol. 1, New York, The Twentieth

NOTES

1. Myrdal, Gunnar, *Asian Drama,* Vol. 1, New York, The Twentieth Century Fund, 1968, p. 32.
2. Naqvi, Syed Nawab Haider, « The Ethical Foundations of Islamic Economics », *Islamic Studies,* Islamabad, 1978, p. 105-136.
3. Berle A. A.X., *The Twentieth Century Capitalist Revolution,* New York, Harcourt, Brace, 1954.
4. Vanek, Jaroslav, *The Participatory Economy,* Cornell University Press, Ithaca and London, 1971.
5. Les aspects éthiques et économiques de la distribution du revenu sont très bien décrits dans le livre d'Alfred P. Oxenfeldt, *Economic Principles and Public Issues,* New York, Rhinehart and Co., Inc., 1959, chapitre 6.
6. Hagen, Everett E., *The Economics of Development,* Richard D. Irwin, Homewood, Illinois, U.S.A., 1975, Ch. 10.
7. Quelques publications sont passées en revue par Hagen, cité au paragraphe précédent, dans le chapitre 8 de son ouvrage ; et par Solo, Robert A., *Economic Organizations and Social Systems,* Indianapolis, Bobbs-Merill, 1967, chapitre 7.
8. Myrdal, Gunnar, *Asian Drama,* The Twentieth Century Fund New York, 1968, Vol. 11, chapitres 29, 31, 32, 33. Voir également App. 3, section 7.
9. Myrdal, Gunnar. Ci-dessus mentionné, Vol. III, App. 3, Section 5.
10. Robinson, Joan, « The Measure of Capital : The End of the Controversy », *Economics Journal,* Vol. 81, sept. 1971, p. 602.

Développement économique
le Livre Vert
Producteurs et propriété.

Dr Saghir Kamran
Président de l'association
de fraternité pakistano-libyenne
Pakistan

BISMILLA AL RAHMAN AL RAHIM.

L'histoire politique de notre monde abonde en échecs, frustrations et privations. Bien que les êtres humains aient subi tous ces maux, il n'en demeure pas moins que c'est l'homme qui en est responsable. Un politicien renommé de notre époque, le Professeur Mechana, après une étude approfondie, décrit avec tristesse dans un ouvrage explicatif :

« L'homme est la création la plus sage et la plus sociale de l'univers, son échec représente la déception la plus puissante du monde. Sa lutte aboutit finalement à l'impossibilité d'adopter un système parfait de gouvernement, pouvant être décrit comme authentique et appréciable. »

« Il a souvent déployé d'étonnants et courageux efforts mais, en fait, au moment de l'application, on retrouvait l'échec total et la frustration. Car concevoir un gouvernement est une chose, le mettre en pratique, est une autre chose fondamentalement différente. »

« Du point de vue idéologique, un gouvernement n'est qu'un moyen effectif d'assurer aux masses les conditions de base de l'existence. Les chefs de gouvernement sont au service public. Mais c'est une ironie du sort que lorsqu'un gouvernement est pratiquement formé, sa motivation majeure devient l'exploitation des masses. »

Savants et experts ont conclu qu'en dépit de luttes sincères, pour mettre fin à ses problèmes, l'homme ne parvenait pas à enrayer la maladie réelle, c'est-à-dire ses problèmes économiques ; l'homme ne réussira jamais dans ses efforts, à moins d'aborder avec sagesse et efficacité les problèmes économiques, lesquels sont la source de toutes les souffrances et de tous les problèmes humains.

De nombreuses tentatives, pour sortir de la crise économique, ont voulu laisser de côté le saint Coran et nier l'existence de Dieu Tout Puissant, mais elles ont échoué.

Malgré de surprenantes et admirables réalisations scientifiques, notre monde est encore victime de la pauvreté, de la faim, des maladies, de l'exploitation, de l'inégalité et de l'injustice. Il est indubitable que les problèmes économiques ont enchaîné l'homme aux boulets de la famine. La pauvreté est le pire ennemi de l'humanité. La faim le pousse à dévorer son frère et la soif l'amène à boire l'eau sale, polluée et nauséabonde des caniveaux.

Des esprits nobles ont lutté pour la disparition des souffrances humaines provoquées par les crises économiques. On ne peut nier, que les actions entreprises par de nombreux penseurs, philosophes, réformateurs et révolutionnaires qui ont déployé leurs efforts pour libérer la société, particulièrement les travailleurs de leurs souffrances et de leurs maux, aient donné des résultats surprenants et bénéfiques, malgré de perpétuels échecs et retours en arrière. Par certaines de ses réalisations, l'homme a prouvé qu'il lui était possible d'atteindre ce but. A titre d'exemple, nous mentionnerons ici notre frère, le Colonel Moammar Kadhafi et ses admirables *Livres Verts* dans lesquels est contenue la Troisième Idéologie Universelle.

L'histoire de la capacité croissante de l'homme pour résoudre ses problèmes est une longue histoire. La Troisième Théorie Universelle est le chapitre le plus récent et le plus éblouissant de cette lutte. Elle a illuminé le monde et tout particulièrement le Tiers-Monde. Son éclat a pénétré le moindre recoin et a introduit un nouvel Age d'Or. Notre frère, le Colonel Moammar Kadhafi, brave, courageux chef de file du monde actuel, en présentant l'unique solution au problème économique, dans la deuxième partie de son *Livre Vert,* a démontré clairement que la campagne de libération de l'exploitation mondiale a atteint son point culminant. Sa Troisième Théorie Universelle appelle à la renaissance de l'Islam et au leadership du Tiers-Monde. En discutant le problème essentiel de la crise économique, la production et les producteurs, leur rôle et leur importance à l'époque moderne, les modes de production pré-capitalistes et socialistes, esclavage et féodalisme, les marchandises et le capital monétaire, la plus-value, la conversion de la plus-value en profit et sa distribution entre les divers groupes d'exploitants, les aspects économiques de l'impérialisme, les forces productives et les rapports de production, notre frère le Colonel Moammar Kadhafi arrive à la conclusion suivante :

« Tant qu'il dépendra d'autrui pour assurer ses besoins, l'homme n'aura pas acquis sa complète liberté et restera exploité et asservi. »

« Le logement est une nécessité pour l'homme et sa famille. Il ne doit appartenir à personne d'autre qu'à lui. »

« Dans la société socialiste, nul ne peut être maître des besoins de l'homme. »

« Le revenu de l'homme ne peut donc pas plus dans la société socialiste être un salaire qu'il ne peut être une aumône. »

« Le moyen de transport est également un besoin essentiel à l'individu et à sa famille. Il ne doit pas appartenir à une autre personne. Dans la société socialiste, nul ne peut posséder des véhicules de

location, car cela aboutirait à se rendre maître des besoins des autres. »

« Celui qui possède la maison que vous habitez, la voiture dans laquelle vous vous déplacez et qui assure votre salaire pour votre subsistance, s'approprie en fait votre liberté... Pour assurer son bonheur, l'homme doit être libre et il ne peut être libre qu'en étant maître de ses besoins. »

Comme nous l'avions dit précédemment, en citant le Professeur Mechana concevoir un gouvernement est une chose, le mettre en pratique en est une autre. Quel que soit le système auquel peut parvenir l'homme grâce à de glorieuses actions et grâce à son intelligence, une fois mis en pratique ce système est un échec et une frustration.

En ignorant le rôle de la classe ouvrière (les producteurs) dans le cadre économique actuel, on ne peut pas arriver à une conclusion fructueuse et aucun gouvernement ne pourrait exister. Il faut que les travailleurs participent directement à l'appareil gouvernemental et que les masses soient reconnues comme source réelle du pouvoir. Alors que le problème économique est le plus important pour l'homme il est également le facteur motivant la lutte nationale. L'homme en a conclu que son histoire et sa destinée ne pouvaient être déterminées que d'un point de vue économique étant donné son importance, et en résolvant les problèmes qu'affrontent les masses, c'est-à-dire la crise économique.

« Les salariés sont des esclaves et leur esclavage se poursuivra tant qu'ils travailleront pour un salaire. Les domestiques sont dans une situation encore plus mauvaise que les salariés qui travaillent pour la collectivité ou les entreprises économiques. »

Plaidant la cause de ces esclaves des Temps Modernes, il déclare :

« La troisième théorie universelle annonce la libération définitive des masses du joug de l'injustice, de l'exploitation, du despotisme et de la domination politique et économique et l'avènement de la société de tous les hommes... Chacun y sera libre. Tous seront égaux dans la détention du pouvoir, de la richesse et des armes, pour que la liberté triomphe totalement et définitivement. »

Ainsi notre frère le Colonel Moammar Kadhafi nous entraîne dans la lutte pour la libération des domestiques.

Si l'on considère les nations du passé, on peut affirmer que l'époque actuelle est celle de l'économie. Celle-ci est au cœur de tout problème culturel, social, politique, national et international. Notre monde est divisé en plusieurs grands blocs. Ce qui les différencie est simplement

leur système gouvernemental, c'est-à-dire démocratie, capitalisme ou dictature. Ce sont les trois systèmes que l'on peut trouver dans le monde. En fait, ils ne sont pas ce qu'ils paraissent. La différence de base entre les divers systèmes provient de l'ordre économique. Le problème alimentaire est primordial pour l'homme et la société.

L'Islam est la seule religion qui puisse résoudre les problèmes économiques de toute sorte et dans la société Islamique, le Chef de l'État déclare publiquement les paroles du saint Coran :

« Nous vous nourrissons, vous et vos enfants. » Paroles que Hazrat Omar explique ainsi :

« Si un chien meurt de faim sur la rive du Tigre, par Dieu, Omar devra en répondre. »

C'est la raison pour laquelle l'Islam commande de garder sous contrôle de l'État toutes les sources de revenu et déclare que : « La terre appartient à Dieu et doit servir à nourrir les masses afin que les nécessiteux puissent l'utiliser. » De même, le saint Coran parle de la richesse et enseigne que des gens comme Qaroun, qui considèrent leur richesse comme personnelle et comme le fruit de leur sagesse et de leur savoir-faire, sont des criminels et des menteurs.

L'Islam, bien au contraire, conseille à chaque individu de garder la part de gain qui lui est nécessaire pour satisfaire ses besoins essentiels. Tout l'excédent doit être partagé entre ceux qui en ont besoin. L'Islam arrache donc les racines du capitalisme, lequel est fondé sur l'excédent monétaire, tourbillon qui fait chavirer la barque des systèmes conçus par les hommes. Les tenants du capitalisme déclarent que si l'état s'attribue tout le gain, les hommes ne seront plus poussés à travailler dur.

Dans la société socialiste, les gens remettent leur gain à l'état à contre-cœur, dans le système capitaliste, ils sont mécontents de payer des impôts. C'est donc en suivant la voie de l'Islam que notre frère écrit dans son grand *Livre Vert,* deuxième partie : « La terre n'est la propriété de personne mais chacun a le droit de l'utiliser, d'en profiter en y travaillant comme agriculteur ou éleveur. »

« Le but de la société socialiste est dans le bonheur de l'homme qui ne peut se réaliser qu'une fois sa liberté matérielle et morale acquise. La concrétisation de cette liberté dépend de la libre disposition par l'homme de ses besoins solennellement consacrés. »

Les peuples du monde ont condamné le capitalisme et l'impérialisme car ils sont fondés sur l'excédent monétaire. Le socialisme a échoué car il arrache cet excédent aux masses. Dans ces deux types de société, terreur et dictature font régner une atmosphère oppres-

sante.

Le professeur Hartary a établi que la motivation au travail est la ligne de démarcation entre les deux systèmes. L'Islam est certainement une motivation au travail. En suivant cette voie, l'homme peut assumer toutes ses responsabilités naturelles. Ses besoins étant facilement comblés, il n'a pas à transgresser certaines limites. Il dépense suivant ses exigences réelles et essentielles. Et donc, ne commet pas de crime pour l'argent.

Bien que l'économie soit un vaste domaine, ses facteurs de base sont compréhensibles par l'entendement naturel.

Le Colonel Moammar Kadhafi, authentique camarade de la Révolution et véritable ami du peuple de sa jeunesse, a présenté très clairement et brièvement dans son inestimable et précieux *Livre Vert,* la Troisième Théorie universelle. Ainsi il indique à ses camarades une voie pacifique et éclairée. La deuxième partie du *Livre Vert* est la solution parfaite aux problèmes économiques, sa présentation est admirable.

Certes le *Livre Vert* est succinct, mais pour ceux qui ont soif de connaissances, c'est une source fraîche et intarissable.

L'Islam prédit les pires châtiments pour l'usurier avide et l'homme malhonnête. A travers le *Livre Vert,* chaque concept de l'Islam est clarifié, peut-être grâce à la prouesse de notre frère ou grâce à son amour et son affection sincères pour l'Islam. Le livre montre que son auteur s'exprime bien et sait convaincre. Ses déclarations se fondent sur une logique concrète. C'est un philosophe universel. Les qualités de notre frère le Colonel Moammar Kadhafi nous font tous devenir ses fans. La philosophie du *Livre Vert* accorde au travailleur (producteur) la position de partenaire, d'actionnaire et non de salarié. Alors que dans d'autres systèmes et d'autres ismes, une telle importance n'est jamais donnée au producteur (classe ouvrière). N'est-ce pas le début d'une nouvelle époque fantastique ?

Malgré toute l'évolution de l'histoire économique, les problèmes de cet ordre existent toujours et restent sans solution.

« Bien que la notion de propriété ait subi de profondes modifications en évoluant de l'extrême droite à l'extrême gauche et en prenant diverses formes intermédiaires, les producteurs demeurent des salariés. »

« Quelles que soient les améliorations apportées au salaire, le salarié reste une sorte d'esclave d'un maître... un individu, voire un guvernement. »

La solution finale est d'abolir le salariat, libérer l'homme de son

asservissement et revenir à la loi naturelle qui a organisé les rapports humains bien avant l'apparition des classes, des gouvernements et des lois faites par les hommes.

La loi naturelle fait naître un socialisme naturel fondé sur l'égalité des facteurs économiques de production et assure presque que la consommation des individus n'excède pas la production de la nature.

Mais l'exploitation de l'homme par l'homme et l'acquisition par certains individus d'une part du bien commun excédant leurs besoins constituent une entorse à la loi naturelle et l'amorce d'une corruption et d'une déviation dans la vie de la société humaine. C'est le début de la naissance d'une société d'exploitation.

Dans l'espoir d'aider l'humanité, beaucoup ont lutté pour sauver la classe ouvrière et ont lancé des manifestations, des grèves, des agitations, des réunions, des mouvements divers et ont même introduit des solutions, des idées et des systèmes les plus radicaux, mais tous ont échoué. Les systèmes créés par les hommes ont échoué et la classe ouvrière (producteurs) n'a pas obtenu une véritable liberté. Le *Livre Vert* leur indique une nouvelle voie, celle de la liberté, de la dignité humaine et du respect.

Si nous nous tournons vers notre passé désespéré, nous voyons que le développement économique et la restauration de la dignité du travail ont rencontré beaucoup d'hostilité à plusieurs époques. Même l'âge de la Machine et la Révolution Industrielle ont aggravé les déséquilibres sociaux, les inégalités et l'exploitation. Les gens étaient victimes d'une situation terrible, recevaient un salaire minimal pour une misère infinie et à leurs peines s'ajoutaient des conditions terribles de travail, de longues journées de labeur très pénibles.

L'homme est devenu une machine. La faim restait le lot des travailleurs, en dépit de tous leurs efforts.

La lutte entre le Bien et le Mal, qui commence avec la création du monde et les fils d'Adam, Abel et Caïn, se perpétue.

Notre monde est divisé en deux groupes distincts : les exploiteurs et les exploités. Les problèmes de la classe ouvrière ont augmenté. Penseurs, réformateurs et révolutionnaires se sont efforcés à trouver un remède, mais ils étaient impuissants devant ces problèmes d'ordre purement économique.

Les slogans du socialisme ont attiré les hommes. Les masses ont découvert un espoir de justice et d'égalité et ils ont cru que leurs problèmes allaient être résolus. Mais le socialisme a échoué dans certaines régions du monde car il n'a pas satisfait les exigences humaines essentielles et traditionnelles au niveau spirituel et moral.

Ses défauts sont supérieurs à ses qualités, c'est pourquoi il a échoué tout comme la démocratie et l'homme poursuit ses tentatives d'amélioration.

Des mouvements ont été lancés pour changer cette situation mais les problèmes sont devenus de plus en plus compliqués. On a pris toutes les mesures possibles au niveau national et international mais le problème véritable demeure.

Les travailleurs sans défense qui rêvaient de se libérer de l'asservissement odieux du capitalisme, se sont trouvés enchaînés par ceux qui ont proclamé la révolution industrielle et le socialisme en imposant une nouvelle sorte de dictature. Tout comme les peuples qui se sont libérés du joug des dictatures impériables et après qu'ils se soient débarrassés des griffes de la domination étrangère, ils ont accepté le système de démocratie occidentale et sont restés asservis.

Les bourreaux ont changé, mais l'asservissement se perpétue. Les hommes veulent en finir avec l'oppression. Notre époque est celle de l'Économie. Nous sommes en plein marasme économique et voulons en sortir.

Même si la classe ouvrière devait être actionnaire des usines ou bien qu'elle soit représentée dans les Conseils d'Administration, elle poursuivrait néanmoins des actions syndicales ou bien on lui proposerait des mots d'ordre tels que :

« Travailleurs du monde entier, unissez-vous »... etc. Ce qui n'arrive pas à résoudre les problèmes.

Ces conditions pénibles resteront les mêmes, si l'on ne trouve pas de solution aux problèmes économiques et tant que les travailleurs/producteurs ne seront pas estimés à leur juste valeur ils resteront à l'arrière-plan et l'augmentation des salaires ne résoudra rien.

Dans les ténèbres de la misère, la Troisième Théorie Universelle et le *Livre Vert* du Colonel Moammar Kadhafi sont le seul espoir à résoudre le problème économique qui ouvre une nouvelle et brillante voie. Commentant la situation actuelle, le Colonel Moammar Kadhafi écrit :

« Certes, de nombreuses réformes ont été apportées, mais elles sont plus proches de la charité que d'une véritable reconnaissance des droits des travailleurs. »

En citant le professeur Mechana, j'ai dit plus haut que l'établissement d'un système positif aboutit toujours à un échec et à la frustration. Dans le monde actuel, plein de problèmes, de difficultés et de misère, on ressent partout le besoin d'un nouveau système économique.

Les pauvres et les exploités exigent que leurs besoins vitaux soient satisfaits. Non seulement tous les pays, pauvres et sous-développés mais tous les peuples du monde entier, Penseurs, philosophes et réformateurs se penchent sérieusement sur ce problème. Les gens veulent la satisfaction des besoins humains fondamentaux sur des bases égales et justes. Ils exigent un partage équitable du revenu et de la production, l'égalité dans leur vie et une vie digne dans la société.

C'est pourquoi, le mot d'ordre « du pain, un toit et des vêtements » a été accueilli favorablement dans les pays sous-développés, notamment dans le Tiers-Monde. Les peuples attribuent beaucoup de respect pour ceux qui défendent l'égalité. Les hommes, lassés des systèmes économiques antérieurs, exigent un nouveau système. Un nouveau système économique juste est devenu le besoin essentiel de notre époque.

Notre monde se divise en plusieurs groupes antagonistes. Provoqué par l'inégalité et la distribution injuste, cet antagonisme a créé un fossé entre riches et pauvres. Il résulte de cette situation pénible une atmosphère sombre, chargée de colère et de haine.

Les usuriers capitalistes exploitent les pauvres et font des bénéfices qu'ils attribuent à leur sagesse et habileté personnelles. Ce raisonnement n'est pas accepté. Les hommes croient que Dieu seul est maître de tout. L'homme n'est que le gardien de ce qu'il possède et les pauvres et nécessiteux ont droit à l'excédent.

C'est ce qu'enseigne le saint Coran, sur lequel se fonde la Troisième Théorie Universelle.

A la lumière de ce concept, il semble clair que lorsque des hommes regardent leurs frères vivant dans la misère, la faim et des conditions inhumaines, il est naturel que leur colère grandisse. Cette colère se fait sentir partout dans le monde.

Il est humain de vouloir vivre décemment et en sécurité. Mais respect et sécurité n'ont aucun sens sans progrès et liberté économique.

La pauvreté et le sous-développement économique obligent les hommes à analyser chaque problème du point de vue de l'économie.

Lorsqu'on traite de n'importe quelle question, on en revient toujours aux conditions économiques. Elles représentent un problème grave pour le Tiers-Monde. A ce sujet, le Troisième Théorie Universelle déclare :

« Quelles que soient les améliorations apportées au salaire, le salarié reste un esclave. »

En conclusion, nous pouvons affirmer sans aucune hésitation, que le Colonel Moammar Kadhafi a l'ambition de libérer les travailleurs/producteurs et les masses de leur misère actuelle.

Et pour terminer, je me permets de citer ici, une fois de plus, les paroles de Dieu Tout-Puissant :

« Nous vous nourrissons, vous et vos enfants », et le commentaire de Hazrat Omar :

« Si un chien meurt sur la rive du Tigre, par Dieu, Omar tu en répondras. »

Nous sommes convaincus que notre frère croit sincèrement aux grands principes mentionnés ci-dessus et qu'il les applique rigoureusement.

QUE DIEU TOUT-PUISSANT LE SAUVE ET LE PROTÈGE.

Le Socialisme, ses lois et ses objectifs, d'après la Troisième Théorie Universelle

---

M. Makki Hassan Ali

Introduction.
Marxisme et capitalisme : deux antagonistes face à face.
La dialectique matérialiste.
Le Socialisme n'est pas le marxisme.
Les brèches dans la pensée marxiste, exploitées par le capitalisme.
La dialectique hegelienne et son influence sur la pensée marxiste.
Le critère nouveau : la loi naturelle.
Le profit est la cause du développement capitaliste.
Investir la plus-value temps de façon à supprimer le profit.
La loi fonctionnelle ne constitue pas un critère valable.
Les différents types de propriétés d'après la 3e théorie universelle.
La solution du problème de la terre et de la production agricole.
La commercialisation de la production dans la nouvelle société socialiste.
Nos solutions sont définitives. Pour quelles raisons ?

La raison humaine arrive à saisir, à une certaine étape de son évolution les objets sensibles. Les spécialistes arrivent à cette connaissance bien avant les sociologues et les théoriciens. Ils visent, en effet, une connaissance fragmentaire susceptible d'être atteinte dans son ensemble, alors que les autres s'attèlent à une tâche globale qui expose leur théorie à de multiples imperfections. Car, à mesure que la connaissance humaine s'étend, grâce à de nouvelles découvertes, l'homme s'aperçoit que ce qu'il prenait pour une théorie globale n'est qu'une loi parmi d'autres susceptible d'être modifiée, à chaque étape, par les rapports de production. Mais cette constatation n'exclut point que l'évolution de la pensée se fasse en fonction de la nécessité sociale. Ainsi le capitalisme et le marxisme représentent deux types de rapports qui ont dominé les relations humaines pendant une très longue période. Il est donc normal qu'ils dessinent une trajectoire assez importante marquée par des séries de succès, d'apogées, d'échecs, de tensions et de conflits. Mais, en tout cela, il faut juger d'après le critère fondamental, c'est-à-dire, le fondement intellectuel. Nous devons toujours nous interroger pour comprendre nos erreurs sur le rapport de l'erreur sur la loi théorique. Avant de nous interroger sur l'importance de cette erreur, nous devons également

évaluer le succès en fonction de ses chances de durer, et non seulement en fonction du sentiment d'ivresse qu'il inspire.

Nous ne prétendons pas ici faire l'historique des différentes étapes du travail humain. Nous nous intéressons plutôt au résultat de ce travail, qui a donné naissance aussi bien au marxisme qu'au capitalisme, et les a constitué en couple binaire, préparant ainsi la voie, intellectuellement et sentimentalement à la troisième Théorie Universelle. Ceci est conforme à la loi selon laquelle un couple, de nature identique, donne inéluctablement naissance à un troisième élément.

D'aucuns identifieraient ce point de vue avec la vision marxiste matérialiste de l'histoire. Nous affirmons, quant à nous, que ceci constitue le noyau de notre doctrine ; car l'inéluctabilité des lois exprime une volonté divine préétablie. Il en ressort que les deux éléments d'un couple qui ne sont pas dans une situation conflictuelle tendent vers le néant. Grâce à ce conflit les aspects négatifs disparaissent alors que les points positifs s'éclaircissent et s'affirment en un ensemble harmonieux. Dieu, dit dans son livre : « Nous vous avons créés par étapes (1) ». Ce verset confirme, par conséquent, le principe de l'évolution. Dieu, dit également : « Louanges à celui qui a créé tous les couples à partir d'eux-mêmes, de ce qui pousse sur la terre et de ce que personne ne connaît (2) ». Ce verset affirme qu'il existe toujours deux éléments de chaque espèce qui réalisent la volonté divine en donnant inéluctablement naissance à un troisième élément. Les transformations quantitatives et qualitatives, dues à un couple, qui donne naissance à un troisième élément, attestent par ailleurs, cet autre verset (3) :

Ce qui nous sépare donc du marxisme, ce n'est pas une loi naturelle, induite à partir de phénomènes sensibles ; c'est la vision qui fonde une telle loi, et les conséquences que l'on peut en tirer, chacun en fonction de son idéologie.

Édouard Depreux dit : « Le marxisme a fait du socialisme ce que Socrate a fait de la philosophie ancienne. Il a fait descendre le socialisme du ciel sur terre. Il a, en outre, donné une méthodologie de recherche dont s'inspirent les marxistes, les non-marxistes et les anti-marxistes. »

Une discussion scientifique valable ne peut faire abstraction d'aucun effort humain, d'aucune peine humaine. Mais, ce qui nous intéresse actuellement, c'est la recherche d'une loi générale qui puisse aboutir à des solutions radicales aux problèmes de l'humanité. Alors, se pose la question suivante : Le marxisme a-t-il été capable

d'élaborer une telle loi ? C'est toujours Édouard Depreux qui nous donne la réponse, lorsqu'il dit : « Le socialisme n'est pas le marxisme. Les deux mots ne sont pas de vrais synonymes. Il n'est pas vrai non plus que l'un englobe l'autre ou, que l'un soit un genre dont l'autre ne serait qu'une espèce donnée. »

Avant d'entreprendre cette étude comparative dont nous espérons tirer des conclusions délimitées, objectives et scientifiques, nous voulons souligner que les exigences méthodologiques nous obligent à axer notre étude sur la critique de la méthodologie marxiste qui est l'antagoniste de la méthodologie capitaliste avec laquelle elle entre en conflit. Le capitalisme, en effet, — qu'on a convenu d'appeler le monde libre —, s'est trouvé dans une position de défense où il a essayé d'exploiter les brêches ouvertes dans le marxisme dont voici quelques exemples :

1) Les transformations quantitatives et qualitatives qui se sont opérées dans les facteurs de la production et dans le prolétariat ont empêché celui-ci de réaliser la révolution universelle susceptible d'unifier la société humaine à travers le monde, en appliquant le slogan « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ».

2) La création de la sécurité sociale a procuré quelque bien-être aux ouvriers du monde capitaliste et les a transformé en bourgeois.

3) La coexistence pacifique entre les deux super-grands a rendu impossible tout changement, par la voie révolutionnaire selon les normes marxistes... Aussi, les peuples ont-ils eu recours à des révolutions populaires comme ce fut le cas en Iran et au Nicaragua.

4) Le maintien ou même le renforcement, dans les pays qui ont adopté le marxisme, des structures traditionnelles de pouvoir, alors que le marxisme préconise la disparition de l'état.

5) La constitution des pays non alignés en un troisième camp, ayant une personnalité internationale indépendante décidée à ne pas se satelliser a poussé les nations dans la voie de la solidarité en les éloignant de l'unité universelle préconisée par le marxisme, unité qui devait se réaliser par la révolution prolétarienne, considérée comme outil idéal d'unification de tous les peuples.

Le marxisme, en s'imposant à de telles contradictions fondamentales, ne pouvait plus jouer le rôle de moteur dans le changement social.

Les thèses de Édouard Depreux qui préconisait de distinguer le socialisme du marxisme, revêtaient, dès lors un aspect hautement objectif. Édouard Depreux a même été plus loin puisqu'il s'est interrogé sur la possibilité d'une 3e voie : « N'y aurait-il donc pas une

3e voie, différente et du capitalisme et du communisme, qui concilierait la croissance continue et de plus en plus rapide de la production et l'épanouissement total de l'homme ? ».

C'est cela qui s'est réalisé avec la naissance de la 3e théorie. Mais il s'agit bien — nous le soulignons — de naissance ; car la 3e théorie universelle n'est absolument pas un mouvement de conciliation ou de syncrétisme. Elle constitue une révolution intellectuelle rationnelle, fondée sur des principes stables qui répandent à la fois l'erreur et la vision obtuse du marxisme. Essayons de nous expliquer.

La dialectique matérialiste est fille de la dialectique hégélienne qui résume cette célèbre proposition : « Donnez-moi de l'eau, des éléments chimiques et du temps et je vous créerais un homme ». En fait, l'homme ou la machine possède l'eau et les éléments chimiques. Ce qu'ils ne possèdent pas c'est le temps. Le marxisme évalue le produit, justement en fonction du temps de production. Le profit accumulé et ajouté au capital constitue dès lors la plus-value. L'état qui domine les ouvriers, les outils de production et les matières premières, draîne, en sa qualité de propriétaire la plus value. Dans ce cas, le profit qui s'accumule, aboutit au capitalisme d'état, il fait de cet état un appareil de monopole. Ainsi le marxisme a échoué à traiter le problème du monopole, du trust, secrétion du capitalisme moderne. A quoi est dû cet échec ? Il est dû au fait que les deux systèmes sont identiques quant à leur essence. Leur différence n'est que formelle. Il est dans la nature des choses qu'il n'y ait pas d'auto-destruction.

Posons-nous alors cette question : Pourquoi le marxisme en est-il arrivé là ? Tout simplement parce qu'il s'est fondé sur la dialectique hégélienne. Hegel, en effet, s'attribue en tant qu'homme, le droit de dominer les éléments inférieurs, « l'eau, et les éléments chimiques ». Ne s'est-il pas arrogé le droit de production quand il affirme : « Je vous créerais un homme ».

Une 3e voie vers le socialisme, distincte du capitalisme et du marxisme, devrait, dès lors, trouver un fondement plus profond, plus global. Pour ce faire, il devrait sans doute rendre compte de tout effort humain, assimiler toute expérience d'homme. En tant que musulman, nous sommes bien armés pour le faire. Le Saint Coran ne dit-il pas « Oh, Homme, si tu peines dans ta marche vers ton Seigneur, tu l'atteindras (4) ». Le mot homme recouvre ici de toute évidence le genre humain. C'est cela qui nous permet d'affirmer que la 3e théorie universelle est valable pour tous les hommes, quelque soient leurs origines ou leurs croyances. Car l'unité que nous voulons instaurer entre les hommes part justement de ce qui leur est commun, le travail,

et repose sur une loi générale et universelle. Nous lisons dans le *Livre Vert :*

« La loi naturelle est le critère, la référence et l'unique source des rapports humains (5) ».

C'est ce principe qui régit une loi générale, universelle, point de référence pour toute activité humaine, quelqu'en soit le volume, le lieu ou le temps. Le socialisme, l'état ou les structures sociales, ne forment plus, de ce fait, des entités distinctes et séparées ; ils tissent entre eux des liens organiques et sont régis par une même loi, bien que leurs fonctions soient diverses. A chacune son mode d'activité et son mouvement propre, mais dans les limites d'un cadre général. L'harmonie entre un élément et l'ensemble est assurée par cette même loi, citée plus haut, qui garantit l'existence de chaque élément ainsi que ses besoins de subsistance.

Le *Livre Vert* poursuit : « La loi naturelle a donné naissance à un socialisme naturel fondé sur l'égalité des facteurs de production, et a assuré la répartition à peu près équitable des produits de la nature entre les individus. L'exploitation de l'homme par l'homme et la constitution par un individu d'une fortune dépassant ses besoins constituent une entorse à la loi naturelle et l'amorce d'une perversion et d'une déviation dans la vie de la société, ainsi que le signe avant-coureur d'une société d'exploitation. En analysant les facteurs de production, on se rend compte qu'ils ont toujours été composés de facteurs essentiels : les matières de production, les moyens de production et les producteurs. L'équité dictée par la loi naturelle veut que chaque composant qui participe à la production en ait sa part, car si on élimine l'un d'entre eux, il n'y a pas de production. »

Les sciences naturelles nous enseignent que la vie ne peut durer que dans la mesure où chaque partie peut durer d'une façon indépendante. Les microbes ne jouissent d'une si longue longévité que parce qu'ils sont formés d'éléments simples. De même l'éponge écrasée se répand en une multitude de particules qui donnent naissance, de nouveau, à une nouvelle éponge. L'homme et l'animal, par contre, meurent, car ils ne sont qu'un récipient contenant l'élément de la vie — l'ovule et le sperme — et qu'un outil de production de ce même élément. Or, la production ne peut durer que grâce à l'équilibre de tous les éléments de l'ensemble producteur ; et l'équilibre ne peut se réaliser que si les besoins ne sont pas démesurés par rapport à la consommation.

Pour qu'une voiture parcoure 10 miles, il faut l'alimenter d'une quantité de fuel qui corresponde à cette distance. Si le fuel ne suffit

que pour une distance plus petite, la voiture ne peut parcourir le trajet qui reste. Si, par contre, ce fuel suffit pour 15 miles, l'énergie superflue constitue une épargne dans le réservoir de la voiture, à la disposition du propriétaire.

Il s'ensuit que si une richesse est épargnée, c'est la société qui en dispose. La 3ᵉ théorie universelle ne stipule-t-elle pas : « la richesse qui reste disponible, une fois les besoins satisfaits, devrait revenir en fin de compte à tous les membres de la société. Quant à l'épargne, les individus peuvent la faire en prélevant sur leurs seuls besoins, sinon cela aboutirait à une atteinte aux droits de la collectivité sur sa richesse (6) ».

La naissance du monopole et du capitalisme est due à l'accumulation du profit, c'est-à-dire à la plus-value, provenant du temps supplémentaire d'effort volé au travailleur. S'agissant d'état capitaliste, cette accumulation tend à former un monopole, et par conséquent, à réévaluer les marchandises, puisque c'est le capitaliste qui contrôle les circuits de commercialisation ce qui, conjointement à l'augmentation de la capacité de production de la machine et de l'ouvrier, aboutit à la diminution de la main-d'œuvre en la réduisant au chômage, afin de sauvegarder l'équilibre entre la production et la consommation. S'agissant de pays communistes, cette même accumulation aboutit à la création d'un capitalisme d'état croissant, contre lequel beaucoup se sont élevés et qui constitue une des causes du conflit entre les nations.

Quant à nous, nous proposons une solution en deux parties :

1) la plus-value, qui est un surplus de temps de production, se transforme en marchandises ; elle amène donc une abondance de production. Cela est possible du fait que le producteur est lui-même le consommateur ;

2) le progrès technologique se poursuivant ce qui est une nécessité, les besoins sont satisfaits, le surplus de production est réparti entre tous les membres de la société, car il n'y a pas de place dans le socialisme pour un producteur d'une part et un consommateur de l'autre. Alors le temps devient un facteur de rapprochement entre la production pour la consommation et le travail technique. L'effort musculaire, se réduisant, laisse la place à l'effort mental qui donne un certain sentiment de liberté au cœur même de l'opération de production, ce qui était impossible quand dominait l'effort musculaire.

Nous lisons dans le *Livre Vert :* « Dans la phase de production artisanale, la production reposait sur deux facteurs : la matière brute et le producteur. Un 3ᵉ facteur est apparu : le moyen de production,

utilisé par le producteur. Ce fut d'abord l'animal, qui a été considéré comme unité de puissance. Il a été remplacé progressivement par la machine. Parallèlement, on assistait à une transformation des matières premières : de simples et bon marché, elles sont devenues plus élaborées et donc plus chères. L'homme lui-même a vu sa condition évoluer : de simple manœuvre à celle d'ingénieur ou de technicien, la masse des ouvriers cédant progressivement la place à des groupes limités de techniciens. Ces mutations ont entraîné des modifications qualitatives et quantitatives, mais elles n'ont pas, pour autant, modifié, quant au fond, le facteur de production en tant qu'éléments indispensables au processus de production (7). »

Les facteurs de production sont donc fixes et alimentent tous la même opération. La production elle-même naît de la relation qui lie ces différents facteurs. Une même loi préside à leur action qui, si elle vient à s'altérer, empêche toute production. Ainsi en est-il de la loi de gravitation qui règle les mouvements des astres et des étoiles. Elle est la même pour tous ces corps. Elle les régit tous, et de la même manière. Il en est de même de la loi de la pesanteur : elle est la même pour l'homme, l'animal, l'arbre et le bâtiment. Tous ces composants jouissent d'un centre de gravité. A défaut de ce centre, ou de pouvoir résister à une pression, aucun corps ne peut tenir droit.

Il en ressort que le mouvement d'éléments faisant partie d'un même système ne peut être régi que par une loi identique. Ainsi en est-il de la production : elle impose à tous ses facteurs un rapport défini. Ce rapport ne peut être valable que s'il tient compte de l'importance de chaque facteur de la production sous peine d'altérer la motivation de l'ensemble.

Or, c'est justement cette motivation qui maintient la cohésion et le dynamisme de l'ensemble. Si elle est ignorée, c'est tout le processus de la production qui est en cause.

Nous voulons maintenant attirer l'attention sur un point important. Il faut, en effet, savoir distinguer entre la loi générale et la loi fonctionnelle. La première régit les facteurs de la production, abstraction faite du temps et du lieu. La deuxième, elle, régit la nature et l'aptitude des différents facteurs ainsi que leur capacité de s'adapter aux conditions de la production. C'est une loi dynamique, car régissant une conduite. L'erreur commise par Marx, lorsqu'il a établi la nécessité de la dictature du prolétariat, seul instrument de transformation sociale, est due au fait qu'il a adopté, pour remédier à l'injustice imposée aux prolétaires, la loi fonctionnelle au lieu de la loi générale. Il en a résulté un certain nombre de choses :

1) Le prolétariat s'est transformé, quantitativement et qualitativement. Or ce prolétariat ne constitue qu'une partie de l'élément producteur qu'est l'homme. Or si cet élément avait été considéré dans son ensemble, l'évolution générale aurait été plus profonde et plus totale.

2) Cette vision des choses a déformé l'évaluation que fait Marx de la propriété. Or cette propriété ne peut se comprendre qu'à la lumière des besoins de l'homme, lesquels besoins sont commandés par le mouvement propre à chaque facteur de production.

3) Cette même vision l'a empêché d'évaluer la production à sa vraie valeur afin d'éviter que ne continue l'accumulation du profit et l'augmentation du capital.

4) Il était inéluctable, dans de pareilles conditions, que l'état se maintienne en tant que régent et garant des avantages du prolétariat. Alors que la solution correcte serait de supprimer l'état en tant qu'appareil de pouvoir pour n'en garder que l'appareil exécutif et administratif, soumis à la volonté suprême du peuple, qui seul, décide et contrôle l'exécution de ses décisions.

Le socialisme ne peut, à lui seul, être le régulateur du mouvement social. Il ne peut fournir de solution qu'au problème économique de sorte que le peuple prenne possession de la richesse et en dispose à sa guise. Mais cette solution ne peut advenir que parallèlement à celle du problème du pouvoir et du contrôle de la force armée.

Nous lisons ceci dans le *Livre Vert :* « Le but de la société socialiste est le bonheur de l'homme qui ne peut se réaliser qu'une fois sa liberté matérielle et morale acquise. La concrétisation de cette liberté dépend de la libre disposition par l'homme de ses besoins sacrés. Cela signifie que vos besoins ne devraient être en aucun cas la propriété d'un autre, ni susceptibles d'être aliénés par une quelconque partie de la société. Autrement, vous vivrez dans l'inquiétude, ce qui vous priverait de votre bonheur, et de votre liberté, parce que vivant sous la menace d'éventuelles interventions extérieures dirigées contre vos besoins essentiels. »

A la lumière de ce texte, nous pouvons distinguer dans les différentes sortes de propriété :

La propriété publique productive.

Selon la loi naturelle, l'homme est doué d'une capacité naturelle qui lui permet, dans les différentes conditions que connaît chaque société

de cueillir les fruits de son effort, contre les éléments de la nature, de sorte que ses bénéfices sont proportionnels à ses efforts. Dieu dit : les hommes ne formaient qu'une seule nation. Alors Dieu leur a envoyé les prophètes pour leur porter la bonne nouvelle et les avertir. C'est dans la vérité qu'il a descendu le livre pour qu'il arbitre les conflits des hommes.

« Seuls se sont querellés à son sujet ceux qui l'ont reçu après avoir eu les preuves de leur débauche. Alors Dieu a remis sur le bon chemin ceux qui ont cru et leur a montré la vérité. Car Dieu montre la bonne voie à ceux qu'il veut (8). »

Il est clair que la débauche comprend la recherche de l'intérêt personnel. Pour lutter contre une telle transgression, la machine est d'un grand apport. Comme nous ne sommes pas de ceux qui refusent le progrès humain, nous ne refusons point la machine, sans laquelle nous retournerions à l'état de nature. Bien plutôt, nous mettons cette énergie nouvelle à profit pour mieux exploiter la part à laquelle chaque individu a droit de la richesse nationale. Ainsi toute personne qui acquiert un outil susceptible de l'aider à mieux exploiter sa part, et rien que sa part, se trouve dans le même cas que celui qui travaille dans une propriété collective qui partage les moyens de travail équitablement entre tous. Cela donne naissance à une autre sorte de propriété, qui est une propriété productive individuelle inaliénable, qui ne permet aucune exploitation de l'homme par l'homme.

La propriété individuelle sacrée.

Tout homme a droit à cette propriété qui comprend le logement et le moyen de locomotion. Quant au traitement que la société accorde à ceux qui rendent un service public, il ne correspond pas à une production immédiate. Ceux qui participent directement à la production immédiate sont des associés à la production comme à la matière première et à la machine.

Le secteur des services tenus jusque là comme objet de consommation n'est plus considéré sous le même jour. Toute fonction indispensable à la société doit donner à celui qui la remplit les moyens de subvenir à ses besoins. Cette fonction devient fonction de consommation lorsque la société peut s'en passer comme c'est le cas pour les domestiques affranchis par la 3ᵉ théorie universelle.

Les vieillards incapables de remplir une fonction doivent être à la charge de la société.

LA TERRE.

Les paysans ont connu une situation tragique du fait que la théorie marxiste obtuse n'a reconnu que le rôle du prolétariat. Voici ce qu'écrivait Édouard Depreux à propos du socialisme et du problème agricole : « il est une affirmation catégorique, transmise de génération en génération, qui stipule que l'édification du socialisme, dans un pays comme la France, nécessite qu'une bonne partie de la campagne reste à l'écart du conflit qui se déroule entre le socialisme et ses adversaires. Mais je me demande si les événements et les expériences ne démentent pas une telle idée pour n'en faire qu'un vestige du passé, et si le socialisme peut en réalité considérer les paysans non comme une catégorie annexée à la classe ouvrière citadine, mais comme une catégorie indépendante qui lutte pour édifier le socialisme. Les paysans ont vécu de longues années à l'ombre de la doctrine du « Droit Sacré » qui fait de la propriété privée un droit absolu. Les partis de gauche eux-mêmes se sont arrogés pendant très longtemps le rôle de défendre ce droit, au lieu de le combattre avec courage. Leurs représentants affirmaient en toutes occasions que leur programme ne visaient point à mettre la main sur cette propriété à laquelle le travail a accordé un caractère de légitimité. Les paysans, eux, sont de plus en plus nombreux à saisir l'aspect arbitraire de cette propriété et les rancunes qu'elle engendre et que les sacrifices consentis pour la sauvegarder ont été faits au détriment de son développement et de son amélioration. Si ces mêmes efforts et sacrifices avaient été faits en vue d'améliorer la terre, ils auraient été beaucoup plus profitables. Le mouvement de contestation qui se développe actuellement parmi les paysans montre, par ailleurs, que les ouvriers agricoles travaillant à la campagne ne peuvent plus, tout comme les ouvriers citadins, supporter la situation actuelle injuste ».

Il ressort de cela que le problème des paysans provient de ce qu'ils sont traités en ouvriers et non en agriculteurs. Ceci est dû à une vision inversée des choses ; car on a appliqué à leur endroit la loi fonctionnelle au lieu de la loi naturelle, pourtant exigée par leur relation à la terre. La faute n'en incombe pas à la propriété privée. Le désespoir que les paysans affichent à son endroit provient des conditions qui leur ont été imposées. Considérons donc la manière toute originale dont le *Livre Vert* a traité du problème de la terre, en se basant sur la loi naturelle. Selon la 3[e] théorie universelle : « la terre

n'est la propriété de personne ». « Chacun a le droit de l'exploiter par son travail d'agriculteur ou d'éleveur dans les limites de ses besoins et de ses possibilités, durant toute sa vie, ainsi que celle de ses héritiers. Il ne peut cependant utiliser que ses propres efforts. Il n'est pas question d'utiliser une autre personne salariée ou non, ni de dépasser ses besoins propres. S'il est permis que la terre soit possédée, elle ne pourrait l'être que par ceux qui y sont présents. La terre est immuable tandis que ceux qui en vivent passent avec le temps. Ils peuvent changer de métier ou de capacité ou d'existence. »

Il en résulte que le défaut de la propriété privée dans une société capitaliste provient de l'exploitation. Mais jouir d'une propriété privée en exploitant ses capacités propres et sans porter atteinte à la richesse d'autrui reste conforme à la loi naturelle. Car la production agricole, qui s'effectue par la conjonction de l'homme et de la terre sans intervention d'un 3e élément, ressemble absolument à la production artisanale. La répartition du fruit du travail devra s'y faire entre les deux seuls facteurs participant effectivement au processus de production. En cas d'utilisation de moyens mécaniques ou assimilés, le produit sera réparti entre la terre, l'agriculteur et la machine utilisée. Ainsi sera mis en place un système socialiste régissant la production conformément à cette loi naturelle !

LA COMMERCIALISATION.

Supprimer le profit constitue un fondement essentiel du nouveau système socialiste, car c'est la thésaurisation qui accroît le capital. Aussi le principe de la commercialisation de consommation obéit-il à un objectif totalement original et nouveau : il garantit au consommateur d'acquérir la marchandise à son prix de revient.

Quand un ouvrier ou un paysan échange sa marchandise contre de la monnaie, c'est toujours pour pouvoir acquérir une marchandise produite dans une unité autre que la sienne. La monnaie devient alors le moyen qui facilite l'acquisition des marchandises. « Ce n'est qu'un moyen pour échanger les produits et non un but en soi (9) ». Il en ressort que la seule garantie de l'application du principe : « Le producteur est lui-même le consommateur », c'est que la société elle-même prenne en main toutes ces marchandises. L'expérience humaine prouve, de façon éclatante, que c'est celui qui commande les besoins du genre qui les asservit. « C'est dans le besoin que réside la liberté. »

Que signifie : la société doit prendre possession de toutes les marchandises en vue de les répartir entre ses membres ?

1. — Cela signifie, dans le cas de l'agriculture, que la part de la machine et de la terre qui revient à la société, une fois déduits les frais de consommation de la machine, doit servir à réduire le prix de la marchandise, ce qui constitue un avantage pour les consommateurs.

Ce principe est également applicable au cas de l'industrie. Une fois retirée la part nécessaire à la consommation de la machine et à l'élaboration de la matière brute, le surplus restant est soit réinvesti en cas de nécessité, soit utilisé à réduire le prix de vente. Car l'épargne, même pratiquée par la société, peut aboutir à l'accumulation, et par conséquent, à la perversion. Celle-ci la lancerait dans un nouveau cycle qui ne peut trouver son aboutissement que par le retour radical à la loi naturelle.

2. — Quand sera édifié un nouvel ordre économique mondial payant la voie à l'unité de tous les hommes, la monnaie ne sera plus nécessaire. Elle sera remplacée par le troc des matières premières. Actuellement, c'est la divergence des systèmes économiques qui la rendent nécessaire, en ordonnant la marchandise à une fin de spéculation et non à la satisfaction des besoins humains. Préparer les voies à une solution identique est un acte de première importance, car c'est une contribution à l'unité du genre humain qui doit acquérir la même conduite et le même langage.

Je conclue mon étude par une expression fort répandue : « il est un terme à toute chose ». Les problèmes économiques et politiques ont, en effet, conduit la société humaine à un terme où toute tentative de réforme provisoire s'avère impuissante. Le *Livre Vert* à travers ses 3 chapitres, a découvert, quant à lui, la loi définitive capable d'évaluer les différents facteurs en fonction de leurs composants essentiels. « Les solutions proposées par la 3e théorie universelle sont définitives et radicales, car objectives et rationnelles. » Elle a saisi la globalité de ce que la raison humaine n'avait saisi que dans ses aspects particuliers.

Édouard Depreux écrit : « les savants réussissent à soumettre la nature, car ils la comprennent bien et obéissent à ses lois ».

Si l'on nous demandait : mais pourquoi cela se passe-t-il ainsi ?

Les savants ont à faire avec la structure matérielle des choses. C'est bien cette méthode qu'utilisent les arts plastiques qui décomposent le tableau en petites masses, et la masse en un ensemble de lignes, et la ligne en une suite de points, le point étant l'élément ultime et indécomposable, car quelque soit la plume, elle ne peut en dessiner

qu'une partie.

Il en ressort que l'école abstraite née de cette théorie des arts plastiques, est la découverte ultime de l'art. Toutes les autres découvertes déjà réalisées ou en voie de réalisation, ne sont que des variantes de cette même théorie. Il en est de même de la 3e théorie universelle. Elle a si bien trouvé la solution radicale à tous les problèmes, que toute découverte ultérieure ne peut être qu'une variante découlant du même principe et émanant de la vision des générations futures et des époques successives.

LA BIBLIOGRAPHIE.

1. Le Saint Coran.
2. Le *Livre Vert,* 2e partie.
3. Étude sur la pensée socialiste contemporaine.

Note

Édouard Depreux (10), ancien ministre de l'éducation en France, a débuté dans la politique en 1918 en adhérant à la section française de l'Internationale Ouvrière.

En 1958, il fonde le parti socialiste indépendant et devient ensuite secrétaire du Parti Socialiste Unifié.

NOTES

(1) Verset 14, sourate de Noé.
(2) Verset 36, sourate Yassin.
(3) Verset 67, sourate Gafir.
(4) Verset 6. Sourate. Inchigag.
(5) chap. 2. 6. 7.
(6) chap. 2 (p. 42).
(7) chap. 2 (p. 17).
(8) Verset 213. Sourate de la Vache.
(9) Le Livre Vert : *Chap. 2.*
(10) La transcription arabe ne nous permet pas une reconstitution exacte de ce nom, dont nous donnons une des formes possibles.

Un modèle d'application scientifique des idées du Livre Vert

M. Ibrahim Ali Aljayar
Congrès Syndical Général des Services Sociaux

Prise en charge par les producteurs des usines et des unités de production en application du principe « partenaires et non salariés ». Influence de cette prise en charge sur les schémas de relations sociales au sein de l'entreprise.

Notre société est en train d'évoluer rapidement et de ce fait, doit résoudre les nouveaux problèmes qui se posent à elle. Cela nécessite un travail de recherche dans le domaine social. Ce changement révolutionnaire a des conséquences sociales qu'il faut étudier en priorité. Et pour ce faire, il est indispensable d'entreprendre des études expérimentales susceptibles de fournir des résultats concrets qui permettront une meilleure appréciation de l'influence des changements révolutionnaires sur la société.

L'une des applications les plus importantes de la Troisième Théorie dans notre société, est la prise en charge des usines et des moyens de production par les producteurs eux-mêmes conformément au principe du partenariat. Elle apporte une solution concrète à un problème qui remonte loin dans l'histoire ; au moment où s'est formée une classe d'oppresseurs donnant naissance à la lutte des classes dans les entreprises de production ; à la tension entre employé et patron, entre les organisations ouvrières et les patrons.

En fait, tous ces problèmes peuvent être ramenés à un seul : Le salariat qui instaure des relations marquées par l'oppression. Ce n'est que si les ouvriers prennent conscience de ce qui se cache derrière le salariat, qu'ils pourront transformer leur société en la fondant sur le partenariat.

Nous nous proposons de mettre en évidence les résultats de l'application du principe : « partenaires et non salariés » dans l'entreprise de production. Celle-ci est en effet, une communauté sociale dans laquelle il existe une interaction entre les différents membres d'une part, et entre elle-même et le reste de la société d'autre part.

Des études ont prouvé que l'un des aspects les plus importants de cette organisation sociale est l'existence d'un conflit entre les intérêts divers. C'est de ce conflit que naissent les rapports sociaux qui lui sont propres ainsi qu'un affrontement continuel. Certains en sont même venus à croire que cet état de choses est inhérent à la société industrielle.

En dépit de toutes les tentatives d'apporter une solution à ce problème (tentatives qui ont d'ailleurs contribué à diminuer la tension),

ce problème existe toujours là où il y a une société industrielle car il suffit qu'elles apparaissent pour qu'il naisse également.

Ce type d'organisation sociale comporte enfin une contradiction interne et toute forme de conflit n'est que le reflet de ses faiblesses propres à l'entreprise et de celles du reste de la société.

La Troisième Théorie apporte une solution radicale à ces tensions.

RELATIONS EMPLOYÉ-PATRON.

Tout au long de l'histoire elles ont été celles du profit et du salariat, et elles ont évolué selon les divers types de sociétés qui se sont succédés. Elles furent tout d'abord des relations de maître à esclave (ces derniers étant en fait les producteurs). Dans ces sociétés esclavagistes l'exploitation était des plus manifestes puisque le maître n'était tenu que de nourrir ses esclaves, et ne les considérait que d'après le critère de leur force physique. Ses revenus représentaient la différence entre ce que leur nourriture lui coûtait et ce que leur travail lui rapportait, qu'ils fussent employés à travailler la terre, à ramer sur les galères ou dans un commerce, leur situation était comparable.

Avec l'apparition du féodalisme, les serfs remplacèrent les esclaves. Ils travaillaient pour leur seigneur sans percevoir de salaire, mais avaient le droit de cultiver un lopin de terre pour leur propre compte. En plus de leur travail, le seigneur leur demandait d'exécuter des corvées domestiques, en contrepartie de la protection qu'il leur accordait contre les raids des autres seigneurs.

Puis vint l'ère des usines modernes et les patrons eurent besoin de plus en plus d'ouvriers. Ils se mirent à exploiter l'ouvrier qui n'était qu'une unité de production percevant un salaire de misère. Les ouvriers étaient traités exactement comme des machines et c'est ainsi que l'appréciation d'un travail en terme de salaire apparut à l'ombre du système capitaliste.

Le patron étant celui qui estimait la valeur du travail ne manqua pas de le faire à son profit, mettant ainsi les ouvriers et leur famille à sa merci. Cela amplifia le conflit, car le profit était le premier but de toute activité industrielle ou commerciale, et le système d'organisation sociale (propriétaire d'une part, et ouvriers de l'autre) ne pouvait servir les intérêts des deux à la fois. Dans le but de faire baisser la tension on introduisit des améliorations dans le système du salariat, dont le TRAVAIL A LA PIÈCE qui était destiné à équilibrer la disproportion entre le salaire de l'ouvrier et le travail effectivement fourni.

Seulement, ce système tout en augmentant le revenu de l'ouvrier, aggravait son exploitation. Le conflit n'était toujours pas résolu, loin de là. Les grèves, d'ailleurs en sont la meilleure illustration. Elles sont l'expression d'un malaise et d'une rébellion (mais ne représentent pas un changement radical dans la nature de la lutte). On peut dire, d'une manière générale, que la liberté du travail, dans le système capitaliste, a entraîné une confusion entre les concepts de liberté et de monopole.

Ensuite, vint le socialisme, avec ses institutions publiques, la nationalisation des entreprises industrielles, ce qui donna naissance à un autre type de patron. J'ai nommé le Gouvernement. Il est certain que la condition des ouvriers dans les pays socialistes s'est améliorée, mais cela n'a pas entraîné, dans la plupart des cas, des changements notables dans l'entreprise de production.

Dans les pays socialistes, les ouvriers demeurent des salariés, même s'ils ont un rôle actif dans les organisations politiques.

Ainsi, malgré les améliorations qui ont été apportées au cours de l'histoire, il existe toujours un problème dans les relations patron-ouvrier et propriétaire-producteur, car le mal est beaucoup plus profond : dès que la société approuve le principe du salariat, il y a problème, et le fait de transférer la propriété ne le résoud en rien ;. Le salarié est presqu'un esclave, un esclave provisoire et ce, quelque soit son employeur, personne physique ou gouvernement.

Il y a toujours contradiction interne dans une société industrielle, puisqu'elle se compose de deux facteurs, à savoir : les salariés d'une part, et les représentants du propriétaire, « la direction », d'autre part.

En essayant de résoudre ce problème, le *Livre Vert* s'est penché sur tous les aspects de la société industrielle, qui ne sont en fait que la manifestation de la contradiction interne de l'entreprise exercée par une classe sur le reste de la société. Il considère que la production doit répondre à des besoins précis, qu'on ne peut faire travailler des hommes pour la satisfaction des besoins d'autres hommes, que la satisfaction des besoins ne doit pas impliquer l'exploitation de quiconque, sous peine d'entrer en contradiction avec le but du socialisme moderne. Il considère que le revenu de chacun ne doit pas prendre la forme d'un salaire ou d'une aumôme. Dans une société socialiste, il ne saurait être question de salaire mais de partenariat.

La solution définitive est donc la suppression du salariat. Il faut libérer l'homme de cette forme d'esclavage si l'on veut supprimer la contradiction interne dont on a parlé plus haut. Le partenariat met fin en effet, à l'antagonisme propriétaire-salariés et, partant, à l'oppression.

RELATIONS OUVRIER-ADMINISTRATION.

La distinction entre la propriété et la gestion a donné naissance au concept d'administration. C'est ainsi qu'est apparue, au sein des entreprises de production, une classe sociale (l'administration) très sélective.

Avec l'apparition de la classe dirigeante, nous assistons à une nouvelle forme de lutte sociale, et à la naissance de la bureaucratie. Son rôle consiste à transmettre aux ouvriers les ordres venus d'en haut, ce qui n'a pas manqué de créer une tension entre ceux qui doivent les exécuter et ceux qui donnent les ordres.

En effet, ce type d'organisation est fondée sur une autorité hiérarchisée, une petite minorité arrivant au pouvoir prend toutes les décisions, tandis que la grande majorité doit se contenter d'obéir et de les exécuter. Il en est résulté « des réformes administratives », toutes superficielles d'ailleurs, puisque les ouvriers ont continué la lutte pour obtenir le droit de participer à la prise de décisions, en siégeant au Conseil d'administration. Ils sont arrivés à leurs fins sans que le conflit s'atténue pour autant.

Le système des Conseils d'administration est lui aussi hiérarchisé, puisque les membres de l'administration croient pouvoir exiger des ouvriers une certaine soumission. Ils croient aussi qu'ils peuvent prendre des décisions sans consulter le reste du personnel de l'entreprise.

Qui plus est, tout membre du personnel élu comme représentant au Conseil d'administration peut être comparé à un député, il est automatiquement coupé de la base populaire.

Ce ne sont plus les ouvriers qui décident de la marche de l'entreprise, mais les membres du Conseil d'administration qui les représentent.

Pour pallier cet état de choses, on a instauré *le système consultatif,* qui organise des débats sur le lieu de travail même et non dans des salles de réunions.

Tout en ne mésestimant pas les résultats pouvant être atteints par ce système, il faut reconnaître, qu'il finit lui aussi par se soumettre à la volonté de l'employeur (ou de l'administration). Il finit donc par servir de couverture, la décision échappant toujours aux ouvriers.

Les directeurs ne se privent pas en effet, de transformer ces réunions en forums dès qu'ils veulent apaiser une agitation ouvrière.

Ils ne se penchent que très rarement sur les véritables problèmes, qui sont à la source de cette agitation. Même dans les institutions publiques, l'ouvrier perçoit l'administration comme un exploiteur, ou un représentant de l'exploiteur.

Les responsables de l'administration ne constituent plus qu'un organisme haut placé dont l'autorité s'étend au moins à l'entreprise concernée, quand elle ne déborde pas du cadre de celle-ci.

Le rôle de l'administration a été magnifié, au point de nuire à la direction même et à l'atmosphère générale de l'entreprise. C'est ainsi que ce système implique l'isolement des producteurs qui ne peuvent plus participer à la décision, ni l'influencer. Le problème de la décision demeure donc sans réponse car il ne résulte pas seulement des contradictions internes de ce système mais il est aussi maintenu par les oppresseurs qui déterminent les rapports de la société dans son ensemble.

Toute solution au problème de la décision doit être précédée de l'instauration d'une véritable démocratie à l'échelle de la société tout entière.

Le principe « des associés, non pas des salariés » répond à cette question. En effet, on peut établir un parallèle parfait entre d'une part, le droit des peuples à combattre (par une révolution populaire) les organismes qui accaparent la démocratie et la souveraineté des masses (les soi-disant parlements) et d'autre part, le droit des producteurs à s'opposer à la volonté de la bureaucratie dans toute entreprise. Ils ont le droit de jouer un rôle actif dans les Conseils d'administration, qui sous leur forme actuelle ne font qu'annihiler la volonté des producteurs. Il faut donc les remplacer par une forme de gestion populaire, afin d'instaurer la démocratie véritable, exigeant intrinsèquement que tous les membres d'une entreprise soient en mesure de participer aux décisions importantes.

Le problème de la décision est résolu à partir du moment où les masses de producteurs choisissent un comité populaire, responsable de l'exécution de leurs décisions. Dès lors, toutes les parties concernées auront participé à la prise des décisions qui servent l'intérêt commun.

Cela garantit aussi que l'orientation fixée par la base sera suivie fidèlement.

C'est donc grâce à une gestion populaire que l'on assure la participation de tous à la décision.

L'existence des comités populaires choisis directement par l'ensemble des producteurs pour exécuter les décisions prouve que ce

sont ces mêmes producteurs qui déterminent les rôles au sein de l'entreprise, établissent la structure interne de leur communauté et les méthodes de travail, chose que l'administration ne saurait faire à leur place. C'est ainsi que l'on assure la bonne marche du travail, un bon rendement et des rapports sociaux harmonieux.

RELATIONS ENTRE LES SYNDICATS, LES PATRONS ET L'ADMINISTRATION.

Quand on parle des rapports sociaux à l'intérieur d'une entreprise, il est nécessaire de parler également du rôle des syndicats. En effet, là où il n'y a pas de gestion populaire (lorsqu'il n'y a que patrons et ouvriers), les syndicats représentent le seul recours de l'ouvrier. L'histoire de la longue route ouvrière nous le montre clairement. Une autre preuve en est que dès leur apparition, les syndicats entrent en conflit avec les patrons et l'administration.

Le grand éventail de théories syndicales (de l'extrême gauche, à l'extrême droite), ainsi que la longue histoire du mouvement syndicaliste nous montrent que les ouvriers ont réalisé qu'ils ne peuvent échapper au système du salariat. Ils prouvent aussi que l'ouvrier isolé n'était pas en position de force pour négocier avec son patron. Les syndicats sont donc une manifestation de la volonté des ouvriers à s'unir dans la lutte, au sein de l'entreprise, exerçant ainsi des pressions sur les patrons et l'administration, ne serait-ce que pour améliorer leurs conditions de travail. Ce sont eux qui ont commencé à mettre en évidence la notion de la surenchère sociale. C'est cette surenchère qui provoque le besoin de veiller à ses droits et à ses intérêts, d'où le ton menaçant adopté par les syndicats. Les relations syndicats-patrons ont été et seront toujours marquées par des conflits d'intérêts. On peut les considérer comme des rapports de force, puisque le succès de l'une des deux parties dépend du pouvoir de décision (concernant ses propres intérêts) qu'elle détient. Dès lors, il n'est pas étonnant que les syndicats, qui sont loin d'être dans une position de force, recherchent une aide extérieure, que ce soit celle d'un parti ou d'un leader politique. Mais une telle aide présente des inconvénients, pire, elle va en fin de compte à l'encontre des intérêts syndicaux, car ceux qui apportent leur soutien, sacrifient les intérêts des ouvriers aux intérêts du parti qu'ils représentent, ou tout bonnement, à leurs propres intérêts. Chaque fois que l'un de ces leaders ou partis accède au gouvernement, ses intérêts entrent en

conflit avec ceux des ouvriers car ils sont difficilement conciliables, les syndicats n'étant pas assez armés pour résister aux luttes politiques entre partis, classes ou sectes.

Les syndicats reflètent donc la lutte collective dans l'entreprise industrielle, lutte qui s'étend d'ailleurs, au reste de la société.

Mais, cela a pris fin lorsque le problème de la décision a été résolu, à l'échelle de la société entière, et lorsque les contradictions internes de l'entreprise ont été supprimées grâce aux principes énoncés par le *Livre Vert.* Les membres des syndicats ont ainsi pu jouer un rôle essentiel dans la prise de décisions que ce soit au sein de celle-ci ou, au niveau national.

A L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ D'ABORD :

Les membres des syndicats en leur qualité de membres des Congrès Populaires de base, jouissent de l'égalité de chances avec le reste de la communauté dans ces mêmes congrès. Les syndicats sont présents et jouent un rôle actif lors de la prise de décisions des Congrès Populaires, il en est de même pour l'exécution puisque les syndicats font partie du secrétariat du Congrès Populaire Général, et puisque c'est le peuple qui contrôle les Comités Populaires responsables de l'exécution.

A L'ÉCHELLE DE L'ENTREPRISE ENSUITE :

La suppression du salariat, et l'instauration d'une Gestion Populaire ont permis de résoudre les contradictions internes de l'entreprise. En effet, l'exploitation, résultant d'une propriété qui n'aurait pas été acquise grâce aux fruits du travail, a disparu. D'autre part, l'administration ne représente plus une autorité écrasante, il n'y a plus de conflit d'intérêts dans l'entreprise et le syndicat n'est plus l'adversaire de l'administration. La disparition du propriétaire, des salariés, de l'administration bureaucratique et du gouvernement a permis le passage d'une situation d'antagonisme, à une situation d'interaction constructive.

RELATION ENTRE L'ENTREPRISE ET LA SOCIÉTÉ.

On ne peut étudier la société d'entreprise sans prendre en considération les réalités de la structure sociale globale. En effet, outre

la réalisation économique, il importe d'examiner les relations entre l'entreprise et la société dès lors que les organisations sociales s'inscrivent dans un environnement plus vaste. Il n'est nullement besoin de mentionner l'interaction entre l'industrie et les autres systèmes sociaux tels, l'éducation, la famille et autres, ce qui revient à dire que la solution des problèmes et des situations créés au sein de l'entreprise de production, ancrés profondément dans la structure interne des organisations de travail, devra résulter d'une position sociale définie qui mettra au point des relations et des structures nouvelles. La situation prévalant dans les sociétés ayant précédé la Tamahirigga, avait permis à l'entreprise de production de jouer un rôle important dans la création de groupes de pression qui peuvent influer sur la société dans le sens de leurs intérêts. Il s'agissait par exemple, de faire pression sur le gouvernement pour assurer la défense de leurs intérêts. Or, quand l'industrie s'est développée dans les sociétés occidentales, elle a essayé de faire pression sur le gouvernement à l'effet de briser les relations sociales qui caractérisaient le système féodal et d'écraser les classes sociales existantes. Pour mener à bout ce projet, les industriels ont utilisé la force publique dans le but de mettre fin aux relations liant les paysans aux princes féodaux. Deux classes nouvelles ont alors vu le jour. La classe ouvrière et la classe des hommes d'affaires et des industriels. A la suite du développement de l'industrie, des conflits ont surgi entre les ouvriers, l'administration et les patrons et chacun des deux partenaires (les ouvriers et l'administration) essayait de faire pression sur le gouvernement pour qu'elle prenne position en faveur de l'une ou l'autre des parties. Autrement dit, chaque groupe tentait d'utiliser le pouvoir public dans le sens de son intérêt exclusivement. Les groupes de pression sont devenus dès lors, partie prenante du système politique ayant même un caractère institutionnel et dont les membres sont liés par des intérêts communs, cherchant à influer sur la politique du gouvernement.

De même, que la lutte à l'intérieur de l'entreprise industrielle se reflète dans la société, les changements sociaux ont joué un rôle dans la modification du contenu du travail et des relations au sein de l'entreprise de production, jusqu'au moment de l'application du slogan : « pas de salariés, mais des associés », qui a transformé l'entreprise de production en un groupe actif et élargi l'intérêt des producteurs dans le sens du développement de la société et non de leurs intérêts propres. Depuis, l'entreprise de production cherche à faire en sorte que ses programmes de production puissent satisfaire

les besoins de la nouvelle société, compte tenu du fait que l'activité économique de la nouvelle société socialiste ne cherche pas le profit mais plutôt à satisfaire les besoins matériels.

Ainsi, les producteurs ont transformé l'entreprise de production en une entreprise dont le but est de satisfaire les besoins de la société, prouvant ainsi que la prise en charge de l'entreprise par les ouvriers en application du slogan : « pas de salariés mais des associés » ne constitue pas seulement une appropriation de moyens de production ou leur contrôle, mais l'expression du désir de l'humanité de créer des relations sociales justes sans tension, ni lutte.

Réponse sur
la partie économique

Dr Mustapha Zaidi

Ce dont je voudrais parler avec une concision extrême a rapport à certaines questions qui ont été formulées dans une étude présentée ce matin sur la question économique, et bien qu'elles n'aient point de rapport direct avec la troisième théorie mondiale dans son aspect économique. Ces questions portent sur le moyen de fixer les prix dans la nouvelle société socialiste, la façon d'empêcher la fuite des capitaux du Tiers-Monde vers les pays développés, le problème qui se poserait si la machine prenait la place de l'homme, et la façon d'empêcher la soumission des capitaux du Tiers-Monde aux grandes puissances. Je pense que ces questions n'ont aucun rapport avec le second chapitre du *Livre Vert* qui définit les fondements sur lesquels sera bâtie la nouvelle société socialiste, sur les décombres de la société d'exploitation antérieure.

Je pense que la principale thèse du second chapitre du *Livre Vert* est la suivante : celui qui produit est celui qui consomme. Aucun des participants qui ont essayé de discuter la question économique n'a fait mention de cette thèse qui constitue le fondement de la suppression de l'exploitation du point de vue de la production... Ceci car le salaire et le loyer se basent sur le fait que celui qui produit ne consomme pas dans le système économique capitaliste et marxiste, mais est obligé de céder sa production contre un salaire...

Le frère Abou Zayd a parlé de la clôture des portes de l'exploitation. Je pense que les portes principales de l'exploitation qui doivent être définitivement closes — et qu'on ne peut point clore par des procédures juridiques mais par la destruction des valeurs des lois et des rapports que les schémas de l'exploitation ont établis et par la construction de nouvelles lois et systèmes qui remplaçent les anciens, abolis par la révolution — sont le salaire, le loyer et le commerce.

3e partie

LE SOCIAL

LA FEMME

La femme et la société

Moammar El Kadhafi

La plus grande partie des interventions valables qui ont été faites dans ce colloque, même si elles ont pris position contre le *Livre Vert,* expliquent toutefois ce livre et s'accordent avec lui, même dans le cas où l'auteur de l'intervention s'est laissé guider par le *Livre Vert* pour s'y opposer par la suite. Car je suis convaincu que les thèses du *Livre Vert* sont des thèses vraies... et ce parce qu'il n'est point une œuvre quelconque, mais le résultat de ce à quoi est arrivée la vie de l'homme qui affronte ces problèmes. Il existe une relation dialectique entre l'homme et les problèmes auxquels il est affronté. Et cette relation aboutit à des résultats, lesquels résultats constituent les thèses du *Livre Vert.* Ces résultats sont issus des interactions entre l'homme et ses problèmes, autrement dit de la dialectique entre l'homme et ses problèmes. Quant aux interventions superficielles qui ont été faites dans ce colloque, elles ne nous concernent point... même celles qui approuvent le *Livre Vert* lui nuisent en réalité, et ce à cause du manque de profondeur de l'intervention et de son caractère émotif. Quant à lui qui s'abstrait de tout intérêt ou qui réussit à arriver à la vérité, celui-là se trouve en parfait accord avec les thèses du *Livre Vert.*

A propos de la sœur qui vient de parler... Tout d'abord, je suis content parce qu'une femme cultivée a parlé dans le colloque, d'autant plus qu'il s'agit d'une femme arabe. Toutefois, il y a toujours, de la part de ceux qui prennent la parole, une mauvaise compréhension des thèses du *Livre Vert* et ce afin de ne pas le comprendre et de ne pas en être convaincu car certaines personnes sont attachées émotivement à leurs anciennes positions.

Parmi les remarques à faire, il y a le problème de la femme qui vient d'être débattu. Le *Livre Vert* n'a défini aucun type de comportement à l'homme auquel il l'astreint, car ce livre constitue par essence, une révolution politique, culturelle et économique contre l'oppression, l'injustice et les pressions qui obligent l'homme à emprunter certains chemins contre son gré... La femme actuellement se trouve dans une situation déterminée dans tous les pays du monde et elle croit y être arrivée de plein gré. Cependant, c'est la société d'exploitation qui a créé les données ayant amené la femme à cette situation sans qu'elle le sache. Elle-même croit y être arrivée de plein gré. Mais c'est la société qui l'a obligée à se trouver dans cette situation.

La femme qui travaille dans l'usine de fer et d'acier y est venue, sans aucun doute, de son plein gré... Ceci est la vision superficielle et immédiate. Quant à l'aspect social profond, c'est la société qui a joué le rôle de policier l'obligeant à venir à l'usine de fer et d'acier.

Comment la société y a-t-elle astreint la femme ? La société d'exploitation a déconsidéré la femme. C'est ainsi qu'elle a forgé des critères qui ignorent délibéremment la femme ; cette dernière s'est adaptée au mode de vie basé sur ces critères ; c'est la société d'exploitation qui les a forgés... et c'est ainsi que la femme s'est trouvée dans cette situation...

Le *Livre Vert* voudrait détruire ces schémas prédéterminés qui imposent à l'homme de se trouver dans une situation qui ne lui convient pas... En fait, l'enseignement prodigué à la femme et l'usine de fer et d'acier ne conviennent pas à la femme... Elle s'est trouvée amenée à cette situation ; la société l'y a astreinte.

Le *Livre Vert* voudrait produire un changement radical dans la société et dans la culture pour que la vie soit fondée sur des bases saines... Et il considère que la société contient actuellement des schémas prédéterminés, édifiés par l'exploitation, l'oppression et l'injustice, schémas construits par la société d'exploitation. Le *Livre Vert* considère que ces phénomènes relèvent de l'exploitation, de l'injustice et de l'oppression... et incite les masses et l'homme en tout point de la terre à réaliser une révolution qui détruirait ces schémes prédéterminés issus de l'exploitation... et qui ramènerait la vie à ses fondements naturels... une vie respectée tel que l'exigent ces fondements mêmes... On trouvera alors dans la société l'homme et la femme... Le *Livre Vert* ne veut point enchaîner la femme ; bien au contraire, il voudrait qu'elle se libère de ses chaînes... Quand il dit que la femme se trouve dans une situation qui ne lui convient pas, il ne fait aucun autre choix pour elle. Non, il constate simplement dans quelle situation se trouve la femme actuellement, situation à laquelle elle a été astreinte et il voudrait lever cette obligation et lui laisser la liberté du choix... Et quand il lui laisse cette liberté, nous voyons que la femme se comporte en tant que femme... Si nous arrivons sur ce terrain, nous verrons que la situation changera dans la société et nous ne trouverons plus de femmes en Europe, en Amérique ou dans tout autre endroit dans l'usine de fer et d'acier ; nous n'en trouverons point non plus dans l'usine de munitions et de plomb.

Force est de constater, comme il en a déjà été fait mention dans les recherches, que le niveau de pensée de l'humanité est encore peu élevé ; preuve en est que les peuples croient que le parti est l'instrument de la dictature mais donnent leurs voix à ces partis pour qu'ils se changent en dictature — Ce n'est qu'après la parution du premier chapitre du *Livre Vert* qu'on entend qu'il n'y a « point de démocratie sans congrès populaires ». Qui est responsable de ces

peuples ?... Ceux-là sont les esclaves. Ce sont les gros de la foule, les ignorants qui ont signé leur accord pour devenir esclaves et ont érigé contre eux-mêmes la dictature.

La femme dans la Jamahiriya

Mme Houda Ben Amer

Je demande au frère, président de la séance, la permission de formuler quelques remarques sur la discussion, ou plutôt sur les tendances générales de la discussion dans ce colloque. Je crois en la grandeur de cette théorie qui la rend irréductible à tout propos public, ou à tout ensemble d'idées simples auxquelles certains frères ici présents seraient attachés... D'aucuns essaient de l'utiliser comme argument pour remettre en question cette expérience. Je vois que la discussion aborde des points de détail secondaires qui ne constituent point le sujet fondamental de ce colloque... je pense que notre propos dans ce colloque devrait se focaliser sur une discussion scientifique de la théorie et non sur des aspects secondaires qui en sont éloignés parfois... Un second point à remarquer a rapport au fait que le *Livre Vert* est une théorie et non un programme politique. Certains essaieraient de l'analyser, par exemple, du point de vue des événements qui se déroulent au Liban, ou dans tout autre pays... et adopteraient ainsi un point de vue politique pour ce faire... Je pense toutefois qu'il faut étudier cette théorie en tant que théorie scientifique et nous sommes ici réunis pour une analyse scientifique bâtie sur l'argumentation et la discussion... Je pense, de même, que le *Livre Vert* avec ses trois chapitres ne doit point être discuté partiellement, mais en tant que totalité cohérente car il s'agit là d'une théorie cohérente. Si d'aucuns avaient essayé de l'étudier ainsi, ils n'auraient pas été induits en erreur, car la théorie est solide comme un mur...

Quant au problème de la femme dans le *Livre Vert,* il s'est trouvé malheureusement quelques sœurs de nos invitées qui croient que le point de vue sur la femme dans la troisième théorie mondiale lui a été imposé, à savoir qu'il s'agit là de l'opinion de l'homme, et non de celle de la femme.

J'ai quelques remarques simples à formuler à ce propos : Je pense que le problème n'est pas celui de la femme et de l'homme. Ceci conformément à l'approche du *Livre Vert* et je suis convaincue là-dessus.

Mon point de vue est le suivant : il y a effectivement homme et femme. Mais nous avons à considérer deux aspects : celui de la biologie d'une part ; et nous ne nions point ici, dans la Jamahiriya, l'existence de l'homme et de la femme. Mais d'aucuns prétendent que la femme dans la Jamahiriya, et de façon générale en Orient est opprimée... ou ne jouit point de sa liberté, vu notre manque de culture... Énormément de femmes ont été entraînées par ces cris qu'on entend en Europe Occidentale... Toutefois, nous pensons que la situation de la femme occidentale ne peut constituer un modèle de la

liberté. Que la femme travaille dans les usines de fer, nous ne voyons pas en cela la liberté. Malheureusement, la femme occidentale, prise ici comme exemple, a été entraînée à cela. Je reconnais que du point de vue psychologique, la femme est affective. Si elle ne l'était point d'ailleurs, elle n'aurait pas été mère, et si nous voulons en faire une égale de l'homme, il faut penser qu'elle ne doit pas être mère et dure... La femme est prompte aux pleurs, prompte à l'effondrement. De même, la femme est convoitée... La femme est belle aussi... Tous ces facteurs psychologiques exigent que la femme soit fragile du point de vue psychique et convoitée, et cela exige un comportement social déterminé de la femme. Même du point de vue social, la femme étudie mais ses études doivent aussi être soumises à un comportement social déterminé... Si son comportement est bon, il la protège. Sinon, elle n'aura point de protection de la société, de son mari ou de son frère...

En bref, il existe des différences biologique et psychiques entre l'homme et la femme. Nous devons les respecter et ne point porter injustice à la femme, ce dont elle aura à pâtir.

Je vous remercie de votre écoute.

La Femme dans le cadre de la Troisième Théorie Universelle

Mme Fahima Al Bittar
« Oum Al Banine »

TABLE DES MATIÈRES

LE PROBLÈME DE LA FEMME : UNE CRISE MONDIALE ACTUELLE. LA FEMME ET LA TROISIÈME THÉORIE UNIVERSELLE.

Il est un fait bien établi et incontestable, que le problème des femmes dans la société, leur situation, leur point de vue, leurs droits et leurs obligations, leur position vis-à-vis des hommes et vice-versa, sont l'objet d'une controverse partout dans le monde et continueront à l'être pendant un long moment à venir.

Le problème de la femme, pris dans ce sens large ne s'impose pas uniquement aux pays industrialisés ou aux pays en voie de développement, mais aux femmes là où elles se trouvent quel que soit le niveau du développement de la société où elles vivent. Si on aborde le problème d'une manière simplifiée, l'on peut dire, que la femme est le partenaire de l'homme dans la société et dans le destin de l'humanité en général : il est donc normal qu'elle jouisse des mêmes chances et aie les mêmes responsabilités et les mêmes droits.

Ne contribue-t-elle pas en effet pour moitié au cycle de vie ? Mais la question n'est pas aussi simple que cela. Elle ne se limite pas à cette abstraction théorique. Le dialogue est influencé par une grande partialité dès qu'il est question de l'égalité des chances et ce dans n'importe quelle société et malgré la particularité du problème.

LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ INDUSTRIALISÉE

Il faut se rappeler que les femmes dans les premiers pays à réaliser le développement industriel ont atteint un haut niveau d'égalité. Leur approche de l'égalité a été en fait constante et sûre dans plusieurs domaines, dont l'accès à des postes de décisions politiques, dans les secteurs de la production où l'on trouve autant de femmes que d'hommes et dans le commerce extérieur. En plus, les femmes jouissent des mêmes libertés individuelles que les hommes. Leur droit à la culture et à profiter des avantages du progrès ne font plus l'objet de controverse. Il ne faut pas sous estimer ces réalisations qui sont en général le fruit des luttes menées par les femmes dans les domaines politiques et sociaux (et par les hommes qui ont un esprit ouvert). Néanmoins, ce genre d'analyse n'est pas très exact puisque l'attitude des femmes dans les sociétés industrialisées est une réaction naturelle à la machine et aux moyens de production utilisés.

Le développement de la production en série et le système ont fourni

à la femme les conditions favorables lui permettant d'acquérir des postes élevés dans le domaine de la production industrielle. Cela ne surprend guère puisque le système de la production agricole réalise les mêmes résultats : les femmes ont les mêmes responsabilités que les hommes dans les champs. En conséquence, la machine et la production en série (dont l'importance est de plus en plus grande) sont les deux facteurs qui ont accéléré le proccessus selon lequel les femmes ont obtenu leurs droits fondamentaux et ont joué un rôle déterminant dans le développement des sociétés industrialisées.

Mais il y a aussi un revers à la médaille, car si le progrès technique a permis à la femme, dans les sociétés industrielles, d'accéder à des postes de responsabilités politiques et à la profession de l'enseignement et de revendiquer des droits sur un pied d'égalité avec l'homme, cette égalité est aussi aveugle que la machine qui l'a créé. Une égalité basée sur la quantité et dépourvue de tout fondement humain qui est la base de la civilisation.

Les réalisations de la femme dans les domaines social, économique et culturel ont été accomplies au détriment de sa nature et de son rôle en tant que mère puisqu'elle est motivée par les besoins matériels qu'on lui a imposé. Il ne faut pas oublier que le rôle de mère reste la fonction fondamentale de la femme.

Ce genre de réalisations, ne respecte pas sa féminité et diminue les chances du progrès dans l'avenir. En plus elles dérangent les liens entre les membres de la famille... sans pour cela apporter le bonheur à la femme.

Il n'y a pas mieux que certains aspects de la société industrielle pour appuyer cette analyse : on se souvient toujours des conditions difficiles dans lesquelles les femmes ont travaillé au début de la révolution industrielle, de même pour les milliers d'enfants qui ont été envoyés dans les usines. On peut donc dire que la femme a perdu sa féminité au rythme du monstre mécanique et que la famille, qui est la forme naturelle de l'existence de l'homme, a été sacrifiée sur l'autel de la croissance du capital.

Il est évident que la femme dans les sociétés industrielles est en train de perdre sa féminité et sa capacité de création. Cela ne peut aboutir qu'à la détérioration de la situation des enfants et des jeunes gens dans les sociétés. L'horreur de cet état des choses ne peut être mesuré. Au nom d'une égalité aveugle, des enfants ont été privés de leurs familles. Ces enfants sont condamnés à souffrir de troubles psychologiques.

Nous ne sommes peut-être pas conscients de ces troubles dont

souffrent les enfants privés prématurément de leurs mères et les jeunes gens qui quittent trop tôt leurs familles. Nous n'ignorons pas les causes réelles de la violence, de l'usage des drogues et de la délinquance, du sexe en groupe et des enfants illégitimes, des raisons pour lesquelles des enfants quittent leurs familles en laissant leurs mères dont la féminité a été sacrifiée au capitalisme.

Parler de la maladie du siècle est en fait parler du mal qu'on a fait à la féminité et à la nature de la femme avec toutes les conséquences qui atteignent la famille et par extension la société.

On peut dire en général, que c'est cette réalité triste qui a poussé la lutte des femmes à l'extrémisme sur les plans politique et social. Ce qui est plus triste encore, c'est de voir quelques associations féministes qui donnent plus d'importance à l'organisation et aux conditions de la prostitution, qu'aux raisons qui ont mené à celle-ci. Ce qui est vraiment dommage c'est que le slogan politique des femmes devient « pour un meilleur esclavage » plutôt que « pour l'abolition de l'esclavage ».

Il semble donc que la femme dans la société industrielle traverse une crise due au fait qu'elle recherche une égalité aveugle qui ne tient pas compte de sa nature. Mais c'est probablement la race humaine qui va payer le prix de ce développement.

Mais il est vrai aussi que la femme dans la société en voie de développement traverse une crise, mais de nature différente.

LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT.

Le problème de la femme dans la société en voie de développement est plus concret. La femme est isolée du cours de la vie et se trouve à un stade de développement moins avancé que la société arriérée dans laquelle elle vit.

En fait ces sociétés discutent encore le droit de la femme au travail, à l'éducation, à la culture en général et même à choisir son époux. Ces droits n'existent pas encore dans les pays en voie de développement.

Mais ce retard n'est sûrement pas une partie prenante de la nature de la femme. Celle-ci n'a pas délibérément choisi d'être opprimée. Au contraire les deux lui ont été imposés de la même manière que pour les sociétés en voie de développement.

Les vagues successives de la colonisation ont créé cet état de régression et ont réduit à néant la volonté des habitants préparant

ainsi l'arrivée de leaders réactionnaires qui à leur tour oppriment les masses populaires de ces pays.

Étant donné que la loi du plus fort était la règle de base, il était tout à fait naturel que l'homme opprime plus faible que lui, c'est-à-dire la femme.

En conséquence la femme dans les pays en voie de développement a souffert du colonialisme et de l'oppression exercée par certaines classes. Elle était la première victime du crime colonialiste. Mais une autre forme d'oppression s'est ajouté à la servitude colonialiste dont elle a souffert avec l'homme, c'est l'oppression de l'homme qui cherche à s'imposer et imposer son autorité.

Isolée donc du cours de la vie, de la civilisation et du progrès, privée de ses droits légitimes, la femme a vu son rôle de « femelle » prendre une importance hors de toutes proportions pour devenir un objet de plaisir pour l'homme et un moyen de procréation.

Il est étrange de voir comment toutes ces diversions ont lieu sous les auspices de slogans rationnels lancés par l'intelligentsia dans les pays en voie de développement. Selon celle-ci le rôle essentiel de la femme serait la procréation.

Mais cette logique n'est qu'une tentative qui vise à priver la femme de ses droits fondamentaux, de toute participation, et de mener une vie active et productive.

Il est vrai que la femme a un rôle important à jouer, notamment celui de la procréation. Mais ces mères privées de leur droit à la connaissance et à la culture, peuvent-elles vraiment supporter de vivre, surtout quand elles ne possèdent pas le minimum d'éducation et de conscience politique et économique ?

Peut-on prétendre qu'une génération est capable de bâtir quoi que ce soit si elle est isolée de la source de création, c'est-à-dire de la science, de la culture et de la santé ?

LE FOND DE LA CRISE.

Le problème de la femme n'est donc pas résolu dans les sociétés industrialisées ni dans les sociétés en voie de développement. Il ne peut être résolu en passant des lois ou en prenant des décisions qui gouvernent les droits de la femme. La solution dépend de la manière dont l'homme considère la femme dans la société et de la philosophie qui détermine les relations entre l'homme et la femme.

LA TROISIÈME THÉORIE UNIVERSELLE : UNE SOLUTION AU PROBLÈME.

La Troisième Théorie Universelle trouve la solution définitive au problème de la femme. Elle proclame leur émancipation totale et l'abolition de tout esclavage et pression qui l'empêchent de trouver le vrai bonheur, de jouer son rôle et d'être de son temps ; ce temps qui est caractérisé par un progrès rapide et la prospérité, aussi bien pour l'homme que pour la femme.

La solution que nous donne le *Livre Vert* n'est pas seulement un refus de la situation de la femme dans les sociétés industrialisées ou en voie de développement, ni un compromis dressé entre les deux.

ÉLÉMENTS SUR LESQUELS SE BASE LA SOLUTION DE LA CRISE.

La Troisième Théorie Universelle est une approche intellectuelle qui étudie le problème de la femme d'une manière équilibrée dans la société et dans l'humanité.

Elle est donc un palliatif historique aux échecs du système capitaliste et du système communiste qui n'ont pu résoudre les problèmes de l'être humain (homme et femme) si elle ne cesse d'œuvrer pour la liberté, la justice et la paix.

La Troisième Théorie Universelle est l'interprétation pratique de la philosophie de l'Islam en vue de son application à la situation présente de l'humanité. Elle permet donc l'application des solutions et des principes naturels dans les domaines politique, social et économique et fournit une réponse pratique à la crise mondiale de la femme. En voici les thèmes principaux :

1) la Troisième Théorie Universelle se propose d'apporter une solution définitive à l'échelle mondiale, au problème de la femme. Elle ne se limite pas à la réalité libyenne. Elle veut être un modèle universel dans ce domaine ;

2) une telle solution implique nécessairement la libération de la femme de toutes les entraves qui l'empêchent de se lancer activement dans le monde d'aujourd'hui, de faire partie de l'évolution sociale, de participer à la lutte pour la concrétisation des idéaux suprêmes... sans pour autant ignorer sa nature, ni sa féminité ;

3) pour résoudre ce problème, la Troisième Théorie Universelle

s'inspire de trois sources : le Saint Coran, les lois naturelles et le rapport entre la femme et le mouvement de l'Histoire.

Si nous insistons sur ces sources c'est parce qu'elles ont déterminé l'attitude de Moammar Kadhafi, le créateur de la Troisième Théorie Universelle, vis-à-vis de la femme.

Tout d'abord le Saint Coran, car il constitue la première source déterminant l'attitude de la Révolution du Fatih vis-à-vis du problème de la femme. En effet, il préconise l'égalité entre les hommes et les femmes. En outre, il s'adresse, du début à la fin, d'une manière collective aux deux. A l'exception de passages précis concernant exclusivement l'un ou l'autre, le Coran place l'homme et la femme sur un pied d'égalité afin de leur prodiguer des enseignements et des principes exhaustifs d'une grande portée. Cela montre la place importante de la femme dans la société et la Chariaa mulsulmane. Il renferme des dizaines de versets consacrés à ce sujet dont voici quelques-uns :

« Craignez votre Dieu qui vous a créés d'une même âme et de cette âme et pour elle a créé un mari puis, des deux a produit nombre d'hommes et de femmes. » Ce verset confirme que l'homme et la femme proviennent bien de la même source et qu'ils sont par conséquent sur le même pied d'égalité.

« Nous vous avons faits mâle et femelle, puis peuples et tribus afin que vous vous connaissiez, le meilleur d'entre vous pour Dieu est le plus pieux. »

Voici un verset qui illustre de manière splendide l'égalité car il s'adresse globalement aux hommes et aux femmes. Splendide aussi est la récompense promise : le meilleur d'entre vous est le pieux sans distinction... l'égalité !

Le Coran fait preuve d'objectivité puisque par ses enseignements, ses préceptes et ses interdictions il donne à la femme le droit de participer à toutes les activités civiques et économiques : elle peut posséder une fortune privée, quel que soit sont montant, et en disposer à sa guise pour commercer, en faire un don ou un legs. Elle a aussi droit à la connaissance et à la poursuite de celle-ci. C'est elle enfin qui a la haute main sur ses affaires personnelles, son père ou tuteur ne devant que la conseiller et la préparer de manière adéquate à affronter la vie. Mais elle est également tenue par des obligations sociales, nationales et humaines en fonction de ses possibilités.

Quant aux lois naturelles, seconde source déterminant l'attitude de la Révolution du Fatih vis-à-vis de la femme, elles renferment une conception contradictoire des rapports entre la femme et l'homme :

— d'une part, les deux sont des êtres humains et, à ce titre, égaux quant à leur utilité, leurs droits et leurs obligations ; — d'autre part, ils sont mâle et femelle ce qui implique des différences de forme et de fond.

Il convient donc de faire en sorte que nos relations réciproques respectent les lois immuables de la vie.

Nous en venons enfin au rapport entre la femme et le mouvement de l'Histoire : il est admis que l'Histoire se résume à une gradation dans les relations sociales, celles-ci passant de la famille, à la tribu puis à la nation. Or, c'est au niveau de la famille qu'elles sont les plus solides... et c'est justement à ce niveau là que la femme se pose en gardienne des relations sociales. C'est donc en améliorant les conditions de vie familiale qu'on peut faire progresser le mouvement historique.

Telles sont les sources et le cadre dans lequel la Troisième Théorie Universelle se propose de résoudre le problème de la femme conformément à l'esprit de la grande Révolution du 1er septembre.

LES SOURCES DESQUELLES S'INSPIRE LA SOLUTION

La femme, la famille et l'enfant... tels sont les trois axes autour desquels s'articule une même idée « le rapport de la femme avec le monde extérieur et ses relations avec l'homme ».

Et c'est dans le cadre de cette idée-base que la Troisième Théorie Universelle présente ses idées sur la femme :

1) homme et femme sont des êtres humains et, par conséquent égaux. Toute discrimination entre eux n'est qu'une injustice criante et injustifiée. La femme doit donc avoir les mêmes chances, les mêmes droits et obligations que l'homme ;

2) il y a une différence naturelle entre l'homme et la femme puisque la nature a prévu ces deux sexes. Un rôle différent leur est donc assigné.

Tel est le deuxième fondement adopté par la Troisième Théorie Universelle dans sa solution au problème de la femme ;

3) Les caractéristiques naturelles et biologiques de la femme font qu'elle doit supporter un pénible fardeau. Pourtant, sans ces mêmes fonctions la vie s'arrêterait, il faut donc réunir toutes les conditions favorables permettant à la femme de remplir cette fonction :

LA FEMME ET LA TROISIÈME THÉORIE UNIVERSELLE

a) La Troisième Théorie Universelle s'oppose à toute intervention visant à interrompre partiellement ou totalement la fonction de la femme car c'est elle qui perpétue la vie.

b) Elle combat toutes les tentatives visant à séparer les enfants de leurs mères et à substituer à celles-ci crêches et nourrices.

En effet, aucun de ces substituts ne convient à l'homme, vu la nature de ce dernier. L'enfant doit être élevé par sa mère, avec ses frères et sœurs, au sein d'une famille digne de ce nom.

Quant à ceux qui sont privés d'une famille et d'un toit, ils doivent être pris en charge par la société. C'est pour eux, et pour eux seuls, qu'il faut prévoir des institutions. Cela vaut mieux pour eux que d'être confiés aux soins de personnes qui ne sont pas leurs parents.

c) La multiplication des crêches et des nourrices et le fait que les enfants leur soient confiés en masse procèdent de besoins matériels pratiques et... inhumains. Cela prouve que la femme est dans une situation incompatible avec sa nature, qu'elle doit remplir des obligations asociales, au détriment de sa fonction naturelle. Et tout cela pour satisfaire un besoin urgent « c'est dans le besoin que réside la liberté ». C'est une honte que la femme soit obligée d'accomplir des travaux physiques durant la grossesse, la responsabilité d'un tel état de chose incombe à la société qui l'opprime. L'égalité en toutes choses avec l'homme relève de l'arbitraire, viole les droits de la femme et l'empêche d'accomplir sa fonction naturelle.

d) Par conséquent, s'il y a égalité entre l'homme et la femme sur le plan humain cela ne veut pas dire qu'il doit y avoir égalité pour le transport des masses, pour creuser un puits de pétrole ou faire des travaux d'excavation. La femme n'est pas l'égale de l'homme pour s'adonner aux travaux répugnants qui altèrent sa beauté ni à ceux qui requièrent de la force musculaire.

e) Telle est la nature de la femme et telles sont les lois naturelles qui déterminent la liberté. Toute violation de ces lois ne peut que corrompre la vie. Une révolution mondiale est nécessaire pour que les conditions qui empêchent ou gênent la femme dans l'accomplissement de sa fonction naturelle soient abolies, et pour que soient abolies les raisons qui font que la femme se charge de travaux masculins au nom de l'égalité des droits. Cette révolution est nécessaire pour que la femme ne soit plus considérée comme une marchandise dans les pays en développement ; une simple femelle qu'on achète et qu'on

vend, pour qu'elle ne soit pas privée de ses qualités humaines et de sa féminité dans les pays industrialisés.

f) Les sociétés qui s'opposent au rôle naturel essentiel de la femme et à sa nature sont inhumaines et contre la civilisation.

g) Le problème, en fin de compte, n'est pas de savoir si la femme peut travailler ou non car le travail est fourni par la société à tous ses membres actifs, hommes et femmes, selon leurs besoins. Le problème est que chacun travaille dans le domaine qui lui convient.

Il n'y a donc pas de différences entre l'homme et la femme sur le plan humain mais il n'y a pas non plus d'égalité absolue entre les deux sur plan des obligations.

Telles sont les grandes lignes de l'attitude de la Troisième Théorie Universelle vis-à-vis de la femme ; elles constituent les fondements d'une révolution mondiale dans ce domaine.

La troisième théorie tient l'égalité pour un principe sacré, respecte le rôle naturel de la femme, œuvre à réunir les conditions favorables permettant à la femme de s'acquitter de cette tâche, condamne toutes les pratiques qui violent les principes de la vie et de la liberté et soutient tout ce qui tend à créér des relations sociales constructives.

L'IDÉE ET SON APPLICATION.

La Jamahiriya possède non seulement l'idée, mais le modèle et les moyens de la mettre en pratique. Oui, la Jamahiriya dispose du modèle pratique. En effet, entre la Révolution du Fatih et l'élaboration de la Troisième Théorie Universelle, l'attitude de la femme vis-à-vis de l'homme et de la société a connu une transformation radicale. Des succès grandioses ont été réalisés sur des plans juridique, éducatif, de l'organisation et de la santé, ouvrant la voie à la femme pour qu'elle puisse jouer un rôle d'avant-garde.

Avant le Fatih, les droits de la femme étaient bafoués. Elle ne pouvait que suivre l'homme qui ne lui permettait même pas d'émettre une opinion sur la question la plus importante dans sa vie, à savoir le mariage.

Avant le Fatih, les chances de la femme dans le domaine de l'éducation et donc de l'emploi étaient très réduites. Son rôle dans la production était par conséquent insignifiant pour ne pas dire inexistant.

La femme d'avant le Fatih ne pouvait donc avoir d'activités constructives... car une ignorante, qui, de surcroît, ne jouit pas de

soins médicaux suffisants, ne pouvait être une mère dans le plein sens du terme.

Il était naturel, dans un tel contexte, que la femme fût absente de la scène politique et que les institutions féminines se transforment en alibis de propagande pour une infime minorité d'exhibitionnistes.

Ce n'est qu'après et grâce à la Grande Révolution du 1er septembre que les choses ont changé et que s'est dessinée la voie unique pour la femme. En voici les trois thèmes principaux :

1) dans la Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste, la femme est le partenaire de l'homme dans l'exercice du pouvoir. En effet un cadre politique fondé sur le pouvoir du peuple, lui donne les mêmes chances que l'homme dans ce domaine. Le pouvoir appartient au peuple, dans les congrès et les comités populaires. Les congrès, source de la décision politique regroupent les femmes et les hommes.

Les femmes arabes libyennes sont de plus en plus nombreuses à partager les responsabilités du pouvoir par le truchement des congrès politiques populaires.

2) **Le droit à l'éducation.**

L'éducation de la femme est plus qu'un droit. Elle est devenue obligatoire jusqu'à la fin du cours préparatoire. En même temps, la société s'est engagée à supprimer l'analphabétisme et à éduquer les femmes qui ont dépassé l'âge scolaire.

3) **Le droit au travail et à l'égalité des salaires.**

Les lois de la Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste ne font pas de distinction entre l'homme et la femme dans les domaines du travail et du salaire.

4) **Le droit à la jouissance de la culture.**

De nombreux centres culturels ont été créés à cette fin, ainsi que, des bibliothèques pour les femmes et les enfants. En outre, de nombreuses manifestations culturelles mobiles sont organisées dans les villages et les campagnes, avec projection de documentaires.

5) **Avantages sociaux.**

Le droit du travail prévoit des congés de grossesse et d'accouchement payés et la gratuité des soins médicaux, dans le but de préserver la nature particulière de la femme et pour la préparer à remplir sa fonction naturelle. D'autres droits et incitations sont également prévus dans divers domaines, comme des stages rémunérés de formation technique et administrative.

De nombreuses institutions sont créées chaque année pour mettre en pratique ces avantages sociaux, culturels et médicaux et en faire profiter les mères et les jeunes filles en âge de se marier. Tout cela vise à améliorer les conditions familiales et sociales.

Mais si elle a des droits, la femme est tenue par des obligations. Elle doit contribuer à la construction de la société en accomplissant un travail compatible avec sa nature. Elle doit défendre les acquis du peuple. En outre, la défense nationale est une responsabilité qui doit être assumée par tous, hommes et femmes, en fonction de leurs possibilités. Enfin, la femme doit assumer des responsabilités dans l'éducation des générations futures. C'est de cette façon que la nouvelle société deviendra une réalité et que la femme se libérera de tous les liens qui l'ont empêchée de jouer son rôle dans le passé.

Conclusion.

Le *Livre Vert* nous donne ainsi un aperçu de l'avenir de la femme, de la manière dont elle pourra enfin se libérer définitivement et réellement de l'oppression et de la dictature sous toutes leurs formes. Il lui prépare l'atmosphère saine grâce à laquelle elle pourra remplir son rôle au service des générations futures et de sa société, sans violer sa féminité, ni excéder ses capacités.

La victoire des idées du *Livre Vert* est inéluctable car la triste condition de la femme dans les pays industrialisés et dans les pays en développement ne peut durer.

En effet, la femme dans les pays industrialisés est obligée de remplir sa fonction naturelle d'une manière erronée car elle est soumise à différentes pressions. Elle doit accomplir les mêmes travaux que l'homme, affronter les mêmes conditions difficiles. Elle est soumise au même stress dû à l'ère de la machine et finit par y laisser sa féminité, la cohésion de sa famille, la paix et la quiétude de son foyer.

Le *Livre Vert* représente une révolte des femmes des pays en développement contre leur retard, contre le fait que la majorité d'entre elles n'ont d'autre alternative que l'obéissance aveugle, l'acceptation du fait accompli le plus dur. Une révolte contre son rôle limité à la procréation et au plaisir du mari. Ces femmes qui refusent désormais de se contenter d'un sort fixé avant même leur naissance, qui ne veulent plus être maintenues à l'écart du cours de la vie, que ce soit au niveau de la société, de la nation ou de l'humanité dans son ensemble.

C'est ce contraste entre la condition de la femme et les lois naturelles qui nous rapproche rapidement de l'aube d'une ère nouvelle

pour les femmes. Une aube que le *Livre Vert* a annoncé aux femmes du monde entier, une aube qui balaiera l'héritage des années d'oppression d'arriération et d'aliénation.

Pour tout cela il y aura bientôt une compensation. La femme pourra bientôt tenir son rôle naturel dans la vie et la société aura enfin trouvé la solution du plus complexe de ses problèmes.

L'aspect social de la Troisième Théorie Universelle

M. Gioia Chiauzzi

LE MESSAGE D'OUVERTURE DU « LIVRE VERT ». L'ASPECT SOCIAL DE LA 3° THÉORIE INTERNATIONALE.

MESSAGE D'OUVERTURE DU LIVRE VERT.

Avant de commencer je voudrais d'abord parler de ce qui m'a poussée à accepter cette invitation. J'apprécie beaucoup, en tant qu'occidentale, qu'un arabe essaye de lancer un message de ce genre, où il veut dépasser les limites de son origine et de son contexte arabe-islamique et proposer quelques valeurs de base qui soient acceptables par l'humanité tout entière. Celle-ci est la première invitation qu'aujourd'hui nous recevons de la part d'un arabe, et il est opportun de lui donner une évaluation exacte, tout d'abord dans son mobile d'ouverture.

Aux académies l'opération « Livre Vert-Troisième Théorie Internationale » peut sembler en dehors des nécessaires exigences théorico-méthodologiques. Mais, son auteur se propose un but doctrinal beaucoup plus immédiat de celui voulu des académies. En effet, l'auteur ne s'adresse pas aux élites, mais aux masses. L'esprit, le ton du *Livre Vert,* certaines de ses idées (par exemple : l'insistance sur la société nationale, le concept de nation, l'importance du nationalisme) s'expliquent en partant de ces premisses et en tenant compte du problème qu'il a dû affronter : construction d'une nation autonome, à participation populaire, où l'état n'existait que comme structure en fonction d'une élite asservie aux puissances occidentales. Il s'agissait donc de donner aux masses la conscience d'elles-mêmes, de les réunir à l'échelle nationale, de rappeler les forces sociales encore liées à des formes d'organisations de type traditionnel (clan, bribu, fratries) et d'utiliser graduellement aussi la force des femmes. Tout cela sans trop bouleverser les valeurs de base de la société.

Les racines du *Livre Vert* se trouvent dans ce premier pas historique fondamental qui veut donner une conscience populaire même aux couches sociales plus basses de la nation, en créant une nation qui n'existe pas seulement écrite sur le papier.

Le discours s'élargit ensuite, des masses nationales, c'est-à-dire intérieures, aux masses internationales, c'est-à-dire extérieures. Dans ce sens, la Troisième Théorie Internationale, est un message utopiste qui veut donner un modèle culturel global pour améliorer le monde. Un monde où, avant tout, s'élèvent aux « droits de la vie » les parties d'humanité les plus oubliées de l'histoire, c'est-à-dire les grandes

masses populaires et surtout celles qui n'ont pas encore acquis la conscience d'elles-mêmes.

A cette perspective sont hostiles, cela nous semble évident, ceux qui s'opposent à la montée des masses et à leur constitution en force politique. En outre, ceux qui la trouvent en contraste avec d'autres idées de l'auteur resteront perplexes et lui prêteront seulement une attention formelle, en se méfiant de l'invitation à une plus grande disponibilité envers la critique et la tolérance.

En effet, nous pensons qu'une composante utopique du type susdit, pourrait donner des fruits si les deux conditions suivantes étaient respectées, (tout) au moins en ce qui concerne l'opinion courante. Tout d'abord il faut la libérer des images conventionnelles qu'ont été données sur l'idéalisme de l'auteur, c'est-à-dire sur l'élément « islamique », qui favorise, dans l'observateur extérieur, une opinion peu juste de l'Islam aussi. L'auteur est, selon les cas, soit condamné, soit exalté comme un musulman qui tolère mal tout ce qui n'est pas islamique. Très rarement on souligne qu'il est avant tout, un musulman intolérant vers les forces hostiles à l'Islam, et au Tiers-Monde. D'une manière plus générale on peut dire qu'il est intolérant non pas envers les chrétiens en tant que tels, mais envers l'aspect le plus réactionnaire du monde chrétien-occidental, formé des forces impérialistes et de ses supports cléricaux, liés dans une alliance déjà bien expérimentée à l'époque coloniale. Il est donc intolérant, en particulier, non pas envers les juifs, mais envers les forces sionistes.

Deuxièmement, il faut considérer le fait qu'il s'est fait sa propre expérience sur les causes de la discrimination sociale, telles que la pauvreté, la faiblesse, la disgrégation, le colonialisme, le racisme. Cette expérience le pousse à être très dur envers l'Occident et contre ceux qu'il pense être des facteurs de disgrégation sociale en relation aux deux objectifs qu'il s'est fixé :

1) la construction de l'état national en évitant la division des forces intérieures et les ingérences extérieures, car elles affaibliraient l'unité nationale ;

2) la défense de la nation arabe et du « complexe islamique » dans toutes leurs expressions contre les forces de disgrégation extérieure, et, comme corollaire, la solidarité envers les autres entités historico-culturelles qu'il estime être également menacées.

Par ailleurs, cette expérience de discrimination sociale le pousse à une utopie — le *Livre Vert* — basée sur le principe de la pensée Humaine, et non pas sur celui, plus stérile, de la restitution des erreurs de l'histoire. Par conséquent, même en ce qui concerne l'Occident, il

ne propose pas de renverser les rapports de l'histoire, en rêvant un monde avec une humanité supérieure (les ex-dominés) — Tiers-Monde — et une autre humanité inférieure, ou animale (les ex-dominants) — occidentaux —, il ne propose pas de rendre la haine par la haine, ni de renverser la discrimination raciale. Sur la base de ses expériences, il cherche un monde vivable par cette partie d'humanité considérée encore comme inférieure, à savoir les « dominés » qui — comme les « colonisés » autrefois — au lieu de leurs droits, reçoivent seulement des aûmones. La réhabilitation apparaît déjà comme une vengeance aux yeux de ceux qui ne voudraient pas la concéder.

L'ASPECT SOCIAL DE LA TROISIÈME THÉORIE INTERNATIONALE.

L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

La troisième partie du *Livre Vert* est composée d'une *Introduction*, suivie de trois chapitres, qui portent respectivement sur *La Famille*, *La Tribu*, *La Nation*. D'autres chapitres suivent, intitulés : *La Femme*, *Les minorités*, *Les noirs*, *L'éducation*, *Les Mélodies et les Arts*, *Le sport, l'équitation et les spectacles*.

Les trois premiers chapitres illustrent, d'une manière générale, la structutre de base de la société, de la famille, aux groupes sociaux plus importants de type traditionnel (lignée, clans, tribu), à la nation et aux différentes formes d'État. Les chapitres suivants — librement choisis parmi les sujets possibles et disposés dans un ordre très subjectif — servent d'introduction à certains arguments et thèses de l'auteur, surtout le chapitre sur *Les noirs* et celui sur *Les Minorités.* En outre, le chapitre intitulé *« Les mélodies et les arts »* expose la nécessité d'un langage commun à toute l'humanité, et le chapitre sur *Le sport* illustre la nécessité du sport de masse et condamne certaines activités particulières, comme la lutte et la boxe.

MODALITÉS D'EXPOSITION.

Le but du *Livre Vert* étant d'endoctriner les grandes masses, il

présente les caractéristiques suivantes, qui ont pour but de simplifier le discours et de donner quelques idées de base qui devraient s'enraciner facilement dans l'homme commun :

1) *Ton didactique* — 2) *insister sur les concepts* — 3) *utilisation des exemples — simplification des concepts par des analogies* — 5) *ultérieure precisation des concepts.*

Examinons ces points en particulier :

1) *Ton didactique,* fonctionnel à l'endoctrinement. Rappelons comme meilleur exemple, le chapitre sur La Femme, et à l'intérieur de celui-ci, l'appel au médecin pour expliquer la biologie féminine.

2) *Insister sur les concepts,* afin qu'ils s'impriment dans la mémoire. Cela arrive surtout :

— pour le rapport entre groupe social, groupe national, et nationalisme (pour les citations voir au numéro 4), dans la *muqaddima,* repris aussi dans le chapitre sur « *La Nation* » (pages 31/25, 32/26) ;

— pour la biologie de la femme et son rôle physiologique différent de celui de l'homme dans le chapitre sur *La femme* ;

— pour la hiérarchie entre famille, tribu, nation (voir après), parfois illustrée en même temps dans les deux sens.

3) *Utilisation des exemples* et des images, souvent tirés du monde biologique :

— la famille dans la société comparée à l'arbre dans le champ, et à l'individu dans la famille Humaine comparé à la feuille et à la branche de l'arbre ;

— la crèche (40-42/31-33) pour les enfants comparée à la couveuse pour les poulets, dont la chair devient moins savoureuse que lors de l'élevage maternel ;

— la transmission des éléments culturels (comme la langue et le différent usage des couleurs) comparée et expliquée sur la base de l'héritage biologique (80-82/59-56).

Et encore :

— la cohésion sociale comparée à la force de gravité et la désagrégation sociale à la dispersion de cette force dans l'explosion atomique (10/7) ;

— l'exécution publique et privée du sport comparée à la prière publique et privée comme l'absurdité d'assister à la prière d'autrui (85-87/58-59). Ceci pour développer le sens social du sport en ceux qui ont déjà enraciné le principe de la prière collective.

4) *Simplification des concepts par des analogies,* en laissant de côté les éléments qui comportent des complications conceptuelles par

rapport à l'idée de base que l'on veut inculquer. Il y a deux exemples typiques :

— la tribu, la nation, l'état, l'humanité, représentent chacun l'élargissement de l'unité inférieure, à la suite de la multiplication de l'espèce dans les générations : la tribu est une grande famille (18-13/20-15/26-21), la nation est une grande tribu (18-13/24-19/26-21), l'humanité est une grande famille ou une grande nation (18-13) ;

— par conséquent le changement des liens et des relations à l'intérieur des unités susdites, est présenté comme un affaiblissement du lien entre l'unité plus petite (la famille) et la plus grande (l'humanité) (pp. 19/13-20/14).

5) Ultérieure précisation des concepts ; après avoir inculqué l'idée de base. La tribu, qui était définie comme une grande famille (voir plus haut) est ensuite qualifiée comme un groupe social plus complexe (p. 22/18) à la formation de laquelle participent des facteurs.

L'auteur rappelle la descendance et la filiation.

La nation qui avait été définie comme « grande famille » (voir plus haut) est qualifiée dans ses diverses composantes.

Dans les pages suivantes l'auteur revient à la première définition, où il trouve que c'est utile de simplifier le concept pour opposer ces unités à l'état.

LA CONCEPTION GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ.

Tout d'abord il faut rappeler les concepts fondamentaux exprimés dans la *muqaddima,* à savoir :

1) Conception de l'histoire ; 2) la société nationale et le nationalisme ; 3) le facteur religieux.

Conception de l'histoire. Avant tout, l'auteur souligne le rapport inséparable entre histoire et société (pp. 5/3-8/5-6).

....

Après il exprime son concept de l'histoire (pp. 5/6-4) :

....

C'est une définition démocratique qui refuse l'idée d'une histoire imposée par le haut aux classes dominées et aux masses. Cela suppose une société où l'hégémonie de classe n'existe pas, c'est-à-dire où les différences sociales soient démocratisées. Autre-

ment il faut distinguer entre une histoire officielle, expression des classes dominantes, et, plus bas, une histoire officieuse, c'est-à-dire une histoire des groupes dominés qui manquent des instruments politico-culturels pour la mettre en valeur.

Société nationale et nationalisme. Le groupe et la société que l'auteur prend pour modèle, sont le groupe national et la société nationale. Son objectif est donc la nation. Il dit d'une manière, très explicite (p. 6/4).

....

Et il insiste sur le concept jusqu'à une identification programmatique entre groupe social et groupe national, entre relation sociale et relation nationale, c'est-à-dire nationalisme.

....

Par conséquent le nationalisme, — c'est-à-dire la force d'agrégation et de défense intérieure de l'unité et de l'autonomie nationale — devient le lien social par définition.

....

Il ajoute encore sur la valeur du nationalisme (p. 9/6) :

....

Comme confirmation, dans une autre partie du livre, l'auteur s'exprime de la manière suivante sur le droit aux autonomies nationales contre les agressions coloniales et impérialistes :

....

et sur l'instabilité des états composés des nations différentes

....

Le facteur religieux. Il est vu comme essentiel à la survie de la nation, là où, selon l'auteur, le déséquilibre naît de l'absence de coincidence entre les deux éléments (12/8-9).

....

Il faut comprendre cela non seulement comme le fait de vouloir conserver les valeurs propres au groupe, mais aussi et surtout avec la logique de l'auteur, qui est musulman, parce que l'Islam n'est pas seulement une religion, mais aussi un système socio-culturel et politique. A l'inverse de ce qui arrive dans les sociétés occidentales, où officiellement on fait une distinction entre pouvoir civil et pouvoir religieux, même si dans la réalité les forces réligieuses exercent un contrôle sur les forces civiles.

Ceci est dit en général dans la *muqaddima.* Dans les autres chapitres, c'est évident que l'auteur pense aux problèmes d'une société en évolution. Il cherche dont un équilibre entre le vieux et le

nouveau système, comme nous le montre le rappel au respect des valeurs de base qui sont, en plus du facteur religieux : *La famille.* Il dit en effet :

....

Le rôle traditionnel de la femme, liée à la maison et à ses fonctions maternelles, mais dans le respect de ses droits humains fondamentaux en tant que personne.

....

La solidarité interne aux groupements mineurs et traditionnels à côté de plus importants, pour ne pas troubler le facteur d'agrégation local déjà existant.

....

Cela à condition que les particularismes des unités mineures, même s'ils sont respectés dans la phase de transition, n'apportent pas de dommages aux unités importantes en tant que facteur de désagrégation sociale (voir p. 23/18 et surtout 28-29/23) :

....

Ceci en ce qui concerne les valeurs traditionnelles. De l'autre côté, comme caractéristique, de la nouvelle société, l'auteur propose l'instruction des masses — sans discrimination entre homme et femme — et le respect de la « diversité » :

L'INSTRUCTION DE MASSE.

La culture devrait être donnée en dehors de tout monopole intellectuel et de distinction de classe en abandonnant les formes, qui ne sont pas très fonctionnelles aux libertés individuelles et à l'éducation.

Le respect de la « diversité ».

Il consiste à mettre le mot fin à la discrimination dans ses diverses formes et niveaux : raciales, politiques (voir en général les chapitres sur *Les Noirs* et *Les Minorités*) et de classe, en obéissant pour ces

dernières au concept de société de masse. Tout cela suppose, en principe, le respect et la réhabilitation des cultures humaines, dans son sens le plus large.

....

Ceci contre les attitudes intolérantes qu'on trouve surtout dans les groupes envers les groupes dominés intérieurs et extérieurs et leur relative réalité historico-culturelle.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Nous sommes d'accord, en principe, avec l'idéologie exprimée dans la troisième partie du *Livre Vert* et notamment avec :

— le concept démocratique de l'histoire, qui se produit par le bas et qui est subordonnée à la montée des masses ;

— le principe de la nécessité de conserver certaines valeurs de base, dans la phase de changement social, au lieu de les détruire, parce qu'elles sont traditionnelles et automatiquement « réactionnaires ». Ce qui compte est le système global dans lequel on pense les insérer dans le processus de transmission — transmission culturelle — du patrimoine du groupe ;

— l'utilisation du nationalisme dans un but de défense intérieure et non selon des formes de dégénération raciste, dont l'Europe se rappelle encore ;

— l'abolition des formes de discrimination et d'intolérance envers la « diversité », qui sont produites, soit par qui les met en œuvre soit par qui les subit, seulement par l'ignorance. Par conséquent l'instruction, en dehors de toute logique de classe, et la liberté de penser sont nécessaires et l'auteur y fait référence d'une façon explicite.

Par ailleurs nous remarquons :

— que dans le rapport entre religion et nation, existe le risque d'ingérences cléricales. Ces ingérences ne peuvent être que réactionnaires et dirigées contre les classes dominées, intérieures et extérieures, là où les structures historiques, politiques et sociales les favorisent. L'auteur remarque que ce n'est pas une société libre celle où l'on empêche l'enseignement religieux. Mais, nous disons aussi, que ce n'est pas une société libre celle où la classe religieuse contrôle le monopole de la réalité politique, et est intolérante envers les alternatives culturelles intérieures et extérieures. Ce fait expliquerait les formes réactionnaires dont l'auteur parle ;

— en ce qui concerne la question féminine, le *Livre Vert* défend les droits humains de la femme. En plus, la participation de la femme elle-même est nécessaire. Il faut que, là où elle n'a pas encore commencé à le faire, elle utilise pleinement, en tant qu'être humain, le droit fondamental dont elle dispose : *penser et se penser, elle-même au lieu d'être pensée*. Il faut éviter que la femme nouvelle soit une autre femme dans une histoire construite seulement par la pensée masculine. il faut éviter cela pour ne pas répéter une erreur historique, que de nos jours, certains hommes condamnent aussi.

Le Livre Vert et la loi de la société dans les domaines de l'organisation de la liberté et du Jihad

---

Dr Ahmed Mohamed Al Hossari
Professeur des Principes juridiques de l'Islam. Faculté de Droit Université de Qâr Younès

Au nom d'Allah, le Très Miséricordieux, le Compatissant.

Mes chers Frères,

Ma participation dans ce colloque universel sur le *Livre Vert* est liée à un problème politique important se rapportant à la manière dont le livre a traité le problème du conseil et a renforcé la liberté d'opinion et donné le jour à une solution radicale au problème de l'information : la presse, la radio et la télévision.

Mon étude sera une comparaison entre les principes de la loi islamique en ce qui concerne les sujets mentionnés ci-haut, et les bases énoncées par le *Livre Vert*. Je vais d'abord commencer par l'introduction suivante :

L'ISLAM ET LA POLITIQUE DES PEUPLES.

L'islam n'a pas empêché ses adeptes de chercher une solution aux problèmes de la politique du pouvoir, du système financier et de la vie sociale. Le but ultime de la loi islamique « charia » est de légiférer pour servir la société, la développer pour que les sentiments de fraternité et de coopération y règnent, pour que personne ne s'élève au-dessus des autres et pour qu'aucune personne ou communauté n'exploite les autres.

Le Coran cite les théories générales dans ce contexte : « Les croyants sont des frères » — Ô vous qui croyez ! qu'un groupe d'hommes ne tourne pas en ridicule un autre groupe : il se peut que ceux-ci soient meilleurs que ceux-là. Que de femmes ne se moquent non plus d'autres femmes : il se peut (aussi) qu'elles soient meilleures que celles-là.

De même le prophète indique : « le musulman pour un autre musulman est comme les parties d'un tout qui maintiennent sa cohérence ; et « vous êtes tous des descendants d'Adam, et Adam est de terre ».

Je dis donc que les théories politiques, économiques et sociales proposées par le penseur musulman, Moammar Kadhafi, sont le fruit d'une pensée honnête afin de libérer l'humanité de la misère et de l'exploitation dont elle souffre... et tout musulman a le droit de chercher la solution aux problèmes dont souffre la société.

Le *Livre Vert* traite le sujet de la liberté d'opinion et les moyens de son exercice. Toutes les décisions sont prises par le peuple commençant par la base et se terminant au sommet. Le sommet est donc gouverné par la base... les comités sont partout. Les idées

énoncées par le *Livre Vert* ne correspondent-elles pas à ce que le Coran appelle « leurs affaires sont entre eux en conseil ».

Mais que veut dire affaires ? et pourquoi le mot Conseil a-t-il été utilisé ? et pourquoi est-il limité aux musulmans ?

Ce ne serait pas une exagération si j'affirmais que les affaires incluent tous les domaines de la vie politique, économique, familiales, sociales et pédagogiques.

Tout cela signifie que le peuple se gouverne et organise ses propres affaires dans un cadre bien défini : Allah ordonne l'instauration de la justice et de la charité et défend le péché et les actes coupables et les iniquités.

Les théologiens musulmans disent : « l'aveu personnel est une preuve engageante c'est la preuve indiscutable, car l'homme ne peut s'accuser à tort. Quiconque avoue un tort envers Dieu ou envers les hommes assume la responsabilité de son aveu ».

Le peuple organise ses propres affaires par le biais des congrès et des comités populaires. Les décisions prises correspondent donc à la réalité et les solutions sont proposées par ceux qui souffrent des problèmes.

Croyez-moi si je vous dis que seuls les comités populaires sont capables de trouver les bonnes solutions aux problèmes de la vie quotidienne dans les bourgs, les villages et les villes.

Le *Livre Vert* a donné le pouvoir au peuple ; ce pouvoir se trouve dans les congrès populaires de base (la démocratie directe).

Le pouvoir du peuple dans la démocratie directe telle qu'elle est exercée aujourd'hui dans la Jamahiriya libyenne implique que tout le peuple se trouve dans les congrès populaires de base afin de prendre ses propres décisions et de satisfaire ses propres besoins.

Il n'y a donc pas de substitut au peuple car la démocratie s'établit par la participation du peuple lui-même et non pas par ses substituts.

Ce principe énoncé par le *Livre Vert* ne correspond-il pas exactement à ce que le Coran appelle, « leurs affaires, sont entre eux en conseil », car le Coran n'a pas spécifié des représentants ou un conseil pour régler les affaires de la société. Un autre verset du Coran souligne le fait que le pouvoir appartient au peuple. Dans ce verset Dieu demande à son prophète de consulter le peuple « consultez-les dans la matière ». C'est un ordre que Dieu donne à son prophète qui ne doit entreprendre sans l'approbation du peuple quoi que ce soit ». Le pouvoir du peuple est donc cité dans le Coran. Le peuple limite le droit du souverain dans tout ce qui concerne sa vie quotidienne.

C'est ainsi que les décisions du souverain doivent être respectées

tant qu'elles sont prises après consultation du peuple. Le but de cette consultation n'est pas d'apaiser les âmes comme le prétendent certains, mais d'organiser les affaires des musulmans et de changer de vie. Les responsables à tous les niveaux ne doivent prendre des décisions qu'en tenant compte du pouvoir populaire. Une fois les décisions prises, elles doivent être exécutées et personne sauf Dieu ne sait si ce sont les bonnes décisions.

Dieu a donné l'ordre à son prophète de consulter son peuple. La consultation est une obligation et le pouvoir appartient au peuple. Cette consultation est réalisée dans les comités populaires où le peuple donne son opinion sur tout ce qui concerne ses problèmes puis prend des décisions dans les congrès populaires de base. En effet, si la consultation est prescrite, ceci implique que tout autre forme de pouvoir absolue est interdite que ce soit le pouvoir d'un souverain, d'un parti ou autre... la liberté toute la liberté est pour le peuple et la haine appartient aux adversaires de la liberté et des peuples. Mais qu'est-ce que la liberté dans l'Islam ?

LA LIBERTÉ DANS L'ISLAM.

L'islam a adopté le principe de la liberté dans tous les domaines. La liberté individuelle dans l'Islam n'est respectée que dans le cadre de l'intérêt général et dans les limites du respect de la liberté d'autrui.

L'Islam a interdit tout système qui contredit le principe qui a été adopté dans les domaines, civils, religieux et politiques.

LA LIBERTÉ CIVILE.

La liberté civile suppose la capacité de conclure des contrats, d'accomplir des obligations, de posséder des biens, et d'en disposer, etc... L'islam donne ce droit à chacun sauf aux mineurs et aux prodigues qui dilapident leurs biens sans réaliser leur intérêt ou celui de leurs familles.

Ces exceptions ont été faites afin de sauvegarder leur bien et celui de leurs héritiers et ce dans l'intérêt de la société et du système économique en général.

L'Iman Abou Hanifa Al Noomani a même considéré que pourvoir un prodigue d'un conseil judiciaire est une atteinte à sa liberté puisqu'il s'agit d'une personne raisonnable. Le mal dont souffrirait un prodigue

dans ce cas dépassera le mauvais matériel dont il souffrira s'il dilapide ses biens. L'iman Abou Hanifa Al Noomani s'est inspiré de l'Islam pour élaborer ce courant social.

LA LIBERTÉ D'OPINION ET LA LIBERTÉ D'EXPRESSION.

La liberté d'opinion signifie que la personne soit tout à fait libre d'avoir et d'exprimer son opinion de la manière qui lui convient sans pour cela dépendre d'autrui.

L'islam a garanti la liberté d'opinion à chacun et l'a considérée comme le moyen de répandre la religion musulmane car la diffusion de l'islam est basée sur la discussion et la conviction qui sont les aspects mêmes de la liberté d'opinion.

La citation « leurs affaires sont entre eux en Conseil » souligne l'importance donnée par l'islam à la liberté d'opinion et d'expression. Dieu demande à son prophète de discuter avec les mécréants et de leur fournir des épreuves pour qu'ils croient en lui. Le prophète a dit une fois : « il ne faut pas dire que si les gens font le bien je le ferai aussi et s'ils font le mal je le ferai ; mais il faut dire s'ils font le bien je le ferais mais s'ils font le mal je l'éviterai ».

De nombreux exemples sont cités dans l'Islam, où les gens discutaient avec le prophète et essayaient de le convaincre de leur point de vue. Ainsi Suleiman Al faressi a conseillé au prophète de creuser le fossé autour du camp musulman lors de la bataille des confédérés. Le prophète accepta cette opinion.

Une femme a discuté ses problèmes conjugaux, avec le prophète. La sourate « celle qui a porté plainte » fut révélée là où Dieu a dit :

« Allah a entendu les paroles de celle qui a porté plainte auprès de toi (Mahomet) contre son mari, et qui a adressé sa réclamation à Allah. Et Allah a entendu vos entretiens. En vérité, Allah entend et voit. »

L'IMPORTANCE DONNÉE A LA LIBERTÉ D'EXPRESSION PAR LES COMPASSIONS DU PROPHÈTE.

LA POSITION DE ALI.

Un conseil s'est tenu après la mort de Omar pour choisir le nouveau

Calif. Le choix devait être fait entre Ali et Othma. Abdel Rahman Ilen Auf interpela Ali dans la mosquée et lui demanda de jurer de suivre le Coran, la coutune islamique et de déclarer qu'il formulera ses propres jugements. C'est ainsi que Abdel Rahman Ibn Auf demanda à Othman de faire le même serment. Ce dernier jura de suivre le Coran, la coutume ainsi que les jugements de Abou Baker et Omar et fut proclamé le nouveau Calif (Dr Othman Khalil : « La démocratie Islamique » (p. 50). Les compagnons du prophète ont toujours recherché les opinions des autres. La liberté d'expression dans l'Islam est en fait le droit de chacun même si l'opinion exprimée contredit les idées de la majorité et tant que cette opinion n'est pas imposée avec violence (Al Maroudi : « Les jugements des sultans » (page 68).

L'ATTITUDE PASSIVE EST RÉFUTÉE PAR L'ISLAM.

L'Islam réfute le manque de participation active dans les affaires de la société. Soutenir et exprimer des opinions dans les affaires du fikh (théologie) qui ne sont pas déterminées par la charia (loi islamique) est le devoir et la responsabilité de tout théologien à chaque époque. Le Coran stipule : « afin que vous deveniez un peuple appelant au bien, ordonnant ce qui est convenable, et défendant ce qui est odieux. Ceux-là sont ceux qui réussissent » (Sourate la Famille d'Imran, verset 103).

ABOU THAR AL GHAFFARI, L'EXEMPLE VIVANT DU PENSEUR ET DU CRITIQUE LIBRE.

Abou Thar Al Ghaffari entreprit une critique vive des Califs Othman et Moaweya et les accusa de dilapider les biens de l'état. Quand il vit les travaux effectués au palais « Al Khadraa de Moawen Ibn Abou Soufian, il lui dit : « Si les fonds utilisés pour construire ton palais appartiennent aux musulmans alors c'est une trahison. S'ils t'appartiennent alors c'est de l'extravagance » (Al Tabri : « L'histoire des Souverains et des États » page 335).

Le prophète a encouragé les musulmans à exprimer leurs opinions avec liberté.

Le prophète est le premier à enseigner la liberté d'expression aux musulmans. Il leur demandait leurs opinions en ce qui concerne les affaires publiques ainsi que sur ses affaires personnelles. C'est ainsi

que les musulmans exprimaient parfois des opinions divergeantes de ce que le prophète proposait. C'était le cas de l'opinion de Al Habab Ibn Al Munthir lors de la bataille de Badr et celui de Omar Ibn Al Khatab en ce qui concerne les prisonniers de la bataille de Ohod. De même Omar critiqua le premier Calif des musulmans qui traitait tous les musulmans avec égalité. Lomar, lui reprochait de traiter ceux qui ont quitté leurs maisons et leurs familles pour suivre le prophète et ceux qui sont devenus musulmans après leur défaite.

LA LIBERTÉ D'OPINION A DES LIMITES.

L'islam a mis des limites à la liberté d'opinion pour qu'elle ne dégénère pas en anarchie.

Cette liberté est contrôlée pour éviter les troubles qu'elle peut entraîner. En effet la liberté d'opinion est supprimée si elle vise à installer le désordre ou si elle nuit aux autres ou met en cause la dignité des citoyens.

C'est ainsi que l'Islam a limité la liberté d'opinion en lui imposant deux conditions : 1re : qu'elle ne constitue pas une atteinte aux droits des autres ni aux principes moraux dans la société ; 2e : qu'elle ne mette pas la sécurité et l'ordre ainsi que les valeurs de l'état en danger.

Les idées diffusées par une personne ou un groupe de personnes qui ne servent que leurs propres intérêts ne peuvent être considérées comme l'exercice de la liberté d'opinion. Plusieurs versets dans le Coran blâment ceux qui essaient d'exploiter les autres en se servant du droit à la liberté d'opinion.

Le *Livre Vert* trouve la solution au problème de la liberté d'expression.

L'EXPRESSION DE L'OPINION.

Le *Livre Vert* a traité la liberté d'expression qu'elle soit écrite ou orale et a trouvé la solution radicale à ce problème.

LA POSSESSION DE LA PRESSE.

Le *Livre Vert* a traité le sujet de la possession de la presse étant

donné son rôle dans l'orientation de l'opinion publique.

La presse selon le *Livre Vert* est possédée par toutes les catégories sociales et ne sert donc pas l'une ou l'autre catégorie aux dépens des autres. Chaque profession a le droit en sa qualité de comité populaire de posséder une revue qui sert ses intérêts que ce métier soit dans le domaine médical, juridique, pédagogique, ouvrier ou commercial.

La presse démocratique est celle que publie un comité populaire composé de toutes les catégories sociales et non pas une seule catégorie qui prétend représenter le peuple.

Tout le peuple, c'est-à-dire toutes les catégories sociales, possède la revue politique qui élabore les grandes lignes de sa vie politique, économique et sociale. La nouvelle société dans la Jamahiriya conformément à la Troisième Théorie Universelle ne permet pas la possession de la presse par une seule catégorie : pas de classe, pas d'individualisme et pas de séparatisme.

Le problème de la liberté de la presse a été résolu selon cette théorie : plus d'opportunité, plus d'arrivisme et plus de sommeil ; le travail est le droit du peuple dans l'intérêt du peuple. L'orientation et la sensibilisation sont l'œuvre d'une presse populaire, provenant des masses populaires car les comités populaires sont partout.

L'Islam est en même temps une religion de paix et de force. La sécurité et la paix ne peuvent être établies que dans un esprit de fraternité et d'égalité. Il n'y a pas de place dans l'Islam pour des fractions racistes ou de tribalisme. Tous les hommes sont de la même origine et sont nés de la même âme. Lorsque les musulmans combattent l'injustice et l'exploitation, ils combattent pour le bien de toute l'humanité et non pas d'une certaine catégorie ou d'une personne. L'Islam répand l'indulgence et la justice. L'Islam incite les croyants à œuvrer pour établir la paix.

La radio sert le peuple et non pas le souverain.

Moammar Kadhafi a lancé un appel au peuple libyen le 2 juin 1973 pour qu'il saisisse la radio et toutes les autres institutions. Cet appel est en fait une continuation de l'organisation des moyens d'information pour qu'ils soient sous l'autorité du peuple. Si le peuple réussit c'est lui qui cueillera les fruits de cette réussite mais il devra aussi assumer la responsabilité de son échec car il n'y a pas de contrôle sur le peuple ni de substitut au peuple.

Ô peuple libyen, libre, mène ta guerre sainte pour aider les âmes dépourvues de la foi à retrouver la croyance en Dieu et le jugement dernier ainsi qu'en la valeur du travail.

Le leader a mis toute la responsabilité entre tes mains. Porte le

flambeau pour éclairer le chemin de l'Islam à toute l'humanité, l'Islam qui ne connaît ni faiblesse ni humiliation ni soumission ni désespoir. Persiste et continue ta lutte et tu trouveras tous les peuples derrière toi proclamant les mêmes principes. Plus de haine, d'envie ou d'exploitation.

RELIGION ET SOCIÉTÉ

Aperçu sur La Troisième Partie du Livre Vert

M. Mohamed Al Jarrah

Frères, ces quelques pages ne constituent pas à proprement parler une recherche ; notre brièveté s'explique par la nécessité de nous en tenir au temps qui nous est imparti. Ce travail constitue donc un simple commentaire et non une véritable analyse. Nous espérons qu'elle ne vous semblera pas une vision superficielle, mais qu'elle pourra vous apporter quelques connaissances qui éclairent le sujet d'un jour nouveau, et ceci malgré le nombre des sujets traités dans ce chapitre. Il traite de la religion et du nationalisme, et de leur rôle comme moteurs de l'histoire. Il traite aussi de la femme, de la famille, de l'enseignement, des Noirs, du sport, de l'équitation, de la métrique, du rythme, des arts ; malgré ce grand nombre du sujets, le troisième chapitre est concis à un tel point que certains d'entre eux ne sont traités qu'en quelques lignes, ce qui en rend le commentaire quelque peu délicat. Il est possible que nous en tirions quelque chose alors que l'auteur de la Théorie, le frère leader de la glorieuse Révolution du 1er septembre, a voulu dire autre chose.

Malgré tout, efforçons-nous d'étudier ce chapitre dans le cadre général de la Théorie. Nous espérons faire partager notre vision aux frères membres du séminaire.

LA TERRE D'ORIGINE DE LA THÉORIE.

Il nous faut considérer l'étonnement de certains non-arabes et non-musulmans devant le fait qu'un homme ait trouvé le courage et la force dans une terre arabe comme la Jamahiriya avant qu'elle ne soit libérée des bases étrangères, une terre sans civilisation et sans culture enrichie par des universités et des savants, obligée d'importer encore la moitié de produits matériels et culturels dont elle a besoin, qu'il ait trouvé le courage d'exposer devant tous une théorie pour façonner leur vie. Pour répondre à cet étonnement — réel ou éventuel —, il nous faut attirer l'attention des frères sur la réalité historique suivante :

— notre patrie arabe d'Orient fut la terre d'inspiration prophétique des trois religions révélées existantes aujourd'hui, le judaïsme, le christianisme et l'islam, et plus encore, la plupart des prophètes (que Dieu ait leur âme) dont l'humanité a retenu le nom ont reçu la révélation sur la terre arabe, d'Abraham, le père des prophètes, jusqu'au dernier d'entre eux, le prophète Mohammed. C'est sur notre terre arabe que la révélation divine est descendue du ciel sur la terre ; d'autre part, et ceci mérite d'être souligné, ce que les Européens

appellent la civilisation chrétienne est fondée sur la mission de Jésus-Christ, en réalité importée de notre terre vers l'Europe. Ils n'ont rien fait d'autre que d'en extraire son esprit véritable, d'y introduire leur idolâtrie romaine, et l'ont appelée « civilisation chrétienne ». Tout cela mettrait fin à leur étonnement, et ils sauraient que cette patrie et cette nation arables sont celles dont il a été dit :

« Vous êtes la meilleure communauté qu'on ait fait surgir pour les hommes : vous ordonnez le convenable, interdisez le blâmable, et croyez en Allah. »

Le sujet de leur étonnement ne sera donc plus qu'une telle œuvre existe, mais plutôt qu'elle puisse ne pas exister, ou que la possibilité ait tardé à se concrétiser.

A la lumière de ce qui précède, nous comprenons comment à la suite de la Révolution du 23 juillet 1952, alors que l'Égypte souffrait encore de toutes sortes de retards et de faiblesses, les seuls modèles de progrès qui la fascinent soient le modèle capitaliste occidental, ou le modèle communiste de l'Est. Mais lorsque le choix s'est présenté à lui, Nasser les a refusés tous les deux, les a condamnés, traçant une troisième voie qu'il n'a nommée ni « de l'Est », ni « de l'Ouest » ; dès le départ, il a montré que la nation arabe refusait absolument ce genre de suivisme, que ce soit dans le domaine idéologique ou politique. Il fut parmi les fondateurs du non-alignement, réaffirmant le concept de la nation, que cite le Coran : « Les hommes formaient une communauté unique. »

La Théorie a germé dans sa terre, il n'a pas fallu que soient réunies des circonstances exceptionnelles, en ce qui concerne la civilisation, circonstances fascinantes au premier abord, car elles peuvent constituer un obstacle à la réalisation de chefs-d'œuvre, et subjuguer des cœurs par ce qu'une civilisation peut avoir d'artificiel ; la richesse et la force d'une civilisation arrivent à convaincre de la véracité de ses théories. On devient donc incapable de déceler les erreurs de son mode de vie : la civilisation peut produire des sciences et des philosophies, mais il n'est pas utile de produire ce genre de théories ; les civilisations ne saisissent que les apparences de leur propre existence, et ne se réveillent qu'au bord de la catastrope.

LE CADRE DE LA THÉORIE.

En ce qui concerne la Théorie, nous ne rencontrons guère de difficultés, il nous suffit de nous référer à la déclaration du 2 mars 1971

concernant le pouvoir du peuple, par laquelle le Coran est institué comme législation de la société. Ainsi, nous connaissons le terrain sur lequel elle s'est constituée, nous n'avons plus de question à nous poser, puisque nous savons qu'elle est inspirée du Coran. Son contenu ne doit pas déborder les limites du Coran ou s'y opposer, que ce soit ouvertement ou implicitement. L'auteur ne se plie pas à cette obligation de son plein gré, ce choix par lequel il se discipline ne se fait pas selon ses préférences.

L'obligation suppose une force extérieure, imposée, qui est Dieu.

Arrivés à ce point, il nous faut répondre à une question. C'est à la lumière de la réponse à cette question que se détermine notre méthode de recherche, et notre position sur les opinions exposées dans ce chapitre. Cette question est la suivante :

QU'EST-CE QU'UNE THÉORIE D'UN POINT DE VUE GÉNÉRAL, ET QU'EST-CE QUE LA TROISIÈME THÉORIE MONDIALE ?

Si l'on veut une simple explication du mot théorie, du point de vue de la nature et de l'homme, on peut la trouver dans des encyclopédies scientifiques ou philosophiques.

Lorsqu'il s'agit d'un terme philosophique, l'auteur de la théorie, philosophe, essaie de poser sur l'univers un regard qui permet de découvrir la réalité, son existence, son créateur, son mouvement, le but de ce mouvement, le rôle de l'homme et sa relation avec l'univers, le destin de l'homme et de l'univers, et lorsqu'il considère les mystères de l'univers dans lesquels il retrouve la représentation qu'il s'en est faite, il ordonne et relie les unes aux autres ses conceptions et il en sort une théorie globale.

Il peut s'agir d'une conception plus modeste à travers laquelle l'auteur n'aborde qu'un certain aspect du sujet sur lequel il établit une théorie. Il s'agit dans ce cas d'une tentative de l'homme qui reste dans les limites de son savoir, dans un lieu et à un moment donnés.

Plus la science progresse, plus de vérités nouvelles sont établies, mieux on discerne les erreurs et les manques. Les nouvelles découvertes permettent de dépasser ou de modifier la théorie précédente.

En ce qui concerne la théorie scientifique, son auteur ne se fonde pas uniquement sur une observation approfondie, mais aussi sur les lois scientifiques qu'il a établies, ou établies par d'autres. Il en résulte une vaste construction susceptible d'expliquer un aspect de la vie de

l'univers et des hommes.

Donc, la théorie dans le domaine scientifique, c'est une loi scientifique dont on prouve la véracité, la valeur et l'universalité.

Les caractéristiques des lois de la nature, c'est d'être immuables, universelles, inéluctables et empiriques, c'est-à-dire établies par des expériences à différentes reprises dans le temps et l'espace. Si le résultat est toujours le même, la loi est juste. La théorie scientifique est juste dans la mesure où les lois sur lesquelles elle se fonde sont justes. Si on prouve la non véracité de ces lois, la théorie s'effondre.

L'une de ces théories scientifiques fondamentales est le matérialisme dialectique élaboré par Marx, à partir duquel il établit la théorie du matérialisme historique, rectifiant en celà la théorie de Hegel pour qui la dialectique était du domaine de la pensée. Ce n'est pas ici le cadre dans lequel exposer la théorie marxiste bien que nous y soyons confrontés par la suite.

LA TROISIÈME THÉORIE EST-ELLE L'UNE DE CES THÉORIES ?

Avant de répondre à cette question, nous sommes obligés de nous demander comment nous concevons le Coran comme fondement de la législation de la société.

Cette législation (shari'a) est-elle à la fois une loi et une règle de vie ? Loin des paroles de Dieu la répétition. La loi n'est donc pas la règle de vie. Le mot « Shârica » est surtout employé dans le sens de « règles » bien précises, et c'est pour cela que les savants musulmans ont posé la question : cette législation (shari'a) qui a été révélée avant nous, s'applique-t-elle à nous ? Nous trouvons dans le Coran que Dieu a révélé aux Juifs « œil pour œil, dent pour dent » ; ce texte traduit une évidente agressivité dans les comportements humains.

Si on prend le mot dans ce sens-là, les lois sont les préceptes, contenus dans le Coran, qui ordonnent les relations ou événements concernant les musulmans entre eux ou dans leurs rapports avec les autres. Le Coran cite un nombre donné de châtiments pour des actes qu'il stipule, c'est-à-dire : l'assassinat, le vol, l'adultère, l'injure, la belligérance ; il cite aussi l'anecdote de la main coupée et les blessures. Les cinq fautes citées sont les limites fixées par Dieu à la liberté de l'homme. Dans le domaine des affaires civiles qu'on appelle aujourd'hui droit civil, le Coran évoque le commerce et l'usure. Dieu a dit : « Allah a déclaré licite le troc et déclaré illicite l'usure ». Il évoque l'usure à deux autres endroits : « O vous qui croyez, ne vivez pas de

l'usure (produisant le) double deux fois ; soyez pieux envers Allah, faites abandon de ce qui vous reste (à toucher provenant) de l'usure si vous êtes croyants ».

Bien que l'aumône soit un devoir du point de vue financier, ce sujet est traité dans le chapitre des préceptes fondamentaux. Le Coran précise bien à qui cette aumône doit être versée, la Sunna spécifie quelle forme elle doit prendre et quelle sera sa valeur. Le Coran précise aussi de quelle manière doivent être administrés les biens d'un mineur ; d'autre part, il détaille si bien comment tenir les registres de dettes que la Sourate concernant les dettes est la plus longue. Il présente une sentence dans la Sourate « Le Butin », c'est-à-dire le butin de guerre. Il indique aussi comment traiter les prisonniers de guerre. Il organise bien ce qu'on appelle aujourd'hui l'état civil, sous tous ses aspects, que ce soit le mariage, le divorce, les délais de chasteté, la maternité, l'autorité des hommes sur les femmes, la dot (dans les cas de mariage ou de divorce), l'allaitement, l'héritage, dans tous les cas possibles, l'obligation de la prière sans en préciser la forme en temps de paix alors qu'il en précise la forme en temps de guerre. C'est la Sunna qui s'est chargée d'indiquer le nombre de prosternations. Le Coran signale aussi qu'on peut réduire le nombre de prières lors d'un voyage. La Sunna donne des indications sur la manière de s'y prendre. Le Coran stipule aussi le respect du jeûne pendant le mois de Ramadan, le devoir d'accomplir le pélerinage, et le prophète en a indiqué la manière.

Nous nous sommes contentés de survoler rapidement ce qu'on a pris l'habitude d'appeler le Shari'a dans le Coran, au risque d'avoir oublié quelques points traités. Mohammad nous montre comment Dieu a tout bien organisé à notre intention, ne laissant rien à notre initiative ou à celle du prophète Mohammad. C'est pourquoi, lorsqu'un homme est venu lui demander de l'argent pris sur les dons, il a répondu : « Dieu ne m'a pas chargé, ni moi, ni un autre, de décider à qui donner cet argent, et je ne peux outrepasser ses ordres. »

De même Dieu nous a imposé certaines choses, et a chargé son prophète d'en éclairer l'interprétation comme c'est le cas des pratiques religieuses et de certaines lois civiles. Dieu a dit : « Allah a déclaré licite le troc et déclaré illicite l'usure ».

Il n'a pas énuméré les transactions qui constituent extérieurement une vente, ce qui est licite, mais intérieurement une usure, ce qui est illicite ; il a laissé au prophète le soin de détailler les faits, et par la suite aux musulmans (le soin) de prendre exemple sur le prophète sachant qu'il n'y a ni qiyàs ni interprétation en ce qui concerne les pratiques

religieuses qui sont appliquées telles que Dieu les a décrites, et telles que le prophète les a pratiquées sans rien y changer, car c'est la forme dans laquelle Dieu les a prescrites pour les musulmans.

Nous devons nous demander ce que Dieu a voulu dire quand il nous a prescrit certaines choses en les détaillant, et d'autres choses dont il a laissé le soin de l'interprétation, et de l'établissement des modalités d'application au prophète. Ainsi, certaines pratiques ont été définitivement établies par le prophète, mais il ne lui a pas été possible de détailler, pour tous les temps et pour tous les lieux, certaines choses, telles que les différentes transactions. Nous devons donc nous demander qu'est-ce que cela signifie ; sans omettre de revenir aux paroles de Dieu « A tous nous avons donné une règle et une voie ».

Ce qui vient à l'esprit, c'est que Dieu a détaillé définitivement les choses immuables, qui ne peuvent être touchées par le temps, car elles sont basées sur la nature. Ainsi, nous voyons qu'une société chrétienne ou catholique telle que le peuple italien a voté 1975 années après la naissance du Messie une loi autorisant le divorce qui est interdit par l'Église installée sur sa terre ; et ainsi, l'Église et le peuple chrétien se sont trouvés face à la nature, le choix qui se posait devant eux était de savoir s'ils étaient (le peuple et l'Église) pour la nature ou contre elle. Le peuple a alors choisi la loi de la nature et a délaissé la loi de l'Église. Si nous comprenons cela, nous saurons que ce que le Coran a organisé et tranché est définitif.

Nous trouvons ensuite dans le Coran d'autres conseils et d'autres prescriptions ayant un caractère absolu sans qu'en soient énumérées ou définies les formes et les modalités d'application. Ainsi en ce qui concerne le domaine des prescriptions communes d'ordre général, Dieu a dit : « L'affaire entre eux (objet de) délibérations » ; il a encore dit : « Hommes ! Nous vous avons créés (à partir) d'un mâle et d'une femelle et nous vous avons constitués en confédérations et en tribus, pour que vous vous connaissiez. Le plus noble d'entre vous aux yeux d'Allah, est (néanmoins) le plus pieux ».

Dieu a encore dit :

« Sur terre, sont des signes pour les convaincus. »

« Sont-ils égaux ceux qui savent et ceux qui ne savent point ? »

« Seuls, les Savants redoutent Allah, parmi les serviteurs. Allah est puissant et miséricordieux. »

« Vous êtes la meilleure communauté qu'on ait fait surgir pour les Hommes : vous ordonnez le Convenable, interdisez le Blâmable et croyez en Allah. »

« Nous avons trouvé nos pères en une communauté et nous

suivons leurs traces ! »

« Selon la coutume d'Allah à l'égard de ceux qui furent antérieurement. Or, tu trouveras la coutume d'Allah non modifiable. »

« En vérité, dans la création des cieux et de la terre, (dans) l'opposition de la nuit et du jour, sont certes des signes pour ceux doués d'esprit. »

Si l'on mentionne d'autres versets, on verra que le Coran se donne pour tâche de diriger les cœurs selon la sagesse et sous la bénédiction de Dieu. « Allah est celui qui a créé les cieux et la terre (qui) a fait descendre du ciel une eau par laquelle il a fait pousser des fruits formant une attribution pour vous. Il vous a soumis le vaisseau afin que celui-ci, sur son Ordre, vogue sur la mer. Il vous a soumis les rivières » (Sourate d'Abraham).

Il dit encore : « Un signe pour eux est la nuit dont nous dépouillons le jour quand les humains sont dans les ténèbres... Ni au soleil il n'appartient de rejoindre la Lune, ni à la nuit de devancer le jour, et chacun dans une sphère navigue. »

Tous ces versets, s'ils ne constituent pas des règles concernant des circonstances bien précises et bien que le contenu de la Sourate de « La Consultation » ait une valeur absolue, en deçà de tous caractères particuliers de forme, se présentent comme des étendards qui indiquent à l'homme la voie à suivre, l'interpellent, l'encouragent, le mettent en garde, éclairent son cœur et son âme d'une lumière qui lui indique le bien et le mal, lui montrant le modèle à suivre pour résoudre ses problèmes, à la manière d'une étoile brillante qui donne à l'homme sa force, pour son activité, lui rappelant que c'est lui le maître de la nature. S'il connaît ses lois immuables, il lui suffit d'ordonner pour qu'elle obéisse ; Dieu lui rappelle que les sociétés humaines elles aussi sont soumises à des lois strictes et précises. Dans la vie des nations, le résultat ne diffère pas du point de départ. « Or tu trouveras la coutume d'Allah non modifiable » ; et plus loin : « Or tu trouveras la coutume d'Allah non modifiable et tu trouveras la coutume d'Allah immuable ». L'engagement des sociétés par des lois morales et par les ordres divins entraîne la prospérité, la force et le succès dans la vie ; s'écarter de ces lois morales et de ces ordres divins mène à l'échec.

C'est le chemin qui mène l'homme à son but dans la vie, à la gloire, au bien et à la force, le chemin de Dieu. Tous ceux qui s'écartent de cette voie se perdent et connaissent l'échec et la défaite.

La nation musulmane nous donne un exemple concret de ces deux situations, et notre nation arabe en illustre une.

Après cette digression, revenons à notre question : la troisième Théorie mondiale est-elle l'une de ces théories ?

Naturellement, elle n'est pas du genre des théories philosophiques globales ; la démarche philosophique qui cherche à prouver l'existence de Dieu n'est pas œuvre de musulman, car cela dépasse les moyens de l'intelligence humaine.

Les philosophes musulmans divergent sur le rapport entre les qualités de Dieu, citées dans le Coran et son essence.

Deux théories se sont développées, si l'on utilise la terminologie contemporaine, ou deux idées si l'on s'en tient à la terminologie classique.

La troisième Théorie n'est pas une loi scientifique, au sens abstrait, qui démontre la relation entre deux visions de la nature matérielle ou qui démontre une simple loi sociale.

Si on cherche à classer la troisième Théorie dans ce genre, on peut la rapprocher d'une théorie des sciences sociales.

Elle tente de reconstituer la formation de la Société humaine en s'appuyant sur des lois sociales, en supposant qu'elles existent, qu'elles sont immuables et universelles. C'est donc une théorie sur le progrès, et qui vise le progrès. La recherche de la réalité dans les lois de la nature est comme la découverte des lois sociales. Ceci rentre dans le cadre de la science dans le mode de vie islamique, qui nous est souvent rappelée dans les versets du Coran. L'Univers dans son ensemble, d'une part matériel (la Nature), d'autre part humain (la Société) se meut dans le cadre de lois immuables. Il nous faut donc tenter de découvrir ces lois.

Par notre vie dans la nature et la société, nous prenons ces lois en ligne de compte, pour arriver à notre but, sans aller à leur encontre.

La troisième Théorie mondiale reste donc un effort humain pour connaître le vrai chemin pour le progrès de l'humanité, mais dans le cadre d'un mode de vie islamique, car dans la déclaration concernant le pouvoir du peuple, c'est bien le Coran qui constitue la législation de la Société.

La Théorie reste donc confinée dans ce cadre, dont elle ne sortira pas, et ses concepts resteront à la mesure de ces règles. C'est donc un effort humain de compréhension des règles du Coran dans les affaires sociales si le sens du mot théorie, tel qu'on l'utilise aujourd'hui, est le même que le sens du mot doctrine utilisé autrefois.

La troisième Théorie mondiale est donc une nouvelle doctrine islamique pour la vie sociale, d'après les concepts coraniques.

La doctrine est un jugement individuel dans le domaine de la pensée

qui essaie de donner la solution juste à un problème social, au sujet duquel le Coran ne donne pas d'indications précises, mais en restant cependant dans le cadre de ses principes.

Dans la mesure où le Coran est clair, la précision des concepts exposés dans le Coran ne laisse pas de place à d'autres points de vue. Car tout point de vue humain est en contradiction avec le point de vue divin. Nous donnons deux exemples pour clarifier ceci :

— lorsque le prophète a campé avec ses fidèles avant la bataille de Badr, un musulman lui a demandé : « ô Prophète de Dieu, cet ordre est-il un ordre divin que nous ne pouvons transgresser, auquel nous ne pouvons échapper, ou bien n'est-ce qu'un point de vue, une tromperie qu'impose la guerre ? » Le prophète a répondu : « A tous nous avons donné une règle et une voie. »

Le musulman a répondu : « ce n'est donc pas un ordre divin ». Il en a cherché la cause, le prophète a accepté son opinion. Les musulmans se sont déplacés vers un autre champ de bataille. Ce que nous voulons signaler aussi, ce sont les paroles du compagnon du prophète : « Est-ce ou non un ordre divin ? ». Devant un ordre divin, un croyant n'a pas le choix, car Dieu sonde les cœurs et les esprits.

— le deuxième récit nous vient de Omar Ibn Khattab qui, voyant l'exagération à laquelle les gens étaient arrivés en matière de dot, voulut poser quelques limites à la valeur de la dot. Une femme lui répondit : « Ce n'est pas à toi d'intervenir ; n'as-tu pas entendu les paroles de Dieu à ce sujet ? » « (si) vous avez donné à l'une de (ces épouses) un quintal, ne retenez rien de celui-ci (lors du divorce) ! »

Cet événement nous indique comment les musulmans affrontent les problèmes et les résolvent.

Omar, voyant que cette exagération de la dot entraînait de lourdes charges à ceux qui voulaient se marier, et provoquait des problèmes, voulut la limiter, ce qui était de l'intérêt général. S'il s'était situé en-dehors du Coran, il aurait fait une proposition qu'il aurait jugé positive, mais lorsqu'il fut confronté au Coran, il s'inclina. Si nous citons cet exemple, c'est pour montrer qu'il n'y a pas, dans l'Islam, de clergé.

C'est une femme du peuple qui est intervenue face à un personnage dont les paroles ont du poids. On rapporte que le prophète a dit : « S'il doit y avoir un prophète après moi, ce sera Omar ». Et pourtant, il s'est incliné devant elle. Les doctrines islamiques se sont développées dans le cadre de cette conception. Les imams ne sont pas les chefs du clergé, leurs paroles ne sont pas des jugements auxquels ceux qui le désirent sont obligés de se plier.

On rapporte que Es-Shafi'i a déclaré : « Si mes paroles sont justes, elles peuvent contenir une erreur, celles d'un autre qu'on considère comme erronées peuvent être justes ».

Les relations des imams entre eux sont des relations de maître à disciple, d'une génération à la suivante, c'est-à-dire une relation de respect, d'amour, mais jamais de commerce ou de rivalité.

L'Islam a prescrit ce jugement (ijtihâd). L'un des hadiths du prophète est clair à ce sujet : « Celui qui prononce un jugement juste sera récompensé doublement ». La démocratie, sous sa forme actuelle, est imposée par l'Islam. Comme Dieu l'a indiqué : « L'affaire entre eux est (objet de) délibération. »

Le Coran était définitif, indiscutable. Le seul sujet qui ne fut pas traité, malgré la nécessité de l'aborder, c'est le style de la consultation.

Personne n'a rapporté une seule parole du prophète précisant la forme que doit prendre cette consultation.

Les Musulmans ont cependant estimé qu'il s'agissait d'un sujet essentiel, une affaire concrète et non d'un problème d'organisation. Le prophète l'a pratiquée sous diverses formes au cours de sa vie.

Consultant toujours ses compagnons, de plusieurs manières, il a aussi fréquemment consulté Abou Bakr et Omar ; la consultation de l'un ou de l'autre, individuellement, constitue un simple entretien ; par contre, lorsqu'il s'agit de la consultation de l'ensemble de la communauté, il se plie à cet avis. Par exemple, lorsqu'il consulta Abou Bakr Omar au sujet des prisonniers faits à Badr, Omar a déclaré : « Ils doivent être punis pour les crimes qu'ils ont commis », mais Abou Bakr voulait réclamer une rançon à l'ennemi, opinion à laquelle se rangea le prophète) lui reprochant d'avoir accepté cette rançon :

Le prophète a consulté ses fidèles lors de deux batailles. La première fois, lors de la bataille de la Badr, avant l'affrontement avec les infidèles (polythéistes), il consulta la communauté. Il y eut un accord avec les Ansār (partisans du prophète, originaires de Médine) selon lequel la bataille n'aurait pas lieu dans la ville. Mais lorsqu'ils se trouvèrent à l'extérieur de la ville, les choses se présentèrent différemment. Plusieurs de ses partisans vinrent lui déclarer qu'ils étaient prêts à déclencher la guerre. Le prophète a répété plusieurs fois :

« Ô fidèles, donnez-moi une indication. »

C'est alors que Saal Ibn Mon'ad, l'un d'eux, a déclaré :

« Tu nous vises peut-être, ô prophète ? »

— Oui.

— « Allons-y, affrontons l'ennemi, etc... ».

La même chose s'est répétée lors de la bataille de 'Ohod. Fallait-il sortir de la ville ou rester à l'intérieur ? Les points de vue étaient partagés et le prophète se rallia à la majorité, vu que l'unanimité ne se faisait pas pour que l'affrontement ait lieu à l'extérieur de la ville de Médine.

Les historiens considèrent que le prophète aurait préféré rester dans Médine, mais il s'est incliné devant la majorité.

Le problème de la consultation s'est posé aux Musulmans après la disparition du prophète. C'est après une consultation qu'Abou Bakr fut désigné, à Saquifa-Beni Sā'ida.

Si nous voulons trouver un exemple de ce genre d'événement concret, on peut vraisemblablement évoquer le congrès populaire tel qu'il existe en Jamahiriya. Lors de la désignation d'Omar, la consultation a pris une autre forme, et une forme encore différente, après son assassinat.

Après l'assassinat d'Othman le problème s'est posé concernant la désignation d'Ali, au milieu de divergences et dans la pagaille.

Le choix a faire était entre Mo'awiya et Ali.

La consultation s'est terminée par la décision d'une commission d'arbitres. C'est ainsi que naquit le groupe des Kharijites, issu de l'armée d'Ali, qui fut obligé de la combattre.

Ces différents cas sont tous des exemples de consultations dans lesquelles l'unanimité ne fut pas atteinte. Après son installation, Mo'awiya transforma le khalifat en une monarchie. Le concept de khalifat disparut de la vie des Musulmans, c'est-à-dire dans l'état musulman.

Depuis les temps modernes, après la Révolution Française, le concept de Khalifat s'est à nouveau développé, jusqu'à l'établissement du système parlementaire.

Le parlementarisme a été très critiqué, et l'est encore aujourd'hui, en raison de ses lacunes, grâce auxquelles les dictateurs et les capitalistes s'installent et arrivent à détenir le pouvoir économique et les centres du pouvoir dans l'appareil démocratique, à travers lesquels ils exercent leur influence sur les masses qu'ils prennent pour des naïfs.

Si ce discours avait pour sujet le premier chapitre du *Livre Vert,* il traiterait de la conception d'ensemble de la troisième Théorie, dans la mesure où elle constitue une tentative humaine pour trouver une formule exemplaire de pratique de la liberté.

Comme l'a déclaré un écrivain nationaliste arabe : « la démocratie, c'est l'art de pratiquer la liberté ».

Dans le contexte des théories parlementaristes et de leurs lacunes qu'il est possible d'éviter, des théories qui en firent la critique et en ont révélé la faillite, la troisième Théorie, présente une nouvelle solution concrète fondée sur la démocratie directe, par la répartition de tous les citoyens dans des comités populaires qui discutent eux-mêmes l'ordre du jour, prennent des décisions et font des recommandations qu'ils envoient par l'intermédiaire du Congrès Populaire Général au Comité Populaire Général (élu par lui), chargé d'exécuter les décisions. C'est le Congrès Général qui rédige les lois et divers décrets, et par l'intermédiaire des comités du peuple, il les transmet aux commissions populaires qui détiennent le pouvoir exécutif et administratif ; le peuple détient ainsi directement le pouvoir. Tous les écrivains politiques démocrates sont convaincus de la valeur de la démocratie, c'est-à-dire de la consultation. Leur conviction à tous est que la démocratie directe est la meilleure forme de démocratie, et aucun d'eux ne remet ceci en question. Ils sont cependant tout aussi convaincus de ce qu'il s'agit d'un principe inapplicable, en raison de difficultés techniques. Ils la posent comme revendication, mais de l'ordre de l'utopie, de l'idéalisme. Ils considèrent d'autre part que cette démocratie fut appliquée dans l'état-cité d'Athènes pendant l'Antiquité, mais ne s'est pas développée.

C'est de là que provient l'importance de la troisième Théorie. Non parce qu'elle expose le concept de démocratie, mais parce qu'elle propose une réalisation concrète de la démocratie directe, par l'établissement des comités et commissions populaires.

En effet, la Glorieuse Révolution du 1er septembre a inauguré l'ère des Jamhiriyat, comme la Révolution Française a inauguré l'ère des républiques. Un penseur politique ne peut refuser cette promesse de concrétisation de la démocratie directe exposée (dans la troisième Théorie) à l'humanité, car elle permet d'en finir avec le dualisme qui existe entre la souveraineté du peuple et le pouvoir du gouvernement, qui depuis toujours, use les sociétés et « saccage » la démocratie.

Cette promesse est l'espoir vers lequel tendent les cœurs. Il reste au peuple le droit de suivre de près les réalisations accomplies par la Jamahiriya et d'observer si oui ou non elle reste fidèle à ses engagements.

Cet exemple, par son succès, aura certainement une influence sinon décisive, du moins utile et profitable. Cela impose à la génération de la Révolution d'assumer ses importantes responsabilités dans la diffusion du modèle réalisé avec succès par la Jamahiriya ; car c'est nous qui avons exposé cette théorie et commencé sa

concrétisation et nous ne pouvons laisser à d'autres le soin de l'achever.

Nous ne poursuivrons pas cette digression sur la théorie marxiste et son organisation du pouvoir bien qu'elle s'appuie sur le système parlementaire, sous l'égide du parti unique. En effet, le marxisme nous évite ce débat vu qu'il se fonde sur la dictature du parti qui représente le prolétariat ; nous ne voyons donc pas l'utilité de comparer une théorie qui s'appuie ouvertement sur une dictature et une autre qui s'impose elle-même une large démocratie qu'elle a rendue directe.

Revenons donc au troisième chapitre de la Théorie Mondiale et aux fondements sociaux.

LES FONDEMENTS SOCIAUX DE LA THÉORIE.

Au début de ce commentaire, nous avons mentionné le fait que ce chapitre aborde les sujets suivants :

1° la religion et le nationalisme comme moteurs de l'histoire,

2° la femme, sous le titre « La famille, les enfants et le travail de la femme »,

3° l'enseignement,

4° les Noirs,

5° les Minorités,

6° le Sport,

7° la Musique et les arts.

Pour décrire rapidement ce chapitre, disons qu'il est extrêmement concis, vu sa longueur réduite et le grand nombre de sujets, dont chacun mériterait à lui tout seul un ouvrage. Il n'a pas besoin d'être très structuré, à l'inverse des deux premiers chapitres qui traitent des fondements de la démocratie et de la vie économique.

A notre avis, cette concision donne un style direct à l'ouvrage dans lequel les règles sont présentées sans préambule ou introduction.

Nous avons tenté de saisir le cadre dans lequel se situent les idées exposées dans ce chapitre.

De ces quelques lignes, surgit un souffle d'émotion chargé de l'odeur de la liberté du désert ; il a produit un effet certain sur un Arabe musulman vivant cette fin du XXe siècle avec ses problèmes complexes, et dont l'âme s'est envolée vers les origines de l'histoire. C'est là qu'elle a rencontré le prophète arabe, qui a reçu la Révélation, et qu'un mélange s'est opéré dans son sang.

C'est ainsi que s'est constituée une théorie tissée du nationalisme arabe et de l'Islam.

Les éléments communs aux idées de ce chapitre, c'est l'égalité, la liberté en ce qui concerne le fond, et la jamahiriya pour la forme. Dans ce contexte, nous pouvons comprendre précisément, dans leur ensemble, les idées présentées dans ce chapitre et en saisir les dimensions réelles.

LE SPORT.

Si nous nous arrêtons au chapitre sur le sport, nous y trouvons l'expression : « le sport en général concerne les masses, c'est un droit pour tout le peuple, dans son intérêt physique et pour son plaisir. Il est stupide d'en laisser le monopole à certains groupes d'individus. »

L'idée du respect de l'égalité, dans une société libre ressort très clairement dans le domaine des sports qui concernent les masses dans leur ensemble, ce que personne ne peut nier. Quelqu'un objectera peut-être que le sport, s'il est un droit pour tous, ne résoud pas les problèmes soulevés par l'auteur de la théorie. Il est possible que certains ne pratiquent pas ce droit, pour une raison ou pour une autre. Pour que les masses pratiquent le sport, il faut qu'il constitue un devoir, comme c'est le cas dans les écoles qui imposent des heures pour les activités sportives. L'indication donnée dans ce chapitre est faite dans l'intérêt des masses, et les stimule dans le sens d'une large participation.

L'ENSEIGNEMENT.

On peut noter à propos de la partie consacrée à ce sujet :

« L'enseignement obligatoire et organisé est en réalité le maintien systématique des masses dans l'ignorance. Toutes les méthodes d'enseignement pratiquées à travers le monde doivent être supprimées par une révolution culturelle mondiale, qui libère l'esprit humain du sectarisme, de l'uniformisation forcée du goût, des conceptions et des mentalités. »

Le texte évoque ici deux aspects différents de l'enseignement :

1° la méthode ;

2° le contenu.

Le premier aspect relève de la pédagogie et de la technique, et se trouve au centre des discussions des pédagogues. Ils cherchent encore un compromis heureux qui prendrait en compte, d'une part,

l'élève dans sa liberté d'acquérir des connaissances dans les différentes branches scientifiques, et d'autre part, le système qui réunit tous les élèves dans une classe où un même enseignement est dispensé malgré l'écart entre divers types d'intelligence. Certains n'arrivent pas à assimiler certaines matières, échouent et en gardent des complexes. Pour d'autres, au contraire, à l'intelligence vive, l'assimilation se fait rapidement ; ils gaspillent la moitié de leur temps.

C'est dans le deuxième aspect, c'est-à-dire le contenu de l'enseignement, que se trouve le sectarisme, principal problème moral de notre temps, à la base de toutes les divergences et des luttes sociales internationales.

Si le problème pédagogique peut être résolu par la conjonction de différents efforts pratiques, la solution au second problème reste dans un but à atteindre de l'ordre de l'idéal. Les vrais progressistes doivent savoir que, lors de son apogée, l'état arabe islamique a connu un enseignement libre, sans contrainte, sans organisation. C'est l'élève qui choisissait spontanément la matière et l'enseignement ; le jour, on donnait des conférences dans les mosquées, d'où sont issus écrivains, hommes de lettres, philosophes, poètes, savants et médecins, dont beaucoup ont contribué à l'élaboration du patrimoine culturel arabe. Il faut remarquer qu'en général, cette méthode tendait à viser une élite d'étudiants. Quant aux masses, ce genre de méthode ne peut leur être appliquée, en-dehors d'une quelconque organisation.

LES NOIRS.

Ce paragraphe traite de l'événement historique dramatique qu'ont vécu les Noirs, que les Blancs ont réduit à l'esclavage.

« Cet événement historique dramatique, l'amertume qu'il a suscitée, la recherche d'une compensation qui rende à cette race sa dignité, tout cela constitue un facteur psychologique qu'on ne peut négliger pour comprendre le mouvement des Noirs qui cherchent à prendre leur revanche et à établir leur domination. Ajoutons à cela le caractère inéluctable des cycles historiques ; par exemple, la race jaune a dominé le monde au moment de ses invasions sur tous les continents ; puis vînt le tour de la race blanche, et de sa domination qui toucha elle aussi tous les continents ; maintenant est venu le tour de la race noire. »

Ce texte révèle, outre des idées objectives sur le sujet, une émotion

profonde face au drame vécu par le Noir, exposé en partie dans le roman *Racines* écrit par un Noir Américain, qui raconte ce que les Noirs ont subi comme souffrances, les crimes de la traite des Noirs.

Au début de ce commentaire, nous avons dit que la troisième Théorie a mûri sur la terre dans laquelle s'enracinent les révélations divines, dont l'Islam fut la dernière. La liberté est bien le fruit du monothéisme prôné par l'Islam et elle a conduit à l'égalité entre les races, ce que le Coran affirme dans le verset :

« Hommes, nous vous avons créés (à partir) d'un mâle et d'une femelle, et nous vous avons constitués en confédérations et en tribus pour que vous vous connaissiez. »

Dieu exclut toute idée de fossé entre les hommes fondée sur autre chose que la loi. Le prophète déclare : « pas de préférence, pour un arabe par rapport à un non-arabe, ou d'un Blanc par rapport à un Noir, sinon dans la foi. »

Omar Ibn Khattab en a donné un exemple concret lorsqu'il a ordonné à un compatriote de frapper le fils du prince 'Amr ben El-As en public, le jour du pélerinage. Il a aussi ordonné que le prince lui-même soit frappé, à cause d'abus de pouvoir. C'est ici qu'Ibn Khattab déclare cette formule restée célèbre : « O'Amar, c'est ainsi que vous réduisez les gens en esclavage, alors que leurs mères étaient libres. » Nous voyons donc que les racines et les composantes idéologiques de l'auteur de la théorie plongent dans l'histoire musulmane. Malgré cela, il nous faut nous arrêter au texte dans lequel on trouve une généralisation concernant ces crimes, imputés à la race blanche dans son ensemble.

C'est l'Europe qui a commis ce crime, cette Europe dans laquelle l'idôlatrie romaine a subsistée malgré un christianisme apparent. Tous les Blancs ne sont pas responsables. Il existe des Blancs en Afrique du Nord, à l'Ouest de l'Asie ; les Arabes, les Turcs, les Persans et les Afghans font tous partie de la race blanche et ne sont en aucune manière mêlés à ces crimes, car la plupart de ces peuples sont tombés aux mains des colonialistes avant la guerre de Sécession (1860-1864).

Nous avons fait allusion à la concision de ce texte, et elle peut mener le lecteur à des conclusions inexactes, erronées par rapport à l'idée de l'auteur. La généralisation du jugement porté sur la race blanche n'est pas expliquée par l'auteur.

LA MUSIQUE ET LES ARTS.

Dans ce paragraphe, le frère leader de la Révolution expose les données d'un problème concernant l'unité du langage humain à travers laquelle on atteindra à l'harmonie de la perception et de la sensibilité, à l'expression du bonheur, du chagrin, de la beauté, de la laideur, par un long processus de fusion. Il dit :

« L'apprentissage d'une seule langue n'est pas la solution à l'heure actuelle, le problème restera sans solution tant que l'opération d'unification de la langue ne se sera pas prolongée sur plusieurs générations ; il faudra d'autre part que suffisamment de temps s'écoule pour que s'effacent des mémoires les langues héritées. Ce sont en effet les sentiments, les goûts et le caractère de nos ancêtres qui forment ceux de leurs enfants et de leurs descendants. Si les ancêtres parlent plusieurs langues différentes, même si leurs descendants n'en parlent qu'une seule, ils auront des goûts différents. Ce n'est qu'après l'émergence de nouveaux sentiments et d'un goût nouveau, nés de la nouvelle langue que se fera l'uniformisation du goût, au sein des générations qui en hériteront des précédentes. »

Il continue ainsi : « L'humanité sera réellement arriérée, tant que les hommes ne parleront pas entre eux une même langue dont ils auront hérité. A condition que la civilisation ne tombe pas dans la décadence, la réalisation de cet objectif est une question de temps. »

Le problème soulevé dans ce paragraphe, est celui de la diversification des langues humaines qui a entraîné des différences dans la formation des goûts et de la sensibilité, ce qui empêche les hommes d'apprécier leurs productions mutuelles au niveau artistique.

C'est ainsi que je perçois le problème posé par le texte, et nous voyons que son extrême concision empêche d'exposer le problème et sa solution clairement.

Une question essentielle se pose à nous à cet endroit de l'exposé : quel est le rapport entre l'harmonie des goûts issue de l'unité de la langue parmi les hommes et les problèmes fondamentaux posés par la troisième Théorie, c'est-à-dire le problème de la démocratie et de l'économie ?

Chacun sait que la solution socialiste, en ce qui concerne la liberté de l'humanité, a son influence sur l'art sous toutes ses formes (la musique, la poésie, le théâtre et la danse), son contenu et ses objectifs, et ceci parce que la liberté de ses deux composantes politique et économique revoit la constitution intérieure de l'homme et transforme sa réaction à la beauté.

Nous croyons qu'il existe, dans le système socialiste, une similitude entre l'art et la morale dans la réception, la réaction à l'assimilation puis l'expression des influences, différentes de celles qui existent dans le système capitaliste.

Comme les lois morales qui diffèrent sur un certain nombre de problèmes, certains principes moraux perdent leur valeur alors que certaines réalités en reflètent d'autres. De même dans le domaine des arts où la réaction à la beauté débouche sur une large ouverture ; à l'opposé, nous trouvons la réaction à la laideur. Les traits moraux comme la force, la richesse, le profit, le gaspillage font place à la justice, au travail et à la bonne conduite ; de même en ce qui concerne les scènes de provocation, de plaisir, de violence qui provoquent une réaction de dégoût, elles font place à la quiétude, à la satisfaction et à la patience. De même, ces critères réinventent les valeurs humaines. C'est-à-dire, réinventent l'homme lui-même. L'homme, du point de vue moral et artistique, constitue un ensemble de valeurs au service du bien et de la beauté.

A la lecture de la troisième Théorie, nous posons la question suivante : que signifie pour l'auteur, la nécessité de l'existence d'une langue unique, résultat d'une longue fusion historique, dans laquelle s'intègrent les différents patrimoines culturels et les héritages biologiques qui sont témoins des diverses réactions des groupes humains aux différentes formes de l'art.

En fait, nous ne trouvons pas dans ce livre de réponse, et si nous en trouvions une, ou un objectif supposé, nous pourrions dire que le discours traite de la transition de l'humanité du stade où elle était formée d'un ensemble de nations à celui d'une nation unique avec toutes ses institutions, une langue unique, une histoire unique, une conception unique du goût et des sentiments, bien que l'homme puisse réagir à la beauté ou être influencé par une bonne conduite morale, quelles que soient sa langue et sa nationalité. Ainsi, le Coran affirme : « Si Allah avait voulu, il aurait fait (des Hommes) une communauté unique. »

LA FAMILLE, LA TRIBU, LA NATION.

Considérant le troisième chapitre du *Livre Vert,* qui traite de la femme et de la famille, nous constatons que l'auteur y consacre 1/3 du chapitre, et si nous jetons un coup d'œil à l'enchaînement des idées exposées, nous y trouvons des remarques sur la famille, la tribu, la

nation et la femme. Il précise le rapport entre l'individu et la famille qui « est son berceau, constitue ses racines, sa protection sociale ».

Il déclare ensuite que : « l'humanité s'incarne dans l'individu et la tribu, et non dans l'état ». Il dit : « L'humanité ne connaît pas le sens du mot " état ". »

L'état est un système politique et économique artificiel, parfois militaire, sans aucun rapport avec l'humanité. Il déclare ensuite : « Toute situation ou toute mesure qui aboutit à la dispersion, à la décadence de la famille, est inhumaine, contraire à la nature, et bien plus encore, arbitraire ; elle équivaut à une mesure, ou à une action qui entraîne la mort d'une plante, la dispersion de ses branches ou son flétrissement. »

Il dit encore : « Une société florissante, c'est une société dans laquelle l'individu se développe au sein de la famille. »

Les affirmations sont claires, et n'exigent pas de commentaire. Par contre, cette affirmation du rôle de l'individu et de la famille en tant qu'incarnation de l'humanité mérite qu'on s'y arrête.

La famille n'a pas seulement de valeur en tant que foyer où, pour la première fois, l'enfant reçoit de l'affection et un certain savoir, mais elle est le lieu où l'individu vit sa vie au rythme de ses instincts naturels. Il ne faut s'opposer ni à l'individu, ni à la famille, en tant que réalité historique.

Il nous semble qu'il y a là une position philosophique claire et spécifique. Dans certaines théories, la réalité humaine n'est pas l'individu mais la société, et naturellement l'État.

Si l'on confronte l'individu à l'état, sous l'emprise de cette conception, la destruction de l'individu au nom de la réalité humaine représentée par l'état devient un fait philosophique moral justifié ; cela entraîne les agissements les plus fascistes.

L'Islam, notre religion, fait de chaque individu une réalité humaine, responsable, susceptible d'être récompensé ou châtié. Peut-être que le verset : « Celui qui a tué injustement, c'est comme s'il avait tué tous les Hommes » éclaircit ce concept coranique.

La réalité humaine, c'est l'individu, et l'ensemble des réalités, c'est la société, c'est-à-dire l'ensemble des individus, chacun d'eux et rien d'autre que cela.

A propos de la tribu, il déclare que : « La tribu est donc une grande famille ». Et ensuite : « la nation est donc une grande tribu. Le monde, c'est la nation dispersée en plusieurs nations, en raison de la multiplication. Le monde est donc une grande nation. »

Ce sont les expressions contenues dans les versets suivants :

« Hommes ! Soyez pieux envers votre Seigneur qui vous a créés (à partir) d'une personne unique dont, pour elle, Il a créé une épouse et dont Il a fait proliférer en grand nombre des hommes et des femmes ! »

« Hommes ! Nous vous avons créés (à partir) d'un mâle et d'une femelle et Nous vous avons constitués en confédérations et en tribus, pour que vous vous connaissiez. »

L'auteur de la théorie explique dans ce développement les conséquences de la parenté sur les rapports sociaux et les devoirs moraux :

« Les liens sociaux, la cohésion, l'unité, l'intimité et la fraternité sont plus forts au niveau de la famille qu'au niveau de la tribu, plus forts au niveau de la tribu qu'au niveau de la nation, et plus fort au niveau de la nation qu'au niveau de l'humanité. »

Ce sont ces liens (familiaux, tribaux, nationaux) qui déterminent proportionnellement le devoir de solidarité et d'entraide. Dieu a dit : « Ce que vous avez dépensé comme biens (vous l'avez fait) pour les parents, les proches et les orphelins. »

Le Prophète a dit :

« Par Allah ! Celui-là n'a pas la foi ! Par Allah ! Celui-là n'a pas la foi ! Par Allah ! Celui-là n'a pas la foi !. »

Ils lui demandèrent de qui il s'agissait ; il répondit :

« Celui qui s'est endormi rassasié sachant que son voisin, à côté de lui, avait faim. »

Cette solidarité sociale est fondée sur les devoirs à l'égard du prochain ; la religion naturelle exige ce genre de solidarité, en rapport avec les liens décrits ci-dessus.

Nous abordons maintenant d'autres sujets traités dans le troisième chapitre, c'est-à-dire les nations, les minorités, et la femme. Nous avons été obligés de rassembler ces trois sujets, vu les rapports entre eux, l'impossibilité de les dissocier, et pour éviter toute répétition.

LE MOTEUR DE L'HISTOIRE, LA NATION ET LES MINORITÉS.

Notre commentaire s'arrête à l'étape tribale qui a précédé l'étape de la Nation. Le frère Moammar Kadhafi, leader de la Révolution, a décrit la tribu comme une grande famille et la nation comme une grande tribu. C'est donc une période sociale par laquelle l'humanité a transité avant de parvenir à l'état de nation. Revenons au troisième chapitre,

au paragraphe sur la vie sociale, qui commence ainsi :

« Le moteur de l'histoire humaine c'est le facteur social, c'est-à-dire national. Les liens sociaux entre groupes humains, au niveau familial, tribal et national, sont la base du mouvement de l'histoire. »

Avant de nous interroger sur le moteur de l'histoire, il nous faut définir ce qu'est l'histoire elle-même. La meilleure définition que l'on puisse en donner est peut-être la suivante : c'est le mouvement de l'homme dans le temps et dans l'espace à la recherche de la satisfaction de ses besoins. Au cours de ce mouvement, il évoluait de la famille, qui est la cellule de base humaine, à la tribu, puis à la nation. Ce processus a duré beaucoup de temps. Si nous affirmons, avec l'auteur de la théorie, que le facteur national est le moteur de l'histoire, nous devons dire que l'homme n'a pas eu d'histoire avant qu'il n'eut atteint le stade de la nation ; s'il avait une histoire avant, le moteur ne peut en être que quelque chose d'autre que le fait national. D'autre part, national est un qualificatif qui désigne une étape de l'évolution de la société, or, le nom d'une chose ne peut constituer le moteur d'un mouvement, l'humanité est un être social vivant qui évolue et qui peut être comparé à l'individu en tant qu'être organique vivant qui évolue en passant de l'enfance à l'adolescence, l'adolescence étant le nom donné à une étape de son existence, et non le moteur de son mouvement.

Comment l'auteur de la théorie, le frère Moammar Kadhafi, a-t-il pu imaginer une telle définition ? Elle s'appuie probablement, sur l'observation des mouvements contemporains de libération des peuples. A la lecture du troisième chapitre du *Livre Vert,* on note que : « Les mouvements historiques et les mouvements de masse, c'est-à-dire le mouvement d'un groupe dans son propre intérêt et pour son indépendance, pour concrétiser sa personnalité communautaire réprimée et méprisée par d'autres groupes. Les mouvements de libération nationale sont ces mêmes mouvements sociaux qui n'auraient de cesse que toute domination d'un groupe sur un autre ait cessé ; c'est-à-dire que le monde actuel traverse un cycle historique normal, c'est la lutte nationale, la victoire nationaliste. »

Le paragraphe cité pose clairement la période contemporaine comme circonstances temporelles qui ont favorisé l'œuvre nationaliste en tant que moteur de l'histoire. Si nous acceptons le nationalisme comme moteur de l'histoire, quel moteur trouverons-nous à l'histoire avant le nationalisme ? Comment dépasser cette contradiction ? Cela est possible si nous reposons la question : qu'est-ce que l'histoire ? Puisque nous la définissons comme étant le mouvement de l'homme à

la recherche de la satisfaction de ses besoins dans le temps et si nous posons une autre question : quel est l'objectif que les mouvements historiques cherchent à atteindre de nos jours (mouvements historiques que le frère Moammar Kadhafi a appelé les luttes nationales qui ont abouti à la victoire du nationalisme), la réponse se trouve dans le paragraphe cité ci-dessus : ces mouvements n'ont de cesse que soit libérée chaque communauté de la domination d'une autre communauté. L'objectif de ces mouvements est donc la libération et la liberté ; c'est le besoin essentiel autour duquel gravitent tous les autres ; si nous recherchons un mot qui recouvre tous ces besoins qui font avancer l'histoire, il nous semble que c'est la lutte pour la liberté étant donné que tous les besoins matériels naturels entravent la liberté de l'homme ; comme l'homme se bat contre ses semblables pour obtenir d'eux sa liberté, ainsi il lui faut lutter contre la nature pour satisfaire ses besoins, c'est-à-dire obtenir sa liberté.

Nous avons fait ici quelques digressions par prudence à l'égard des attaques marxistes concernant le nationalisme ; il s'agit pour eux d'un produit de l'idéologie bourgeoise qu'il accuse d'agressivité. Pour ce qui est de sa nature bourgeoise, ce sont de fausses allégations car la bourgeoisie n'a produit ni la société, ni la langue, ni le patrimoine culturel, ni l'histoire. Quant au caractère agressif du nationalisme, il est le résultat de l'absence de démocratie, de la domination du capitalisme et de son utilisation (le nationalisme) dans des guerres menées dans l'intérêt du capitalisme. Il existe une différence nette entre le nationalisme dans les états nationalistes car ces derniers constituent un système politique au service de la société nationaliste. Malgré cela, l'expression « la liberté se trouve dans le besoin » utilisée comme slogan, est la proclamation publique que l'homme agit pour la réalisation de ses besoins. Il nous faut ici retourner au texte ; toutefois il s'agit des besoins matériels et moraux qu'il nous faut traiter à propos du rôle de la religion comme moteur de l'histoire.

LA RELIGION COMME MOTEUR DE L'HISTOIRE.

A ce sujet, le troisième chapitre déclare : « Aucun élément, social ne concurrence le facteur religieux dans son influence sur un groupe qui peut unifier différentes composantes de nationalités différentes. Le facteur social sera toujours en dernier lieu le vainqueur. C'est ce que toutes les époques historiques ont connu. Chaque nation a une religion, c'est là que se situe l'harmonie. Mais en réalité, il y a des

divergences, causes réelles des querelles et de l'instabilité de la vie des peuples à différentes époques. Aussi la règle juste et saine est que chaque nation ait une religion ; l'exception à cette règle crée une situation qui n'est pas saine, elle est la cause réelle du déclenchement des conflits au sein d'un groupe appartenant à une même nation. Il n'y a pas de solution si ce n'est en accord avec la règle naturelle, c'est-à-dire que chaque nation a une religion, jusqu'à ce que le facteur religieux corresponde au facteur social créant ainsi l'harmonie et la stabilité au sein des communautés. »

Ce texte concernant la religion, cité intégralement, ne contient pas d'affirmation claire du fait que la religion est le moteur de l'histoire, mais il indique par contre qu'elle est le facteur susceptible de concurrencer le facteur social comme élément d'influence sur l'unité d'une communauté, car elle peut introduire des divisions au sein d'une communauté nationale, et regrouper des communautés appartenant à diverses nationalités.

D'après la description qu'en fait l'auteur, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il s'agit du moteur de l'histoire ; ceci est une vérité du point de vue de la réalité, car en tant que moteur de l'histoire, la religion peut d'une part susciter des divisions, et, d'autre part, des regroupements, elle se trouve à l'origine de mouvements sociaux. Mais nous avons vu précédemment qu'un mouvement qui fait l'histoire doit être la satisfaction d'un besoin : Quel est donc ce besoin que la religion satisfait ? Il s'agit certainement d'un besoin spirituel ; pour les croyants, la religion est besoin spirituel dont le poids et l'influence dépassent tout autre besoin, matériel ou spirituel, aussi fort soit-il.

Ce n'est pas l'histoire d'un seul, mais de nombreux peuples, que l'Islam a ébranlée ; il a modifiée son orientation et transformé son orientation et l'a transformée radicalement. Il faut nous arrêter à ce que dit le *Livre Vert* sur le fait que rien ne peut rivaliser avec le facteur social si ce n'est le facteur religieux dans le domaine de l'unité d'une communauté.

La relation entre facteur social et facteur religieux est-elle une relation de concurrence ? A l'origine, la religion était-elle une alternative ? La religion n'est pas venue mettre fin à l'étape du tribalisme ou du nationalisme, alors qu'il est clair que le nationalisme a pris la place du tribalisme, car c'est le stade suivant, et il lui faut mettre fin à tout ce qui l'a précédé.

Quant à la religion, elle n'abolit pas la tribu en tant que telle, mais en tant que régisseur des rapports sociaux à l'intérieur de la nation. La loyauté à l'égard des liens tribaux entre en contradiction avec la

loyauté envers les liens nationaux. Par contre, la religion n'est pas en contradiction avec l'existence de la tribu ni avec celle de la nation. Sa fonction est de modifier une orientation et non d'éliminer les étapes successives du développement social. Pour le frère, leader de la Révolution « une religion unique peut former une nation fondée sur des nationalités différentes ; quand l'esprit nationaliste est plus fort que le sentiment religieux, quand les luttes entre les diverses nations qui partagent la même religion s'aiguisent, chaque nation retourne à sa formation sociale initiale et l'empire disparaît. » Cette remarque ne signifie pas qu'il existe une étape au cours de laquelle l'esprit nationaliste domine l'esprit religieux, mais plutôt qu'il existe une étape durant laquelle celle-ci s'affaiblit et les pratiques religieuses perdent de leur intensité ; c'est ce qui se produisit pour l'État musulman, lorsque après son démantèlement, chaque peuple forma un État, la religion, en tant que pratique de la vie politique, disparut, et le calife devient un monarque régnant dans son propre intérêt ou dans celui d'un groupe bien déterminé. Son attachement aux pratiques religieuses formelles devient le prétexte soit à la perpétuation de la dominaton d'une dynastie, comme ce fut le cas sous les Omayyades, les Abbassides et les Ottomans, soit à la domination d'un peuple, ou d'une communauté nationale sur d'autres peuples, ce qui fut le cas sous l'empire ottoman particulièrement à sa fin, lorsque Constantinople n'était plus en fait la capitale de l'Islam, mais des Turcs qui gouvernaient tout un empire, comme Londres par exemple où le souverain a le titre de « Roi d'Angleterre, Empereur des Terres d'Outre-Mer ». Ceci fut l'œuvre de l'Organisation « EL-ITTIHAD WA ET-TARAQI » (Union et Progrès). Vint ensuite Mustapha Kamel qui renversa la situation en Turquie après la chute de l'Empire et mit en place un état laïque, c'est-à-dire qu'il ôta à l'état tout caractère religieux, s'il ne put extraire du peuple sa religion.

Plus encore, qui aurait imaginé que Constantinople, capitale du Khalifa il y a encore si peu de temps, reconnaîtrait l'état d'Israël, responsable des pires agressions à l'égard des lieux sacrés musulmans de Palestine considérés comme sacrés pour la Turquie aussi, et cela après que le sultan Abd el Hamid ait renvoyé Herzl venu lui proposer un marché concernant la Palestine.

Nous nous sommes étendus sur ces exemples pour montrer l'erreur de certains penseurs d'obédience nationaliste ou religieuse qui opposent nationalisme et religion, que ce soit par bonne ou mauvaise intention, alors qu'objectivement ils ne sont pas contradictoires.

Nous avons donné l'exemple du califat et de la religion musulmane,

et ce qui s'est produit dans l'Europe chrétienne entre dans le même cadre. La formation des nations européennes s'est faite en contradiction ou par un affrontement avec la religion, mais face à l'empire romain.

Avant le christianisme les peuples d'Europe se trouvaient sous la domination des Romains ; lorsque les empereurs se sont convertis au christianisme, après la longue lutte des premiers croyants, leurs nations étaient en train de prendre forme et le christianisme n'indiquait pas la voie politique à suivre, comme le fait par contre l'Islam ; lorsque fut achevée la constitution des nations européennes, les états européens modernes sont apparus, l'appellation de Saint-Empire Romain a continué à être utilisée, les empereurs d'Autriche qui gouvernaient l'Italie, l'Allemagne, et une partie de l'Europe orientale l'ont utilisée ; et, lorsque Napoléon les a vaincus, il supprima ce nom et déclara qu'il n'y avait plus ni Sainteté, ni Empire, ni Romanité.

Nous n'en avons pas encore terminé avec les propos du leader de la Révolution concernant la religion. Reprenons cette phrase que nous avons déjà citée :

« Aussi, la règle juste est que chaque nation ait une religion, et c'est le cas contraire qui constitue l'exception. Cette exception crée une situation qui n'est pas saine, cause réelle du déclenchement des querelles au sein d'un groupe appartenant à une même nation.

Nous citons ce texte une deuxième fois, en raison de son importance, des risques et des dangers qu'il comporte ; le lecteur y trouve des définitions dont il ne peut discerner les sources, dans un style précis.

Dans l'expression : « Il est de règle que chaque nation ait sa religion, et le cas contraire est l'exception », le jugement devient un jugement de valeur, c'est-à-dire un jugement moral. D'où vient ce jugement ?

En réalité, nous ne le savons pas ; si ce jugement affirme que l'existence d'une nation avec une seule religion se trouve dans une situation confortable par rapport à l'agitation sociale, il trouve un sens ; mais la coexistence de plusieurs religions c'est l'exception à la règle naturelle, et il est nécessaire de sortir de cette situation, ni juste, ni naturelle. Comment et pourquoi ? Moammar Kadhafi n'en indique pas les moyens. Il est clair que ce jugement nous conduit, de manière indirecte, à analyser le problème des minorités. La question de savoir comment en sortir reste sans réponse. Les fidèles qui se trouvent en minorité par rapport à une religion doivent-ils se convertir à la religion majoritaire, ou doivent-ils quitter leur nation pour une autre dans

laquelle leur foi est majoritaire et y devenir une minorité nationale par rapport à ce peuple — malgré l'impossibilité que se réalise un cas pareil ? Quel est l'intérêt d'arriver à une seule religion par nation ? La réponse à cette question se trouve dans le texte lui-même : « l'harmonie s'établit, et la vie des communautés se se stabilise ».

Et, de ce fait, la religion est confrontée à l'harmonie sociale ; si elle est responsable de l'instabilité, elle a perdu sa raison d'être. Quant à nous, Arabes, quelle est notre position en tant que Musulmans à l'égard des minorités chrétiennes de nos pays ? Quel est notre point de vue concernant les minorités musulmanes dispersées à travers le monde ? L'Inde compte plus de 60 millions de Musulmans ; aux Philippines, nous assitons à une révolution islamique qui provoque les Philippins eux-mêmes.

Que pensons-nous des minorités chrétiennes dans certains pays d'Asie et d'Afrique Noire ?

Nous ne trouvons pas de réponse à toutes ces questions. S'il y en avait une, ce serait l'obligation pour les minorités d'accepter la religion majoritaire. L'humanité n'en est plus au stade où l'on obligeait quelqu'un à se convertir contre son gré.

La liberté de choix en matière de religion fait partie intégrante des droits de l'homme. Il y a 14 siècles que le Coran a déclaré « Pas de contrainte en matière de religion ». Ce genre de sentence empêche toute forme de prosélytisme car, si on l'autorise et que des gens se convertissent à l'Islam dans un pays non musulman, ils forment une minorité dans des circonstances données, et cela entraîne l'instabilité.

Pour être à la mesure de la règle naturelle, il faut mettre fin au prosélytisme, bien que le Musulman soit chargé de diffuser l'Islam et de servir d'exemple comme l'a dit le prophète : « Si tu as guidé un seul homme vers Dieu, cela vaut mieux pour toi qu'un océan de bonheur ». L'Islam a bouleversé l'équilibre de la société arabe jusqu'au rapport entre père et fils. L'humanité n'étend pas l'harmonie, mais la liberté.

Prenons la patrie d'un peuple, noyée dans le sang pour des problèmes minimes par rappprt à la religion, qui l'agitent. Aujourd'hui les doctrines sociales propagées par les partis entraînent cette patrie vers l'anarchie, et mettent en question la paix encore plus que ne le font les problèmes religieux.

Malgré cela, le nouveau prophète renonce à sa révélation pour maintenir l'équilibre et la stabilité.

C'est ce que nous retirons du texte, si nous en avons bien saisi la portée.

LES MINORITÉS.

Le discours sur les minorités est lui aussi concis. L'auteur analyse les avis concernant les minorités, sans avoir défini ce qu'est une minorité. Il les divise en deux parties ; sur la première, il porte un jugement ambigu, sur la deuxième un jugement clair.

Il n'y a que deux types de minorités. La première appartient à une nation, et son cadre social c'est sa nation ; c'est cette définition qui est ambiguë, et ne révèle pas une position claire. On peut en déduire que la minorité fait partie de la nation. La nation est-elle constituée d'une terre et d'hommes, ou d'hommes seulement ?

Peut-être que des hommes ont pénétré et se sont installés dans un pays dans des circonstances bien précises ; puis, avec le temps, ils ont constitué une minorité. Les pays musulmans ont été ouverts aux peuples musulmans.

Un groupe d'une nation peut s'installer sur la terre d'une autre nation à cause de l'unité que forme la patrie musulmane. Ces liens se sont par la suite distendus.

Quelle est donc la solution ?

Pendant le Califat, une minorité turque s'était installée en Yougoslavie estimànt qu'il s'agissait d'un même état. Quelle était la situation de cette minorité ?

D'autres minorités se sont installées sur des frontières, car les citoyens s'installaient autrefois selon leurs convenances. Par la suite, le territoire fut divisé, comme ce qui se produisit entre la Syrie et la Turquie à Alexandrette où se trouvait une grande communauté arabe. La ville où se trouvait une minorité turque fut par la suite envahie par les Turcs.

La définition donnée plus haut s'applique-t-elle à de tels cas ?

Le deuxième type est constitué de minorités qui ne sont nulle part représentées en tant que nation, mais sont une composante d'une nation, suite à une intégration historique. Son intégration définitive aux groupes et tribus qui ont constitué une nation a été retardée.

Les problèmes de cette minorité doivent être réglés par les méthodes populaires, jusqu'à son intégration définitive. Elle constitue une partie de cette nation, et n'a aucun droit à la scission.

LA FEMME.

Nous avons vécu dans le sein de cette créature, nous avons tété son lait, grandi sous sa protection, nous avons fait de la femme une épouse, elle est notre sœur et notre fille, et malgré tout, certains posent la question : « Qui est la femme ? »

Nous ne pensons pas que ce genre de question témoigne d'une position bien précise, mais à l'époque du nomadisme primitif et de l'idolâtrie, l'homme était physiquement le plus fort — de cette force dont la famille avait besoin pour se nourrir et obtenir ce qu'il fallait sur la nature et les animaux sauvages, vivant à côté des hommes sur une terre vierge, dont la tribu avait besoin dans sa lutte contre les autres tribus.

Tout cela a mis la femme dans une situation inférieure car elle n'avait pas les forces physiques nécessaires pour participer à ses tâches à l'extérieur du foyer. Elle devint une charge n'apportant que le malheur.

Si elle était capturée au cours d'une conquête ennemie, elle était faite prisonnière. Si au départ, les conditions ont été déterminantes, par la suite, c'est l'Église chrétienne qui est responsable d'un statut encore inférieur.

C'est la tradition chrétienne qui a disgracié la femme, d'Eve, mère de l'humanité jusqu'à la fin du monde. La femme est tenue pour responsable de la chute de l'humanité, lorsqu'elle a séduit Adam notre père, pour lui faire manger le fruit défendu par Dieu. C'est elle qui l'a entraîné vers le mal et a causé son *départ* du Paradis. Elle et ses descendantes sont restées prisonnières de ce péché, et elle reste considérée comme l'origine du mal et la fenêtre par laquelle Satan s'est faufilé dans les cœurs.

Son statut n'a pas évolué jusqu'aux débuts de son émancipation graduelle en Europe.

La révolution industrielle et la possibilité de travailler ont tenu un rôle dans cette émancipation.

Voilà le résumé de l'évolution historique de son statut et de sa relation avec l'homme.

Arrêtons-nous pour voir comment depuis 14 siècles le Coran traite la femme.

Le Coran s'adresse à une nation qui considérait la femme comme un objet, un héritage. Si son mari mourait, son fils en héritait, comme de l'argent. Les filles étaient enterrées à la naissance, par crainte du

malheur et de la pauvreté. Le Coran a bien défini la place de la femme par rapport à l'homme :

« Hommes, soyez pieux envers votre Seigneur qui vous a créés à partir d'une personne unique dont, pour elle, il a créé une épouse et dont il a fait proliférer en grand nombre des hommes et des femmes. »

Dans un autre verset : « Parmi ses signes sont la création des cieux et de la terre et la diversité de vos idiomes et de vos couleurs. En vérité, en cela, sont certes des signes pour ceux qui savent. »

Dieu a créé à partir de nous des épouses. La femme est une partie de l'homme. Quelle meilleure place pour la femme que celle que lui fait le Coran, dans le respect, dignité et fraternité ? L'humilier, c'est entrer en contradiction avec la nature.

Toute l'organisation des rapports institués par le Coran traduit la réalité de l'égalité entre l'homme et la femme, et nous retrouvons ce même contenu dans le *Livre Vert*.

L'auteur déclare : « l'homme et la femme sont des personnes, il n'y a aucun doute possible. Ils sont donc naturellement égaux du point de vue humain. » Il dit d'autre part : « Il y a une distinction naturelle entre l'homme et la femme, c'est-à-dire qu'il existe pour chacun d'eux un rôle différent. Le rôle de la mère est irremplaçable ; elle est qualifiée par la nature pour le tenir. Séparer les enfants de leur mère pour les mettre dans une crèche, c'est les transformer en poussins. La nature a fixé à la femme un rôle naturel tout à fait différent du rôle de l'homme. Et il est nécessaire, pour qu'elle puisse tenir ce rôle, que sa situation soit différente. La maternité est la fonction de la femelle, non du mâle ; il est donc naturel que les enfants ne soient pas séparés de leur mère.

Il n'y a aucune différence au niveau humain entre l'homme et la femme. Il ne faut pas que l'un ou l'autre se marie contre son gré, ou qu'un divorce ait lieu sans jugement, ou sans accord réciproque.

Toutes les sociétés ne voient dans la femme qu'une marchandises. L'Orient la considère comme un objet, susceptible d'être acheté ou vendu, l'Occident ne voit pas en elle une femme.

Toutes les idées exprimées dans ce texte sont centrées autour de la notion de liberté, dans le cadre de la pensée islamique qui définit la place de la femme en tant que mère, épouse, sœur ou fille, et membre de la société à part entière. Il faut signaler la fonction différente de chacun et son rôle dans la vie, en même temps que l'égalité sur le plan humain. C'est ce qu'on appelle la division du travail selon les caractères biologiques car la nature a donné à la femme la spécificité de la maternité, ce qui convient à son rôle comme épouse et mère. Il faut donc éviter de lui imposer des travaux que sa santé ne pourrait

supporter en raison de ces circonstances particulières (grossesse et allaitement) ; le Coran précise bien cela.

« (Les épouses) ont pour elles (des droits) semblables à ce qui leur incombe (envers leurs époux), en ce qui est reconnu (convenable). »

Dieu n'a pas dit que sa volonté était la même pour vous et pour elles. L'autorité de l'homme sur la femme que définit le Coran ne s'appuie pas sur une différence de nature, mais sur une supériorité concernant quelques caractéristiques. Il n'est pas en contradiction avec l'égalité naturelle, car dans la vie sociale, différentes personnes ont différentes responsabilités. Les tâches administratives n'impliquent pas de différence de caractère, mais impliquent des différences d'intelligence et de capacité à régler des problèmes.

Voilà donc les traits caractéristiques de la conception de la femme dans la troisième Théorie. C'est celle que l'on trouve dans le Coran, qui nous a été envoyé par le Créateur de l'homme et de la femme ; nous avons dit au début de cette étude que Dieu a organisé en détail les affaires familiales, et n'a pas laissé aux hommes le soin d'établir eux-mêmes des lois ; parmi les détails précis qu'il donne, on trouve la durée exacte du veuvage (quatre mois et dix jours), le délai que doit respecter une femme répudiée avant de se remarier (trois mois).

Devant ces précisions, nous devons admettre que Dieu n'a pas voulu nous laisser le soin de déterminer le délai de veuvage que nous aurions pu fixer comme celui qui doit suivre une répudiation, puisque dans les deux cas la femme se trouve sans mari. Il a aussi fixé l'obligation de la dot à la signature du contrat de mariage. Dans le cas où le mariage n'est pas consommé, la moitié de la dot doit être restituée. Il n'a pas indiqué à combien doit s'élever la dot. Dieu nous a donné des lois précises car il sait que notre nature est invariable et qu'aucune éducation ne pourra la modifier. Nous n'avons pas le choix de modifier, de réduire ou de revenir sur ce que Dieu a fixé pour nous. Il a dit : « Voilà les lois (hudûd) d'Allah. Ne vous en approchez point (pour les transgresser) ! » Et encore : « Ceux qui n'arbitrent point au moyen de ce que Allah a fait descendre, ceux-là sont les impies. »

Dans ce contexte, nous voyons que le frère leader de la révolution n'a pas noté dans son discours le problème de la législation concernant la femme vu que le sujet est déjà traité par Dieu.

Certains peuvent cependant s'interroger sur le sens de la remarque suivante du *Livre Vert* concernant la femme : « Il n'est recommandé ni à l'un ni à l'autre de se marier (avec l'autre) contre son gré, ou de le répudier sans un jugement juste ». Cette question est pertinente. La première proposition est une règle de l'Islam, et c'est la législation que

le Prophète lui-même a instituée.

Lorsqu'une fille est venue se plaindre à lui, il n'a pas accepté qu'un père marie sa fille contre son gré. A ce sujet, il a dit : « On consulte la veuve, et on interroge la vierge ; le silence de celle-ci est acquiescement ».

C'est ainsi que le Prophète pratique son rôle pour compléter la législation qui n'est pas donnée dans le Coran.

Dans la deuxième proposition de la citation sur le divorce : « un divorce ne peut être prononcé sans jugement qui donne raison à celui qui le demande », s'agit-il de révoquer l'autorité d'un homme ou de son épouse pour la confier au juge ? Si le juge refuse le divorce, comment la situation évoluera-t-elle ? Va-t-en forcer un homme à reprendre une vie commune avec sa femme alors qu'il est convaincu qu'il veut y mettre fin ? Comment cette vie entre deux êtres va-t-elle se dérouler ? Allons-nous instituer un système de séparation de corps comme c'est le cas chez les chrétiens qui interdisent le divorce ? Toutes ces questions demandent une réponse.

Quelle va être la situation si le mari répudie sa femme sans passer devant le tribunal ? Cette femme va-t-elle demeurer son épouse malgré lui ? Va-t-elle rester vivre avec cet homme comme une étrangère ? Peut-on les considérer comme des adultères ?

Nous ne pensons pas qu'il y ait de réponses à ces problèmes. Si nous continuons à nous interroger, nous débouchons sur la question de savoir si nous voulons organiser la répudiation de cette manière. Est-ce pour assurer l'égalité de l'homme et de la femme dans la répudiation comme dans le mariage ? Nous savons que le droit donné à chacun de choisir au moment du mariage est lié aux principes de liberté et d'égalité ; la liberté a-t-elle été éliminée comme revendication en ce qui concerne la répudiation ?

Le besoin de liberté est ici plus pressant que dans d'autres domaines ; obliger quelqu'un qui est convaincu de la nécessité d'une répudiation à poursuivre une vie commune, c'est une atteinte à la liberté. Sachons que la législation islamique garantit à la femme le droit de divorcer quand elle le désire si elle a exigé que cette clause figure dans le contrat de mariage. La répudiation est l'un des sujets que l'Islam a bien détaillés.

Le mariage est par contre simple et facile. Deux témoins suffisent, ou une procuration.

Mes frères, ici se termine ce regard rapide sur le III[e] chapitre du *Livre Vert*. Si nous avons donné un aperçu, nous n'avons cependant pu donner une vision globale. Le *Livre Vert* aborde des sujets concrets

et essentiels. Nous avons vu que les idées qui constituent ce troisième chapitre rejoignent la doctrine islamique. Le Colonel a une vision globale, universelle des sujets abordés qui englobe la démocratie, l'économie, le problème social, envisageant l'homme comme un tout, dans son activité politique économique et sociale.

Nous avons dit au début de cette étude que la création d'une théorie pour une transformation intégrale de l'homme au niveau mondial, peut être comprise si l'on sait que notre histoire dans cette région fut déterminée par les révélations descendues du ciel pour tous les hommes.

Le retour au Coran (dernière révélation), source de la législation de la Jamahiriya depuis l'instauration du pouvoir du peuple, s'adresse aux hommes du monde entier comme il 'est adressé au Prophète :

« (Prophète !) Nous t'avons seulement envoyé totalement aux Hommes comme Annonciateur et Avertisseur. »

La troisième Théorie mondiale est une tentative formulée par un Arabe musulman que le destin a placé au centre de la responsabilité, ce qui lui a fait vivre avec une profonde intensité les problèmes du monde contemporain.

C'est de son jugement individuel qu'est né le *Livre Vert,* c'est là une obligation islamique définie par le Prophète : « Celui qui formule un jugement juste sera doublement récompensé ; celui qui fournira des efforts mais qui ne réussira pas sera (simplement) récompensé ». Ce Hadith est un appel clair et net à l'effort de l'esprit pour trouver des solutions. L'auteur a donc été fidèle à l'Islam et sera dans tous les cas récompensé.

Mes frères, membres de la conférence, la révolution glorieuse du 1er septembre a réalisé des constructions révolutionnaires qui lui confèrent une place importante. En outre, elle a détruit la monarchie capitaliste alliée à l'Occident, a nettoyé la terre arabe des bases colonialistes étrangères, elle a transformé un désert en une région de champs fertiles équipée d'hôpitaux et d'écoles. D'autre part, elle tient un rôle au sein du mouvement de libération mondiale comme base et comme forteresse pour les révolutionnaires et les hommes libres.

Avec le *Livre Vert,* notre frère Colonel a dépassé le niveau des réalisations locales pour arriver au niveau international. La Révolution s'est engagée à être le premier modèle, elle lutte pour cela et a commencé à mettre en pratique le *Livre Vert* qui ne figure pas sur le papier mais sur la terre concrète et se traduit par des réalisations diverses dans tous les domaines.

Le plus important est de recréer l'homme, au nom de la liberté, quels

que soient les avis concernant le *Livre Vert*, quelles que soient les appréciations sur le livre, indépendantes ou non, il restera caractérisé par l'unanimité à son sujet, ce n'est pas seulement un appel à la libération, mais un cri pour la liberté.

Religion
et
nationalisme

Dr Ahmed Triki

Le sujet du colloque auquel je suis invité, porte sur le *Livre Vert*, on pourrait considérer mon discours sur l'Islam et le nationalisme au cours de la période de la première guerre mondiale comme hors de propos, néanmoins j'ai voulu à travers cet exposé traiter un thème qui n'est pas étranger aux objectifs tracés par cette conférence ; j'espère ne pas me tromper dans ma critique, mais j'ai voulu démontrer que les théories contenues dans le *Livre Vert* ne sont pas étrangères à notre glorieux patrimoine qui a accompagné toutes les phases de notre histoire. J'ai souhaité que mon exposé s'appuie sur des événements et des faits constituant une base scientifique face à toute discussion concernant la religion et le nationalisme et leur influence sur la marche des nations et l'édification de leur civilisation. Aussi me suis-je limité à la période de la 1re guerre mondiale car je considère qu'au cours de cette période les Arabes ont vécu les circonstances politiques les plus violentes depuis la renaissance. La question de l'Islam et du nationalisme ont donc été des événements les plus influents, tant au niveau du traitement de nos problèmes intérieurs qu'au niveau de nos contacts avec l'Occident et sa civilisation. Il est regrettable qu'on ne se soit pas, jusqu'à maintenant, particulièrement penché sur cette période ; de plus les informations que nous possédons sont déformées, détournées et peu claires. Il serait donc intéressant de revoir méthodologies de recherches suivies par un certain nombre de penseurs Arabes dans leurs études sur le nationalisme et plus particulièrement sur le nationalisme arabe. J'ai remarqué en lisant certaines études sur le sujet la confirmation du rôle joué par Beyrouth et plus précisément l'école jésuite où sont nées les premières racines du nationalisme arabe. Cette doctrine qui était un facteur d'émulation à l'époque de la renaissance, a inspiré à un grand nombre de penseurs arabes, la plupart de leurs convictions et de leurs modes de vie. J'ai également remarqué que le nationalisme arabe avait été influencé à l'origine par les doctrines nationalistes occidentales.

Certains penseurs ont soutenu que sans le conflit nationaliste intervenu en Europe, le sentiment nationaliste arabe serait demeuré en hibernation, n'aurait jamais vu le jour et n'aurait pas impulsé les masses Arabes dans des conflits successifs, en vue d'atteindre leurs justes revendications nationalistes. L'hypothèse visant à dire que le nationalisme arabe est né de la civilisation occidentale, de l'idéologie jésuite, et d'autres écoles de pensée, se rencontre chez un certain nombre d'intellectuels arabes. A propos du livre de Antonios « le réveil des Arabes », un critique ajoutait que le mérite de ce réveil revient aux missions évangéliques américaines au cours du quart du XIXe siècle

et que ce ne fut pas par hasard que les pionniers de la renaissance arabe, Nassel El Yaggui et Boutros El Bostani œuvrent en collaboration avec leurs collègues américains à fonder en 1947 la première association Arabe, appelée « l'association des lettres et sciences » et considèrent celle-ci comme le fondement du réveil Arabe. C'est en résumé ce qu'affirma Nabir Amir Farès, qui a occupé le poste du chef des renseignements militaires à New YorK. Ce point de vue a une orientation politique trompeuse et erronée, puisque bien avant, cette association existait en Égypte des mouvements littéraires et scientifiques très influents, parmi lesquels on peut citer l'école des langues (El Alsson), fondée en 1835 au Caire et à laquelle furent inscrits 27 étudiants entre 1836 et 1837. Une quarantaine de pionniers, de la pensée arabe contemporaine, furent promus de cette école.

En ·rappelant cela ; nous ne visons pas à minimiser le rôle de Beyrouth, comme centre important de la renaissance Arabe scientifique et littéraire. Mais nous reprochons à ces propos malhonnêtes de vouloir faire croire que seules ces écoles missionnaires ont œuvré à l'élaboration et à la propagation du nationalisme arabe et de l'unité spirituelle des Arabes.

Selon nos propres informations, même si ces écoles ont contribué à divulguer cette culture arabe, elles ont aussi servi à exacerber les tensions religieuses entre Arabes et n'ont jamais consolidé l'unité spirituelle. Un des pionniers de cette renaissance, Asaad Daï, rapporte à propos de ces écoles, comment un des missionnaires français l'a empêché de communiquer avec Riad El Solh, sous prétexte que ce dernier était musulman, car aux yeux des missionnaires un Musulman était considéré comme un assassin. Mais il faut préciser que ces missionnaires furent introduits par les pays européens dans la région arabe pour servir l'impérialisme culturel et politique occidental.

Il faut également considérer que cette politique missionnaire occidentale s'est développée au moment où la question orientale était à son apogée. Les pays européens ont donc favorisé la séparation entre Arabes et Turcs, en aidant la résurrection de la culture arabe à travers les écoles missionnaires. Mais ils ont aidé à semer la haine religieuse entre les Arabes pour démoraliser cette union spirituelle. Leurs objectifs furent mis à jour lors de l'établissement des protectorats et d'un découpage des nations selon les croyances des habitants.

C'était là le vrai but des écoles missionnaires. Et pourtant, on trouve qu'un écrivain comme Georges Antonios, dans son livre *Le réveil des Arabes,* considère les réalisations effectuées par ces écoles et leurs

influences sur le mouvement arabe, plus fortes que l'influence de Ibrahim Pacha en Syrie. Il considère même l'œuvre de ce dirigeant réformateur, comme un début trompeur qui n'a rien à voir avec le réveil des Arabes et leur mouvement nationaliste, apparu selon lui, sous la protection américaine. Cela n'a pas pourtant empêché ce même livre de décrire ce que Ibrahim Pacha a fait en arrivant en Syrie — rapportant qu'il manifestait publiquement ses sentiments d'affection vis-à-vis des habitants, ce qui a étonné les observateurs étrangers. Ses discours étaient plein de sincérité, il se considérait comme étranger et exigeait des gens de le traiter comme tel, il a même déclaré une fois : « arrivé en Égypte gamin, le soleil de ce pays a décoloré mon sang et m'a rendu Arabe ». Cette déclaration est citée dans le livre de Georges Antonios. Cela est arrivé au cours des deux premières années de sa résidence en Syrie, où il a déployé des efforts considérables pour divulguer ses idées sur la renaissance nationale arabe.

Il tentait de convaincre les habitants du pays, que l'aube d'une nouvelle époque était levée avec l'avènement de Mohamed Ali au pouvoir. Dans ses communiqués militaires, il utilisait souvent des formules qui exhaltaient l'enthousiasme, en rappelant les époques glorieuses dans l'histoire des Arabes. Ibrahim Pacha s'est entouré de personnes qui partageaient son opinion et l'aidaient à répandre ses idées. Il est parvenu en moins d'un an, à mettre en place un nouveau régime qui reposait sur l'égalité des droits religieux et civiques et sur la garantie de la protection des personnes et des biens. Ce qui était inconnu jusque là à Damas depuis la fin du règne des Arabes. Ainsi, une nouvelle époque était née. Ibrahim Pacha a voulu répandre un système éducationnel, propre à favoriser les objectifs politiques, c'est-à-dire le nationalisme. Tous ces faits ont été mentionnés par Georges Antonios, en ce qui concerne le mouvement de réforme entrepris par Ibrahim Pacha. Pourtant, cela ne l'a pas empêché de considérer ce mouvement, comme étant un début trompeur ; affirmant que toutes les révolutions et tous les mouvements arabes antérieurs à l'école évangélique américaine, n'avaient aucune relation avec le Réveil Arabe.

Cette métathèse, et cette déformation ont engendré un certain nombre d'erreurs, dont les suites ont persisté, jusqu'à nos jours. Parmi ces erreurs, notons celle qui consiste à soutenir que le nationalisme arabe fut la résultante directe des idées occidentales amenant ainsi la séparation de la religion et du nationalisme. Deux hypothèses naquirent, soutenues chacune par un groupe.

Le premier groupe soutient que la pensée nationaliste chez les Arabes est née des intellectuels laïques, non musulmans, favorisant dans la religion, la création de deux centres.

Dans l'un (la Syrie) sont nées des idées nationalistes sans rapport avec la religion, dans l'autre (l'Égypte), sont nées des idées islamiques, non nationalistes, bien que ce soit au Caire, que le mouvement nationaliste arabe est né.

Au XIXe siècle, le Caire fut le centre d'intérêt du Monde arabe et musulman, au moment où un grand mouvement réformateur s'épanouissait et dont les racines remontaient à une époque antérieure à celle de Mohamed Ali. La Direction de ce mouvement fut assumée par Gamal El Dine El Afgani et Mohamed Abdou.

La question qui se pose est de savoir, si ce mouvement islamique fut créé en dehors de la pensée arabe ? Nous n'allons pas hésiter à dire que le mouvement islamique, dont les racines remontent à l'école d'Afgani, Mohamed Abdou et Rachid Rédah, visait à atteindre trois objectifs déterminés par Rachid Rédah comme suit : « Citoyens, aucun de vous ne doit croire que la ligue Islamique est contre la constitution d'une ligue Arabe, elle n'est pas non plus contre une ligue Orientale, comme le revendiquent certains politiciens de l'Orient, car chacune de ces trois ligues a son propre rôle, si bien qu'elles se soutiennent pour affronter l'agression de l'Occident et constituer un Orient fort. Mais quels sont les buts de cette ligue arabe, islamique à l'aube de la renaissance arabe ? Elle visait à réaliser le nationalisme arabe, à savoir, l'union entre les citoyens de nos pays. »

Rachid Rédah, qui a succédé à Mohamed Abdou à la tête de ce courant, a pris l'initiative de fonder un parti avant la guerre mondiale, et pendant la guerre de la tripolitaine contre l'Italie ; ce parti fut connu sous le nom du « Parti de la Ligue Arabe », le nom d'un des trois cercles politiques engendrés par l'école d'Afgani. Les objectifs de ce parti, dont nos chercheurs aujourd'hui encore ignorent l'existence, étaient l'indépendance des Arabes et l'unité de leurs divers constituantes. Ces objectifs furent préchés par le courant Islamique en Égypte avant qu'il soit déformé par la suite et éloigné des idées nationalistes.

Il ne fait pas de doute que l'école d'Afgani ait considéré le nationalisme arabe et la religion comme fondamentales à l'évolution des problèmes de la Nation Arabe. Alors que les autres écoles nationalistes ont lutté contre la religion, à l'exemple des écoles marxistes et missionnaires. La séparation entre religion et nationalisme a engendré le régionalisme dans le Monde Arabe.

A l'appui de ces thèses précédemment produites, nous trouvons des preuves dans notre histoire contemporaine. La Nation Arabe a traversé une période déterminante dans son histoire ; cette période a duré 30 ans à partir de 1908, année de l'apparition de la constitution Ottomane où le courant touranien s'est emparé de la direction des affaires de l'État Ottoman. Les origines de toutes nos écoles de pensée remontent à cette période, y compris l'école marxiste qui elle est restée marginale dans notre société. A cette période la Nation Arabe a vécu les dures répercussions de la première guerre mondiale. Parmi toutes, une seule retient notre attention et demeure notre centre d'intérêt : la question théorique du nationalisme, sa relation avec la religion, son importance en tant que facteur influent sur la marche des peuples.

Dans l'Empire Ottoman vieillissant, les analyses des penseurs arabes et ottomanes divergent sur le remède à apporter à sa décadence.

Deux courants ont donc divisé le monde arabe qui était dominé par cet Empire. L'un d'eux, nationaliste, considère la religion comme cause de la décadence de l'État Ottoman. Il a donc appelé à une lutte contre les idées religieuses et à la constitution d'une nouvelle idéologie nationaliste et laïque, rejoignant en cela l'école Touranienne qui puisait aux sources du nationalisme turc européen et anti-islamique.

Ce mouvement laïque touranien turc n'est pas resté théorique, mais a trouvé un champ d'application sur tout l'Empire Ottoman et s'est donc trouvé en contradiction avec le gouvernement même de cet Empire, qui ne tenait que grâce aux liens créés par la religion musulmane. D'ailleurs, si celle-ci s'est répandue aussi rapidement, c'est qu'elle a su conserver un juste équilibre entre divers nationalités et peuples ayant embrassé cette religion. Quand les Arabes conquirent l'Irak, la Perse et la Syrie, en y introduisant la religion musulmane, ils ne s'attaquèrent en rien aux constituants fondamentaux de ces vieux royaumes, berceaux de grandes civilisations.

On rappelle là l'incident intervenu à Omar Ben El Khattab, avec Mouawia, quand il est arrivé en Syrie sur sa monture, habillé en haillons. Mouawia lui a dit : « oh, Emir des croyants, les habitants d'El Sham (la Grande Syrie) ont l'habitude de voir leurs gouverneurs habillés avec recherche, car ils ne craignent pas les personnes qui négligent leurs tenues ». Omar lui a répondu : « Nous sommes venus pour leur apprendre comment on gouverne, et non pas pour apprendre d'eux comment ils souhaitent être gouvernés. » Les Arabes n'ont

jamais œuvré à la dissolution des nationalités et à leur fusion dans un seul nationalisme qui aurait comme base la religion musulmane et la langue arabe. Ils ont laissé à chaque nation les constituantes de son entité et à chaque groupe religieux les bases de sa croyance. Les Persans ont conservé leurs particularismes nationaux pendant le règne des Arabes, ainsi que les Arabes pendant le règne des Persans et des Ottomans.

Cet équilibre entre les nationalités a atteint son sommet au temps de l'empire ottoman car la langue de cet empire était un amalgame des trois langues, arabe, persane et turque. Cette attitude basée sur l'équilibre et la coexistence pacifique entre divers nationalismes, ayant comme religion l'Islam, a constitué un « sang nouveau » qui a garanti à la Nation Islamique le renouveau de sa vie à travers l'histoire de son existence.

En effet, au moment de la chute de l'Empire Islamique, lui a succédé un autre État ayant une doctrine plus solide à cause de l'existence de nationalités pré-existantes. Les Arabes se sont affaiblis après leur règne sur la Perse et la Turquie, ainsi que l'État Islamique. Les Persans qui ont succédé ont régénéré l'État et garanti sa continuation. Ils ont également repoussé le danger Bizantin, et ont été suivis par les Ottomans, à une époque où l'entité nationale arabe était menacée de disparition à cause des croisades. Les Turcs ont arrêté les Croisés à Kounia ; ils ont donc joué un rôle important dans la sauvegarde de la civilisation musulmane, et ont transféré ces guerres à l'intérieur de l'Europe même.

La politique basée sur l'équilibre entre les nationalités a été suivie par les Ottomans jusqu'à l'avènement des Touraniens qui se sont emparés de la direction des affaires de l'État ottoman. Ils ont donc substitué au principe d'association de peuples musulmans le principe du nationalisme touranien, fusionnant ainsi les diverses nationalités. Ils ont considéré le nationalisme touranien, comme épine dorsale de leur politique, en luttant contre la religion, facteur opposé au progrès et à l'urbanisation. Il était dans l'intérêt des pays occidentaux de soutenir ce courant, car ces pays craignaient les dangers d'une alliance islamique. Les politiciens anglais, eux, à l'époque prenaient en considération le facteur de la religion islamique, dans leurs rapports avec l'État Ottoman, dans le but de prévenir les problèmes qui pouvaient perturber leur sécurité en Égypte et au Proche-Orient. La France eut une attitude semblable dans les colonies de l'Afrique du Nord et ailleurs.

Les pays européens ne pouvaient qu'apprécier la politique suivie

par les Turcs touraniens, dans leur lutte contre l'Islam. Car les Européens craignaient une prise de conscience des peuples musulmans qui favoriserait des révoltes religieuses contre l'occident chrétien.

Nous n'évoquerons pas ici l'affaiblissement des États musulmans, au point qu'ils ne furent pas capables de se protéger contre les dangers qui menaçaient leur indépendance et même leur existence. Il est vrai aussi que ces États musulmans complotaient les uns contre les autres, et parfois même au profit des États occidentaux, ce qui leur a fait perdre à tous, leur indépendance. Nous sommes même d'accord avec ce qu'à dit Rafik El Azm, un des pionniers de la renaissance islamique, sur la ligue religieuse, qu'il considère comme étant le lien le moins important dans la société musulmane. Celle-ci n'a jamais été un facteur unificateur des Musulmans ni même un lien solidaire contre les grandes catastrophes, dues aux agressions des Croisés.

Tout cela est vrai, comme il est vrai aussi que le groupe de musulmans a commis une erreur d'analyse et s'est limité à une vue superficielle de la réalité des peuples islamiques. Quant aux pays européens, ils ont été conscients de ce qui a échappé à ce groupe de penseurs musulmans, en ce qui concerne la religion. En effet, ils ont saisi le fait qu'une nation peut être stagnante à un certain moment, comme ce fut le cas de la nation musulmane, qui a pourtant conservé un certain souffle, dû à l'essence de sa religion. Sans elle, elle aurait disparu.

C'est notamment la religion qui différencie notre mode de vie et de pensée, de la civilisation européenne. Selon une expression, répétée à maintes occasions, « l'Orient est l'Orient, et l'Occident est l'Occident », cette barrière qui existe entre l'Orient et l'Occident restera toujours, aussi longtemps que les pays occidentaux continueront à mépriser l'Orient et à le tenir à l'écart.

Néanmoins, les facteurs du nationalisme et de la religion se sont mêlés à la bataille entre l'Occident et l'Orient et les preuves ne manquent pas pour prouver cette hypothèse.

Nous savons tous que les pays européens ont manifesté leur sympathie intéressée vis-à-vis des Arabes chrétiens après la première guerre mondiale. Cependant, ces pays ont toujours considéré ces communautés comme des Arabes, sur le plan national. C'est pour cela que la politique qu'ils ont menée vis-à-vis de ces communautés oscillait toujours selon leurs propres intérêts. A ce propos, nous rappelons la tentative de la France de soutenir les Berbères afin de contrer l'unité de lutte du Maghreb arabe, en se servant de la religion.

Il ne faut pas oublier aussi que la France n'aurait pas eu recours à cette politique si elle ne s'était pas rendu compte des liens nationaux et religieux qui unissaient les Arabes et les Berbères.

La religion islamique n'a pas seulement établi un équilibre qui a permis l'union, pour un intérêt commun, mais elle a renforcé l'appartenance à une seule nation, et c'est cet équilibre et cette appartenance, basés sur la religion comme facteur d'union, qui furent des éléments déterminants de l'indépendance de la tutelle française.

Il ne faut pas oublier aussi, l'exemple de la Turquie, intégrée à la région européenne, à la suite du mouvement de Kémal Ataturque, qui l'a éloignée du monde musulman. Pourtant, celle-ci demeure une zone orientale, un pays musulman, et non un pays occidental, comme le souhaitaient ses gouverneurs. Le peuple Turc est l'un des plus attachés à la religion musulmane et au nationalisme turc, car les peuples ne changent pas selon l'humeur des politiciens qui les gouvernent. C'est notamment ce que les Touraniens n'ont pas compris, en voulant séparer le nationalisme turc de l'Islam et même en le transformant en un nationalisme anti-religieux, ne reconnaissant que l'athéisme turc.

Les pays occidentaux ont tiré beaucoup de bénéfices de ces conflits, entre Arabes et Touraniens.

En soutenant les Arabes contre les Turcs, sous prétexte de libérer les Arabes du joug de ces derniers, les pays occidentaux (Angleterre et France) ont bénéficié du soutien des Arabes contre les Turcs pendant la première guerre mondiale. Lorsque les États vieillissent et vont à leur décadence, Dieu incite certains de leurs réformateurs à achever leur chute. C'est ainsi que les États ne gardent, du processus de réforme, que les facteurs qui accélèrent leur mort. Le mouvement turc touranien en fut un exemple.

Tandis que l'école réformatrice édifiée par les Turcs et les Arabes, sous l'égide de Sa ah El Dine, neveu du sultan Abdel Hamid, avait pour principe, la coexistence pacifique entre les divers nationalismes, elle appelait toutes les nations formant l'Empire Ottoman à ressusciter leurs histoires et leurs langues nationales pour que l'Empire se renforce.

Un des pionniers de cette école, Rachid Rédah, a dit que le chemin de l'unité islamique passe par la renaissance du passé glorieux des Arabes, et l'étude de leur histoire. Les écrits de ce grand pionnier demandaient aux Arabes de tenir à leur religion et à leurs liens nationaux ; et de considérer la religion et le nationalisme comme étant deux formes d'un même contenu, à savoir la nation et son unité.

Dans la revue El Manar, Rachid Rédah écrit : « je suis Arabe musulman, ou Musulman arabe. Dans l'histoire, mon arabité est comparée à ma religion, il y a des gens dont l'Islam est antérieur à leur arabité et d'autres dont l'arabité est antérieure à l'Islam, ceux-là sont antérieurs aux ismaïlites. Quant à ces derniers, ils sont historiquement musulmans, puisque leur père Ismaïl était Arabe musulman.

Ce dédoublement entre arabité et Islam fait dire à Rachid Rédah : « je suis Arabe musulman, je suis donc frère des milliers de Musulmans arabes, des Musulmans non arabes et de tous les non-arabes ».

Cette alliance entre le nationalisme et l'Islam a tenu en éveil un esprit militant chez les Arabes, même dans les pires moments de régression. Car la religion instruit la défense de l'indépendance nationale, chaque citoyen se doit de protéger l'indépendance de sa patrie, la religion va jusqu'à obliger à émigrer celui qui ne peut pas assumer cette tâche. Cette grande foi permet de réaliser des miracles dans notre patrie.

C'est notamment cela qui a échappé aux prêcheurs du laïcisme ; avant d'évoquer cette doctrine, il faut la resituer dans son contexte historique, après la première guerre mondiale, où une véritable rupture entre les siècles passés et notre époque moderne est intervenue. On y voit s'affronter deux tendances, l'une moderniste avec à sa tête Taha Hussein, l'autre arabo-islamique avec à sa tête Rachid Rédah. Ce qui nous intéresse dans ce conflit, ce sont les aspects qui ont un rapport direct avec notre sujet.

La thèse du nationalisme du groupe moderniste était la suivante : la religion est la cause du retard des Arabes, et si l'Orient veut progresser, il faut éliminer la religion, et rejeter le nationalisme arabe, étant donné son lien avec celle-là. En contrepartie, ils prônaient un nationalisme laïque, en contradiction avec l'essence même de la religion. Chacun de ces groupes modernistes a appelé à la renaissance de différents nationalismes régionaux. En Égypte, ce fut le nationalisme pharaonique, à Tunis le nationalisme cartaginois et en Syrie le nationalisme phénicien. Cette pensée régionaliste repose donc sur le rejet de la civilisation arabo-islamique, elle est donc contre le nationalisme arabe.

Mais l'histoire contemporaine de la nation arabe a mis à jour les erreurs d'analyse de ces modernistes. Tout d'abord, ils étaient influencés par le mouvement de Kémal Ataturque, qui a appelé à la renaissance du patrimoine national des Turcs touraniens anti-islamiques. Mais ce mouvement au fond n'était pas anti-religieux, le

Coran aurait été écrit en langue turque, les Touraniens ne l'auraient pas rejeté. Ils étaient aussi influencés par la civilisation européenne. Or cette civilisation est née en antagonisme avec la religion chrétienne, ce qui n'est pas le cas pour la civilisation arabe. Cet antagonisme trouve sa justification historique en Europe.

La naissance du Christianisme en Europe a freiné le progrès dans le monde, comme l'a dit Anatole France. C'est le cas des Grecs, qui ont posé les bases de toutes les doctrines philosophiques et de toutes les écoles littéraires dans le monde. Le plus grand conquérant de l'histoire, Alexandre le Grand, a répandu la culture grecque en Orient et dans toutes les nations qui lui furent soumises. Les successeurs d'Alexandre, les Ptolémés, ont édifié un État fort à Alexandrie réputé pour sa science et sa philosophie. La Grèce n'a connu la décadence qu'avec l'avènement du Christianisme, la même analyse s'applique à l'Empire Romain qui lui aussi a connu la décadence à l'époque de Constantinople.

A partir du 3e siècle, les nations européennes ont embrassé le Christianisme, 7 siècles plus tard, l'Europe Orientale suivit, mais pendant près de 1 000 ans, l'Europe a sombré dans un obscurantisme chrétien et est restée à l'état barbare ou quasi barbare.

L'Europe n'a connu la renaissance que lorsqu'elle s'est libérée du christianisme et de l'influence de l'église, l'éliminant ainsi de la vie politique et intellectuelle. La religion fut donc séparée de la politique et de la science. Cependant les philosophes européens ont eu comme sources de connaissance les civilisations grecque, romaine et arabo-islamique. Un grand nombre de ces philosophes et penseurs européens peuvent être réellement considérés comme les fondateurs des États et des civilisations de l'Europe. Cette nouvelle ère culturelle engendra des nationalismes laïques, le nationalisme français par exemple est le fruit des écrits des penseurs libres comme Descartes.

Ce sont donc ces courants de pensées européens qui ont influencé les modernistes arabes au début du siècle, lesquels suivant le modèle européen ont fini par devenir hostiles à la civilisation arabo-islamique, et cela est dû à une fausse analyse de la réalité et de la civilisation de leur nation, et une absence de conscience du rôle qu'a joué l'Islam dans l'histoire des Arabes.

De toutes façons, nous insistons sur le fait que les êtres ne peuvent pas vivre sans religion. Même en Europe laïque, la religion est enseignée dans les écoles et les universités, et l'Europe reste toujours chrétienne, et la religion prend une dimension importante sur le plan de la politique extérieure. Au centre de l'Afrique, à l'Ouest, au Sud et

au Nord, les missions religieuses chrétiennes bénéficient d'une aide financière importante et de la protection des États-Unis d'Amérique et de l'Europe. Si la naissance du christianisme en Europe fut accompagnée par sa décadence, c'est le phénomène inverse qui s'est déroulé en Orient, car l'Islam a sorti la région arabe de sa stagnation, et a fait renaître les villes de l'Orient, telles que Bagdad, Le Caire, Kérouen, Cordoue et bien d'autres.

La religion islamique a ravivé les civilisations pré-islamiques et a empêché la disparition des divers nationalismes, tels que le nationalisme persan, turc, etc...

C'est aussi l'Islam qui a porté la civilisation au Monde entier. Avant elle, l'Entité Arabe ne représentait rien, dans cet univers, mais l'Islam l'a reveillée de son sommeil, intégrant ses constituantes nationales, qui sans cela aurait fait avorter le nationalisme arabe, comme le montre l'exemple du mouvement laïque.

Nos sources intellectuelles ont été perturbées par ces différents courants, nationalistes laïques ou anti-religieux. La civilisation arabe est née dans le cadre de l'Islam et demeure marquée par cette religion ; même les anciennes doctrines philosophiques grecques ou orientales furent traitées d'un point de vue islamique, par Al Farabi, avicienne et d'autres. Même les théories mystiques furent teintées par l'esprit du Coran.

Le contenu du nationalisme arabe est religieux, et il restera religieux tant que ne naîtront pas d'autres courants de pensées en dehors du cadre de l'Islam et qui auraient une influence plus grande sur la vie des Arabes que celle de la civilisation musulmane. En attendant cette époque, la Laïcité intégrée à la civilisation arabe restera un non-sens. Elle demeurera liée aux nationalismes européens, sans aucun rapport avec la réalité arabe, ni avec l'Islam, force motrice qui affirme son entité unie.

Le fondement islamique de la Troisième Théorie Universelle

Dr Raymond Habiby
Département des Sciences Politiques
Université d'État Oklahoma
U.S.A.

LE FONDEMENT ISLAMIQUE DE LA TROISIÈME THÉORIE UNIVERSELLE.

La philosophie islamique nous a présenté la meilleure histoire philosophique du monde. C'est celle de Hay Ben Yakzan écrite par le célèbre théologien et philosophe arabe Ibn Tofail. Tous ceux qui ont lu cette belle et intéressante histoire voient qu'Ibn Tofail voulait montrer, à travers l'histoire de Hay Ben Yakzan, que l'homme pouvait accéder à la connaissance par l'observation des interactions de la vie qui se répètent d'une manière organisée et permanente. Ces vérités ne sont pas des expériences que l'homme acquiert mais des vérités parfaites et permanentes dans la nature des choses. Ces phénomènes naturels résultent des lois de la nature qui ne changent jamais et prouvent donc l'existence de Dieu qui est Maître de ce monde. Ibn Al Tufail a conclu que si nous terminons cette recherche philosophique, nous trouvons que du moment que les lois de la nature sont créées par Dieu, elles ne peuvent être différentes de la religion. Le Coran est Parole de Dieu, il y a donc nécessairement une concordance parfaite entre les lois de la nature et le Coran. Ceci nous explique aussi que diffamer les lois de la nature, c'est une diffamation de la société qui entraîne sa dégradation et la misère de l'homme.

Cette même méthodologie et pensée philosophique a été suivie par le grand philosophe l'Imam Ghazali pour accéder à la Vérité, comme on peut le constater dans son livre intitulé « Le sauveur des ténèbres ». Il en va de même pour Ibn Sina (Avicennes) dans ses recherches célèbres « Le livre du secours » et pour plusieurs grands philosophes et penseurs de l'Islam tels Al Kindi, Al Farabi ou Ibn Rochd (Averroes).

Le colonel Moammar Kadhafi a suivi également la même méthodologie philosophique pour aboutir à la Vérité. Il a concentré ses préoccupations sur la perfection qu'il a observée dans l'organisation naturelle du travail humain. Il a indiqué que cette organisation a pour origine les lois de la nature que le créateur a édictées pour garantir le bon développement et le bonheur de la société, et par conséquent de l'homme dans cette société. Aussi, la 3e théorie mondiale est-elle une théorie qui prend sa source dans les lois de la nature. Elle est donc indiscutable car elle correspond avec l'organisation naturelle de la vie, selon les lois de la nature. La troisième théorie mondiale, unique théorie logique, est devenue la seule solution parfaite à tous les problèmes sociaux, économiques et politiques de la société. Ces problèmes pour lesquels l'homme n'a cessé de rechercher des

solutions, sans résultat, malgré l'existence de deux autres théories.

Comme le dit Moammar Kadhafi, les lois de la nature sont éternelles et présentes dans toutes les sociétés. Les hommes les appliquent dans leurs sociétés car telle est la volonté de Dieu. Ils ont donc le devoir de les respecter pour s'assurer une vie organisée, une vie de bonheur. Par conséquent il ne peut y avoir de contradiction entre la religion telle que Dieu l'a dictée aux hommes et les lois de la nature qu'il a créées. Si nous saisissons tout cela, il ne nous sera pas difficile de comprendre les fondements islamiques de la 3e théorie mondiale de Moammar Kadhafi ainsi que ce qu'il a appelé la société islamique socialiste scientifique nouvelle et enfin pour quelles raisons le leader lybien nous dit que sa théorie est d'application mondiale.

Les affichettes collées un peu partout dans la Jammahirya, aussi bien à l'aéroport international que dans les bureaux, les écoles ou les boutiques, attirent notre attention par ces slogans qu'elles rappellent en permanence : « La Révolution du 1er septembre est une Révolution islamique. » « Le Coran est la loi de notre société islamique. » Ces dictons imprimés en lettres vertes sur papier blanc représentent les objectifs pour lesquels le leader lybien œuvre sans relâche, c'est-à-dire convaincre le peuple de la Jammahirya ainsi que le monde extérieur, qu'il a décidé la reconstruction de la Jammahirya sur la base des instructions de l'Islam. Le penseur Moammar Kadhafi qui a observé, expérimenté la nature de la société et ses lois naturelles a accédé à la vérité et a saisi ce qui pouvait être le meilleur pour la société. Et ceci n'est pas en contradiction avec son ample explication des instructions de l'Islam.

Dans le célèbre discours qu'il a prononcé le 1er novembre 1978 à l'occasion de la « grande fête », Moammar Kadhafi a réservé une partie de son discours au fondement islamique de sa théorie qu'il appelle socialisme scientifique islamique. Pour ce faire, il a mis en relief son explication de la doctrine de l'Islam qu'il a qualifié de Grande Révolution Mondiale (page 13). Il a ajouté : le cri de la vérité de la Révolution islamique doit être entendu par le monde entier (page 17).

Quant au rôle de la Lybie dans cette Révolution, Moammar Kadhafi a souligné que : « Nous, en Lybie, nous n'avons pas honte de dire que nous menons une révolution progressiste de gauche, mais nous n'abandonnerons jamais l'Islam et nous montrerons au monde que le sous-développement qui a atteint les Musulmans n'a aucune relation avec l'Islam, car celui-ci appelle au contraire au progrès (pages 17-18). Dans ce sens, il a cité l'exemple du sous-développement dont souffre l'Indonésie ou encore la Mauritanie en ajoutant immédiatement

que cela n'avait aucune relation avec l'Islam mais qu'il est dû à plusieurs facteurs dont essentiellement la colère de Dieu. Car lorsque les Musulmans dévient de la bonne voie, la colère de Dieu s'abat sur eux. Celle-ci peut être sous forme de famines, épidémies, catastrophes, colonialisme, dictature, domination interne (page 20). La colère de Dieu peut être un de ces maux dirigés de l'intérieur ou de l'extérieur (page 21).

Malgré cela Moammar Kadhafi a pu annoncer aux Musulmans la bonne nouvelle, celle de la 3e théorie mondiale qui est la solution à tous leurs problèmes. Il a dit en substance que les fils des Musulmans en Afrique du Nord et de la Lybie en particulier, se sont réveillés pour entreprendre la révolution islamique. Et voici que se réalise le socialisme en Lybie et que se brisent les liens de l'exploitation et de l'esclavage. A nouveau nous lavons l'Islam de ces séquelles et ces impuretés pour qu'il réapparaisse sous son vrai jour, en tant que religion de la liberté, du progrès, de l'égalité et de la justice (p. 21-22).

Il est évident que la Révolution islamique est une révolution mondiale car l'Islam est une religion pour le monde entier. La troisième théorie mondiale étant dans le prolongement de l'Islam, il est donc tout aussi évident que son application doit être mondiale. Moammar Kadhafi a dit dans son discours au peuple de la Jammahirya : « vous avez maintenant, en tant que Lybiens, un grand rôle dans la direction de cette révolution nouvelle, la Révolution de la libération de l'Islam et de ses masses populaires opprimées. Vous avez le grand rôle de prêcher la Révolution islamique socialiste nouvelle. Il est notre « Jihad » (guerre sainte) qui est plein d'espoir, car maintenant que la Révolution islamique a commencé, nous avons l'espoir que l'Islam paraisse dans toute sa vérité (p. 22-23).

Moammar Kadhafi est un Musulman qui croit en Dieu et en l'Islam en tant que religion spirituelle et législative valable pour le monde entier. C'est aussi un penseur qui est fermement convaincu de servir l'humanité entière car il est arrivé à solutionner les problèmes de la Démocratie, de l'économie et de la société humaine. Il est convaincu d'avoir saisi la Parole de Dieu contenue dans le Coran et dans les lois de la nature, et d'avoir accédé à la Vérité qui est profitable à toute l'humanité.

Les grands problèmes (comme le dit Moammar Kadhafi) que l'homme n'a pu résoudre des siècles durant, malgré ses tentatives répétées, soit à cause de son échec dans la compréhension des lois de la nature auxquelles on accède par la réflexion, l'observation et l'étude, soit parce qu'il s'est égaré pour diverses raisons et qu'il n'a

pas obéi à la Parole de Dieu et aux lois de la nature. C'est pour cette raison, dit Moammar Kadhafi, que « les premiers Musulmans étaient plus avancés et comprenaient bien l'Islam » (p. 23). Car l'Islam a ouvert les esprits des Musulmans pour qu'ils mettent l'espace, l'air, le soleil, la lune, les étoiles, les mers et les Océans, le ciel et la terre au service de l'homme (p. 23).

Moammar Kadhafi a répondu à un de ses critiques qui se demandait pourquoi les premiers Musulmans sont-ils arrivés à une telle science alors que ceux d'aujourd'hui sont incapables de progrès ? Il a répondu en disant que c'est le Coran qui l'a orienté vers cette pensée car le Coran a une pensée et contient des secrets. Des versets sont aujourd'hui incompris et des vérités méconnues. Lorsque les Musulmans avaient saisi le Coran et qu'ils avaient accédé à ces mêmes vérités, ils ont acquis la science. Mais lorsque nous avons ignoré le Coran, nous avons tout ignoré même la pluie artificielle. Le fait que nous ne maîtrisons pas l'atome ou que nous ne possédons pas la technologie n'a aucune relation avec l'Islam (p. 10).

Cette réponse signifiait clairement que les problèmes de la société proviennent de l'éloignement de l'Islam, et que l'unique solution est le retour à l'Islam. Telles sont globalement les réflexions de Moammar Kadhafi dans le *Livre Vert*.

Dans son discours de novembre 1978, déjà cité, Moammar Kadhafi disait : pourquoi disons-nous que le Coran est une législation sociale ? Lisez le Coran, vous verrez qu'il traite de toutes les sciences et qu'il clarifie toute chose (p. 25). Il a ensuite ironisé sur les Musulmans qui connaissent différents livres mais ne savent rien sur le Coran. Il leur a dit : « Lisez le Coran, il vous apparaîtra comme une nouveauté, comme si vous le lisiez pour la première fois (p. 20).

Le leader lybien a attaqué ceux qui veulent adopter le droit français, romain ou tout autre droit institutionnel, au lieu du *Livre Vert*, et qui se prétendent en même temps musulmans (p. 23-24). Il a ajouté : la Révolution islamique a maintenant commencé. Il y a un espoir pour que l'Islam réapparaisse sous son vrai jour (p. 23). Telle est la bonne nouvelle à annoncer aux musulmans ; celle de l'avènement de la Révolution islamique et socialiste scientifique en Lybie (p. 24). Mais il a aussi adressé cet avertissement à ceux qui ne pratiquent pas l'Islam en disant : si la Révolution islamique qui est celle du Droit et de la Science ne règne pas, on dira que l'Islam est la religion du sous-développement et de la société de classes et les gens s'en écarteront ; à l'avenir, dans 100 ou 500 ans ou peut-être 1 000 ans, il n'y aura plus aucun de vos fils qui ne sera musulman (p. 24).

Et à ceux qui prétendent prêcher l'Islam et qui disent que le *Livre Vert* est loin de l'Islam, Moammar Kadhafi a répondu : « Quand vous prétendez que ce que vous faites est conforme à l'Islam, vous ne faites en réalité que dissuader vos fils de l'Islam. Et les musulmans de demain quitteront l'Islam pour adopter tout autre doctrine qui appelle à l'égalité (p. 18).

Il n'est donc pas étrange que Moammar Kadhafi voit dans le *Livre Vert* la voie juste qui mène à une vie islamique complète et parfaite, la voie de la libération mondiale.

C'est pour cela que nous voyons toutes les affiches en Lybie proclamer :

— Le *Livre Vert* est un guide pour toute l'humanité pour la libération finale.

— Le *Livre Vert* est une libération totale pour l'humanité.

— Le *Livre Vert* est l'espoir des masses laborieuses.

Et, par rapport au rôle de la Lybie, les affichettes disent :

— Notre peuple annonce à tous les peuples de la terre, le début de l'ère des masses populaires.

Moammar Kadhafi, dans son discours sus-cité, s'appuie sur des citations du Coran et du Hadith (paroles du prophète) pour montrer à ses auditeurs que le *Livre Vert* trouve son soutien dans le Coran et le Hadith. Il a ainsi critiqué ceux qui veulent que l'Islam ait pour signification : « L'Islam des palais, de l'or, de la corruption, des servantes, des femmes, de l'argent et des enfants. » Et il leur a rappelé les Paroles de Dieu dans le Coran qui a montré sa colère contre les exploiteurs et les capitalistes qui veulent toujours accumuler davantage d'argent et qu'il a menacés de punir sévèrement par l'Enfer. De même qu'il a rappelé les paroles du prophète qui disent « il ne peut y avoir parmi nous un homme qui dort rassasié alors que son voisin a faim ». Moammar Kadhafi a également fait allusion à l'oncle du Prophète « Abi Lahab » à qui Dieu a promis l'Enfer car il refusait de croire en l'Islam, en la voie de la Vérité de peur de perdre sa fortune. En citant aussi le Coran qui promettait « un châtiment douloureux à ceux qui amassent l'or et l'argent et refusent de les dépenser pour Dieu », Moammar Kadhafi a souligné que : « Ce sont là les paroles de Dieu, et non celles de Moammar Kadhafi » Il a ajouté : « Que dit le prophète ? Il dit que les gens sont égaux comme les dents d'un même peigne. Mais nous remarquons que des gens vivent dans des taudis et d'autres dans des palais. Est-ce cela l'égalité ? Il y a des gens qui ont tellement d'argent qu'ils ne savent plus à quoi le dépenser alors que d'autres n'ont pas de quoi nourrir leurs enfants. Ces gens-là sont-ils

égaux comme les dents d'un même peigne ? Tout cela ne va-t-il pas à l'encontre du Hadith ? » (p. 22).

Il est donc clair que ce qui a poussé Moammar Kadhafi à écrire les trois parties du *Livre Vert,* c'est son explication de la religion musulmane en tant que religion mondiale ainsi que son observation et ses études sur les lois de la nature créées par Dieu. Il nous a présenté le *Livre Vert* en tant que solution pratique et complète aux problèmes du monde entier car il repose exactement sur son observation des lois de la nature qui organisent ce monde et qui sont en concordance avec la législation sociale islamique. L'Islam est donc le fondement de la 3e théorie mondiale. Et, la dernière question que nous posons est la suivante : est-il possible que quelqu'un qui suit le chemin des lois de la nature et de la religion puisse s'égarer ?

NOTES

1. Ibn Tofail : « Hay Ben Yaqdar », Kamal El Yaziji, textes philosophiques extraits du patrimoine de la pensée arabe, 3e édition, éditée par « Dar Al Ilm Lilmalayne » Beytouth, 1963 (p. 267-369).
2. El Ghazali : « Le sauveur des ténèbres », mêmes références (p. 223-247).
3. Ibn Sina : « Le livre du secours », mêmes références (p. 175-218).
4. Toutes les citations de Moammar Kadhafi sont extraites de son discours prononcé Place des Martyrs (place verte) à l'occasion de l'Aïd Al Adha (fête du sacrifice) le 10 novembre 1978. Imprimerie de la révolution arabe, Tripoli.
5. L'introduction publiée en dernière page de la 2e et 3e parties du *Livre Vert* se rapporte au penseur Moammar Kadhafi.
6. Les explications des citations du Coran sont conformes au texte du discours de Moammar Kadhafi.

Orientation religieuse et état de nature

Pr Jean-Paul Charnay,
C.N.R.S. Université Paris I-Sorbonne.

ORIENTATION RELIGIEUSE ET ÉTAT DE NATURE.

> « La religion absorbe la coutume, qui est l'expression de la vie naturelle des peuples. Dès lors la religion est une confirmation de la loi naturelle. »
>
> *Livre Vert,* I, p. 74.

De nombreux penseurs à travers toutes les civilisations ont ressenti le monde de l'histoire comme objet de scandale intellectuel et moral. Souffrir au plus vif de leurs injustices détermine à y chercher remède, mais aussi à se demander s'il en était de même à l'origine. Après bien d'autres esprits, pour son peuple et pour l'humanité, Moammar Kadhafi s'est lancé dans cette quête à travers un univers qui oscille entre la dureté de la lutte anti-impérialiste et les ambiguïtés du développement économique risquant de dégrader les équilibres moraux et sociaux dans lesquels selon lui, l'homme ne saurait conserver sa dignité de créature de Dieu. Car contrairement à de nombreux dirigeants cantonnant la foi au for intérieur, mais contrairement aussi aux fondamentalistes qui proposent seulement l'application littérale des institutions canoniques dans un monde où il serait difficile de les appliquer, il s'efforce à partir de la base canonique mais également anthropologique fournie par le Coran, de construire une architecture morale, sociale, politique, économique, qui réponde aux besoins non des seules sociétés musulmanes, mais de notre temps.

Croyant musulman, il ne peut admettre que la création ait été faite « mauvaise » : dans et pour le Mal au sens fort humain, éthique et théologique. D'où cette dialectique assez rare dans la pensée arabo-musulmane, qui s'efforce de conjoindre une orientation religieuse avec une certaine conception de l' « état de nature ».

Catégorie à la fois anthropologique, morale et politique destinée à rendre compte de l'évolution, de l'organisation et du fonctionnement des groupes sociaux, l' « état de nature » a servi en Occident de point de départ à de nombreuses constructions de droit et de théologie, de critique sociale et de philosophie politique : cet État de nature pouvant

varier d'une conception totalement pessimiste (pour Hobbes, l'homme est un loup pour l'homme) à la conception irénique de Jean-Jacques Rousseau.

La tradition théologique majoritaire arabo-musulmane était au contraire obligée de par l'intervention historique de la Révélation coranique de procéder à une opposition, entre l'époque du paganisme, *la jahiliya,* péjorativement perçue, et l'époque hégirienne restauratrice de pureté. La référence à un « état de nature » était donc souvent occultée par la qualification normative résultant de la loi délivrée par le canal du dernier et du plus grand des Prophètes, Muhammad. Restait seulement le problème de déterminer si le bien et le mal étaient bien et mal par eux-mêmes, en soi, « par nature », ou parce que Dieu en avait décidé ainsi. Ceux qui se ralliaient à la première opinion étant accusés par ceux qui se ralliaient à la seconde de porter atteinte à la toute-puissance de Dieu. Et en effet, les philosophes arabes qui ont utilisé la catégorie « état de nature » en ont présenté une conception plutôt pessimiste. Non aussi pessimiste que celle de Hobbes pour qui cet état est celui de la guerre universelle et absolue entre tous, mais un état que l'organisation sociale et la vie collective ne peuvent qu'adultérer, rendre rigide par des règles formalistes (Ibn Tofaïl) ou constituer un état contraire à celui d'une civilisation raffinée (Ibn Khaldun).

Pour Ibn Tofaïl (Abubacer, XIIe siècle) son *HAVY BEN YAQDHÂ* (*le Vivant :* l'homme créé, *fils du Vigilant :* Dieu) déposé nourrisson dans une île déserte, atteint par les dispositions naturelles de l' « âme confrontée à la nature environnante (l'expérience) les plus hauts concepts philosophiques et moraux, mais ayant ensuite découvert la vie en société, ne peut continuer à y vivre. Pour Ibn Khaldun, le rythme cyclique des sociétés humaines est ponctué par l'apogée des dynasties qui s'élèvent sur les tribus et construisent un empire civilisateur, mais dont le raffinement entraîne la dégradation, la corruption, et la retombée de la culture à un niveau inférieur, à un état de nature où le souci de la lutte pour la survie ne permet pas le développement de la sécurité et de la pensnsée.

Contradiction dont s'efforce de s'évader Moammar Kadhafi. Issue de Dieu, la création ne peut être que bonne et la manière dont elle a été régularisée par les Révélations successives également : constatation traditionnelle dans l'ensemble de la théologie musulmane. Le problème pour M. Kadhafi est donc de rechercher les facteurs destructeurs de l'harmonie originaire. Loin d'opposer comme la plupart des théologiens l'impureté de la *Jahiliya* à la pureté de l'école

musulmane, il recherche dans le Coran, l'explication de la marche des sociétés et de leurs déviations. Selon le Coran en effet, l'humanité a été créée divisée en groupes ethno-culturels : « Nous vous fîmes peuples et tribus afin que vous vous connaissiez. Non pas pour que vous vous entre-tuiez. » L'État de nature consiste en une différence ; « le nationalisme existait donc avant l'apparition de la religion » (*Discours sur la religion et le nationalisme,* 5 moharram, 1393 — 8 février 1973, Éd. française Administration Générale des Informations, p. 18).

Mais inversement à l'origine la religion a connu un stade primordial universel et non différencié : « les grands principes humains sont nés avant toutes les théories » (*Discours d'ouverture au Congrès international de la jeunesse d'Europe et des Pays Arabes,* II rabi, II, 1393, 14 mai 1973, édition française, Direction Générale de l'Information, Ministère de l'Information et de la culture, p. 5).

Donc, l'Islam « dans sa conception divine » signifie la religion « vraie ». Il est plus large que l'Islam — religion au sens historique du terme ; il ne concerne pas seulement les « musulmans » qui *stricto sensu* n'existent que depuis l'Hegire (*Religion et Nationalisme,* p. 11), mais l'ensemble des hommes qui, depuis la création d'Adam (et « tous les êtres humains sont des descendants d'Adam », *Jeunesse,* p. 6) ont affirmé le Dieu unique ; et notamment les grands prophètes d'Ibrahim (Abraham) à Muhammad, en passant par Jésus. Ibrahim à qui Dieu a expressément dit : « sois musulman » et qui ne fut point polythéiste, mais adhéra précisément au hanîfisme, cette religion originaire primordiale.

Ainsi juifs et chrétiens étaient d'abord les seuls musulmans (*Religion et nationalisme,* p. 17). Et aujourd'hui, même : « qu'importe que vous soyez musulmans ou non, l'important c'est que vous croyiez en Dieu et que vous croyiez à tous les Prophètes du premier au dernier » (*Jeunesse,* p. 25).

Cette conception reprend donc implicitement l'une des grandes notions de la théologie musulmane, cette notion de *fif'ra,* sorte de disposition innée de l'être humain à percevoir les vérités essentielles de la divinité et de la création, l'adoration du Dieu unique notamment. « Le plus pieux d'entre vous est le meilleur pour Dieu » (*Jeunesse,* p. 57) le plus honorable.

De l'état de nature de l'humanité (répartie en nations) et celui de la religion (caractère antérieur à la Révélation coranique de la croyance en Dieu) découlent donc l'état de nature de la morale et de l'être humain, état consistant en une vie équilibrée à l'intérieur de son propre

peuple, respectueux des autres peuples.

Mais « Adam est de terre » (*Jeunesse,* p. 6), et ses passions, ses instincts, dévient les structures qui constituent l'ordre naturel : le nationalisme et la religion. Et leurs déviations, comme leur réutilisation pour lutter contre ces déviations, en feront précisément les « moteurs de l'histoire » — constitueront le « mouvement de l'histoire », faits d'avance et de recul, d'une lutte perpétuelle entre le bien et le mal, d'une tension permanente pour revenir non à leur forme originaire mais à leur fonctionnement légitime dans le monde présent.

Mais comment apparaissent ces déviations et dégradations ? La construction intègre ici des facteurs politiques et économiques.

Dieu a permis et voulu la différenciation harmonieuse de l'humanité entre nations. Mais à l'intérieur de chaque nation se sont aussi fait jour d'autres oppositions. Chaque tribu, secte, groupe, parti, classe poursuit contre les autres ses intérêts particuliers et vise une suprématie absolue sur l'ensemble de la société. Ce qui détermine la création et l'expansion d'une institution, l' « appareil de gouvernement », au profit d'une partie seulement de cette société. Cette mainmise sur le pouvoir suprême dérègle d'abord les rapports internes, mais aussi les relations internationales : car la classe ou faction au pouvoir va poursuivre son action d'exploitation contre les autres : d'unificateur, le nationalisme devient agressif (*Jeunesse,* p. 11). Elle réalise

. aussi une action de dégradation à l'encontre de la Loi, en édictant des constitutions et des législations purement humaines et partisanes destinées à justifier idéologiquement et maintenir son pouvoir. La loi est à son tour déviée, comme la nation, hors de l'état de nature (*Livre Vert,* I, p. 66).

D'où la critique menée par Moammar Kadhafi pour démystifier ces altérations de l'ordre naturel, au point de vue politique et au point de vue économique.

Au point de vue politique, dénonciation des élections de type représentatif et des référendums validant la dictature insidieuse des partis (« tribus, sectes des temps modernes » : *Livre Vert,* I, p. 33). Au point de vue économique, dénonciation de l'esprit de profit qui, au-delà de la légitime satisfaction des besoins, entraîne une accumulation privative du capital.

Or dictature brutale ou insidieuse des partis comme maîtrise par l'argent sont contraires à l'état de nature et à la loi naturelle. La construction de Moammar Kadhafi réimbrique à ce stade des éléments anthropologiques et théologiques.

« L'homme étant le même en tout lieu, sa morphologie et ses instincts étant partout les mêmes... La Loi (l'ordre) naturelle est devenue la loi logique de l'homme » (*ibid,* p. 69), et la loi religieuse, « la religion, absorbe la coutume (la tradition, l'ordre naturel), qui est l'expression de la vie naturelle des peuples. Dès lors la religion est la confirmation de la loi naturelle » (*ibid.,* p. 74) ; et renvoie à l'état naturel de la religion primordiale.

Or dans cet état de nature, chaque homme est à la fois libre et conscient de ses responsabilités vis-à-vis des autres. Aucun empiètement n'apparaît de l'un sur l'autre. C'est pourquoi la loi religieuse musulmane (la révélation coranique), assurée de la dignité de l'homme, de sa capacité d'auto-régulation, édicte si peu de sanctions matérielles (uniquement celles qui sont indispensables pour protéger la vie en société, les autres sont renvoyées au jour du Jugement dernier), et professe tant de recommandations et d'indications destinées à guider l'homme vers le bien. « La loi est le critère pour distinguer le juste de l'injuste, le vrai du faux, ainsi que les droits des individus et leurs devoirs » (*le Livre Vert,* I, p. 71-73). Et cela parce que la loi rappelle et entérine cet état de nature dans lequel a vécu l'humanité encore proche de la création, ce qui explique qu'à la différence des autres religions l'Islam est beaucoup moins un système normatif coercitif qu'un « système de qualification et de purification ». En tout cas, l'articulation entre loi naturelle et loi religieuse est très différente de celle proposée par le christianisme. Selon Saint-Thomas d'Aquin qui en a donnée l'une des représentations les plus achevées, c'est au contraire de la loi divine que découle par déductions rigoureuses la loi naturelle ; et de celle-ci découle ensuite par inductions et accommodations avec le droit positif édicté par les souverains, le droit effectivement praticable dans et entre les sociétés humaines.

Construction qui semblerait sans doute dangereuse Moammar Kadhafi car l'exacerbation du phénomène nationaliste peut utiliser et dégrader les formulations de la loi religieuse. Alors le système se dérègle. Ainsi juifs et chrétiens ont à certaines époques dénaturé les Écritures (*Jeunesse,* p. 39), et s'en sont servis pour agir un nationalisme agressif. Ainsi peuvent ressurgir de nouvelles « idoles » : Mao ou Lénine (*Religion et nationalisme,* p. 21), ou le machinisme (*Jeunesse,* p. 31), qui pourtant, s'il n'est pas maîtrisé, débouche sur l'œuvre de Satan : armes atomiques, fusées intercontinentales (*Ibid.,* p. 15). L'œuvre satanique apparaissant au plus haut point dans l'usurpation des richesses entre peuples et leur exploitation les uns

par les autres : elle est, par excellence, négation de la dignité et de l'égalité humaine.

De cette conception de l'état de nature, Moammar Kadhafi déduit rigoureusement les conséquences stratégiques. Contre l'appareil de gouvernement, devant la loi, dictatorial, la lutte ne doit pas être menée classe contre classe. Car celle qui serait victorieuse serait l'héritière de l'ensemble des contradictions de la société, reproduirait rapidement en son sein en se fragmentant les mêmes oppositions de classe (*Livre Vert*, I, p. 41). Reste donc l'impulsion de l'ensemble de la société par violence et révolution légitimes, mais qui ne vont pas sans risques car les individus et les minorités agissantes qui mènent la lutte risquent de se laisser conduire à leur propre dictature. De même en politique étrangère le neutralisme positif doit être respect de toutes les nations, mais conserver cependant une vigilance particulière à l'encontre de celles qui donneraient des signes de nationalisme agressif : c'est-à-dire de tendance à l'impérialisme et à l'exploitation des autres.

Ces principes stratégiques n'excluent pas la condamnation de toute real-politik qui découlerait davantage de l'ordre naturel non réglé de la loi religieuse. Pour le croyant la crainte de Dieu entraîne le respect d'autrui, des promesses faites. Pour les autres politiques, ce respect ne découle que de la crainte des représailles, ce qui détermine la conception d'une politique régie par le seul jeu des forces sociales antagonistes, jeu qui ne peut que favoriser le succès des grandes puissances impérialistes (*Jeunesse*, p. 37-38), et de comités (exécution) populaires dans les quartiers et les entreprises détruisant l'appareil de gouvernement et les bastilles administratives ; les problèmes professionnels particuliers étant réglés par les unions syndicales spécialisées. Car la vraie démocratie consiste, non en tel ou tel procédé gouvernemental ou électoral, mais dans le fait que l'ensemble du groupe soit responsable de lui-même et ait constitué son propre censeur (*Livre Vert*, I, p. 75-76). La presse doit donc demeurer l'expression générale des vœux populaires, et de l'information en retour.

Par orientation religieuse, Moammar Kadhafi veut donc rétablir des rapports naturels : une société transparente où les rapports seront réglés non par contrainte mais par auto-régulation des conduites et satisfactions harmonieuses des besoins, une société dans laquelle l'homme, heureux dans ses cadres naturels, famille et nation,

psychiquement équilibré et économiquement pourvu, atteindra enfin au bonheur.

Certes dans cette construction, divers éléments apparaissent. Les uns ressortent aux formulations arabo-musulmanes du socialisme et du non-engagement. Les autres à l'éthique socio-politique classique de la cité musulmane : régulation de la vie de la communauté par l'ensemble de ses membres, évoquant la théorie de la *hisba* en vertu de laquelle l'ordre et la morale reposent sur la vigilance de chacun. Affirmation de son unitarisme et refus/ellision des divisions en sectes ou classes, affirmation irradiant même sur la spécialisation économique : la division du travail étant certes reconnue indispensable, mais d'ordre technique, seconde par rapport à la participation de chacun à la production, et à son imbrication dans les deux structures. En faveur et par l'Islam certes, mais aussi par souci d'humanité « naturelle », entre les hommes et les peuples, Moammar Kadhafi réagit contre ce qu'il croit percevoir des mondes qui lui sont extérieurs, et qui lui paraissent contraire à la nature humaine et à l'état de nature sociale : le matérialisme hédiniste du capitalisme occidental conduisant l'homme perdu de solitude au désarroi moral, à l'absorption de narcotiques, au suicide, et contraint de violer la loi pour s'assurer des protections collectives (syndicats), la statolâtrie brutale du communisme réduisant l'homme esclave de l'appareil de gouvernement à violer les lois pour survivre (*Jeunesse,* p. 48, et 53-54).

D'où son désir passionné de construire une théorie adaptée à notre temps, non comme une nouvelle philosophie humaine, donc changeante, fonction des contingences nationales, mais une vérité permanente, unique, éternelle : cette loi naturelle qu'a englobé l'Islam, qu'a entériné et certifié la Révélation pour le croyant, mais qui par son origine même dépasse les peuples historiquement islamisés et a valeur pour l'ensemble de l'humanité.

Ainsi s'esquisse, alors que l'humanité vit « le passage de l'ère des républiques à l'ère des masses » (*le Livre Vert,* I, p. 22), entre le capitalisme et le communisme, cette « troisième voie internationale » préconisant la formation d'une société de producteurs socialistes associés, conscients, et s'organisant au point de vue économique par la limitation de la propriété privée à la jouissance des biens singuliers indispensables à la vie humaine (maison...) le remplacement du salariat, vente de force de travail (qui demeure une forme d'esclavage en dépit de toutes les mesures sociales), par une participation aux fruits de la production proportionnelle à son apport à l'un des trois grands facteurs de la production (matières premières, moyens,

énergie, travail) ; la réduction de l'épargne à la non-consommation individuelle ; et d'exploitation. Et au point de vue politique par un jeu combiné de congrès (délibération) « naturelles » par excellence, la famille où les fonctions de chaque membre sont classiquement perçues, et la nation. Nostalgie d'un passé meilleur où une société équilibrée vivait à la fois dans la constance et la modération des besoins individuels et la splendeur culturelle et historique, mais aussi volonté par effort collectif de transposer cette splendeur et cet équilibre dans le temps présent.

Pour ce faire, Moammar Kadhafi esquisse une philosophie de l'histoire et une dialectique du bien et du mal fondant sa lutte révolutionnaire pratique en faveur de la démocratie contre tout pouvoir abusif sur les concepts qui lui sont fournis par l'anthropologie coranique : une différenciation naturelle non par classes mais par peuples harmonisée par une loi orientative naturelle universelle formalisée par la Révélation coranique : en cette tentative réside peut-être l'apport le plus original de sa pensée.

Car au fond les interrogations de méthode d'érudition demeurent latérales au grand dessein — au grand défi religieux, politique et stratégique de Moammar Kadhafi contre l'impérialisme et le matérialisme : formuler et agir par sa foi une théorie qui légitimise son action et soit modèle, espoir et suscitation pour les masses (*Exposé au colloque De Gaulle-Nasser,* Benghazi, 1975). Dès l'abord, l'affirmation anthropologique de l'antériorité (historique, non spirituelle bien entendu) de la nation sur la religion lui permet de justifier le fait que tous les Arabes, musulmans ou chrétiens, « déploient leurs efforts dans le mouvement du nationalisme arabe » (*Religion et nationalisme,* p. 19). D'où pas de lourds traités mais ce bref *Livre Vert* qui voudrait équilibrer et refouler ces textes percutants dont l'influence règne sur plus de la moitié de l'humanité : *Le Manifeste du Parti Communiste,* et *le Petit livre rouge...*

Essai comparatif entre : le « Contrat Social » et le « Livre Vert »

Dr. Sami G. Hajjar
Professeur des Sciences Politiques
de l'Université du Wyoming
Laramie, Wyoming U.S.A.

Le but de cet essai est de prouver l'hypothèse que la pensée politique de Moammar Kadhafi, telle qu'il l'explique dans la première partie du *Livre Vert,* est remarquablement similaire aux perceptions politiques de base de Jean-Jacques Rousseau, telles qu'elles sont exposées dans le Contrat Social publié en 1762 et qui aurait considérablement influencé la Révolution Française paraît-il. Que cette ressemblance soit accidentelle ou intentionnelle, dépasse le domaine de cet essai. En fait, si cette similitude peut être démontrée on pourrait dire que la pensée politique de Moammar Kadhafi ferait partie des traditions de la pensée politique classique occidentale, du moins en ce qui concerne les points essentiels.

Le point majeur de cette tradition politique a été la tentative de réconcilier les institutions sociales et politiques avec les tendances individuelles vers la liberté et l'autonomie.

Le *Livre Vert* ne peut pas être légitimement destitué par l'Occident sur le seul argument que celui-ci est étranger à son héritage intellectuel.

En contrepartie les sources islamiques et arabes des pensées de Kadhafi sont plus clairement exposées dans la deuxième et la troisième parties du *Livre Vert* qui traitent respectivement des problèmes économiques et sociaux.

LES PRÉMICES DE BASE : LA NÉCESSITÉ DE LIBERTÉ.

Rousseau ouvre le débat sur le contrat social par l'affirmation simple mais puissante, « l'homme est né libre et partout il est dans les fers ». Dans la première partie du *Livre Vert* Moammar Kadhafi affirme que « de nos jours, l'ensemble des régimes politiques est le résultat de la lutte que se livrent les appareils du gouvernement pour parvenir au pouvoir », et « qu'il se solde toujours par le succès d'un appareil... donc par la défaite de la démocratie véritable » (p. 7-8). Moammar Kadhafi, le *Livre Vert*, première partie, « la Solution du Problème de Démocratie », Cujas, 1976. Ces affirmations constituent les prémices politiques de base des deux écrivains et je soutiens que leurs pensées sont similaires.

La thèse de Rousseau, « l'homme est né libre », a été traduite en anglais au temps présent et au passé ce qui donne, « l'homme était né libre », ou bien « l'homme est né libre ». L'implication de l'usage du temps passé provient du fait que Rousseau a une vue pessimiste de l'évolution de l'histoire politique qui a partout aboutie qu'à rendre

l'homme esclave. L'histoire tend alors vers la corruption de l'homme et au despotisme. Cela sont les thèses de Rousseau émises dans « Discours sur les Effets Moraux de l'Art et des Sciences » et dans « Discours sur l'Origine de l'Inégalité ».

La présente courte version qui est telle que Rousseau l'a utilisée dans « Le Contrat Social » rend son affirmation révolutionnaire. C'est-à-dire que chaque homme vivant à l'heure actuelle est libre et cependant on le rend partout esclave. Les hommes ne doivent pas accepter ce destin politique qui est contraire à leur nature (1). Sans prêter attention au temps que Rousseau utilise, ses affirmations présument que tous les gouvernements existants sont despotiques et sa déclaration ne fait pas d'exception et ne donne pas de justifications aux différents types ou formes de gouvernements.

Le despotisme est le manque concomitant de liberté individuelle sous un gouvernement donné sont les plus grands problèmes pour la politique, un problème universel qui nécessite une solution.

L'affirmation de Moammar Kadhafi concrétise tous les points associés à ceux de Rousseau. La vue de l'histoire politique humaine est également pessimiste dans ce sens qu'il croit que chaque gouvernement existant représente le monopole du pouvoir d'une forme ou d'une autre de gouvernement (appareil du gouvernement), contre une autre forme ou type alternatif.

Dans la société un appareil de gouvernement représente l'intérêt d'un individu, d'un groupe, d'un parti politique ou d'une classe. Cela se produit parce que historiquement un tel appareil a toujours été victorieux dans l'enjeu des pouvoirs politiques.

Pour Rousseau, il en résulte que celui-ci enchaîne aussi le reste de la population. En termes de Moammar Kadhafi, c'est une défaite de la véritable démocratie qui ne doit pas être acceptée par les hommes. La raison pour laquelle elle ne doit pas être acceptée peut être déduite de ce qu'implique une démocratie véritable.

La démocratie véritable ou directe implique l'égalité entre les hommes et, basée sur cette égalité, elle implique le droit de chaque être humain à être maître de lui-même. La conviction de Moammar Kadhafi que l'égalité entre les hommes existe, est manifeste plus loin dans sa déclaration lorsqu'il dit, « l'homme est le même en tout lieu, sa morphologie et ses instincts sont partout les mêmes » (p. 35). Cette égalité entre êtres humains qui est aussi clairement impliquée dans la thèse de Rousseau, « l'homme est ou était né libre », produit un effet égalitaire. Par définition, celui-ci rend un gouvernement, quelque gouvernement qui soit, la négation même de cette égalité, du moment

qu'il représente la dichotomie entre ceux qui gouvernent sur ceux qui sont gouvernés. De même, ce fait nie aussi la capacité de l'homme à se gouverner directement. Donc si l'homme ne doit pas accepter aucune forme existante de gouvernement, mais qu'il devrait plutôt affirmer son droit à se gouverner directement, l'affirmation de Moammar Kadhafi est révolutionnaire.

Encore une fois (je répète), le problème qui se pose à la politique, est de trouver une alternative au despotisme des gouvernements.

LE PROBLÈME : L'ÉTAT NATUREL ET LES INSTRUMENTS DU POUVOIR.

L'affirmation fondamentale de Rousseau le mène logiquement à une interrogation sur les origines de la société politique. Celle-ci aurait surgie, du moins théoriquement, de l'état naturel par le mécanisme d'un contrat social. Cependant, les droits dont disposent les hommes à l'état naturel ne sont pas les bases sur lesquelles est établie la société politique.

Dans les premiers chapitres du livre Ier (i-v), Rousseau définit deux principaux droits naturels, le droit du père qui peut commander ses enfants parce qu'il y a un lien naturel entre eux ; deuxièmement, le droit du plus fort, celui qui commande l'obéissance au mérite de sa force. Mais aucun de ces droits naturels ne peut être transformé en droit politique, « c'est-à-dire une raison légitime pour obéir à un gouvernement et aux lois » (2). Dans le cas des droits du père, le lien entre lui et ses enfants se défait naturellement lorsque ceux-ci cessent de dépendre de lui. Ensuite, le lien entre eux peut être entretenu volontairement, mais pas naturellement (3). De même le droit du plus fort n'est pas la base du droit politique, « car céder aux forces n'est pas un acte volontaire, mais un acte de nécessité » (I, iii). L'obéissance n'est pas chose donnée volontairement au plus fort, mais c'est par l'émanation de sa force qu'elle s'impose.

A travers ce processus d'élimination Rousseau conclut « du fait que l'être humain n'a plus d'autorité naturelle sur son prochain et que sa force ne procure plus de droits, il ne reste plus que des conventions comme base d'autorité légitime entre les hommes » (I, iv).

Il y a une exception à ce fait. Un peuple ne peut pas se rendre esclave d'un gouvernement par des conventions parce que « si l'homme renonce à sa liberté, il renonce à son statut d'homme, il renonce aux droits de l'humanité et même à ses devoirs » (I, iv).

L'état naturel était une condition d'indépendance et de félicité absolue. Cependant pour une raison pas clairement définie, cet état naturel n'a pas pu persister, sous peine de faire périr la race humaine, s'il n'avait pas changé fondamentalement (I, vi) (4). L'alternative consistait à « trouver une forme d'association qui défende et protège la personne et les biens de chaque associé par toutes les forces communes et qui permettrait à chacun, en s'unissant avec les autres, à n'obéir qu'à lui-même et à rester aussi libre comme avant (I, vi). C'est ce que préconise le Contrat Social. Rousseau se sert de lui pour expliquer les origines de la société politique. De ce fait, la signification de la théorie du Contrat Social se dégrade car ce qu'il l'intéresse n'est pas le contrat en lui-même, qu'il traite en passant, mais la volonté commune dans laquelle il trouve les caractéristiques essentielles de l'État (5).

Moammar Kadhafi ne se réfère pas à la question des origines de la société politique comme Rousseau, peut-être parce que la question lui semble trop académique. Son point de départ consiste dans l'observation de différentes sociétés politiques avec leurs divers appareils de gouvernement. Le point de départ de Rousseau est, comme nous l'avons déjà vu, l'hypothétique état naturel, et observant les risques qu'il pose à la race humaine, son idée mène directement à la communauté politique idéale, fondée sur la base du concept de la volonté commune. De plus, la volonté commune doit surgir du contrat social qui repose sur la délibération rationnelle de l'homme.

Parmi les appareils actuels de gouvernements étudiés par Moammar Kadhafi, figurent aussi ceux du parlement, le parti, les classes et les plébiscites.

Toutes ces formes ont posé un problème politique pour l'homme de la société moderne. Les trois premières alternatives falsifiaient la démocratie véritable, car elles plaçaient le pouvoir dans les mains d'un groupe social plus restreint que la société elle-même, c'est-à-dire ce ne sont que des systèmes de représentation.

Parmi ces trois catégories, les parlements sont les moins démocratiques car leurs membres n'ont pas « un lien organique populaire avec les électeurs » (p. 10) ou bien, ils représentent une sorte de coalition ou un parti qui n'est qu'une infime fraction de la société. De plus, les parlements élus sont basés sur un système de propagande qui représente un « système démagogique au vrai sens du terme » (p. 12), tandis que des parlements nommés, ou ceux qui sont basés sur la succession héréditaire, sont exclus parce qu'ils ne représentent aucune forme de démocratie. Un parti n'est pas plus démocratique et

cela pour deux raisons. Premièrement la société dans son ensemble est par définition pluraliste, car « elle est constituée d'intérêts, d'opinions, de tempéraments, d'idéologies ou d'origines différents » (p. 15), tandis qu'un parti se compose de gens qui ont les mêmes intérêts..., les mêmes vues..., la même culture..., font partie d'une même région ou ont la même idéologie » (p. 14-15). Dans la société un parti représente une minorité et c'est pour cela, par définition, que son pouvoir n'est pas démocratique.

Deuxièmement, un parti est victime de la loi de fer de l'oligarchie alors que son intention initiale est de représenter le peuple. La hiérarchie d'un parti se développe par un système de manœuvres, de manigances et d'enjeux politiques et le résultat n'est que le pouvoir de quelques uns. Moammar Kadhafi en conclut que le système des partis est « la dictature contemporaine ».

En ce qui concerne les classes, Moammar Kadhafi dit qu'une coalition économique des classes comme elle existe le plus souvent dans les sociétés capitalistes industrialisées, ou bien une coalition de tribus telle qu'elle est courante dans les nations du Tiers-Monde, « reste préférable à la coalition de partis, car à l'origine, le peuple est essentiellement constitué d'un ensemble de tribus ; « il est rare de trouver en effet quelqu'un qui n'appartienne pas à une tribu et tout le monde fait partie d'une classe définie » (p. 21). Mais même si une tribu ou une classe sont plus représentatives du peuple dans son ensemble que le sont un parti ou un parlement, ceux-ci n'arriveront jamais à représenter la société tout entière, constituée d'une multitude de parts diverses. En ce qui concerne la conception de classes marxistes, Moammar Kadhafi soutient que « si par exemple la classe ouvrière venait à écraser toutes les autres classes, elle deviendrait l'héritière de la société, c'est-à-dire qu'elle deviendrait la base matérielle et sociale de la société.

L'héritier porte les caractéristiques de celui dont il hérite, même si ces caractéristiques n'apparaissent pas à première vue » (p. 22).

De plus « la classe ouvrière deviendra peu à peu une société à part, ayant les mêmes contradictions que l'ancienne société » (p. 23). A partir de ce point, selon Moammar Kadhafi, l'histoire se répète « et la lutte pour gouverner la société reprend » (p. 23). En effet, il adhère à la proposition suivante : si un seul secteur de base de la société devient l'instrument du pouvoir, cette situation peut temporairement aboutir à une certaine stabilité ; mais uniquement pour s'effondrer devant de nouveaux secteurs et modèles sociaux qui sont amenés à surgir de ce secteur unique même. Il déclare que toute société, où se combattent

des classes, était auparavant une société à classe unique, « mais cette même classe a engendré d'autres classes, du fait de l'évolution inéluctable des choses » (p. 23). En clair, cette position nie l'hypothèse marxiste que la dictature du prolétariat mène à l'abolition de la société de classes.

Les plébiscites ou référendums posent un problème politique d'autre nature. Tandis que ces mécanismes employés par certains instruments du pouvoir politique moderne, permettent à leurs membres d'exprimer leur approbation ou leur opposition d'une mesure spécifique, par l'intermédiaire du scrutin, ils ne permettent pas à l'individu d'exprimer clairement ce qu'il veut, ni d'expliquer ses raisons d'approbation ou d'opposition.

En d'autres termes, l'individu est privé de l'opportunité d'influencer les opinions des autres, en s'exprimant pour ou contre une certaine mesure spécifique. C'est la négation même d'un droit démocratique élémentaire.

Les appareils de gouvernements actuels ne posent pas seulement des problèmes politiques, mais leurs risques dépassent ce domaine. Ainsi les peuples d'aujourd'hui « supportent nombre de risques avec d'extrêmes conséquences ». Même l'institution de la famille en est touchée au point que « le conflit qui surgit au sein d'une famille, se ramène à ce problème » (le problème de l'appareil de gouvernement) (p. 7).

D'autre part, Moammar Kadhafi ne spécifie pas exactement ce que sont ces « risques » et leurs graves « conséquences » qui affrontent la communauté humaine. Ça peut vouloir dire que la constitution de la communauté humaine est menacée d'une manière qui dépasse le cadre politique. Faisant face à ce défi, Moammar Kadhafi conclut qu'il est aujourd'hui du droit des peuples, de lutter à travers la révolution populaire, en vue d'éliminer ces instruments de monopolisation de la démocratie et de la souveraineté qui sont les assemblées parlementaires qui usurpent la volonté des masses » (p. 11). Çà sera cette révolution populaire qui fera naître une nouvelle époque, celle d'une démocratie véritable, basée sur le concept de Jamahirya et de son instrument principal, la Troisième Théorie Universelle, qui « représente la solution théorique définitive aux problèmes de l'appareil de gouvernement » (p. 7).

Alors que la discussion dans cette partie de l'essai révèle quelques différences entre Rousseau et Moammar Kadhafi, il fait apparaître quelques importantes ressemblances fondamentales dans leur logique. La différence fondamentale est que Rousseau considère que la

menace pour la race humaine, en termes historiques, provenait d'un lointain passé, l'état naturel de l'homme. Pour Moammar Kadhafi les menaces sont plus immédiates, plus présentes. Pour Rousseau le genre de cette menace est un peu vague, ou bien de caractère physique ; pour Moammar Kadhafi elle est plus précise et plus politique. Pour terminer, Rousseau considère le contrat social comme l'instrument même par lequel la menace est affrontée. Pour Moammar Kadhafi, la menace doit être affrontée par une révolution populaire.

D'autre part leurs similitudes sont plus subtiles qu'apparentes. Pour les deux écrivains, il existe une nécessité urgente de restaurer (Rousseau) et de corriger (Moammar Kadhafi) la condition humaine. Les hommes doivent alors agir de manière à établir un contrat social, ou bien de faire une révolution populaire, d'éviter la menace. En d'autres termes, l'histoire doit être contrôlée par l'action des hommes. En termes de Machiavel, cela veut dire qu'une telle action est une vertu qui est inversement reliée à la chance ou au destin et qui correspond à la nécessité.

Pendant la célébration du sixième anniversaire de la Révolution du 1er septembre 1975, Moammar Kadhafi disait que la révolution n'était pas permanente.

« C'est un passage d'un état de sous-développement à un autre état plus progressif ; de ce qu'il est à ce qu'il devrait être » (6). A partir de cette citation, nous pouvons noter une autre importante ressemblance entre Rousseau et Moammar Kadhafi, notamment qu'ils discréditent plutôt la signification du moyen de changement, c'est-à-dire le contrat social et la révolution populaire parce que leurs intérêts fondamentaux sont axés sur la création de la souveraineté des masses à l'aide de la volonté commune et de la Troisième Théorie Universelle.

On peut donc affirmer que Rousseau et Moammar Kadhafi diffèrent dans le particulier, alors que l'essence même de leurs arguments, concernant les caractéristiques du problème, comment et pourquoi il devrait être résolu, est fondamentalement identique.

LA SOLUTION : LA VOLONTÉ COMMUNE ET LA TROISIÈME THÉORIE UNIVERSELLE.

Le point de départ de cette partie s'appuie sur l'observation que pour Rousseau la société civile (politique) ou civitas qui a été créée par le contrat social, n'institue pas la souveraineté par elle-même. C'est plutôt le peuple dans son acte de créer la société civile à travers

le contrat social qui devient souverain et qui continue toujours à l'être.

C'est d'ici que viennent le concept de la souveraineté populaire et la volonté commune qui expriment cette souveraineté. Par ailleurs, selon Moammar Kadhafi, le peuple cherche à détruire l'appareil de gouvernement par le moyen de la révolution, non pour le remplacer par un autre, mais pour qu'il s'institue lui-même souverain et qu'il le reste.

Voilà ce que veulent dire Jamahirya et la Troisième Théorie Universelle et ce qui exprime cette Jamahirya ou souveraineté populaire (7).

A partir de maintenant le terme souveraineté populaire et son équivalent Jamahirya ne nécessite plus d'explication. Il suffit de dire que ce sont les peuples qui proposent, disposent et imposent directement, sans aucun intermédiaire, en ce qui concerne le fonctionnement de leurs affaires publiques.

En d'autres termes, ils pratiquent la démocratie véritable ou directe.

Les étudiants en théorie politique reconnaissent, bien sûr, la signification et le caractère cependant très contreversé du concept de la volonté commune qui figure dans les annales de la pensée politique. Ce concept a toujours été problématique, et l'est encore.

Ce que je veux dire à ce propos, c'est que la Troisième Théorie Universelle de Moammar Kadhafi cherche essentiellement à résoudre les problèmes associés au concept de la volonté commune. Je pense que c'est là fondamentalement que se trouve le sens véritable de la thèse de Moammar Kadhafi que le *Livre Vert* présente la solution théorique définitive du problème de l'appareil du gouvernement.

Pour Rousseau, la volonté commune émerge aussitôt que le pacte social est conclu et la souveraineté populaire établie. Alors, à la place de chaque individu des partis associés, cet acte d'association produit immédiatement un corps collectif et moral, composé d'autant de membres qu'il y a de voix dans l'assemblée qui obtient son unité précisément par cet acte, son « soi » commun, sa vie et sa volonté (I, vi).

Ainsi, la volonté commune est la volonté du corps politique collectif. Elle représente quelque chose en plus que la somme totale des volontés individuelles qui constituent le corps politique collectif.

Rousseau attribue à cette volonté commune et souveraine, d'être infaillible (II, iii), inaliénable (II, i), indivisible (II, ii) et indestructible (IV, i). Ces qualités sont explicites dans le concept de Jamahirya de Moammar Kadhafi et de son expression à travers la Troisième Théorie Universelle.

La souveraineté est infaillible parce que la volonté commune a toujours raison ; elle tend toujours vers l'intérêt public. De même Jamahirya (démocratie directe), « quand elle est mise en pratique, est indiscutablement et incontestablement la méthode idéale de gouvernement » (p. 29).

La pratique de Jamahirya ne peut donc pas induire en erreur, car la contestation et la contreverse ne surgissent que de choses qui sont discutables. L'attribut de inaliénation signifie qu'elle ne peut être représentée que par elle-même, précisément ce que Jamahirya implique, d'être une démocratie directe. De plus, cela signifie que la souveraineté ne peut pas être transférée à une institution politique, telle que le gouvernement. La souveraineté et le gouvernement ne pourront jamais être la même chose. Encore une fois, cela représente la doctrine de Jamahirya par laquelle le Gouvernement, dans sa conception traditionnelle, a été remplacée par l'autorité du peuple qui s'exprime à travers ses comités et congrès populaires.

Comme la souveraineté est inaliénable, pour cette même raison elle est indivisible ; soit la volonté est générale ou elle ne l'est pas. Ce qui intéresse Rousseau, c'est que la souveraineté a été acquise pour être partagée en pouvoir législatif et en pouvoir exécutif ; en droits d'impôts, de justice, de guerre, etc... (II, ii). Pour lui, le corps social ne peut être divisé en parts. La source de la volonté commune est donc la même et ses actes peuvent être dirigés vers divers objets.

La même considération se manifeste dans la Troisième Théorie Universelle de Moammar Kadhafi.

Comme la souveraineté du peuple (Jamahirya) est indivisible, le peuple n'est pas seulement organisé en congrès, mais aussi en comités administratifs populaires auxquels revient la fonction primaire, de remplacer l'administration gouvernementale. C'est alors que le peuple dicte et met sa propre politique en pratique. Ainsi l'administration et son contrôle seront populaires et il sera mis fin à la définition désuète de la démocratie, selon laquelle, « la démocratie, c'est le contrôle du gouvernement par le peuple. ». Elle sera remplacée par la définition juste, « la démocratie c'est le contrôle du peuple par le peuple » (p. 31). Ainsi la souveraineté est indivisible.

La quatrième caractéristique, l'indestructibilité, a été déduite par Rousseau de sa discussion dans « la Dégénérescence de l'État »..., « lorsque l'État près de son écroulement continue à survivre uniquement sous forme illusoire et ineffective ; lorsque le lien social est rompu dans le cœur de tous ; lorsque l'intérêt le plus bas adopte impudiquement le nom de bien-être public sacré, alors la volonté

commune devient muette... ». Cependant cela ne veut pas dire que la volonté commune a été anéantie ou corrompue. Non, elle est toujours constante, inaltérable et pure (IV, i). Par conséquence, le salut d'un état dégénéré serait, de redécouvrir la volonté commune.

La même logique et la même conclusion, à dire que la souveraineté (Jamahirya) est indestructible, est explicite dans le *Livre Vert* lorsque Kadhafi discute, comment la société réajuste son orientation, en cas de déviation par rapport aux lois. Selon lui, « s'il se produit une déviation à la loi de la société dans un tel système, (Jamahirya) çà sera une déviation collective qui serait traitée d'une manière collective par la révision démocratique et non par la force. La manière de réviser ou de traiter la déviation n'est plus un processus de choix volontaire mais plutôt une conséquence inéluctable de la nature de ce système (4) (p. 40).

Il s'ensuit, qu'à cause de la nature du système démocratique, dont la souveraineté est, d'après Rousseau, « toujours constante, inaltérable et pure », la solution pour la déviation est incorporée dans le système démocratique lui-même, de façon qu'il n'existe pas un processus de choix volontariste ». Il est évident que Moammar Kadhafi et Rousseau attribuent les mêmes caractéristiques à la souveraineté populaire. Il me semble néanmoins qu'à partir de ce point, ils ne partagent plus les mêmes opinions.

La raison est que le développement et les implications de l'idée de Rousseau ont posé un nombre de problèmes, auxquels la Troisième Théorie Universelle de Kadhafi essaie d'apporter une solution. Le développement ultérieur de la pensée de Rousseau est en relation avec le problème pratique, comment rendre la volonté commune opérationnelle dans le corps politique, étant donné les caractéristiques de la volonté commune et de son importance, par rapport au concept de la souveraineté populaire.

Cette question le mène aux conclusions principales suivantes. En premier, la volonté commune doit être exercée au sein d'une assemblée populaire dans laquelle chaque citoyen doit se délibérer et voter. Le corps politique devrait être suffisamment restreint pour permettre l'assemblée à tout le monde, car en général, les gouvernements démocratiques conviennent aux petits états (III, iii). Rousseau montre alors une préférence pour un état semblable à l'ancienne police grecque, ou la cité-état. C'est une chose inconciliable avec les réalités de la nation-état moderne.

Deuxièmement une fois que la distinction entre la volonté commune et la volonté individuelle est donnée, Rousseau est amené à la

conclusion suivante : plus le nombre d'individus est restreint plus leurs situations sont semblables, moins les frictions ou contradictions entre intérêts privés et intérêts communs se feront remarquer. Il ne devrait pas exister d'organisations, telles que les unions, les syndicats et les groupes professionnels et s'ils existent, alors plus il sont nombreux, moins la volonté commune est menacée. Cette proposition ne correspond donc pas à la réalité complexe des sociétés modernes constituées d'intérêts pluralistes.

Troisièmement, si la volonté commune est toujours la seule source légitime de toute législation dans la société, qu'elle a toujours raison, qu'elle va toujours envers les intérêts publics et si, « çà ne veut pas dire que les délibérations populaires ont toujours la même rectitude » (II, iii), comment peut-on donc discerner la volonté commune et comment peut-on amener les délibérations populaires, dans la plupart des cas, à la même rectitude ?

La réponse se trouve dans le concept de Rousseau « Le Législateur » et « la Religion Civile ».

Le premier est une personne particulière qui d'une manière ou d'une autre peut, pas comme le citoyen ordinaire, toujours savoir quelle est la volonté commune. D'autre part, la « religion civile » a l'impact de faire dévier les citoyens de leurs intérêts égoïstes pour les diriger vers l'intérêt commun. Son but est de rendre les citoyens plus vertueux pour qu'ils soient guidés dans leurs délibérations par un code moral fondamental commun. C'est ce concept qui donne un ton despotique à la théorie de Rousseau.

Comment la Troisième Théorie Universelle de Moammar Kadhafi traite cette question ?

Pour commencer Moammar Kadhafi pense que la souveraineté populaire (Jamahirya) ne doit pas nécessairement être représentée par une petite cité-état. Elle peut même fonctionner dans la nation-état moderne. Çà se fait en organisant les gens en congrès populaires de base avec des comités administratifs et des congrès populaires, constitués des comités administratifs de chaque district. Les congrès de base donnent lieu au Congrès Populaire Général, où les questions et les sujets discutés dans les congrès populaires de base, reçoivent leur dernière version et sont renvoyés aux comités populaires, choisis et responsables devant le congrès populaire de base, pour l'exécution et la mise en œuvre. Cette procédure cherche à garantir la contribution délibérée de toutes les communautés qui constituent la nation état-moderne.

Deuxièmement la théorie reconnaît d'une manière réaliste que

l'individu dans la société contemporaine n'est plus seulement un être « naturel », c'est-à-dire membre d'une société, citoyen, mais aussi une personne corporative qui par ses fonctions ou sa profession appartient à des groupes ou à des catégories différentes : ouvriers, paysans, étudiants, commerçants, artisans, fonctionnaires, etc... (p. 31). Ces groupes ne sont pas considérés avec méfiance, car dans la théorie de Moammar Kadhafi les membres de ces groupes en plus de leur appartenance au congrès populaire de base, sont organisés en unions et syndicats, reliés au Congrès Populaire Général de la même façon que les congrès populaires de base.

Troisièmement, Moammar Kadhafi et Rousseau rejettent l'idée d'une constitution dans un système de souveraineté populaire (8), mais Moammar Kadhafi au contraire de Rousseau, reconnaît que la société a des lois fondamentales, dérivées soit de la tradition, soit de la religion. Ce code moral dirige les hommes dans leur pratique d'auto-gouvernement, telle que la nécessité d'une religion civile, faite par les hommes, est totalement exclue. De plus dans le *Livre Vert*, il y a nulle part une référence à quelque individu semblable au « Législateur ». En fait c'est le contraire qui est vrai. « Prétendre de la part d'un individu ou d'un groupe être responsable de la loi, est dictatorial » (p. 38). On peut noter ici que Moammar Kadhafi lui-même, fidèle à sa propre doctrine, a renoncé à tous les titres et positions antérieures, en se limitant à celle du leader de la révolution. Nous devons rappeler ici que la révolution est une phase passagère, pas un développement permanent, ce qui veut dire aussi qu'éventuellement le peuple serait laissé complètement livré à lui-même pour pratiquer la démocratie pure. Les succès ou les défaites dépendent du sérieux avec lequel chaque membre de la société pratique cette responsabilité. La Troisième Théorie Universelle tente donc d'éviter ce genre de paradoxe qui perturbait tant la théorie de Rousseau.

NOTES

(1) Pour une discussion détaillée sur ce point voir « Introduction », éd. Roger D. Mastess et « Jean-Jacques Rousseau ou the Social Contract » (New York : St Martin's Press, 1978), p. 10-12.
(2) Ibid, *p. 13.*
(3) Voir le « Contrat Social », Tome I, chapitre ii.
(4) Derathé affirme que ce qui menace l'homme à l'état, étaient les accidents physiques, tels que les tremblements de terre, les inondations et les éruptions volcaniques. Voir Robert Derathé, « Rousseau et la Science Politique de son Temps » (Paris : Presse Universitaire de France).
(5) Alfred Cobbau, « Rousseau and the Modern Stabe » (Hamden, Connecticut : Archon Booles, 1964), p. 73.
(6) Le texte anglais de ce discours a été édité par the People's General Congress, « The Historic Speech Delivered by Colonel Muammar Kadhafi, Chairman of the Revolutionary Command Council and Chairman of the People's General Congress of the Arab Socialist Union » (Tripoli, Libya, September 1, 1975).
(7) Voir Thomas Hill Green, « Precursor of Philophical Idealism » (edited by Guy H. Dodge), « Jean-Jacques Rousseau : Authoritarian Libertanian ? » (Lexnigton, Mass : D.C. Heath and Co, 1971), p. 41.
(8) Le Livre Vert, *p. 32.*

Nation homogène et justice sociale

D[r] Mohamed Anis Moursi,
Melbourne, Australie.

NATION HOMOGÈNE ET JUSTICE SOCIALE DANS LE LIVRE VERT.

Devant moi se trouve réuni un grand nombre de penseurs venus des quatre coins du monde pour étudier et discuter le *Livre Vert* et pour dégager l'importance de la Troisième Théorie universelle.

Le *Livre Vert,* en effet, n'est pas de ces ouvrages qu'on lit et qu'on délaisse sur un rayon de bibliothèque. Il contient une révolution intellectuelle qui incite l'Homme à réfléchir non seulement en tant qu'individu, mais aussi aux problèmes de sa société, de son pays, de sa Nation et même à ceux qui caractérisent les relations de tous les peuples du monde entre eux.

Je considère que tous les penseurs du monde ont le devoir de se pencher sur cette Troisième théorie philosophique universelle afin d'en dégager les avantages et les inconvénients, si toutefois elle présente des inconvénients. C'est pour cela qu'il est de la plus haute importance que le comité responsable de l'organisation de ce colloque veille à traduire les études et analyses qui y seront présentées dans toutes les langues.

Il est aussi important que les représentants de la presse internationale s'attachent à transmettre le contenu de ces analyses à l'opinion internationale chacun dans sa langue, afin d'être mieux compris, en toute fidélité et objectivité.

J'ai mis l'accent dans la présente étude, sur le côté social du « Livre Vert », convaincu que je suis, de l'importance fondamentale de l'aspect social dans les relations entre les peuples.

En traitant de la manière dont se forme une nation homogène fondée sur la justice sociale, le *Livre Vert* a tenu compte de la psychologie humaine, des besoins psychologiques de l'homme et de leur influence sur le processus de formation d'une nation et sur les rapports individu-Nation. Pour peu qu'ils saisissent l'importance de ce facteur psychologique et qu'ils l'étudient, les responsables des divers pays seraient en mesure de constituer des nations proches les unes des autres, des nations qui croient en un avenir unique et qui seraient portées par les mêmes espérances dans un cadre international favorisant la paix et le bien-être collectif, dépourvu de toute forme d'égoïsme qu'il soit individuel, collectif ou national.

LE CHEF ET LE PEUPLE.

Le *Livre Vert* met en évidence l'importance des liens sociaux et humains que ce soit à l'échelle de la famille, de la tribu, de la nation ou du monde. Puis il démontre l'importance de ces liens entre le chef et son peuple. En effet, il suffit qu'ils n'existent pas pour que le chef mette ses intérêts propres avant deux de son peuple. L'Histoire ancienne et moderne est riche de tels exemples. Le chef a recours dans ce cas à la répression du peuple par des pressions d'ordre social par la terreur, ou encore en usant de moyens modernes tels que le lavage de cerveau, en cachant la vérité. De tels régimes sont néanmoins condamnés à tomber en fin de compte.

Quant au chef qui se considère comme partie intégrante de son peuple auquel le lient des liens d'ordre familial, social et humain, son empire sur le peuple est sans limites.

LA STRUCTURE SOCIALE.

L'INDIVIDU.

L'individu est l'unité essentielle de tout groupe ou société. Le comportement de l'ensemble de la société n'est donc que la résultante du comportement et de l'opinion de tous les individus qui la composent.

D'ordinaire, l'individu est soit de sexe masculin soit féminin. Chacun de ces deux sexes a ses besoins propres et, partant, ses devoirs propres allant de pair avec son organisme et sa physiologie. Il n'est cependant pas possible de dissocier leurs rôles puisqu'ils consistent à perpétuer la vie.

Prenons l'exemple de la femme. L'Islam l'a honorée, alors que pendant la *Jahiliya* (ère pré-islamique) les nouveau-nés de sexe féminin étaient enterrés vifs. Le *Livre Vert* aussi l'a honorée, puisque, critiquant les sociétés orientales et occidentales, il déclare : « De nos jours, toutes les sociétés considèrent la femme comme une marchandise sans plus :

En Orient on la considère comme un bien qu'on peut acheter et vendre alors qu'en Occident on ne la considère pas en tant que femme. »

Cette théorie nous explique que la femme, en Occident, fut poussée à quitter son foyer pour partager avec l'homme les métiers manuels, à la recherche d'une rétribution pécuniaire. Il ne faut pas perdre de vue que l'argent, s'il permet d'élever le niveau de vie de la famille, éloigne la femme de son rôle naturel qui est d'élever ses enfants de la manière la meilleure. Il entraîne en fin de compte la dissolution des liens familiaux avec toutes les répercussions que cela peut avoir sur les membres de la cellule familiale et donc sur la société dans son ensemble... D'autre part la persistance de la société orientale à confiner la femme par la force au foyer, dans l'ignorance et l'analphabétisme produit également une société qui n'utilise que la moitié de sa force active. Même si la famille tire profit de la présence permanente de la « maîtresse de maison », le fait que celle-ci soit analphabète l'empêche de remplir efficacement son rôle.

On peut résumer l'importance du rôle de la femme selon le *Livre Vert* par la citation suivante : « La question n'est pas de savoir si la femme doit ou non travailler. Ainsi posée elle est d'un matérialisme ridicule. La société est en effet tenue de fournir du travail à tous ses membres actifs qui en ont besoin, hommes ou femmes. Il s'agit plutôt de faire en sorte que chaque individu travaille dans le domaine qui lui convient et non qu'il soit forcé de s'employer ailleurs. »

Il n'y a aucune différence entre les droits de l'homme et de la Femme, du jeune ou du vieux, mais il n'y a pas d'égalité absolue entre eux quant à leurs devoirs.

Pour illustrer l'importance de la femme dans la structure sociale un poète arabe a dit :

« La Mère est une école pour peu que tu l'y prépares
Tu prépares un peuple aux nobles origines. »

LES BESOINS DE L'INDIVIDU.

L'individu a des besoins vitaux : ceux qui lui permettent de se conserver. Il doit manger et boire. Ces besoins vitaux furent parmi les causes principales des révolutions des peuples à travers l'Histoire. On les appelle d'ailleurs « révolutions pour le pain ». Elles entraînèrent la chute d'hommes et de régimes oppresseurs qui écrasaient la classe des travailleurs pour s'adonner aux plaisirs de la bonne table et à la débauche. Les classes des travailleurs pouvaient ainsi supporter la privation tant que celle-ci ne concernait que les plaisirs et certains droits légitimes comme la liberté d'opinion. Mais la privation de nourriture était bien le seuil de l'intolérable.

Après le boire et le manger, nous trouvons le logement qui est ainsi le troisième dans l'échelle des besoins vitaux. Le logement protège l'homme contre les éléments naturels et assure sa sécurité. Une fois ces trois besoins satisfaits (et répartis de manière équitable entre les membres d'une société), l'homme commence à songer à améliorer son niveau de vie et celui de sa communauté.

LA FAMILLE.

La famille constitue l'unité essentielle de la structure sociale. Je dis bien « *unité* » car les membres d'une même famille sont liés les uns aux autres par des liens de sang, d'amour et de compréhension mutuelle.

Il n'est pas de société au monde qui n'ait pas le système familial. La famille est par conséquent une institution internationale au même titre que les institutions religieuses.

La famille a des fonctions essentielles, qui, si elles ne sont pas remplies, ne permettent pas la survie de la société. En voici les plus importantes :

a) procréer de nouvelles générations ;

b) élever l'enfant et lui créer une place dans la société ;

c) former l'enfant de manière à ce qu'il devienne un membre utile à la société ;

d) préparer la génération montante à la vie pour qu'elle soit en mesure de mettre en place les fondements intellectuels et sociaux nécessaires à la génération qui la suivra.

La famille est ainsi un noyau de la société. Comme toute graine, il suffit qu'il soit sain pour donner une société saine, à l'image d'un jardin. Il ne fait aucun doute que la capacité de compréhension entre l'individu et l'État est inférieure à celle qui existe entre lui et sa famille. C'est pour cela que le *Livre Vert* déclare que la mise en place de toute loi susceptible de séparer la famille procède de sentiments inhumains, arbitraires et contraires à la nature et ne peut qu'avoir les effets les plus nocifs sur les plans social et humain.

LA FAMILLE EN AUSTRALIE.

Je voudrais ici faire une comparaison entre la famille orientale et occidentale. En tant qu'Arabe vivant en Australie, donc dans une

société constituée de familles modernes de type occidental qu'il m'a été possible d'observer grâce à mon travail, ma comparaison se fera entre la famille orientale et la famille anglo-saxonne telles qu'elles coexistent dans ce pays.

La famille orientale se tient solidement pour constituer un ensemble important. Ainsi plus d'une génération vit sous le même toit dans une promiscuité propice à la formation de liens forgés par les habitudes en vigueur dans ces pays. Les aînés s'occupent des plus petits et des liens se créent également entre un tel ensemble et des familles de la même colonie ou d'une autre colonie aux coutumes semblables. La famille est donc homogène et complémentaire.

Quant à la famille anglo-saxonne, elle cultive tôt chez l'enfant l'esprit d'indépendance avec son corollaire fatal : une certaine tendance à l'égoïsme. On peut donc dire que l'unité constitutive de cette société est l'individu avec toutefois des liens familiaux ténus. Je pense, quant à moi, que tout affaiblissement des liens familiaux entraîne un affaiblissement des liens sociaux.

L'individualisme et l'égoïsme deviennent donc les fondements de la société.

Cette comparaison entre les deux types de société ne tend pas à préférer l'un ou l'autre, son seul objet est d'analyser l'influence des liens familiaux sur l'ensemble de la société.

LA TRIBU.

« La tribu n'est qu'une grande famille et la Nation une grande tribu. »

La tribu en tant que structure sociale a des côtés positifs et des côtés négatifs. Elle cultive chez l'individu le sentiment de personnalité, d'être uni aux autres par des liens de sang (il s'agit donc d'une unité sociale). Elle implante en lui l'esprit de sacrifice au service de la communauté. Le rôle des liens familiaux dans la structure sociale est donc semblable à celui des liens tribaux à l'échelle de la société et de la Nation.

Quant aux aspects négatifs de la tribu, il se résument en l'extrémisme. Ils se manifestent lorsque l'intérêt de la tribu est placé avant celui de l'État. Cette caractéristique n'échappa d'ailleurs pas au colonialisme qui se servit du fanatisme tribal pour miner maints nationalismes. En vertu du principe qui préconise de diviser pour régner, il favorisa certaines tribus au détriment d'autres au Moyen-Orient et en Afrique.

Y a-t-il un tribalisme en Australie.

Oui. Il a trois genres de tribus en Australie :

a) les tribus des premiers habitants de ce pays : Les Aborigènes. Ils comptent naturellement plusieurs tribus, mais je les regroupe en une seule à cause de leur couleur de peau unique et du sentiment qui les anime.

Les communautés ethniques.

Tous les ensembles de familles d'immigrés unis par les mêmes coutumes et la même langue et qui tentent, par ces caractéristiques, à préserver leur personnalité dans la grande société australienne. Cependant ces « tribus » finissent par disparaître au fil des générations du fait des mariages mixtes et de l'enseignement. Dès lors qu'elles s'intègrent totalement elles perdent leurs caractéristiques tribales.

Les partis et groupements politiques.

Le sentiment individualiste a provoqué en Australie l'apparition d'un certain nombre d'associations et de partis qui se chargent des services publics.

Bien sûr on peut épiloguer sur l'assimilation du parti politique à une tribu. Je considère quant à moi qu'il en est une d'un type nouveau. L'individu membre d'un parti ne fait-il pas montre parfois de plus de fanatisme qu'il n'en aurait pour l'intérêt général ?... Le *Livre Vert* fait une comparaison dans sa première partie entre la fausse démocratie du pluripartisme et la vraie dans un régime de Jamahiriya, lorsque les masses se gouvernent elles-mêmes.

NATION ET NATIONALISME.

La Nation est un fait d'ordre social et historique. Elle se fonde sur des données réelles comme l'unité de la langue, du patrimoine culturel, des intérêts économiques ainsi que la communauté de destin. Elle est constituée d'un groupe humain qui possède une histoire commune et dont l'unité a été confirmée par des facteurs historiques,

matériels et spirituels. Elle représente le stade ultime et le plus fort de l'organisation sociale humaine. Quant au nationalisme, il est une manifestation de la prise de conscience d'une Nation en tant que telle. Il représente à la fois une croyance et un mouvement... croyance puisque les membres d'une Nation croient fermement en elle, en ses caractéristiques originales et constantes — mouvement actif puisqu'il vise à unir la Nation, à la consolider, à lui permettre de se libérer totalement pour rejoindre le reste de l'humanité libre.

Le concept de Nation s'est précisé au début du XIXe siècle en Europe. L'idée de constituer les États conformément aux diverses nationalités fit du chemin dans les esprits d'autant plus que la plupart des États qui existaient alors ne tenaient pas compte du principe de nationalité. Il n'était pas rare qu'un État gouvernât plusieurs nationalités. Le nationalisme en se répandant conduisit à la dislocation, puis à la chute des Empires Ottoman et Austro-Hongrois qui regroupaient tant de nationalités diverses. Le *Livre Vert* souligne l'importance de ce fait lorsqu'il traite de la formation des nations et des nationalismes selon la Troisième théorie universelle.

ÉLÉMENTS DE BASE DU NATIONALISME.

LA RACE.

Certains penseurs attribuent à la Nation arabe une unité de race. Mais l'histoire infirme cette opinion puisqu'il est prouvé que les races sont mélangées à l'heure actuelle.

LA RELIGION.

Selon une certaine théorie, la communauté de religion est l'un des facteurs les plus importants sur lesquels se fonde une Nation. Elle s'appuie sur l'assertion que le sentiment religieux est parmi ceux qui ont le plus d'emprise sur l'homme. Mais, encore une fois, il n'y a presque pas de Nation de nos jours, dont tous les membres embrassent une seule et unique religion. Cependant le rôle de la religion peut être décisif dans la formation d'une Nation comme cela a été le cas chez les Arabes.

L'Islam joua un rôle déterminant en effet dans l'histoire de l'unité arabe, dans la communauté de langue, dans la promotion de l'idée de nationalisme arabe et sa propagation. Il n'en demeure pas moins que le Nationalisme arabe, s'il place toujours aussi haut l'unité, déclare que la religion est affaire de Dieu alors que la Nation appartient à tous.

L'UNITÉ HISTORIQUE

Les événements historiques fondent les peuples en un seul moule et les réunissent dans un contexte social, politique, intellectuel, et sentimental unique.

A la lumière de ce qui précède, il apparaît que la structure sociale est l'axe principal autour duquel s'articule la formation des états. Le *Livre Vert* déclare que « tous les états qui regroupent plusieurs nationalités pour une raison religieuse, économique, militaire ou pour tout autre croyance, seront déchirés par des luttes nationalistes jusqu'à ce que s'ensuive l'indépendance de chaque nationalité. Ce qui revient à dire que le facteur social l'emportera sur la politique ». J'en veux pour preuve l'utilisation faite par le colonialisme et le sionisme de la religion comme facteur de division. Il en a résulté la guerre civile au Liban avec toutes ses atrocités, guerre dans laquelle la religion fut exploitée pour des motifs politiques.

LE NATIONALISME ARABE.

Le nationalisme et l'unité nationale arabes sont parmi les plus grands mouvements nationalistes du monde. Ils visent à unir les Arabes du Golfe à l'Atlantique. A ce propos on se doit de citer l'un des leaders du nationalisme arabe, tombé dans la lutte qu'il menait pour réaliser l'unité de la Nation arabe ; j'ai nommé le regretté Président Nasser.

Nasser est mort, mais ses principes demeurent et demeureront tant qu'il y aura un homme pour porter le flambeau, pour prendre la tête de tous ceux qui dans le monde arabe ont opéré une prise de conscience, dans la marche vers l'unité arabe.

LES SYSTÈMES SOCIAUX ET POLITIQUES ENTRE LA THÉORIE ET LA PRATIQUE.

Depuis l'Antiquité, l'homme n'a cessé de rechercher un système idéal qui lui garantirait une vie décente. Citons à titre d'exemple les tentatives du grand Platon et d'Aristote, entre autres...

La République telle que l'a conçue Platon reste imparfaite puisqu'elle voue une partie de la société à l'esclavage. Aristote de son côté a reconnu à son prince et seigneur Alexandre le Grand le droit d'envahir d'autres contrées que les siennes, ce qui est contraire aux droits de l'homme. Il y a bien sûr d'autres exemples de grands philosophes qui se sont penchés sur la question, en Orient aussi bien qu'en Occident. Les plus importants d'entre eux sont deux philosophes arabes de renommée internationale des IXe et Xe siècles ; respectivement Al Farabi et Ibn Rabih. Tous deux ont recherché un système politique et une philosophie sociale susceptibles de servir au mieux la société, de garantir la satisfaction des besoins de l'individu aussi bien que de la communauté, notamment dans la Cité Idéale de Farabi.

Mais notre propos d'aujourd'hui concerne une expérience unique dans le monde arabe et une théorie socio-politique dont le but est de répandre le bien-être.

Pendant les premières phases de l'indépendance de nos pays arabes, les penseurs politiques et les sociologues arabes se sont surtout préoccupés d'analyser les idées nationalistes qui étaient de nature à provoquer la lutte et à amener l'unité.

Il n'en est plus de même de nos jours, la préoccupation essentielle de la société arabe étant de trouver un mode d'existence et un système social qui fournissent les moyens d'assurer le bien-être et la prospérité aux peuples arabes.

C'est à cette phase précise que se leva l'aube de la Révolution du *Fateh,* le 1er septembre 1969. Les chefs de cette Révolution et notamment le Colonel Kadhafi étaient conscients des besoins du peuple. Dès lors, les succès de la Révolution n'étaient plus que la satisfaction de ces mêmes besoins. Le *Livre Vert* ne représente en fait qu'un moyen de parvenir à un régime fondé sur le compromis entre les besoins de l'individu de décence et de libertés fondamentales et la justice sociale.

Il suffit de regarder autour de nous pour nous apercevoir que le monde capitaliste, s'il garantit les libertés individuelles, ne parvient pas

à assurer la justice sociale, sans compter qu'il recèle des tentations à la débauche et à la corruption politique et économique. Il est dépourvu des valeurs morales et spirituelles nécessaires à toute société.

Quant aux sociétés socialistes, elles ont réussi, dans une certaine mesure à assurer quelques aspects d'égalité et à stopper l'exploitation. Mais elles n'ont toujours pas pu mettre en vigueur les libertés démocratiques.

La Troisième théorie universelle vise donc à instaurer l'équilibre entre la liberté de l'individu (qui jouirait en même temps d'un niveau de vie décent) la promotion des valeurs spirituelles, et l'instauration de la justice sociale. Elle est, bien sûr, une théorie philosophique, mais son application reste facile car elle est basée sur les masses. Elle tient compte des besoins de l'individu, tend à renforcer les liens qui l'attachent à sa famille puis à sa « petite société » qu'est la Jamahiriya et enfin au monde arabe dans son ensemble.

La justice sociale dans la Jamahiriya n'est pas qu'une théorie édictée par le *Livre Vert*. Non, elle est une réalité quotidienne et le demeurera tant que ces slogans seront appliqués :

— le logement appartient à qui l'habite ;

— les travaux ménagers doivent être effectués par les membres du foyer ;

— la connaissance est le droit de chaque citoyen, de tous ceux qui la demandent ;

— pas d'exploitation de l'homme par l'homme ;

— le travailleur est un partenaire et non un salarié ;

— chaque citoyen a droit aux soins médicaux.

Une question se pose ici : cette théorie peut-elle être appliquée dans toutes les nations, ou doit-elle être modifiée auparavant ?

Ma réponse est OUI ! Elle peut être appliquée dans tout pays dont les responsables sont honnêtes et soucieux d'assurer un partage équitable des richesses. En effet, elle se fonde sur les besoins et comportements fondamentaux de l'homme et ces derniers sont les mêmes partout.

NOTES

— Le *Livre Vert.*
— *La Société Arabe,* Dr A. A. Wasfi.
— *La Société Arabe,* Dr M. K. Leylah.
— *Études sur la Société Arabe,* Dr T. Al Ourf.
— *La République de Platon.*
— *Opinions des citoyens de la Cité Idéale,* Farabi.
— *Le Nationalisme,* F. Rouhabi.
— *Ouvrages Variés de psychologie et de sociologie.*

NATION ARABE ET RÉVOLUTION

De l'unité à l'unification

M. Motaa Safadi.

Comment réviser nos conceptions sur la question de l'unité arabe ? Il est certain que les données du problème évoluent sans cesse à la faveur des circonstances qui imposent cette révision. Dans ses analyses successives, la pensée unioniste a pris l'habitude de subir les influences de l'évolution des circonstances ; si bien que ces analyses sont plus des indices sur les voies et les moyens auxquels le penseur réagit sous l'effet des circonstances nouvelles, que des indices sur les conceptions pouvant réaliser une accumulation de conceptions et de significations sur la question arabe ou sur les bases historiques de l'unité.

Cette première constatation n'est pas négative ; elle définit plutôt le processus historique de nos conceptions sur la question, c'est-à-dire qu'elle constitue plus un historique de nos idées sur l'unité qu'un approfondissement des bases théoriques de la pensée unioniste.

Pour certaines méthodes réalistes, l'histoire des idées sur un sujet déterminé devient pratiquement une représentation concrète de ce sujet, au point d'occulter totalement toute frontière abstraite entre l'idée et la représentation de celle-ci à travers des périodes et des étapes culturelles successives.

Si nous limitons provisoirement notre étude à l'analyse des lignes d'action de l'histoire de nos conceptions sur l'unité nous aurons réussi à construire une introduction nécessaire pour un parallèle scientifique certes, mais en tout cas insuffisante. La première remarque apparaît clairement quand nous constatons que l'histoire de nos idées sur l'unité se divise en deux lignes parallèles : La première unioniste ; la seconde séparatiste. Mais les deux lignes se rejoignent en ce qu'elles partent toutes deux d'un postulat, comme disent les logisticiens. C'est-à-dire qu'elles s'appuient sur des idées préconçues. L'une et l'autre sont convaincues dès le départ de la justesse de leurs points de vue respectifs, vérité première évidente, qui découle de la raison, ou plutôt de la logique. Par conséquent, l'enchaînement des idées obéit à une méthode déductive et non pas inductive ; et ainsi l'analyse est faite d'exposés basés sur un postulat.

C'est pour cela que la pensée unioniste, et sa sœur jumelle la pensée séparatiste, prétendent expliquer et décrire la réalité et non pas la former ou la forger. La distance entre ce postulat et la réalité ne sépare donc pas ces deux lignes. C'est une simple circonvolution autour d'un point qui s'élargit sans cesse jusqu'à former un cercle ; celui-là même du postulat. L'unioniste affirme que la nation existe, mais qu'il manque à celle-ci l'unité politique et ce qui s'ensuit ; le séparatiste, lui, affirme qu'il existe « des » nations et non pas une

seule, et que cette séparation n'est pas une cause mais la conséquence de l'existence d'ethnies différentes qui créent de nombreuses différenciations d'ordre social, religieux, économique, etc...

Une autre caractéristique rapproche, au moins, ces attitudes unioniste et séparatiste au niveau de la méthode. En effet, elles font rarement toutes deux la distinction entre Nation et État. L'une parle de l'État unifié en voulant parler de la Nation ; l'autre parle de ra répartition géographique et politique des composantes de la nation pour prouver la non-existence de l'unité-nation. Les nationalistes unionistes considèrent que l'unité-nation, postulat historique et logique, a besoin d'une unité politique pour acquérir sa structure sociale concrète. Les séparatistes, eux, parlent de la constatation d'une réalité objective, qui se distingue par la multiplication des États et des entités politiques à l'époque moderne et dans la plupart des époques de la civilisation arabe, pour justifier l'inexistence de l'unité-nation arabe, et pour nier ensuite l'existence même de cette nation.

Le lien ambigu entre l'unité politique en tant qu'État, et l'unité nationale en tant que fait historique permanent s'impose aux deux attitudes, unioniste et séparatiste. Toutes deux considèrent dans une large mesure que le critère unité-séparation réside respectivement dans l'existence de l'État politique unique, ou la multiplicité des États.

Les Arabes ne sont pas les seuls victimes de l'ambiguïté de ce lien entre l'unité-Nation l'unité politique de l'État. Ce fut également le cas pour la pensée occidentale depuis ses origines grecques — c'est-à-dire depuis l'État-cité — jusqu'à la naissance de l'État industriel européen moderne, qui n'a pu tracer une frontière entre les deux notions, ou tout au moins définir les caractéristiques de chacune d'elles, leurs points de rencontres et leurs contradictions.

L'évolution socio-politique de la civilisation européenne a sans doute imposé les formes de rencontre et de développement entre la Nation et l'État pour aboutir à la fin au modèle avancé actuel basé sur une quasi-conformité entre l'unité de la nation et l'unité de l'État, ou du moins sur la prédominance d'une nationalité donnée au sein d'un même État, comme c'est le cas dans les grands États à commencer par les États traditionnels comme l'Allemagne, la France, l'Italie, jusqu'aux deux grandes unions politiques situées sur les flancs de la civilisation occidentale, les États-Unis d'Amérique et l'U.R.S.S. (ethnie russe prédominante plus d'autres peuples coexistant à l'ombre de l'État unique ; ethnie anglo-saxone et germanique prédominante plus

d'autres peuples).

La pensée philosophique et politique en Occident a toujours établi d'une manière ou d'une autre, un lien entre l'unité politique et l'unité nationale. Elle considère la première comme une preuve de l'existence de la seconde. Plusieurs théories sont apparues traîtant des origines de l'État basées toutes sur ce principe essentiel. Ces théories ont expliqué les différentes formes qui ont permis l'émergence du concept moderne de l'État jusqu'aux modèles principaux prédominants de nos jours. Sous le poids des différentes évolutions de la pensée politique moderne depuis le début de l'apparition des doctrines socio-économiques vers le milieu du siècle dernier, le concept de société a été substitué à celui de nation.

L'expérience malheureuse des tendances nationalistes extrémistes auxquelles le développement du système capitaliste depuis la fin du siècle dernier jusqu'aux années trente de ce siècle a donné naissance, a contribué à réduire l'importance des conceptions nationalistes abstraites liées aux théories racistes et chauvines, au point que la plupart des sociologues et des anthropologues en ont été amenés à réduire ce concept de nation et de nationalité à un comportement social variant sous l'effet de différents modes de vie au sein d'une même communauté.

Les philosophies universalistes et les théories métaphysiques sur la naissance de l'homme, des nations et de l'histoire se sont transformées en sciences d'observation et d'expérimentation du comportement des peuples et des peuplades, notamment celles appelées communautés primitives. L'essor de ces sciences se poursuit. Elles attirent de plus en plus de sociologues, de psychologues et de théoriciens politiques, particulièrement en Occident, car elles ont au moins le mérite de présenter des significations — réelles dans une large mesure — sur les modes de comportement et les croyances chez les peuples avancés.

Ce qu'on appelait auparavant qualités et particularités nationales s'explique dorénavant par une accumulation de comportements complexes que la communauté se transmet de génération en génération jusqu'à les transformer en principes et règles fixes définissant sa pensée et ses rapports sociaux. Notre culture arabe n'a pas encore connu de sciences de cette nature. La plupart de nos intellectuels et de nos dirigeants se réfèrent encore aux théories qui leur ont été inculquées dans les écoles ou dans leurs partis. C'est ce qui a permis la prédominance d'une méthode unique malgré les divergences de positions allant jusqu'à la confrontation, la répression

et l'élimination réciproque. Sur ce plan de la méthode, l'intellectuel de gauche (toutes tendances et toutes nuances confondues) diverge rarement de l'intellectuel de droite quelle que soit sa tendance. Cette méthode unique est celle des théories abstraites classiques historiquement dépassées. C'est là un sujet que nous aurons l'occasion d'étudier une autre fois.

L'axiome de l'unité de l'État, ou de l'unité de la nation, malgré le grand nombre d'idées, de points de vue et d'écoles qui en ont traité ; prend actuellement à la lumière des recherches scientifiques anthropologiques, une direction totalement opposée. En effet, il dévoile de nouveaux trésors sur la réalité concrète de la vie communautaire et constitue des réseaux infinis pouvant renforcer ou relâcher les rapports, et donner naissance à d'autres formes d'unité ou de séparation illimitées.

A la lumière des acquis de ces sciences, aucun théoricien ni aucune théorie ne peut plus résumer la réalité des peuples en énumérant les facteurs abstraits qui unissent ou qui séparent ; tels que la langue, la géographie, la religion, l'ethnie, etc... La découverte de l'immense richesse des particularités de la vie communautaire entraîne l'effondrement de la plupart des théories universalistes. Cela ne signifie nullement que ces théories ont perdu leur efficacité ; au contraire, peut-être même forment-elles une partie de la raison qui anime des secteurs (plus ou moins importants) des forces dirigeantes des sociétés arabes.

L'efficacité de ces théories se multiplie d'autant qu'elles sont protégées par les régimes en place, et renforcées par les classes dominantes ou par des intérêts économiques et politiques déterminés. Ceci aboutit pour le moins à reconnaître sur le plan académique l'incapacité de notre discours politique — qu'il soit de droite ou de gauche — à assimiler ces méthodes et les acquis des sciences anthropologiques contemporaines, et à reconnaître le retard et le déclin des théories universalistes abstraites enfermées dans leurs forteresses universitaires et politiques.

Par conséquent, la méthode inverse qui consiste en l'étude de la réalité arabe et la compréhension de ses phénomènes répétés et de ses rapports quasi-stables, constitue l'introduction véritable à ce qu'on peut appeler la découverte de la logique du processus concret entre l'unité et la séparation.

La première induction — semi-abstraite — car nous ne pouvons dire à l'avance si elle est riche de détails quotidiens significatifs — nous apprend que quelle que soit notre expérience politique et intellectuelle,

nous avons besoin d'une nouvelle éducation ; une éducation qui nous habituerait à faire face de manière sincère et audacieuse à notre façon de vivre, de réfléchir et de nous comporter. Cette éducation nous fera peut-être découvrir des évidences, mais il n'est absolument pas aisé pour une société de parvenir à saisir sa réalité et la comprendre. La civilisation occidentale a dû traverser plusieurs siècles, depuis que Socrate a avancé le principe de la connaissance de soi, avant de pouvoir réaliser à notre époque les premiers pas dans cette voie.

Pour éviter de revenir aux principes premiers et à une éducation de base, nous sommes appelés, dans notre tentative de révision dans la perspective d'une nouvelle compréhension de la question de l'unité et de la séparation, à mettre un terme aux discussions abstraites, et à nous pencher sur la réalité quotidienne concrète de notre société et de ses comportements unionistes ou séparatistes. Les théories abstraites ne peuvent ni empêcher ni faciliter l'appartenance à une civilisation ou à un patrimoine politique donnés. Peut-être même que l'un des principaux héritages dont l'homme arabe tire sa résistance continuelle est, à des degrés et des nuances divers, ce sentiment d'appartenance à une civilisation. Ce sentiment, lorsqu'il se transforme en une résistance culturelle et politique organisée, est à la base de toute conviction unitaire ; c'est-à-dire la conviction qui fait que l'Arabe croit en l'inéluctabilité de l'unité, qu'elle est la condition première, nécessaire et suffisante pour que la nation se débarrasse de tous les maux intérieurs et extérieurs pour accéder au monde de la complémentarité et de la force permanente.

C'est pour cette raison que chaque fois qu'un mouvement unioniste sérieux et sincère apparaît, il constitue un axe social et politique, qui attire vers lui la plupart des forces actives isolées pour les orienter selon une ligne politique nouvelle. Quelles que soient les déceptions causées par les expériences unitaires, la réalisation concrète d'une seule de ces expériences était suffisante pour renouveler la validité de ce principe absolu qui met en parallèle la légitimité de l'existence de la nation et la réalisation de la condition unitaire. De fait, l'unité de la première République Arabe Unie a réussi à donner les preuves concrètes de la justesse de ce principe, dans ses aspects négatifs comme dans ses aspects positifs.

La pensée unioniste qui a été à l'origine de cette expérience n'était pas dans l'erreur quand elle prédisait que la renaissance de la nation dépendait d'une part, de la capacité de certaines de ses composantes essentielles à faire face au facteur de la division politique, et d'autre part de l'émergence d'un premier noyau unioniste. Ce que cette

pensée a été incapable de prévoir, en raison de sa nature prédicatrice, est que la lutte pour la défense de l'unité après sa concrétisation serait tout aussi importante que le combat pour sa réalisation et qu'elle nécessiterait l'adoption d'une stratégie tout aussi particulière. On peut donc dire que sans cette expérience féconde, il n'eût pas été possible d'amener la pensée nationaliste à dépasser l'étape de l'appel prédicateur à l'unité, pour celle de la pensée unioniste ; à dépasser le stade des perspectives unitaires pour s'intégrer dans la dynamique unioniste.

Et ainsi, les écrits arabes après la scission regorgeaient de révisions critiques à propos de ce qui s'était passé durant toute cette riche période qui fût appelée l'ère de la nouvelle révolution arabe depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

L'émergence de la pensée critique nationaliste au lendemain de l'échec de la première expérience était une tentative riche de significations. Cependant, toutes ces significations avaient un seul thème qui est que la pensée arabe a dépassé l'étape de la prédication unioniste pour celle de la recherche unioniste, considérée comme une action volontariste de la communauté conformément à une stratégie prenant en considération toutes les potentialités de la société.

Parmi les problèmes stratégiques soulevés par la pensée critique après l'échec de la première expérience politique unitaire il y avait une question qui provoquait une polémique souvent stérile, mais qui se rapprochait des exigences de la réalité pour s'attacher aux potentialités unionistes. Cette question est celle qui voit l'unité comme un nouveau-né historique. Devons-nous accepter le nouveau-né dans des conditions données, lesquelles doivent le caractériser à l'avance ou bien la pensée et la lutte unionistes doivent-elles réaliser les conditions historiques qui faciliteraient la naissance du nouveau-né ? Et ainsi, le nouveau-né viendrait au monde portant déjà la marque des conditions qui l'ont précédé et ont imposé sa naissance. Cette question reflète en fait une problématique philosophique aussi ancienne que la pensée humaine dialectique qui est : quelle est la relation entre l'histoire en tant que globalité et l'histoire en tant qu'événements ? Quelle est, logiquement tout au moins, celle qui précède l'autre et l'accapare ? A-t-il toujours été possible de créer les conditions de naissance d'un nouveau-né avant même sa formation concrète ? Autrement dit, devons-nous revenir au principe traditionnel de la causalité qui considère que l'arbre peut exister dans le germe qui existe concrètement ?

La réflexion sur les conditions possibles pour la réalisation de l'unité,

et leur classification selon leur importance et leur priorité, était une réflexion sur l'unité nationale, sur son modèle recherché ; c'est-à-dire que nous nous retrouvons encore une fois devant une pensée à la recherche de l'exemple ou du modèle parfait. Une bonne partie des courants qui composent la pensée critique faisaient une sorte de parallèle entre les réalisations de l'expérience et le modèle souhaité. Ils se retrouvaient ainsi aux côtés de la pensée prédicatrice précédente qui n'a pas suffisamment appris des données de l'expérience unitaire.

Une autre partie de ces courants de la pensée critique, en l'occurence une multitude de voies éparses et isolées, tentaient de faire pencher la balance en faveur de l'expérience pour la rapprocher autant que possible du modèle souhaité. Ils tentaient de faire passer l'efficacité unitaire avant la recherche du modèle unitaire abstrait.

Durant les années soixante, il y avait une lecture des idées traditionnelles sur l'unité par dessus les événements ; et il y avait aussi des tentatives de lecture des événements pour déterminer dans quelle mesure ils étaient conformes — ou contraires — au processus unioniste. Entre temps les actions unitaires se multiplièrent ; mais leurs tentatives avortèrent face à la réalité. Puis ce fut la défaite militaire de juin, qui non seulement allait entraver toute tentative de retour à un modèle unitaire révolu ; mais aussi consommer toute une période d'action unitaire et ouvrir la voie aux alternatives politiques et idéologiques tirant leur force surtout de la course à l'enterrement des slogans de l'étape précédente et du refrain de ses erreurs mortelles. Le recours à ces alternatives servait à se déculpabiliser et à se laver collectivement des responsabilités de toute une étape historique. Une fois encore, la pensée arabe a été incapable de présenter un projet de dépassement historique concret ; et ainsi toutes ses tentatives, marxisantes ou régionales, étaient de simples solutions de rechange et non pas des tentatives historiques dialectiques. De ce fait, elles se sont placées en marge du processus historique et elles ont très vite revêtu des habits étrangers. Leurs conclusions théoriques étaient risibles, faites d'emprunts éclectiques, mais destinées à faire face à des erreurs dialectiques et historiques, car partie intégrante de l'expérience concrète du mouvement progressiste arabe. On ne chercha pas à comprendre ces erreurs, on n'eut pas l'audace d'en situer les responsabilités ; la principale préoccupation fut celle d'enterrer par n'importe quel moyen ce passé encombrant.

. C'est ainsi que la pensée arabe est entrée dans l'ère des alternatives s'isolant de la réalité et des masses. Elle en est même

arrivée à accepter de s'auto-renier quand elle s'est contentée de transposer et de traduire des doctrines et des expériences précédentes, proches ou contemporaines. Bientôt la pensée arabe s'adonnait totalement aux autres idéologies dans leurs différentes expressions.

La littérature des années soixante et celle d'une partie des années soixante-dix étaient de simples jeux de termes et de mots. La politisation des générations nouvelles est devenue une pratique concurentielle autour de la définition des lois qui régissent l'époque d'une nouvelle décadence arabe au cœur même du processus de renouveau qu'impose l'histoire contemporaine de la nation arabe.

La pensée unioniste, avant et après l'expérience unitaire, allait à la rencontre de larges masses au point qu'on a pu dire que les masses arabes sont revenues à la scène de la pratique historique alors que l'ère des alternatives idéologiques au lendemain de la défaite de juin s'est accompagnée du retrait des masses de cette scène et de l'apparition de groupuscules idéologiques coexistants, adoptant une littérature étrangère et une pratique politique isolationiste et professionnelle.

Il est certain que le déclin de la pensée unioniste après la défaite de juin était un indice historique de l'incapacité de cette pensée à concrétiser ses conceptions. Il n'existe pas de pensée unioniste sans forces unionistes pratiquant une activité politique révolutionnaire. De même que les idées et les objectifs unionistes s'interpénétraient et se complétaient à travers l'action de masse, le retrait de cette action de masse de la scène de l'action quotidienne a entraîné un recul, voir même une disparition de la théorisation nationale globale.

Mais, par ailleurs, les domaines des écrits politiques ont été envahis par d'autres activités dont on ne peut nier la valeur bien qu'elles soient dues à un changement idéologique emprunt d'une volonté de changement pour combler le vide de l'espérance politique précédente.

Parmi les apports les plus importants de cette étape, il y a sans doute l'attention claire attachée au concept de société en tant qu'alternative au concept de nation. Ce passage de la nation à la société s'est donc fait conformément à la logique des alternatives ; ce ne fut pas un passage réel de la méthode descriptive à la méthode analytique. Le marxisme — avec ses différents courants — non seulement n'était pas utilisé en tant que méthode mais de plus ses adeptes étaient incapables de dépasser les applications qui en ont été faites dans les sociétés occidentales. C'est-à-dire que les marxistes se sont contentés de traduire les résultats des analyses marxistes

appliquées à des circonstances déterminées liées à l'expérience de l'Occident. Rares furent les tentatives sérieuses pour découvrir et comprendre la méthode marxiste et l'adapter aux conditions particulières de la société arabe, aux niveaux régional et national.

La plus valable de ces tentatives essayait d'élever la réalité sociale arabe au niveau d'un modèle considéré comme le modèle parfait à l'image de l'évolution de la société occidentale. Ce passage du concept de nation à celui de société est la conséquence d'un malentendu, celui des textes marxistes, des attitudes décrites ci-dessus et des analyses singeant des textes étrangers et incapables de saisir la méthode et de l'adapter.

Ainsi, la pensée arabe ne tira aucun profit de la traduction des textes marxistes et de leurs applications mécanistes à certains aspects de l'évolution de la société arabe. Ces aspects comme la société qu'ils concernaient, restèrent ignorés, enfouis sous des montagnes de paroles et de termes étrangers. Cette particularité (des textes marxistes en langue étrangère dans un marché arabe) était une cause supplémentaire de l'éloignement de plus en plus poussé des masses par rapport aux grands événements politiques qui menaçaient dangereusement les quelques acquis semi-positifs réalisés par la vague de la révolution unioniste. Il ne resta plus sur la scène de l'action, et à travers toute la nation arabe, que les régimes (des pouvoirs) en place. Les forces révolutionnaires furent réduites à de simples appendices politiques de ces régimes imposés par le sommet, aux côtés d'autres groupuscules vivant à leur marge, les uns dans l'opposition, exilés de la place qui est la leur, car capables de se laisser entraîner à jouer le rôle d'une opposition représentative symbolique.

Certains de ces pouvoirs, issus à l'origine de forces révolutionnaires organisées, se lançaient dans une expérience lourde de difficultés et de contradictions d'ordre structurelles et historiques. Au niveau structurel, ces pouvoirs étaient déchirés entre leur situation de régime en place et leur appartenance révolutionnaire. C'est la loi dialectique à laquelle obéissent les différentes expériences révolutionnaires qui parviennent au pouvoir sans se départir de leur volonté de réaliser leurs programmes de changement global de la société.

Quant à la contradiction historique interne de ces expériences, elle se réflétait toujours dans leur soumission aux conditions de défi que leur imposait leur situation particulière au sein du réseau des facteurs stratégiques environnants, nationaux et internationaux. En effet, la problématique à laquelle toute expérience révolutionnaire — dans le

monde arabe comme dans le Tiers-Monde — était confrontée se résume dans sa capacité à créer le changement souhaité au sein de ce réseau de facteurs stratégiques qui animent la scène internationale.

La contradiction historique était plus apte à tirer profit des contradictions de la structure révolutionnaire et de sa désintégration de l'intérieur dans des circonstances qui allaient de pair avec l'influence des facteurs stratégiques internationaux. Si nous revenions aux leçons de l'époque de la première révolution unioniste, nous découvririons aisément cette équation qui pourrait bien revêtir le caractère d'une loi. Cette loi est la suivante :

Quand une révolution régionale a pu se développer et donner naissance à une révolution nationale bénéficiant de l'appui des masses, elle peut réaliser des victoires, certes relatives, mais en mesure d'introduire des changements déterminants dans le réseau des facteurs stratégiques internationaux. Cependant, l'inverse est vrai également. L'absence de portée nationale dans la révolution régionale condamnerait celle-ci à l'échec si ce n'est sa capacité à faire face aux contradictions de sa structure interne ; c'est ce qui aggrave les résistances régionales pour rendre le pouvoir en place (à la tête du pays) prisonnier de ses préoccupations locales, le détourner progressivement de son projet révolutionnaire national et l'introduire dans le cercle de l'autodéfense régi par les rapports contradictoires traditionnels (entre le sommet et la base d'une part, entre ceux-ci et les couches marginales au sein du pays et sa périphérie).

Pour cette raison, les révolutions ou les changements les plus importants qui se sont déroulés à la tête des régimes en places depuis le début de la deuxième moitié de ce siècle étaient condamnés à avoir des aspirations aux changements à l'échelle nationale dépassant les limites régionales étroites. Ces révolutions étaient au minimum des révolutions régionales transitoires dotées d'une stratégie nationale unioniste ; par conséquent la théorie du centre et de la périphérie qui a prédominé avec l'essor de la révolution nassérienne était l'expression idéologique de cette réalité à travers laquelle s'est concrétisée l'action de la direction nassérienne (parallèlement et complémentairement aux autres pays de la périphérie). L'expérience nasserienne qui était régie par cette loi, portait en elle une dialectique qu'allaient mettre en évidence les grands événements de cette expérience.

Cette loi peut se vérifier. En effet, on peut aisément constater que le nassérisme est passé par au moins deux étapes. La première s'étend du début de la mise en échec de l'embargo sur les matériels militaires,

en passant par la nationalisation du canal de Suez et l'agression tripartite, jusqu'à la réalisation de l'unité avec la Syrie et finira avec la rupture de celle-ci ; les deux aspects de la contradiction se situent d'une part dans le développement d'une direction révolutionnaire centrale au Caire, tirant ses possibilités matérielles et son pouvoir de sa domination sur le plus grand État arabe, l'Égypte ; le deuxième aspect se situant au niveau des moyens qu'elle tirait des capacités révolutionnaires des masses du Moyen-Orient concrétisés par les changements successifs réalisés en Syrie, notamment sous la direction du Parti Baath Arabe Socialiste. Et ainsi, le caractère révolutionnaire de la direction du centre tirait sa force du développement de la révolution à la périphérie nationale. Autant la périphérie révolutionnaire s'élargissait et se développait, réalisant des centres révolutionnaires avancés, autant la direction du centre originel bénéficiait des potentialités que créait la stratégie de l'action nationale globale. Ainsi, la base objective et historique de cette époque se consolidait et se radicalisait à travers les forces populaires de cette périphérie permettant à la révolution nationale d'enregistrer des victoires contre ses ennemis, les régimes en place liés aux forces colonialistes qui s'affaiblissaient et se repliaient sur des positions essentielles, changeant la carte géo-politique traditionnelle prédominant dans les différentes régions de la nation arabe. Parmi les changements les plus importants de cette période figurent la chute du plus puissant régime monarchique dépendant, dans le plus important pays arabe voisin de la Syrie, l'Irak, et l'éclatement, à l'autre aile de la nation arabe, de la révolution algérienne qui enregistrait des victoires successives.

La prériode qui suivit l'arrêt de l'essor nationaliste après l'échec de l'union entraîne une dialectique contraire à celle de l'étape précédente. Elle pousse la révolution du centre — en situation de repli — à aller de l'avant et à progresser au sein même du pays originel. De ce fait, une nouvelle théorie apparaît qui soutient que la seule option révolutionnaire restante est la primauté donnée au soutien de la révolution au centre. Ainsi, au lieu de s'orienter vers le changement révolutionnaire à la périphérie, la révolution s'oriente vers la réalisation de changement social à l'intérieur du pays en adoptant une politique se situant dans le cadre de l'action nationaliste.

Mais la stratégie impérialiste qui a enregistré la première et la plus importante de ses victoires en faisant échec à l'unité et en imposant le repli régional n'a pas laissé à la révolution au centre l'occasion d'accomplir le changement social global dans son pays ; elle l'a acculé

jusque dans ses derniers retranchements et lui a fait subir une défaite militaire cuisante en 1967 mettant ainsi un terme quasi-final à l'une des plus importantes étapes nationalistes dans l'histoire de la révolution arabe.

Ainsi, les expériences de cette période, marquée, pour la première fois dans l'histoire arabe contemporaine, par le retour de l'action unitaire et le dépassement des résistances et des oppositions, et qui n'a durée que dix années (de l'agression tripartite en 1956 à la défaite de juin 1967), ces expériences donc n'ont pas seulement été en contradiction avec les hypothèses politiques essentielles qui ont défini le concept de l'unité, mais elles ont donné à celui-ci la dimension de la réalisation concrète, elles l'ont transposé du niveau de l'imagination et des perspectives au niveau de la dialectique des événements et des grandes actions de masse avec leurs aspects positifs et négatifs.

Après que l'unité eut réalisé son expérience concrète, à travers un développement florissant d'abord, puis à travers ses échecs successifs, on pouvait supposer que la pensée arabe allait dépasser le cadre des prédications pour celui des analyses scientifiques qui ne pouvaient se faire qu'au sein d'un milieu riche des acquis des sciences sociales. Mais cette évolution qualitative n'a pu être réalisée. Ce fût alors le recours aux solutions de facilité, celles de la substitution d'une pensée idéologique marquée par un marxisme traduit à une pensée idéologique sentimentaliste et prédicatrice.

Le déclin de la vague unioniste durant la première moitié des années soixante n'a pas donné naissance à une pensée critique claire ayant l'audace de faire front à l'histoire, d'en analyser et évaluer les conséquences et de saisir les lois qui la régissent. Il a été toujours plus facile de traiter avec les textes plutôt qu'avec les réalités. L'infantilisme de ce raisonnement arabe poussait toujours celui-ci à occulter ses expériences précédentes — plus ou moins avortées — par l'adoption d'une littérature toute faite, se faisant le chantre de son lexique et de ses thèmes. Ainsi, le cervelet infantile et naïf retrouvait la capacité à changer les réalités qu'il avait perdue mais pour l'investir à faire éclater les potentialités positives des mots et des textes.

Ce n'est pas par hasard par exemple que nos écrits, depuis l'époque de la renaissance jusqu'à nos jours, ne contiennent aux côtés de vastes recueils de poésie et d'ouvrages idéologiques traduits, aucune analyse scientifique de l'un quelconque des problèmes auxquels sont confrontées les sociétés qui composent notre grande nation arabe. De fait, la prise en charge par l'homme arabe de ses problèmes quotidiens constitue le défi le plus grand que jusqu'à

présent aucun théoricien n'a remarqué. Et ainsi, l'évolution de la réalité et de ses institutions s'est poursuivie profondément et en silence sans qu'aucun penseur ne s'en rendre compte jusqu'au moment où cette réalité a explosé au visage de la nouvelle génération de politiciens, de révolutionnaires, de penseurs et de réformateurs.

La volonté de changements s'orientait toujours vers ce qui marquait le plus la conscience directe, c'est-à-dire le pouvoir représenté par le sommet de la pyramide sociale. Le pouvoir oppressif était toujours l'objectif clair, et l'opposition à ce pouvoir était toujours le résultat concret de la contradiction entre le sommet de la pyramide et sa base. Les penseurs arabes — révolutionnaires et idéologues — étaient convaincus que le changement de pouvoir était la seule condition pour un changement de la structure globale de la société dans ses rapports internes et externes. Ainsi, notre histoire contemporaine s'enfermait dans un cercle vicieux tournant autour d'une opposition à un pouvoir et la prise de ce pouvoir, puis autour de la défense de ce pouvoir contre une nouvelle opposition. De ce fait, quand la révolution à l'étape de l'opposition mobilise tous ses efforts pour renverser le pouvoir en place, cette mobilisation prend souvent la forme d'un complot d'une couche ; puis, dès que le (complot) réussit, la révolution se préoccupe de défendre ses positions en réprimant les diverses autres formes susceptibles de constituer une opposition ou de fomenter un complot.

Ce cercle diabolique a épuisé la dialectique de la renaissance arabe avant sa croissance ; avant même son existence en tant que germe historique. L'action unioniste s'est trouvée attirée vers ce cercle vicieux au point de s'y enfermer depuis le milieu des années soixante.

Si, en fin de compte, le système des régimes arabes domine depuis le début des années soixante-dix, il était inéluctable que le projet unioniste prenne la forme de la rencontre entre deux régimes ou plus ; et ainsi, l'unité nationale n'était plus à l'ordre du jour autant que les coalitions momentanées (ou leurs contraires) avec toutes leurs nuances et leurs différents degrés. Il était donc fatal que les théoriciens et leurs semblables se préoccupent des analyses doctrinales qui parlent des nationalités et du « marxisme » pour produire des textes qui étaient dans le meilleur des cas un ensemble de mots éblouissants sur les interactions politiques qui constituent en fin de compte le contenu littéraire du système des régimes arabes et de ses évolutions anti-historiques.

Si nous essayons de découvrir les données essentielles qui définissent l'essence de ce système, nous constaterions que son axe moteur tourne d'abord autour de ce concept très moderne de la

sécurité particulière. Cette sécurité ne se limite plus à la protection policière pour garantir le maintien au pouvoir d'une certaine couche, mais elle prend la dimension d'un cadre qui s'élargit sans cesse jusqu'à englober toutes les potentialités de la société dominée. Ces potentialités sont alors codifiées pour être dépouillées de leurs spécificités particulières et pour être toutes rattachées à la spécificité principale se situant entre la prévention du danger probable et la sécurité recherchée, la ligne de démarcation obéissant nécessairement à des règles reflétant l'intérêt supérieur qui constitue la loi (objectivité absolue) par rapport à l'intérêt du régime et de sa perennité.

Cette (objectivité absolue) se traduit sur le plan de la pratique nationaliste en une attitude distante — si l'on peut employer cette expression — vis-à-vis de n'importe quelle question nationale, momentanée ou permanente. La crise libanaise par exemple qui s'aggrave actuellement dans la guerre du Sud colonisé, n'a d'existence par rapport au système des régimes arabes que dans la mesure où elle influe sur le réseau des rapports politiques — ou plutôt diplomatiques — pour la plupart des régimes arabes, c'est une question de la compétence du Ministère des Affaires Étrangères. Par conséquent, et compte non tenu des discours sentimentalistes, elle est d'un poids guère supérieur à celui de la guerre sino-vietnamienne, ou du problème des réfugiés des mers de Chine qui en a résulté dernièrement.

N'étaient les quelques éclairs qui jaillissent d'un pays ou deux au maximum à travers toute la nation arabe, il est certain que le jeu du pouvoir a accaparé toute l'action politique arabe ; il a occulté son aspect traditionnel et a failli occulter également ses aspects révolutionnaires. Ce jeu du pouvoir n'est pas seulement la conséquence subite de circonstances internationales, comme il plait à certaines analyses simplistes de l'affirmer, mais il est dû à l'existence d'un lien presque mécanique entre l'évolution de nombreuses « lignes parallèles » mais se rencontrant de temps à autre.

Il y a la ligne qui se préoccupe du développement et qui mène une course contre la montre pour introduire un changement profond et global sur la structure sociale et matérielle ; ligne soutenue par quelques penseurs surpris par la richesse pétrolière subite.

Il y a la ligne de l'enracinement du pouvoir politique au sommet qui tente de monopoliser le développement et le pouvoir en même temps, et récupérer totalement les différentes potentialités sociales.

Il y a aussi la préoccupation de la sécurité qui risque de devenir,

pour certains régimes, le baromètre suprême qui détermine toute évolution des autres potentialités.

L'ensemble de ces lignes crée une situation complexe qui entraîne le système des régimes arabes vers un modèle obligatoire de formation et de développement, à travers un processus objectif menant en fin de compte à la consolidation du phénomène régionaliste. Ce qui caractérise le plus ce phénomène — compte non tenu des bonnes intentions de certains régimes — c'est la recherche d'un renforcement du cadre politique de l'État pour le rendre capable de mettre sur pied une entité sociale, économique et culturelle garantissant son maintien et le développement des rapports internes s'interpénétrant au niveau des intérêts des individus et des groupes. Cette structure devant aboutir à ce que les différentes forces au sein du pays aient un intérêt commun supérieur et prioritaire dans le maintien et la préservation de l'entité.

Ainsi, le système des mini-États superficiels auxquels a donné naissance le colonialisme européen traditionnel après l'effondrement de l'empire Ottoman, se transforme à l'époque des indépendances nationales en un système de mini-États permanents qui au lieu de tirer son pouvoir de l'influence colonialiste, la tire des appareils de sécurité intérieure des régimes en place. La domination provient toujours du sommet ; c'est-à-dire que le pouvoir est autoritaire, et par conséquent il reste le moteur (historique) de l'évolution de la société. Ainsi, le système des mini-États artificiels soutenus directement par le colonialisme traditionnel ne peut qualitativement différer du système des régimes imposés d'en haut soutenus par leur appareil de sécurité toujours liés au seigneur ou au gouvernant suprême. La preuve que l'avenir de l'évolution dépend du pouvoir en place, c'est que nous considérons que le changement du gouvernant est capable de transformer totalement la société. Le drame de l'Égypte entre le nasserisme et le sadatisme en est un exemple flagrant.

Le système des régimes arabes œuvre toujours en vue d'élargir le fossé entre le développement social et le développement politique. Il ne peut assurer la permanence de ce fossé qu'en conservant l'initiative aux mains des forces politiques dominantes. Ainsi, toutes les réalisations économiques ou culturelles de la société restent incapables de produire un changement qualitatif au sein du réseau des rapports pyramidaux internes, car l'initiative politique est détenue par des forces marginales soutenues par les institutions repressives qui constituent le noyau du système.

Malgré la tendance à l'optimisme qui affirmait à la veille de la mort

de Nasser que l'absence du leader historique ne signifie pas le gel des grandes institutions socio-économiques créées par le régime nassérien et ne les empêchera pas de poursuivre leur influence objective et historique, et qu'une déviation momentanée du pouvoir politique supérieur entrera fatalement en contradiction avec ces institutions (les millions d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels et de militaires progressistes, etc...) ; cette contradiction ne manquera pas de recréer des rapports historiques nouveaux imposant un pouvoir politique correspondant à la nature sociale de ces institutions, et réalisant leurs aspirations économiques et sociales. Si nous revenons à l'exemple de l'Égypte, il apparaît que le pouvoir nouveau (déviationniste) en place a donné la preuve qu'il était en mesure de garder l'initiative au sein du réseau des rapports sociaux quand il a pu lier les intérêts de l'ancienne bureaucratie aux objectifs de la nouvelle bourgeoisie bénéficiaire de ce qui fut appelé « l'ouverture ». Quelques années à peine ont suffi à donner naissance à une formation sociale nouvelle basée sur une coalition de la bureaucratie et de la bourgeoisie créée d'en haut par le régime politique, coalition protégée par les appareils repressifs permanents et prêts à servir n'importe quelle formation sociale liée au sommet du pouvoir en place.

Certains intellectuels ont souffert de cet optimisme dont ils se sont convaincus au début de la déviation sadatienne qui ne cessait de s'aggraver jusqu'à atteindre la contradiction la plus extrême avec le plus élémentaire des sentiments nationalistes et socialistes.

Cette triste expérience prouve le caractère passif du facteur changement dans notre réalité régionale, autant qu'elle confirme l'incapacité des contradictions entre le sommet et la base au sein du cadre régional isolé à faire éclater cette relation au profit de la base populaire. L'Égypte pourtant dispose de la base populaire la plus large et du plus riche des patrimoines révolutionnaire ; elle dispose dans une certaine mesure, d'une structure économique moderne appuyée sur des bases industrielles et productives avancées ; ses coalitions jouissent d'une idéologie de gauche nationaliste claire riche de ses réalisations matérielles. Mais cette base bien que gigantesque paraît incapable d'affronter la « formation relationnelle que lui impose le nouveau pouvoir et la bourgeoisie à laquelle il a donné naissance. Et ainsi, cette formation relationnelle parvient à isoler les masses, à les empêcher d'exprimer leur volonté politique, et à faire avorter leur rôle historique en le détournant pour le mettre au service du pouvoir autoritaire nouveau placé au sommet de la pyramide, et l'investir dans une fonction anti-nationale et anti-sociale, en le rattachant à

l'impérialisme, en lui imposant une coalition avec l'ennemi national : Israël.

On ne peut expliquer cette incapacité qui caractérise la base de l'un des plus grands pays arabes disposant du plus riche patrimoine, l'un des plus modernes et des plus aptes au changement, voir à la révolution, que par un retour au système des régimes arabes et sa propension à se maintenir à travers un processus d'interactions internes à chaque État. C'est le système de la division nationale et sociale imposé au prolétariat national et social dans toute la nation arabe ; il est la barrière la plus large et la plus solide qui interdit l'unité de lutte nationale arabe, base de l'unité sociale et « civilisatrice » du prolétariat. De telles affirmations peuvent paraître romantiques et métaphysiques si elles avaient été avancées au début des années cinquante. Mais après une expérience d'un tiers de siècle et plus, ces rappels s'imposent de nouveau, car ils se basent sur un patrimoine riche d'événements auxquels on n'a pas fait face, qui n'ont pas été analysés avec les instruments d'analyse scientifiques, mais qui ont été soumis à la logique des alternatives jusqu'à en occulter les vérités, et leur faire perdre toute signification historique. Les alternatives servent à camoufler le sens du « texte original » écrit par la réalité quotidienne.

Le système des régimes arabes s'est trouvé une seule fois exposé au plus grand danger quand de larges couches de l'avant-garde du prolétariat national ont pu établir des liens — très limités — par delà les frontières régionales, par delà les limites des mini-États artificiels qui, dans la plupart des cas, tiraient leurs forces en permanence de la capacité répressive que leur assure leurs rapports de dépendance directe ou indirecte. Ces premiers liens limités étaient la première forme d'unité dans la lutte nationale face à la mainmise colonialiste et à ses créations locales.

Ainsi se réalisaient les premiers résultats de l'aiguisement de la contradiction principale entre la nation arabe et le colonialisme traditionnel. Ce genre de colonialisme touchait à sa fin et entrait dans l'ère de l'impérialisme moderne, représentée par la montée du rôle des États-Unis sur la scène internationale en tant que principal aspect de la contradiction avec les aspirations des peuples prolétariens à travers le monde, notamment dans ce qu'on appelle le Tiers-Monde ; la résistance de la renaissance arabe contemporaine a réussi à enregistrer de nombreuses victoires contre la domination colonialiste précédente, et favoriser, sans que l'on s'en rende compte, l'installation de la nouvelle domination impérialiste américaine montante.

C'est ainsi que fut établi le système des régimes arabes dont les

bases se sont consolidées à travers la répression exercée par les appareils colonialistes (ayant pris la forme de pouvoirs nationaux) et garantissant à chaque régime les moyens de s'autodéfendre à travers le renforcement régulier de ces appareils répressifs. Ceci s'accompagne de l'extension d'un réseau de groupes d'intérêts s'appuyant sur ses rapports avec le pouvoir politique et les instruments répressifs de celui-ci pour réaliser une accumulation capitaliste, confinée dans un cercle étroit indépendant de la structure sociale originelle et interdisant par conséquent la naissance de toute forme de modernisation économique et d'industrialisation planifiée.

De cette manière, le pouvoir autoritaire au sommet se transforme en une base économique d'exploitation ; toute concurrence entre les centres de décision politique et les centres d'exploitation économique s'estompe ; les premiers se plaçant sous la dépendance totale des seconds, le contrôle administratif disparaît tandis que les masses, restées à l'écart de ce cercle fermé, n'ont plus aucune moyen de manifester leur opposition ou leur critique, et encore moins de résistance organisée.

On peut affirmer que le système des régimes arabes constitue la barrière la plus importante devant l'unité des masses arabes. Les conflits qui se déroulent au sein de ce système deviennent plus faibles en fin de compte que la contradiction du système en lui-même avec les intérêts des masses arabes. Et de ce fait, il a toujours été possible de poser des règles assez rigides à ces conflits pouvant garantir le maintien et la consolidation du système. Depuis la fin de l'essor unioniste précédent, il n'est plus permis à un pouvoir régionaliste, quel soient son caractère révolutionnaire et ses aspirations unionistes, de dépasser les limites géographiques dans les revendications aux changements, et par conséquent au renversement de l'équilibre des forces ; qui reste la base profonde du maintien du système des régimes arabes.

Ainsi, la crise de la révolution nationale dans un seul pays réside dans le fait que celle-ci est placée dès le début devant un double choix difficile, entre la primauté de l'État ou celle de la pratique révolutionnaire dans les cadres les plus larges. Cette révolution refuse d'intégrer le club des régimes arabes ; elle est opposée à la logique du système des régimes arabes, car elle est consciente de sa position originale opposée à ce système. Mais avec le temps et avec la multiplication des nécessités, la révolution nationale se trouve confinée à la tête du pays et contrainte de tisser un réseau de relations diplomatiques et routinières avec les autres régimes. Elle peut même être acculée à

adopter le principe de la dualité des attitudes, car elle ne peut renoncer à son caractère révolutionnaire, mais en même temps édifier un État, et par conséquent elle ne peut s'adresser aux autres États qu'à travers ce qui leur convient. Elle est donc à la recherche de différentes formes de rapports passant à travers les canaux du système des régimes mais en n'incluant qu'un minimum de concessions réciproques et de compromis.

C'est là l'attitude exemplaire à laquelle peut aspirer un régime révolutionnaire unioniste enfermé dans un seul pays ; c'est une attitude que l'on décrit en général comme étant momentanée et transitoire, et qui permet d'approfondir verticalement la révolution dans le cadre du pays, en attendant que s'ouvre la période de l'extension nationale organisée par delà les frontières sous la direction de la base solide originelle qui se transforme en une source révolutionnaire.

Mais les théoriciens s'arrêtent généralement à cette distance — de temps et de civilisation — si l'on peut dire, entre l'étape de l'acceptation raisonnée du maintien de la révolution au sein du pays, et l'étape du dépassement des frontières et des barrières géographiques artificielles. Il y a là Lénine et Trotsky et leur dialogue exemplaire. On revient à eux à propos de la question du pays et de l'unité dans la science de la révolution arabe : y a-t-il une unité sûre et pouvant se maintenir dans un pays sans dimension nationaliste ou internationaliste de la lutte des masses arabes pour l'unité inéluctable.

Nasser s'est trouvé confronté au système des régimes arabes ; il a déclaré la guerre totale à ses représentants et ses couches dirigeantes ; il a fait de la chute de ces régimes la tâche première pour la révolution nationale, pour la liberté et le socialisme. Il traduisait ainsi une évidence historique présente chez les différentes avant-gardes des mouvements arabes, récents et contemporains ; c'est-à-dire qu'il posait la condition de l'établissement de l'unité politique comme étape première, unique et nécessaire, pour ramener la nation arabe au modernisme véritable à travers la réalisation du socialisme et l'édification du grand État arabe libre. Nasser traduisait des principes essentiels qui ont été adoptés par les révolutionnaires nationalistes et leurs partis dès l'aube de la renaissance moderne. Mais Nasser et les forces qui le suivaient dans la plupart des régions du monde arabe ont investi ces principes dans un projet gigantesque aux aspirations globales. Ce projet, qui a fait éclater d'un seul coup les différentes barrières et les forces contraires, s'appuyait sur la méthode de l'action de masse à travers les institutions militaires ou de parti, ou à travers les deux à la fois. La propagande des médias allait parfois de pair avec

certaines réalisations politiques réalisées contre les intérêts des couches au pouvoir ou les intérêts directs du colonialisme. Ainsi, la pratique révolutionnaire transposait l'unité en tant que symbole philosophique et métaphysique en une réalisation unitaire concrète.

Mais en si peu de temps et face aux formidables résistances organisées qui s'élevaient devant lui, ce pas qualitatif n'a pas pu créer des institutions objectives en mesure d'organiser les potentialités unionistes, de leur trouver une stabilité et un développement autonome ; d'organiser et de réglementer leurs actions dans le cadre d'une stratégie à long terme. C'est-à-dire que l'expérience unioniste sous la direction nassérienne et sa formation politique a fait éclater les potentialités des masses mettant à exécution les grands objectifs historiques mais sans parvenir à les canaliser et les encadrer à travers une vision globale, raisonnée et permanente capable de créer les institutions mobilisatrices de masses, de rationaliser la lutte, de la diriger et de la varier pour l'adapter aux possibilités du moment et à l'orientation requise. De ce fait, les victoires rapides étaient souvent très fragiles car ne disposant pas de moyens stables pour faire face à l'opposition qui se développe. La transformation de ces victoires en défaites a marqué le processus de la première révolution unioniste ; mais l'élan unitaire, qui promettait des changements à la dimension d'une civilisation, quand il a été incapable de donner naissance à sa propre rationalité institutionnelle et organisationnelle a contribué au renouvellement et au renforcement des institutions et des oppositions locales et internationales ; ceci leur a permis de stopper cet élan et de lui faire subir des défaites au centre et à sa périphérie, pour l'atteindre dans ses forces vives, jusqu'à la défaite décisive qui renversa l'élan en un blocage, jusqu'au rétablissement de l'équilibre figé précédent qui prédominait sur l'ensemble des activités sociales et nationales donnant enfin naissance au système des régimes arabes, renforçant et radicalisant les bases du séparatisme et de ses bastions régionaux traditionnels et modernes.

La génération unioniste se réveille alors subitement pour constater que ses aventures unitaires et révolutionnaires précédentes n'ont pas changé la réalité autant qu'elles ont insisté à la reproduction de la réalité ancienne à travers des alternatives et des potentialités modernes et que ses attirails traditionnels (slogans, spontanéïsme et volontarisme) ne suffisent plus pour faire face à cette réalité. Il est apparu que la dialectique profonde du système des régimes arabes est tout à fait opposée au mouvement historique social à l'ère de la technologie. En effet, cette dialectique s'oriente vers la balkanisation

de la société et la codification de ses potentialités de façon pyramidale à un moment où le mouvement de l'histoire à l'ère de la technologie va vers la généralisation de la rationalité technique, de manière que les centres de décision et de planification varient et se multiplient autant que les grandes institutions productives et que l'État devient une résultante de la technologie que se répartit le réseau particulier des centres successifs et variés qui émettent les décisions et régissent les rapports économiques et sociaux.

La balkanisation de la société fait que les appareils des pouvoirs concentrent le reste des institutions administratives et communautaires et dirigent leur productivité et leurs modes d'action de manière à faire dissoudre le contenu de cette productivité pour l'utiliser dans un domaine autre que le sien par l'intermédiaire de forces étrangères aux institutions. De ce fait l'objectif de la multiplication des États et des mini-États qu'implique le système des régimes arabes n'est pas seulement le renforcement des barrières politiques entre les pays arabes, mais cet objectif est celui de la balkanisation de la société, la récupération des institutions par le pouvoir et la fin de la politisation des groupes, des classes et des couches ; pour les soumettre à une opération contraire, unique en son genre et qui n'est connue que par les peuples du Tiers-Monde, c'est ce qu'on appelle « l'autoritarisme de masse ».

En réalité, ces deux opérations, la balkanisation et « l'autoritarisme », constituent les deux faces d'une même déviation. La première se fait à travers la récupération par l'organe étatique des différentes institutions officielles et communautaires de la société, la seconde par l'intégration à l'autorité suprême de l'individu social lui-même à travers les couches, les classes et les différents autres groupes. On donne ainsi à la répression (théorie de l'oppression en Orient) une autre dimension se rapprochant du modèle du développement des sociétés du Tiers-Monde conforme aux modèles occidentaux connus. « L'autoritarisme » de l'individu social à l'ombre du système de la balkanisation générale signifie la déviation de la politisation et son avortement en imposant un certain rôle à l'individu social. Ce rôle « autoritaire » est la face déviée de la pratique politique de l'individu et du groupe ; il donne à l'auteur l'impression de participer, alors qu'il est réprimé à travers cette participation, à laquelle il accepte de renoncer. Sa répression s'appelle approbation alors que son incapacité à formuler son refus s'appelle ordre et soumission. Ainsi, « l'autoritarisme » signifie non seulement l'éducation de la société à accepter de s'auto-réprimer sans aucun contrôle direct, mais

il impose également à toute opposition éventuelle de se situer dans le cadre même du système, c'est-à-dire qu'elle se situe dans une perspective d'alternative et non pas de transformation. Pour cette raison « l'autoritarisme » regroupe ses instruments actuels et éventuels, il impose à la société une dialectique tournante — si l'on peut dire — entre sa caractéristique suprême et sa caractéristique inférieure ; de façon à faire avorter le développement historique par la logique du changement... avec tout ce qu'il comporte comme primauté donnée à la répression et à l'auto-répression, et comme conflits autour du changement. Mais ce sont des rapports imposés en raison du voisinage obligatoire dominé par la description diplomatique. Ce voisinage obéit lui aussi à la dialectique du changement, car chaque régime craint d'être remplacé par le régime avoisinant, c'est la crainte du changement horizontal qui constitue « un angle droit » avec la crainte du danger du changement vertical. Le lien entre les deux dangers peut s'aggraver jusqu'à former un espace de tension entre deux côtés d'un « angle aigu », ce lien peut se relâcher jusqu'à atteindre l'espace entre deux côtés d'un « angle obtu ».

Si nous comparons les deux modèles de changement, l'horizontal et le vertical, nous constatons qu'ils peuvent aussi s'éloigner l'un de l'autre, non pas dans l'espace, mais dans le temps. En effet, les dangers éventuels qui caractérisent le changement vertical prennent la forme caractéristique des dangers possibles, à venir, alors que les dangers du changement horizontal prennent un caractère réel, présent et actuel, car ils peuvent survenir dans le cadre des rapports de voisinage, à n'importe quel moment et notamment au présent.

Le système des régimes arabes n'implique pas forcément un concept de solidarité et de soutien réciproques, y compris même dans le cadre des relations entre les axes ou les coalitions, momentanés ou permanents, car il est basé sur l'appartenance au modèle « autoritaire » et non pas sur une complémentarité politique. Le danger d'un changement éventuel est commun à toutes les parties. Contrairement à ce que peut laisser entendre l'expression « système des régimes », ce système est régi par des conflits de rivalités malgré les grandes ressemblances entre la balkanisation et « l'autoritarisme » et l'enchevêtrement de leurs rapports divers. Le régime révolutionnaire qui émerge de temps à autre, ici ou là et tente de sortir des mailles de ce système des régimes, peut créer des contractions entre lui et les principaux symboles du système, et dépasser ainsi les rapports de rivalités qui admettent le changement d'un régime par un autre à condition de ne pas sortir des modèles prédominants. Pour

cette raison, ces régimes craignent les pouvoirs qui portent en eux les contradictions susceptibles de présenter des alternatives et des contraires, et de provoquer les changements.

De ce fait, le système des régimes qui voit surgir, à travers ses mailles, un pouvoir révolutionnaire mettra en œuvre toute son expérience, son savoir et sa fermeté pour récupérer la contradiction éventuelle, en recourant à des moyens et des procédés variés, servant tous un même objectif central consistant à renouveler la « régionalité » du régime révolutionnaire montant. Ceci se réalise à travers l'élévation, dès le début, des barrières autour des régionalismes — apparents ou non.

Dès que le régionalisme du régime révolutionniare prend consistance, commence pour celui-ci l'étape de sa candidature comme membre nouveau du club du système des régimes qui conserve seul — jusqu'à présent et pour un temps indéfini — le droit de se maintenir par la force même du fait accompli.

Le régionalisme de tout pouvoir institué dans un pays se renforce au fur et à mesure que l'État de ce pays et son autoritarisme se développent à l'intérieur de ses frontières géographiques. Celui-ci d'ailleurs ne se contente pas uniquement de la consolidation des frontières, mais il redonne vie et renforce les différentes structures fossilisées qui constituent la base héritée du pays.

De ce fait, il ne suffisait pas, lors des expériences unitaires précédentes, d'annoncer l'abolition des frontières géographiques pour que ces structures et cette base disparaissent d'elles-mêmes. L'abolition des frontières géographiques peut être une introduction nécessaire pour affronter ces structures et tracer les plans pratiques de leur désintégration et leur dépassement.

Ces structures qui se forment essentiellement sous l'effet du complexe minoritaire sous toutes ses formes (clans, couches, ethnies, différence de classe, différence sociale, etc...) doivent être reconnues et prises en compte par la science unioniste en tant que difficultés concrètes de la réalité héritée et présente ; elles doivent être analysées par la science unioniste pour transformer leur nature isolationiste en de simples particularités locales. Cela n'est possible qu'en débarrassant d'abord les structures des cuirasses qui les protègent à l'ombre de la domination de l'entité régionaliste. L'un des principaux problèmes de cette protection est lié à l'efficacité de la balkanisation et « l'autoritarisme ».

De ce fait, la conception de l'État unitaire est en contradiction avec la conception de l'État régional, représentée par le maintien du

système des régimes arabes dominants. A partir de là nous pouvons comprendre pourquoi on ne peut soutenir l'équation : Unité égale abolition des frontières géographiques, malgré la nécessité de cette abolition en tant qu'introduction à la pratique unioniste visant à détruire les structures de base sur lesquelles s'appuie l'entité régionaliste.

En l'absence d'un unionisme révolutionnaire, l'évolution du système des régimes arabes est passé de l'étape de l'avortement de l'élan unioniste à celle de la consolidation des entités régionalistes et leur structuration, et de là à l'étape de la restructuration des structures fractionnées qui menacent l'unité de l'entité elle-même, car elles sont la base sur laquelle celle-ci s'appuie.

Le mouvement de désintégration et d'éparpillement, après avoir utilisé l'entité régionaliste pour faire avorter l'élan unioniste, entraînera également la division de celle-ci, en renforçant les structures fractionnées en son sein, et en y assurant la prédominance de la formation minoritaire.

Arrive alors le moment où la domination s'exerce par les clans, les couches et les ethnies qui se transforment en entités minoritaires sectaires. C'est ainsi que les États régionalistes deviennent des États de plus en plus petits, que surgissent les « principautés » des tribus et des minorités et que se structurent des peuples de dimensions infimes à l'ère des grandes nations. En l'absence de l'unité qui constitue la loi de notre époque, sévit la loi de l'évolution vers l'éparpillement de plus en plus poussé, et l'abandon de la société nationale et « civilisatrice » pour une société lilliputienne régie par les rapports les plus élémentaires et les plus primaires.

Il est clair que le maintien du système des régimes arabes dépend dans une large mesure de la réalisation de cette déviation qui se concrétise par des formes de regroupements de plus en plus atomisés, par la réduction des entités régionales à la dimension des formations fractionnées sur lesquelles elles se basent, et en leur donnant un caractère raciste pour créer plus de différences entre elles, jusqu'à ce qu'elles s'intègrent toutes dans un réseau de rapports contradictoires, sans aucun contenu social ou « civilisateur », dans un conflit stérile qui consomme toute l'énergie des protagonistes, comme ce fut le cas des guerres religieuses aux plus sombres époques de l'histoire européenne ; comme ce fut le cas des guerres des féodalités et des principautés locales de l'époque du déclin arabe, jusqu'au modèle de la guerre civile libanaise durant les dernières années. Nous disons modèle car cette guerre a été préparée, planifiée et exécutée dans cette forme précise pour expérimenter un modèle pouvant être

appliqué à d'autres entités car ses effets peuvent s'étendre comme des flammes tant que le système des régimes arabes restera dominant. Cette situation a pu se nourrir d'une autre propension, celle du sionisme, l'éparpillement des entités arabes existantes.

La « sionisation » de la réalité arabe, à commencer par les pays voisins d'Israéel et conformément au modèle de division éprouvé dans la guerre civile libanaise qui se poursuit saison après saison, apparaît comme le résultat final attendu si le système des régimes arabes poursuit l'exécution de son orientation basée, dès le début, sur l'avortement organisé de toute potentialité unioniste, sur la déviation des contradictions essentielles et leur orientation vers des conflits entre régimes dominants et entre couches minoritaires-majoritaires au sein de chaque régime.

Y a-t-il un moyen pour sortir de ce cercle vicieux dans lequel on est en train d'enfermer le mouvement de l'histoire arabe contemporaine pour le vider de son contenu « civilisateur » et le lier aux plus étroits réseaux de formations minoritaires marginales entraînées dans un conflit suicidaire ?

Les Arabes ont eu récemment une expérience visant à briser ce cercle. Cette expérience a au moins prouvé que l'émergence d'un mouvement unioniste authentique « sélectif » suffisait à briser les différentes fractions minoritaires. L'unité est en effet la seule voie pour briser les formations et dépasser l'ère du déclin de la civilisation et de l'éparpillement en minorités, mais à condition que l'unionisme révolutionnaire échappe au piège du système des régimes arabes. C'est ce que l'expérience unioniste précédente a été incapable de faire. En effet, au moment même où le mouvement de l'unité révolutionnaire s'accentuait, les États arabes traditionnels étendaient leur toile, s'attaquaient aux réalisations révolutionnaires et les dépouillaient de leur force, les vidant de l'intérieur avant qu'elles ne puissent assurer leur développement autonome.

Au moment où le mouvement de l'unité révolutionnaire faisait face aux structures isolationistes et leur donnait la force du défi, l'État de la première union était un rassemblement quantitatif des appareils des deux États, au Caire et à Damas. Les appareils répressifs furent les premiers à être réunis au nom de la sécurité de l'union. Le résultat en fut deux États séparés, et entre les deux un troisième État, le fantôme invisible des appareils de sécurité. La révolution de l'unité lors de sa première expérience, n'eut pas l'occasion de faire éclater les deux États régionaux pour donner naissance aux institutions qui auraient organisé les potentialités des masses et assuré la sécurité intérieure

pour la sauvegarde de leurs intérêts vitaux. Il a donc été facile de séparer les deux États à travers les appareils de sécurité professionnels à un moment où les masses étaient tenues à l'écart de toute participation au niveau des institutions sociales productives et populaires. La destruction de l'unité, entre deux coups d'État, était un autre aspect de la tendance du système des régimes arabes.

Historiquement, cette rupture est une grande catastrophe nationale et humaine. Mais dans son aspect étatique, c'était une répétition de la tendance aux coups d'État réalisés d'en haut, liés organiquement au phénomène de la militarisation de l'État, militarisation qui est l'expression permanente de ce qu'on appelle le problème de la sécurité de l'État (nous l'avons déjà vu).

Y a-t-il donc des causes concrètes qui permettent de croire qu'une autre expérience unitaire peut dépasser qualitativement ces propensions du système des régimes arabes, et d'éviter de tomber dans le même piège que la première expérience qui, partie d'une dimension de masse a fini dans les mailles de la balkanisation et de « l'autoritarisme ».

Seule permet de le penser, la réalité figée qui caractérise le système des régimes arabes et qui le conduit à davantage de désintégration au niveau du pays et de la région, vers les plus petits cercles minoritaires ou majoritaires, vers ce que nous avons appelé structuration des formations fermées (fractions), qui constituent les bases du système. La formation au niveau du pays ou de la région, n'est pas le cadre stable final ; ce n'est qu'une étape intermédiaire entre deux évolutions tout à fait opposées : L'une menant à l'unité nationale à travers « l'ouverture » la plus large ; l'autre menant à l'affaiblissement et au déclin vers les formations les plus primitives basées sur l'instinct et les sentiments les plus primaires et les plus étroits.

C'est une chimère de croire que la situation d'un pays peut se stabiliser, que son cadre soit un début et une fin. Car en l'absence de la révolution unioniste, les cadres étatiques des pays et des régions ne sont que des conventions diplomatiques et fragiles, qui seront englouties par le fractionnement des structures traditionnelles qui constituent leur base. C'est-à-dire que dans un pays, les cadres au niveau du clan, de l'ethnie, etc..., resteront les plus forts sous couvert de l'État moderne. Cet État sera une dualité qui camouflera l'appareil de la minorité dominante. A l'ombre de l'entité régionale il n'y a pas de majorité- gouvernante mais ce sont les minorités qui rivalisent entre elles et s'échangent le pouvoir et le rôle de l'opposition. Sous le régime national plus large, seule la majorité gouverne et est gouvernée.

La science unioniste exige avant toute chose la lecture réfléchie de toute la science écrite (qui n'a pas été lue et n'a pas été comprise) par la réalité et qui s'intitule : Le système dominant des régimes arabes. Entre l'existant et le non existant reste le choix entre d'une part se soumettre à un plus grand fractionnement et éparpillement au sein d'un pays, et d'autre part rejeter l'auto-répression qui pèse sur la révolution nationale qui n'a que le choix de jaillir d'un pays ou deux qui prendraient la direction centrale de la prochaine ère unitaire.

Le dépassement du système des régimes arabes, qu'il soit l'œuvre d'un pays ou de deux pays, ne peut se réaliser et s'accomplir que par un retour véritable et efficace des masses arabes en marge — ou marginalisées — sous le poids des cercles vicieux des alternatives et des contre-alternatives empruntées.

Sur le nationalisme

Dr Choukry Fayçal.

Depuis la récente renaissance, l'esprit nationaliste a connu maintes périodes d'effervescence et nombreuses furent les explications qu'on en fournit, les formes qu'il revêtit, les formules et définitions qu'on lui donna. Non moins nombreuses furent les études et analyses qu'on lui consacra.

Tant de conférences et de séminaires eurent lieu sur ce sujet qu'il est impossible d'en faire le tour et il n'est sans doute pas de pays arabe dont l'un ou l'autre des hommes politiques ne se soit préoccupé de ce phénomène. On peut même avancer qu'il n'y a pas de penseur arabe qui n'ait apporté une contribution sous une forme ou une autre au concept de nationalisme : pas un groupe intellectuel ou culturel qui ne s'y soit intéressé d'un bout à l'autre du monde arabe, qu'ils soient des pays dans lesquels le mouvement nationaliste a vu le jour ou d'ailleurs, c'est-à-dire des pays qui ont reçu les courants de pensées arabes sous leur forme culturelle, politique ou purement théorique.

Tous ont contribué, dans l'un ou l'autre de ces domaines à dégager le concept de nationalisme, à la présenter, en débattre que ce soit pour l'approuver ou l'infirmer.

Mais malgré le grand nombre de ces études et contributions, malgré la diversité des approches ou la similitude des méthodes, malgré la divergence des objectifs de ceux qui s'y sont consacrés, me concept de nationalisme n'a pas été dégagé avec la clarté qu'il mérite. En effet, une telle théorie tient lieu de fondement en termes d'existence arabe.

Pour nous, il est toujours aussi urgent de dégager clairement l'idée de nationalisme, d'en connaître les caractéristiques, les fondements, de la purifier de tout ce qui ne lui est pas propre, de la mettre en œuvre enfin, loin de toutes les superstitions et les doutes en veillant à ce qu'une telle application soit à l'abri de tout élément étranger, des campagnes malveillantes et des attaques.

Les enfants de la génération actuelle ont beau lire une partie (petite ou grande) de la masse de littérature consacrée à ce sujet, les chercheurs ont beau se creuser l'esprit, les partis, groupes, intellectuels, leaders, partisans, opposants de tous bords ont beau confronter leurs idées ; le résultat est toujours le même : un amoncellement de points de vue théoriques aussi persants que volumineux. L'idée de nationalisme semble vouée à ce sort : chaque fois qu'elle a des velléités d'émerger enfin clairement grâce à l'un de ses avocats, ou à ses ouvrages, chaque fois qu'elle semble sur le point de s'attacher l'approbation ; il faut qu'apparaissent d'autres chercheurs qui la noient aussitôt sous une montagne d'études et d'analyses génératrices de doutes et d'opposition. Elle rebrousse, dès lors, chemin dans l'esprit

de l'intelligentsia et de la génération montante, vers son cocon d'incertitude, voire d'inquiétude.

Tel fut le destin du mouvement nationaliste depuis ses origines.

Il suffit de revoir avec précision tout ce qui a été écrit sur ce sujet depuis des dizaines d'années pour s'en convaincre : ces périodes où il semble se dessiner clairement dans l'esprit des gens, suivies de périodes où il sombre dans l'obscurité.

En dépit de ces cycles qui durent depuis des dizaines d'années, en dépit du fait que l'idée de nationalisme soit l'essence même de la vie arabe, son identité ; bien qu'elle soit le fondement théorique de tout mouvement arabe, la voie qui unit toutes les forces arabes et qui les tend vers un seul objectif — je dirais même l'objectif unique — cette idée vit encore et toujours les affres du débat, de l'approbation et de la négation, du refus et de l'acceptation.

Elle vit toujours dans le cœur de notre génération et de la génération montante ; mais elle sera encore en butte aux remises en question successives, car elle n'est encore que théorie.

Lorsque nous réfléchissons à tout cela, lorsque nous déplorons les revers que le discours tenu par certaines forces et groupes a infligé au mouvement nationaliste à plusieurs reprises, nous mettons le doigt sur une vérité blessante ; douloureuse et terrifiante à la fois : pourquoi l'idée nationaliste n'a-t-elle pas mûri dans la mentalité et le comportement arabes contemporains ?

Pourquoi tant de vérités premières demeurent-elles l'objet de tentatives d'affaiblissement, directes et indirectes, voulues ou non ? Pourquoi toutes ces oppositions à l'idée nationaliste et cette suspicion à son endroit ? Pour quelle raison ces points d'interrogation dont on l'affuble à toute occasion ? Tant et tant qu'un tel état de choses semble être devenu normal ! A moins que des éléments obscurs ne se soient ligués en un effort pour la maintenir là où elle est : ni du domaine de la certitude, ni de celui de la négation. L'idée de nationalisme s'en trouve-t-elle enrichie ou appauvrie ? Est-il encore besoin, après tout ce qui a été écrit à ce sujet de poursuivre la recherche ?

Tous ces écrits sont-ils sur le point de prendre une voie positive de manière à servir l'esprit nationaliste ou ne représentent-ils qu'une énorme inflation intellectuelle, sans résultats concrets ?

Comment expliquer ce phénomène : d'une part ; un besoin pressant de clarté et un grand nombre de gens qui s'emploient à l'établir ; d'autre part le mystère qui demeure et nombreux sont ceux qui s'emploient à ce qu'il dure.

Pourquoi cette contradiction entre le besoin d'un nationalisme bien défini et son mûrissement ne s'est-elle pas résolue dans l'esprit de ceux qui veulent occuper le premier plan de la scène arabe et orienter la pensée arabe ?

C'est précisément de cette question que se préoccupent les tenants de l'idée nationaliste et c'est elle qui est l'objet, de la présente étude.

En réalité les raisons en sont multiples, essayons donc de simplifier afin de parvenir à la raison principale.

Tout d'abord, on ne peut nier l'importance d'un des facteurs qui ont donné la regrettable situation de l'idée nationaliste : jusqu'à ce jour elle n'a jamais pu trouver un champ d'application pratique ; loin de là. Pendant ces quelques dizaines d'années, elle n'a jamais pu prendre une forme concrète susceptible de réunir autour d'elle les forces et les volontés, d'attirer les âmes indécises qui se laissent décourager par les apparences. L'unité, qui est l'expression concrète et réaliste du nationalisme, est demeurée loin du champ pratique que ce soit à l'échelle du monde arabe ou entre deux états arabes ou plus.

L'unité (je répugne à dire la tentative d'unité) entre le Caire et Damas, cette unité qui n'a vécu que l'espace d'un matin représente peut-être une illustration vivante de ce que je veux dire. Les Arabes d'aujourd'hui n'ont pas connu d'expérience plus prometteuse, plus porteuse d'espoir pour des lendemains meilleurs que cette étincelle qui n'a duré que trois ans et quelque. Cette union tripartite ne fut en fait qu'un éclair dans l'espace duquel on entrevit la concrétisation d'un grand État capable de combler l'horizon devant les ennemis voraces, un État qui ouvrait les perspectives et laissant voir des possibilités qui n'étaient jusque là que du domaine du rêve. Mais ce régime qui n'a fait que passer, imperceptiblement, son cercueil était prêt avant son berceau. On entendit les voix qui le pleuraient avant même celles qui annonçaient sa naissance. Nous qui étions témoins, nous ne savions plus faire la part du rêve et de la réalité !

Tout ce que l'on pourra dire sur la dislocation de l'union tripartite et sur l'échec de l'union tripartite ne pourra pas décrire l'abîme dans lequel nous fûmes plongés.

Les mots ne suffiront jamais pour dépeindre les conséquences profondes que cet échec a eu sur la génération qui l'a vécu, sur tous ceux qui appelaient cette unité de tout leur être, qui la désiraient avec la force et l'innocence de l'enfance. On dit plus tard que des erreurs furent commises — mais qu'on me cite un seul régime qui n'ait pas fait d'expériences ou d'erreurs.

Seulement, nous sommes de temps à autre victimes d'aveuglement

devant l'Histoire. Et ces erreurs furent exploitées de la façon la plus éhontée et non seulement dans le cadre de cette union qui fut ce qu'elle fut ; mais pour toutes les unions qui pourraient venir. Les forces de la perdition, partis ou régimes ne cessent d'en profiter. Ce fut un échec, l'un des plus grands de notre Histoire contemporaine, un tournant des plus cruels dans l'histoire du nationalisme.

Tous les discours, les espoirs, les programmes, les théories, les forces intellectuelles, la littérature et la poésie qui ont chanté l'union ont reçu un coup fatal lors de la mort de l'union tripartite et bipartite.

Cela nous confirme dans ce que nous disions : l'absence d'une forme pratique et d'application affaiblit bel et bien les idées théoriques et les ébranle. Surtout lorsque les idées courantes elles, prennent une forme pratique. Nous remarquons justement que ce sont les idées contraires à l'union qui ont trouvé leur place dans le champ pratique à l'échelle internationale. Dans le monde arabe plus précisément ; elles ont trouvé des applications dont elles ont tiré force et vigueur, ce qui leur a permis de s'attirer les sympathies. Les gens y ont peu à peu oublié ce qui les liait à l'esprit nationaliste que nous avons exposé et qui les avait maintenus, théoriquement, loin de l'anti-nationalisme. Certains ont exploité à fond ce phénomène, favorisant l'apparition d'une certaine littérature économique, de toute une activité culturelle avec des expositions, excursions, traductions etc...

Si je peux me permettre de dépasser légèrement le cadre de mon sujet je dirais que si, dans une certaine mesure, leurs travaux ont été utiles, puisqu'ils ont permis de confronter les idées et les théories, de les exposer un peu partout et sous diverses formes, l'excès des analyses théoriques finit par nuire au besoin qui les a fait naître.

En termes médicaux on dit : un peu de prévention vaut mieux que beaucoup de soins ; on peut appliquer cet adage au nationalisme.

Donc, l'une des raisons les plus importantes de l'absence provisoire de l'esprit nationaliste est le manque de moyens pour le mettre en œuvre ou simplement, le manque d'application pratique, sous quelque forme que ce soit...

Mais la situation est plus complexe que cela. Il y a une autre raison principale que nous allons essayer de dégager. Ici, je voudrais ajouter que l'esprit nationaliste (ainsi que ceux qui œuvrent pour sa réalisation) n'a pas dit son dernier mot.

Pour parvenir à cerner cette deuxième raison, qui me semble principale, encore une fois, il est nécessaire de faire un retour en arrière dans l'histoire de l'idée et du mouvement nationalistes. Sans doute, à l'origine, l'idée nationaliste est apparue d'une manière

spontanée. Il ne s'agissait pas tant d'une idée théorique que pratique. Elle représentait une réaction à l'action de « turquification » qui a profité de l'affaiblissement de l'État Ottoman.

Sans entrer dans les motivations de certains de ses avocats, de leurs erreurs, ou de leur justesse de vue, on peut dire qu'elle avait des objectifs modestes. Qu'il nous suffise de dire que la situation politique à l'intérieur de l'État Ottoman, que les activités missionnaires et colonialistes et leurs plans à long terme, ont favorisé l'apparition d'une forme simple et spontanée d'esprit nationaliste.

A cette époque, elle se réduisait à la fierté d'être Arabe, à l'orgueil que conférait la langue arabe, au souci de s'assurer une existence à l'abri des puissances menaçantes et du sectarisme. En effet la langue et l'histoire arabes déterminaient « l'être » arabo-musulman.

Il était normal que cette idée se développât, qu'elle gagnât en complexité. Le fait qu'elle devint peu à peu théorie n'était pas surprenant.

Comment cette évolution se fit-elle ? Il serait bon de commencer par revoir les différentes appellations, les stades par lesquels elle est passée, les alternatives qui existaient auparavant ainsi que les concepts et la terminologie qui ont jalonné le parcours jusqu'à ce qu'elle prenne sa forme moderne, jusqu'à la renaissance.

Nous remarquons tout d'abord que cette évolution n'a pas suivi son cours naturel. Elle « s'enrichit » de divers apports occidentaux ; l'Europe connaissait à cette époque l'apogée de son nationalisme. Il y prévalait deux théories principales : la théorie française, fondée sur une communauté de volonté et la théorie allemande fondée sur la communauté de langue. Il y avait bien sûr d'autres théories nationalistes ou tout simplement nationales. Sans compter le système économique qui souleva tant de problèmes d'ordre intellectuel ou social, suggéra maintes solutions et théories.

Tout cela avait commencé à gagner d'une manière ou d'une autre la pensée arabe. Les diverses associations politiques et les personnalités qui ont ouvert la voie en attestent.

Mais une telle imprégnation n'était pas naturelle. La pensée arabe de cette époque n'était pas en mesure de discerner les conséquences à long terme de ces théories, de se représenter les applications qu'on pouvait en faire et les complications qu'elles engendraient.

Une tempête soufflait sur les esprits, porteuse de ferments intellectuels. Il n'était donc pas surprenant que, dans un tel climat, l'idée nationaliste trouve son chemin (sous sa forme simple et limitée) et qu'elle réagisse avec les autres idées en vigueur.

C'est ici que se pose la grande question ; l'esprit nationaliste est apparu d'une manière naturelle en Occident. Il était l'aboutissement d'une série de conditions particulières.

Ce sont en effet les conditions historiques et géographiques particulières à la France qui ont déterminé ou imposé la théorie nationaliste française.

De même, ce sont les conditions qui ont présidé à la création de l'État allemand qui ont donné et imposé la théorie nationaliste allemande. Autrement dit, dans ces deux cas, l'esprit nationaliste n'était pas quelque chose qui venait d'en haut, qui serait venue se greffer à l'existence française ou allemande. Il lui était au contraire inhérent. Il en va de même pour les autres pays européens. Ils n'ont pas importé leur nationalisme, ils ne l'ont pas puisé dans les livres mais dans le réel. Ce n'était pas un nationalisme copié mais original, ce n'était pas un ajout mais le fruit d'une évolution.

Mais qu'en est-il de l'esprit nationaliste arabe ? Est-il lui aussi le fruit d'une évolution naturelle ou d'un mouvement artificiel ? Est-il le résultat de facteurs purement internes ou de la combinaison de facteurs internes et externes importés et repris par des individus ou des groupes ? Peut-on tracer une ligne entre ce qui lui est propre et ce qui lui est étranger, isoler les éléments extérieurs qui l'ont influencé et dont il aurait pu se passer ?

Ce qui attire l'attention, lorsqu'on passe en revue le mouvement nationaliste pendant ces phases et celles qui suivirent c'est qu'il tendait vers des orientations (aussi bien sur le plan politique que sur le plan du comportement) et des formes théoriques. Seulement les écrits et recherches qui se sont accumulés ont gâté sa pureté, et secoué sa modestie par un regain d'effervescence auquel succédait une période de calme intellectuel.

Mais laissons la période d'avant la première guerre mondiale car il est difficile de trancher en ce qui la concerne, plusieurs documents ayant disparu.

L'entre deux guerres a vu le réveil des campagnes régionalistes. Certaines institutions n'ont-elles pas laissé la ligue arabe à laquelle elles étaient attachées auparavant ? Le pan-arabisme ne fut-il pas calomnié ? N'a-t-il pas rencontré sur son chemin tous les appels pro-phéniciens, pro-pharaoniques, pro-assyriens ; ne fut-il pas victime de la glorification délibérée de l'époque antérieure à la conquête arabo-islamique ?

Ce sont ces campagnes qui ont tenté d'établir une hégémonie intellectuelle et de jeter le doute et le discrédit sur les capacités de la

langue arabe, qui ont prétendu que les pays riverains de la Méditerranée appartiennent à la civilisation méditerranéenne, tout en rejetant les Arabes vers le désert.

A cette époque, cela faisait « distingué » de se prévaloir de telles théories et certaines personnes et groupes ne s'en sont pas privés, appuyant ainsi l'autorité politique colonisatrice, les phénomènes de cette nature se comptaient par dizaines à cette époque.

Au moment de la deuxième guerre mondiale et après celle-ci, les choses empirèrent autant sur le plan théorique que sur le plan pratique.

L'accent fut mis sur les tendances internationalistes auxquelles on ouvrait la voie sous prétexte d'esprit d'ouverture sur le monde d'osmose et de continuité des cultures.

La traduction des divers ouvrages reçut un coup de fouet et les grands conflits humains s'amplifièrent tout en s'opposant aux tendances nationalistes unidimensionnelles.

C'est ainsi que le mouvement nationaliste commença à glisser de ses axes fondamentaux vers des axes secondaires qui permettaient de remplacer l'originalité sous couvert de renouvellement. Désormais on ne tenait compte du patrimoine que pour son côté folklorique. On jetait de plus belle le discrédit sur la puissance de la langue, favorisant les tendances qui séparaient les pays arabes tout en reléguant au second plan, quand on n'ignorait pas les facteurs d'unité.

Pendant cette époque, la politique des puissances encourageait ces tendances, divisait les efforts d'union arabe. L'idée nationaliste a bien failli mourir étouffée par toute la poussière qu'on soulevait autour d'elle... par les nombreuses théories auxquelles on la comparait pour démontrer ses faiblesses et introduire le doute dans les esprits. Puis vint l'affaire de la Palestine. Mais au lieu de développer un esprit et un mouvement nationalistes communs, elle devait comme ces problèmes dont on se contente de résoudre des détails jour après jour, dans une espèce de mouvement réflexe, sans indiquer le fonds de l'esprit nationaliste et révéler la torpeur dans laquelle il a sombré...

Combien de fois les efforts fournis pour la Palestine ont-ils dévié de leur but pour ne servir qu'à affirmer une existence ou une tendance régionale. Mais ce genre de tendance ne constitue pas notre propos d'aujourd'hui.

Tels furent les maux de l'esprit nationaliste. Parfois ils venaient de l'extérieur du monde arabe bien sûr. Mais une partie des obstacles qui se posèrent à l'idée nationaliste n'était pas le fait des forces et idées étrangères qui lui furent imposées comme solution de rechange ou qui

visaient à l'affaiblir. Elle ne provenait pas non plus des institutions qui, à l'intérieur des pays arabes, étaient téléguidées de l'extérieur du monde arabe. Le problème avait fait tâche d'huile pour affecter ses forces internes. On peut donc dire que, tandis que l'idée nationaliste apparut tout d'abord loin des contradictions, le mouvement pan-arabe en général conduisait à nombre de contradictions et de problèmes internes.

L'idée nationaliste était dès lors confrontée à un problème grave qui est :

— Les minorités ethniques :

Elle devait se défendre par une série de recherches et d'analyses visant à mieux éclairer sa position vis-à-vis de ce problème... surtout concernant le rapport entre arabisme et Islam. Mais tous ces efforts devaient demeurer vains.

On continua à inonder l'idée nationaliste de critiques basées sur la prétention qu'elle ne fait que copier des concepts nationalistes européens tirés de leur environnement propre, dénaturant ainsi le nationalisme arabe.

Tout cela retardait le moment où l'avenir que nous souhaitons de tout notre cœur se réalisera, alors qu'il suffit simplement d'œuvrer à sa réalisation.

Il apparaît ainsi clairement que la crise de l'idée nationaliste ne lui est pas toujours inhérente, mais qu'elle est due parfois à une évolution qui est déterminée par des éléments extétieurs, au souci de faire en sorte à ce qu'elle soit conforme aux nationalismes européens. C'est pour cela qu'elle a rencontré tant d'obstacles durant quelques dizaines d'années — On peut dire que, dans l'ensemble, toutes ces campagnes n'ont fait que l'affaiblir... Loin de l'enrichir, elles l'ont ébranlée, loin de favoriser une confrontation salutaire, elles ont mis en évidence les difficultés.

Quelle que soit la manière dont on évalue ces campagnes et leurs intentions il est certain que la pensée arabe en a profité autant qu'elle en a souffert et que ces phénomènes ont touché toutes les communautés arabes.

La solution à ce problème comporte deux niveaux :

— Tout d'abord le niveau pratique. Il faut trouver à tout prix une application pratique, et essayer de mettre en œuvre l'unité sous quelque forme et à quelque niveau que ce soit ; dans n'importe quel domaine de la vie arabe. A ce propos, on peut avancer que les activités culturelles sont probablement les plus indiquées à cet effet et probablement les plus utiles.

— Ensuite le niveau théorique qui consiste à essayer de débarrasser l'esprit nationaliste de tous ses complexes et faire en sorte qu'il surmonte tous les obstacles qui se posent sur son chemin, grâce à un effort organisé, sérieux et honnête.

On ne peut réaliser tout cela que si on tient compte du fait que la théorie nationaliste ne peut faire continuellement l'objet de doutes, ni être sans cesse comparée à d'autres théories car cela ralentit sa marche. Elle est en quelque sorte sacrée et les peuples ne peuvent soumettre les théories qui sont les fondements même de leur existence à de telles campagnes. La pensée française par exemple, ne peut se passer de la notion d'une direction commune, alors que la pensée allemande ne peut se passer de la notion de communauté de langue. Toutes deux mettent leurs principes fondamentaux à l'abri des tentatives d'affaiblissement théorique et des comparaisons qui tiennent plus de l'imaginaire que du réel.

L'esprit nationaliste est autant une croyance qu'une somme d'idées rationnelles et la théorie nationaliste est autant une croyance qu'une théorie proprement dite. Il est absolument nécessaire de protéger cette croyance afin qu'elle puisse prospérer et faire en sorte qu'elle ne soit pas soumise à un changement quotidien d'opinion, à des comparaisons avec les tendances et théories qui l'ont précédées ou qui lui sont contemporaines.

Démocratie

et

Révolution Arabe

Pr Mahmoud Amin Al Alem.
Université Vincennes. Paris.

Les premières campagnes pour l'instauration de la démocratie ont commencé avec le mouvement de renaissance arabe moderne, c'est-à-dire pendant le XIXe siècle. Ses luttes démocratiques avaient déjà été menées par les masses arabes sous diverses formes depuis le début de l'ère ottomane.

Mais c'est avec ce mouvement de renaissance moderne que ces luttes ont commencé à s'étoffer du point de vue théorique et ce, grâce à des penseurs tels que Rifâat Raâfaâ Attahtaoui, Khaireddine Ettounsi, Adib Ishaq et Abderrahmane El Kawakibi entre autres.

Bien sûr, ces campagnes allaient de pair avec et même exprimaient l'apparition de la bourgeoisie arabe et du mouvement nationaliste arabe d'une manière générale. Tout en s'inspirant dans leur vision et leurs concepts de la Révolution Française, ces luttes exprimaient une nouvelle réalité sociale mouvante. D'autre part, elles s'efforçaient de trouver un compromis entre les concepts de la Révolution Française et les besoins propres de la réalité arabe ; notamment le patrimoine religieux islamique. Elles devaient en effet donner une légitimité aux concepts qu'elles véhiculaient.

C'est précisément pendant cette phase que la Révolution Française et les autres révolutions démocratiques menées par la bourgeoisie occidentale se muaient en pouvoirs capitalistes à caractère de monopole. En d'autres termes, elles se muaient en un impérialisme qui visait, entre autres choses, à maintenir le « Vieil homme malade » dans un état d'exploitation, à en faire un marché à ses produits et à ses investissements, ainsi qu'une source de matières premières à bon marché. Des courants d'échanges d'ordre idéologique s'étaient instaurés entre les bourgeoisies arabes et les tenants des premiers concepts libéraux des révolutions occidentales. Ces mêmes bourgeoisies arabes étaient en même temps en butte aux sous-produits impérialistes de ces concepts.

L'espoir caressé par les Arabes d'obtenir leur indépendance nationale, leur développement économique, social et culturel grâce à l'Occident ; céda petit à petit la place à la catastrophe. Ils tombèrent dans le piège impérialiste qui, tout en se refermant, aggravait leur retard social, leurs dissensions nationales et consacrait leur dépendance totale vis-à-vis des monopoles occidentaux. Le passage d'une idéologie libérale, porteuse d'espoir, à un état de dépendance imposée, avait consacré la crise de « l'ère de la renaissance », crise qui devait se prolonger dans l'histoire arabe contemporaine.

Il y avait bel et bien eu libération de la domination ottomane, mais les bourgeoisies arabes naissantes n'ont pu réaliser leur révolution

démocratique. Bien au contraire ; leur développement naturel se figea, leur espoir en l'unité nationale fut déçu et un corps étranger fut implanté en Palestine (Israël) après que la population de ce pays fut dispersée aux quatre vents.

Ainsi, les bourgeoisies arabes devinrent une partie de la répartition internationale capitaliste du travail.

Que faire ?... comment peut-on s'en sortir ?... Doit-on effectuer un retour aux sources les plus pures, un retour à l'Islam de la première heure, refuser la civilisation capitaliste d'une manière catégorique ? Doit-on effectuer une synthèse entre le patrimoine religieux et cette civilisation moderne ?

Doit-on adopter intégralement ses idées, ses valeurs, ses institutions, sa voie capitaliste tout en essayant d'obtenir l'indépendance (fut-elle limitée), la liberté de travailler, de faire des profits, de réaliser le développement dans un cadre de dépendance vis-à-vis de la civilisation occidentale ?

Doit-on au contraire s'insurger contre cette dernière, refuser sa voie capitaliste, la dépasser pour essayer d'instaurer une société socialiste tenant compte des ambiguïtés propres à la réalité arabe et des crises périodiques que connaît le socialisme au cœur même de l'Occident ? Doit-on enfin s'engager dans la lutte pour l'unité nationale globale, sans que pour autant une telle unité, ait un contenu social au départ ?

De toutes ces options, une seule a réussi pendant la première moitié du XXe siècle, si toutefois on peut la qualifier d'option. Il s'agit de la domination de la bourgeoisie arabe dont les intérêts s'imbriquent avec ceux des grands propriétaires fonciers d'une part et dépendent du capitalisme international d'autre part. Tous les succès de ce pseudo « libéralisme » pendant cette période, dans certains pays arabes, et surtout au Moyen-Orient, ne furent que les manifestations intérêts de cette bourgeoisie arabe qui avait su assurer sa domination dans les domaines politique, économique social et culturel grâce au fait qu'elle était directement dépendante du capitalisme. En fait, cette pseudo expérience libérale n'était pas seulement régie par la dépendance vis-à-vis de l'Occident, mais aussi par l'occupation militaire directe menée par ce dernier et notamment par la Grande-Bretagne, la France puis l'Italie.

C'est pour cela qu'elle ne fut que marginale dans certains pays arabes, qu'elle n'eut qu'une portée limitée du point de vue social et national. Elle eut pour cadre une forme de parlementarisme, et d'institutions constitutionnelles insignifiantes dominées par la minorité bourgeoise ou plus précisément par les couches moyennes et

supérieures de cette minorité. Nous ne voulons cependant pas dénigrer toutes les luttes populaires menées par les masses arabes pour l'indépendance nationale, pour s'ouvrir des horizons démocratiques. Nous disons simplement que ces luttes étaient régies, dans la plupart des cas, par l'idéologie bourgeoise dominante.

Mais des changements importants devaient intervenir pendant les années cinquante et soixante. Ils couronnaient les luttes populaires, la lutte des classes, l'incapacité des grandes bourgeoisies arabes à répondre aux espoirs des masses qui aspiraient à l'indépendance, au progrès et à la démocratie. Des conditions nouvelles avaient fait leur apparition dans le monde au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale. Citons-en les plus importantes ; le socialisme s'était étendu à près du tiers de la planète, des mouvements de libération nationale apparurent en Asie, en Afrique et en Amérique Latine, des concepts et des idées nationalistes, démocratiques et sociaux plus radicaux avaient remplacé ceux de la période précédente. Certains s'étaient même frayés un chemin au pouvoir. En Égypte par exemple sous la bannière du Nassérisme, en Syrie puis en Irak au nom du Baâth. Ces nouvelles expériences sont parvenues, durant les années cinquante et soixante notamment, à introduire certains changements dans les structures politiques, économiques, sociales et culturelles. Elles ont permis de franchir d'importantes étapes dans la voie de la révolution nationale démocratique. Elles ont aussi permi d'approfondir les concepts d'unité nationale et ont même essayé de la concrétiser.

Mais malgré la mobilisation des masses contre l'impérialisme et le sionisme et malgré les luttes qu'elles ont menées contre ces deux phénomènes, elles n'ont pu atteindre l'indépendance économique totale, ni remplir toutes les tâches que la révolution nationale et démocratique s'était fixées. Elles n'ont pu, enfin, mettre en place les fondements du changement socialiste. Prenons par exemple l'expérience Nasserienne. Elle a permis de généraliser effectivement la démocratie sociale grâce à son action et ses réussites dans les domaines agricole, industriel et culturel. Cependant dans le domaine de la démocratie politique, les caractéristiques pseudo « libérales » de l'époque précédente furent liquidées, sans être remplacées par d'autres formes de démocratie populaire. Loin de là, un régime de parti unique fut mis en place, qui en fait n'était qu'un vague rassemblement politique regroupant des classes sociales diverses et même parfois opposées, sous prétexte, comme on disait à l'époque, de mettre un terme à la lutte sanglante des classes et à la faire disparaître d'une manière pacifique. On peut dire qu'une telle expérience dans la plupart

des cas n'a réussi qu'à éloigner la majeure partie des forces sociales et politiques progressistes ; sans compter qu'elle se posa en tuteur qui répondait des masses.

Cela fut mis à profit par les forces anti-révolutionnaires, qui s'infiltrèrent et se développèrent pour parvenir enfin à poignarder la révolution dans le dos et à mettre un terme à ses succès. Le meilleur exemple en est la volte-face de Sadate.

L'expérience du Baâth diffère quelque peu de l'expérience Nassérienne dans son approche de la démocratie. Au début, elle avait pris la forme du régime à parti unique, mais le Baâth jouissait de toutes les structures traditionnelles d'un parti. Il ne s'agissait pas d'un rassemblement politique flou comme l'Union socialiste égyptienne.

Au cours des quelques dernières années, il a fini par adopter la forme d'un front, ainsi que d'autres structures empruntées au Marxisme et à la démocratie. Mais en pratique, il ne différait pas de l'expérience Nassérienne puisqu'il permettait à la direction d'exercer une véritable hégémonie sur le parti, le front et sur les rouages de l'État. Il était donc naturel que nous assistions à l'apparition de deux directions indépendantes du parti Baâth ; en Syrie et en Irak et que le Front progressiste national se lézardât dans ce dernier pays, avec le départ du parti communiste.

Devant le coup d'arrêt infligé à l'expérience Nassérienne en Égypte, devant la dislocation du parti Baâth unique et celle du Front Irakien, devant la mauvaise situation que traverse le monde arabe actuellement ; on doit se poser plusieurs questions sur la pratique de la Démocratie. Il s'agit en fait plus d'orientations qui s'opposent actuellement les unes aux autres sur la scène arabe, que de simples questions.

Nous pouvons les regrouper dans les points suivants :

1) Retourner au régime pseudo-libéral qui était en vigueur en Égypte, en Syrie et en Irak, avant les années cinquante, avec tout ce que cela implique, c'est-à-dire le retour et la consécration totale de la dépendance politique, économique et sociale vis-à-vis de l'Occident impérialiste. C'est ce qu'a réalisé le régime de Sadate en Égypte.

2) Maintenir la voie Nassérienne, c'est-à-dire le parti unique, ou bien la voie amandée du parti Baâth, c'est-à-dire le système du parti tout puissant exerçant une domination complète sur un front à l'action et à l'efficacité limitées.

3) Appeler à l'instauration d'un État purement religieux à l'instar de ce que réclament les Frères Musulmans.

4) Créer des fronts sur la base de l'égalité entre les divers partis,

organisations nationales et progressistes pour mettre en place un pouvoir populaire et opérer des changements sociaux et démocratiques radicaux ; tout cela dans le cadre d'une évolution socialiste à l'échelle d'un monde arabe unique et dans la voie de l'unité démocratique comme le réclament les partis communistes arabes.

5) Rompre avec les concepts Nassériens, Baâthistes et Marxistes et œuvrer à l'instauration d'une démocratie directe fondée sur les comités et les congrès populaires qui assument à divers niveaux la direction des affaires du pays. En d'autres termes, refuser tous les concepts de parti, de front, de parlement, de constitution positive et de gouvernement central. C'est ce système qui a été présenté par Moammar Kadhafi dans la première partie du *Livre Vert* et dont l'application effective est en cours dans la société libyenne. Bien plus, c'est ce système-là qui se pose en solution démocratique internationale.

Je voudrais m'arrêter un peu sur cette cinquième voie de la pratique démocratique afin de dégager les points communs et les différences qu'elle présente avec le « Pacte pour l'Action Nationale » de Nasser.

En réalité lorsque le *Livre Vert* décrit la crise démocratique et critique sa forme « libérale » ; l'image qu'il en donne diffère quelque peu de celle donnée par le « Pacte Nassérien » ; que ce soit en ce qui concerne les parlements et les partis ou les élections et la presse. Mais lorsque ce même *Livre Vert* réclame la création de congrès et de comités populaires, c'est-à-dire l'instauration de la démocratie directe, on peut trouver un écho net de ce qu'il avance dans le « Pacte » ; (chapitre consacré à la « vraie démocratie ») :

« L'autorité des conseils populaires élus doit s'imposer continuellement à celle des structures exécutives de l'État. Telle est la situation naturelle dans laquelle la souveraineté du peuple peut s'exercer et qui garantit que le peuple sera toujours aux commandes de l'action nationale. C'est de cette façon que l'on peut s'assurer que la force révolutionnaire ne s'enlisera pas dans le labyrinthe des rouages administratifs ou exécutifs du fait de la négligence ou de la déviation. De même, le pouvoir local doit transférer graduellement mais de manière continue, l'autorité de l'État au peuple. En effet les organisations populaires sont plus aptes à percevoir les problèmes du peuple et à les résoudre. » Seulement l'expérience Nassérienne n'a pu parvenir à une telle victoire sur le plan pratique et c'est la théorie de l'Union socialiste qui l'emporta. La révolution libyenne elle, a commencé par mettre en place les comités et les congrès populaires. Je pense, quant à moi, que le fait que les comités et congrès

populaires libyens comprennent toutes les couches populaires indique peut-être le souci de mettre en pratique le concept théorique cité plus haut, qui préconise l'aplanissement des différences entre les classes et la liquidation de la lutte des classes d'une manière pacifique. C'est sur ce même concept que l'Union socialiste égyptienne fut édifiée. D'autre part, l'Union socialiste s'efforçait de distinguer entre ouvriers et paysans dans son sein, en attribuant à chacune de ces catégories 50 % des sièges représentatifs. Quoique ce genre de représentation ne soit en fait que formel. En effet, il n'était pas rare de voir des éléments, qui n'étaient ni ouvriers ni paysans, s'infiltrer dans l'Union socialiste au nom de ces deux catégories. De plus le fer de lance des socialistes était noyauté au sein de cette union dans une organisation secrète qui ne recrutait justement que les éléments d'avant-garde et qui représentait la force motrice principale, que ce soit au niveau de l'action, ou au niveau de la conscience politique. Ce genre d'organisation d'avant-garde ne se préoccupait que des ouvriers, des paysans et des révolutionnaires cultivés. Il tendait à éloigner ce qu'on appelait alors « les autres catégories » et les capitalistes nationaux ; contrairement à l'Union socialiste elle-même qui regroupait toutes les couches populaires et sociales à l'exception de celles dont les biens ont été nationalisés.

La différence essentielle entre la conception de la Démocratie du « Pacte Nassérien » et celle du *Livre Vert* est que ce dernier rejette toute organisation de parti, ou de style parlementaire ou constitutionnel, sans compter qu'il réclame l'accélération de la suppression de l'autorité de l'État central, pour la remplacer par celle du congrès populaire général et des comités et congrès populaires de base.

Mon propos n'est pas de donner la préférence à l'une ou à l'autre de ces conceptions. En effet si j'ai fait allusion aux carences de la pratique démocratique de l'expérience Nassérienne, je ne puis apprécier l'expérience libyenne à la seule lumière des textes théoriques présentés par le *Livre Vert,* sans effectuer une étude préalable de cette expérience dans le domaine pratique. Je n'ai pas été en mesure, jusqu'à présent d'effectuer une telle étude, ce qui ne m'empêche pas d'exprimer tout mon respect à son égard. Je me limiterai donc à commenter l'appel lancé pour l'internationalisation de cette expérience. Je voudrais à ce propos, vous faire part des quelques remarques générales suivantes :

1) L'essence de la Démocratie est la souveraineté du peuple. Nous ne sommes pas bien sûr, sans savoir que le terme « souveraineté du peuple » a toujours été utilisé à travers l'histoire pour écraser cette

même souveraineté, pour se poser en responsable du peuple et même pour l'écraser et le priver de toute forme de démocratie.

La Démocratie est un phénomène historique et social dont la signification et la portée varient en fonction des structures, des groupes sociaux et économiques et de la nature du rapport des forces dans tel ou tel pays. Elle n'a donc pas de signification abstraite absolue. Elle ne cesse de changer, comme nous l'avons dit, en fonction des situations et conditions auxquelles elle est confrontée.

On peut dire cependant, qu'en fin de compte, elle représente la souveraineté des masses productives et créatrices qui œuvrent à satisfaire leurs besoins matériels, à améliorer leurs conditions de vie matérielles aussi bien que spirituelle. C'est lorsque cette signification se concrétisera que la démocratie cessera d'être un phénomène social et politique et que disparaîtront toutes les formes d'État ou d'autorité centrale, ainsi que tous les phénomènes de répression, d'exploitation ou de lutte des classes. Toutes les forces révolutionnaires du monde s'accordent sur cette signification de la Démocratie, comme but ultime. Elle est aussi agréée par la majeure partie de la grande littérature marxiste. Une question n'en reste pas moins posée. Quels sont les moyens qui permettent d'atteindre ce but ultime ? C'est là qu'apparaissent les divergences et les efforts d'interprétations. Nous pouvons toutefois affirmer qu'il n'y a qu'un seul moyen ; ce sont les conditions particulières à chaque pays et les situations internationales.

2) L'État central est un phénomène qui est apparu avec la répartition de la société en classes et avec l'exploitation de l'Homme par l'Homme. En tant que tel, il ne peut disparaître que si de nouvelles conditions à la fois internationales et locales (limitées) permettent la suppression des divers rouages de l'État, comme l'armée, la police, l'administration centrale, à la fois législative et exécutive etc... Cela ne veut pas dire consacrer ces rouages, mais bien essayer de les supprimer grâce à des changements radicaux dans les structures démocratiques, économiques et intellectuelles ; tout en développant le rôle des forces productives qui doivent prendre la tête de la société et en transférant, petit à petit, le pouvoir aux comités populaires de base, dans le cadre de la lutte internationale pour la liquidation de l'impérialisme.

3) Bien entendu des dangers planent sur la pratique de la démocratie populaire, du fait des regroupements en partis (qu'il s'agisse de régimes à parti unique ou non) sans compter les autres formes de regroupements politique et tous les moyens traditionnels

d'exercice du pouvoir, comme les parlements, les élections etc... Ces dangers se résument essentiellement en la capacité qu'ont ces organisations de s'imposer comme tuteurs des masses et de leur imposer également leur administration bureaucratique. Ainsi, ces partis et parlements se substituent aux formes d'expression et aux intérêts populaires. Elles deviennent de simples instruments de domination politique, sociale et culturelle. Il ne s'agit pas là de dangers présumés, mais réels, puisque révélés par différentes expériences sociales.

D'une manière générale on peut dire que les partis sont des organisations de classes, c'est-à-dire des armes politiques entre les mains de telle ou telle classe. Sans eux, ces classes perdent leur unité politique militante.

Si l'on avance que la Démocratie est fondamentalement l'autorité des producteurs et des créateurs dans la société, une telle aurorité doit aller de pair avec l'arme politique qui permet de la mettre en œuvre. Mais le danger de la domination bureaucratique demeure toujours. Il est incontestable.

Ce n'est pas en supprimant les formations de partis qu'on l'affronte, car on risquerait alors de tomber dans le chaos et l'anarchie. Il convient plutôt de lutter contre lui et de découvrir les diverses méthodes qui garantissent l'efficacité à l'action des masses. Pourquoi ne substituerait-on pas directement à cette organisation en partis les comités et congrès populaires puisque ces derniers représentent sans aucun doute la véritable alternative révolutionnaire ? C'est parce que ces comités et congrès ont besoin d'approfondir et d'étendre leurs initiatives grâce à l'avant-garde des producteurs qu'ils comptent dans leurs rangs, et ce, au cours d'une étape historique qui verra la suppression de toutes les séquelles de l'exploitation et de l'arriération de la société.

Ces avant-gardes, à leur tour, ont besoin d'étoffer et d'approfondir leur action, leur expérience pratique et théorique. Et c'est bien là le rôle du parti ou de l'organisation politique. Il ne fait aucun doute que l'expérience que vivent les masses libyennes aujourd'hui n'est que le fruit de la Révolution du groupe d'officiers libres libyens et du fait qu'ils aient dominé les structures de l'État, ce qui leur ouvre la voie pour effectuer cette expérience, la soutiennent et l'orientent sur les plans pratique et théorique, sous la direction de Moammar Kadhafi.

Comme je l'ai dit déjà, je ne me propose pas de discuter du côté pratique de l'expérience libyenne, je me limite à l'appel qu'elle lance à l'internationalisation. L'on peut supposer par exemple, qu'un change-

ment révolutionnaire ait lieu dans un autre pays arabe, grâce à une révolution populaire dirigée par une alliance de partis nationaux, démocratiques et progressistes, ce qui permettrait la mise en place de comités et congrès populaires qui adopteraient une forme et une voie différentes de celles adoptées par l'expérience libyenne. Ce que je veux dire, en d'autres termes, c'est que la suppression des partis, leur rejet, peut très bien être compatible avec la révolution libyenne, mais ne pas l'être avec une autre expérience dont les conditions seraient différentes ; sans pour autant que cela affecte le but démocratique ultime.

Il en va de même pour les parlements. Il ne fait encore une fois aucun doute que ces institutions constituent dans les sociétés capitalistes occidentales les instruments grâce auxquels la classe bourgeoise exerce son pouvoir, sert ses intérêts et impose son idéologie. Mais ces parlements n'en constituent pas moins un champ de bataille entre les différentes catégories sociales, préparant par là même des changements sociaux radicaux. Je voudrais que l'expérience chilienne ne s'étende pas, j'aimerais qu'elle ne devienne point un exemple de la manière de rejeter les changements par la voie parlementaire pacifique. En vérité, il semble que ce genre de changements soit impossible dans un grand nombre de pays et surtout dans les pays en voie de développement. Il ne leur reste donc que la voie de la lutte populaire armée. Mais il y a également tant de pays occidentaux dans lesquels il semble, du moins à la lumière de la situation actuelle, qu'il n'y ait pas d'alternative à la voie parlementaire pour réaliser des transformations radicales, même si elles ne doivent s'opérer qu'à long terme et dans des conditions difficiles.

En résumé, on peut dire que malgré les défauts ou même les dangers des partis ou des parlements dans le cadre de la réalisation de transformations démocratiques profondes et malgré le concensus selon lequel la forme idéale de la Démocratie est la Démocratie directe, ou le pouvoir exercé directement par les producteurs et les créateurs ; il y a plus d'une voie pour la réalisation de ce but.

Bien plus, les moyens et les voies varient en fonction des conditions et du rapport des forces dans tel ou tel pays. On ne saurait donc rejeter l'expérience des partis et parlements en tant que telle, mais plutôt la critiquer, l'apprécier à la lumière de son contenu social et des moyens politiques qu'elle a adoptés.

Il n'y a de meilleur rempart contre les défauts et dangers que la lutte consciente et les efforts tendant à trouver les moyens les plus compatibles avec les diverses conditions sociales. Ainsi les partis

communistes dans les pays socialistes ont permis d'opérer des transformations radicales et profondes dans les structures de ces pays. Sans doute l'expérience démocratique de ces mêmes pays souffre-t-elle encore des carences sur le plan pratique ; elle a besoin de plus d'ouverture d'esprit. Il faut cependant prendre garde à ne pas tomber dans les excès de la rhétorique de la droite, à ne pas accuser le Marxisme de porter en lui ces carences. Il faut prendre garde à ne pas donner dans la surenchère lorsqu'on en parle. Il convient de ne pas la juger à la lumière de concepts libéraux. Au contraire, il faut la juger en fonction des conditions précises qui prévalent dans un pays donné à notre époque, tout en adoptant à leur égard une attitude objective.

D'autre part, il ne fait aucun doute, non plus, que les expériences libérales des pays occidentaux ne souffrent pas seulement de carences et n'ont pas fait que commettre des erreurs, mais qu'elles sont soumises généralement à une domination totale exercée par les bourgeoisies monopolistes au pouvoir. Mais il convient aussi de ne pas sous estimer l'importance des luttes politiques, démocratiques et sociales menées par les partis démocratiques et révolutionnaires de ces pays.

Les formes de la pratique démocratique varient, par conséquent, en fonction des diverses conditions objectives, bien qu'elles aient toutes le même but démocratique ultime.

4) Il me reste une dernière petite remarque concernant la loi sociale. Les constitutions positives représentent le résultat de longues expériences et luttes humaines. Elles sont donc des acquis historiques qui expriment ces expériences et ces luttes. Malgré le discrédit jeté sur elles, malgré le fait qu'elles soient utilisées comme instrument de répression permettant à certaines classes sociales de servir leurs intérêts et de s'adonner à l'exploitation, il convient de ne pas les délaisser car elles représentent une lutte. Bien plus, il faut lutter davantage, d'une manière constante et consciente pour qu'elles deviennent la loi suprême qui exprime véritablement les intérêts des producteurs, qui garantit leurs droits légitimes, préserve leurs institutions, leurs structures et concepts socio-démocrates. Le caractère objectiviste du système constitutionnel, le fait qu'il soit susceptible de changer, ne signifient en rien qu'il faille l'abandonner. Au contraire, son objectivisme exprime le changement des intérêts, des besoins, ce qui entraîne par voie de conséquence le changement des institutions elles-mêmes, leur renouvellement, à l'image du renouvellement de la vie.

Le fait de s'appuyer sur la loi religieuse et uniquement sur elle n'entraîne pas nécessairement la consolidation de la loi sociale. En effet, il arrive souvent que des désaccords surgissent autour de la loi religieuse et de la manière de la mettre en œuvre. Il y a même des pays qui adoptent une loi religieuse unique comme fondement constitutionnel pour diverger totalement ensuite, et même s'opposer dans leurs attitudes politiques, sociales, économiques et démocratiques. La loi religieuse n'a-t-elle pas, en outre, été utilisée pour figer la vie, pour justifier les formes les plus barbares de la répression et de l'arbitraire, de l'exploitation et de l'arriération ? C'est l'intérêt général des masses de producteurs et créateurs qu'il faut adopter comme source fondamentale de la législation. C'est probablement en ce faisant qu'on s'inspire véritablement de l'essence du message religieux. Il n'y a pas et il ne faut pas qu'il y ait, de constitution absolue et éternelle à moins que ce ne soit une législation fondée sur le principe de l'intérêt général cité plus haut. Que les constitutions changent donc selon les conditions sociales et qu'elles se renouvellent par le renouvellement de l'intérêt général ! Il demeure que dans quelque constitution que ce soit, l'intérêt gnénéral est un principe qu'il faut observer pour donner un caractère de légitimité aux nouvelles relations sociales, qui encore une fois, connaissent un changement perpétuel.

Je voudrais que l'on n'interprète pas à tort les remarques que je viens de faire sur les partis, les parlements et les constitutions. Qu'on ne les prenne pas pour un plaidoyer en faveur du libéralisme occidental. Je considère tout simplement qu'il s'agit là d'une expérience dont nos pays arabes arriérés, à la merci d'autres nations, doivent s'enrichir, mais en prenant garde à ne pas aggraver leur état de dépendance. Car le Monde arabe devrait alors se contenter de faire partie du système de répartition du travail imposé par l'Occident capitaliste. Il ne saurait y avoir de libération nationale du point de vue économique (donc pour la réalisation du développement économique, social et culturel sans parler d'unité nationale), sans une expérience démocratique propre à la situation de nos pays arabes. Mais quelle est cette expérience ? Et y-a-t-il une expérience unique ou bien de nombreuses possibilités selon la situation particulière de chaque pays arabe ? Comment peut-on trouver un compromis entre cette diversité et l'unité de l'action démocratique arabe ?

Cela nous ramène à la première question : Quelle voie l'action démocratique arabe doit-elle emprunter ?

Si l'on observe la scène arabe actuelle, en laissant de côté les

théories abstraites, on s'apercevrait qu'elle présente les expériences démocratiques suivantes :

1) Il y a des pays arabes dans lesquels nous ne trouvons aucune nation politique de masse ; du moins pas d'une manière évidente. Ces pays sont sous la domination d'une, ou plusieurs autorités centrales absolues qui revètent le plus souvent un caractère dynastique ou de clan. Cela est le cas de la majorité des pays de la Péninsule arabe.

2) D'autres pays arabes ont un régime de parti unique, sans implication sociale, ou de classe particulière. Cela va du parti Marxiste, au parti nationaliste progressiste (ce dernier ressemble en fait à un grand rassemblement populaire), au parti traditionaliste, conservateur. C'est le cas du Yémen Démocratique, de l'Irak, la Syrie, la Tunisie et le Soudan.

3) Certains pays arabes ont opté pour une formule qui fait coexister le parti unique et une forme de front rassemblant d'autres partis dont le parti communiste. Cependant, ce genre de front mène une existence toute formelle comme c'était le cas de la Syrie et de l'Irak avant que le parti communiste ne quitte le front.

4) Puis viennent les pays qui ont adopté le pluripartisme sous diverses formes. Il se peut par exemple qu'un front réunissant tous les partis nationaux progressistes, apparaisse pour militer en faveur d'un changement des structures politiques et sociales, pour rendre ces structures plus démocratiques et progressistes. C'est le cas du Liban. L'éventail de ces partis peut aller de la droite à la gauche tout en restant dans le cadre de la légalité, tel qu'il est fixé par l'autorité centrale au pouvoir, c'est le cas de Marx. Cette diversité peut être plus ou moins complexe, mais elle peut demeurer purement formelle comme c'est le cas en Égypte : un parti dominant s'impose mais coexiste avec un autre parti plutôt marginal qui dépend de lui tout en essayant de s'en distinguer. Puis nous trouvons un parti d'opposition qui se rapproche du Front National démocratique rassemblant les forces Nassériennes, Marxistes et Nationales. Il s'agit du Parti du Rassemblement national progressiste unitaire. Ce dernier est en butte aux pires formes de harcèlement et de persécution de la part de l'autorité centrale. Nous trouvons enfin d'autres partis semi-clandestins ou totalement secrets, comme les Frères Musulmans, le Parti communiste égyptien et d'autres formations marxistes.

5) Enfin, nous trouvons l'expérience libyenne, unique en son genre, c'est-à-dire l'expérience des comités et des congrès populaires qui se caractérise par les efforts qu'elle fournit pour la suppression de l'autorité centrale.

Tel est, brossé sommairement, le tableau des diverses situations bureaucratiques de notre Monde arabe.

Nous ne pouvons, ni ne devons, imposer à un pays arabe une forme déterminée de pratique de la démocratie. Cependant nous ne pouvons pas non plus adopter une attitude de témoins neutres. En effet la Révolution arabe est la responsabilité de tous. Nous avons donc le devoir d'exprimer notre opinion dans la mesure où elle est de nature à nous unir, à unifier notre combat et nous aider à réaliser nos objectifs. C'est dans cet esprit que je voudrais vous faire part des remarques suivantes :

1) La Démocratie n'est en réalité que la voie pratique choisie par un pays en matière politique et sociale. Malgré sa diversité, l'appréciation de cette voie relève principalement de son contenu en termes nationaux et sociaux. Pour pouvoir juger de cette voie dans un pays arabe donné, il convient de prendre en considération plusieurs facteurs : l'importance donnée dans cette pratique démocratique, au problème de l'indépendance nationale et économique, à la libération des territoires occupés, d'une manière générale et de la Palestine en particulier, au progrès social et culturel, à la lutte pour l'unité nationale. Il faut également tenir compte de l'attitude de ce pays vis-à-vis de l'impérialisme et du sionisme. Il ne saurait y avoir de démocratie sans ce contenu politique et ce, malgré la diversité des voies pratiques empruntées par les différents pays arabes, et quelles que soient leur profondeur et leur portée.

2) Quelques diverses qu'elles soient les pratiques démocratiques ne doivent jamais se transformer en tutelle des masses, en monopole exercé par l'un ou l'autre des partis dans la scène politique en dehors d'une action de masses ordonnée et sans une participation effective des masses dans la prise des décisions qui sont de nature à affecter leur intégrité, à épanouir leurs capacités créatrices et à respecter leurs initiatives.

3) Malgré leur diversité, les pratiques démocratiques doivent respecter les efforts de réflexion dans les domaines politiques, sociaux et intellectuels dans le cadre de la Révolution arabe. La réflexion dans le domaine nationaliste ou social n'est pas propre à l'un ou l'autre des régimes. Au contraire la porte doit rester ouverte à tous les efforts de réflexion qui s'efforcent d'établir un dialogue constructif et d'évaluer les différentes possibilités sérieuses. Le fanatisme nationaliste est dangereux car il ne permet pas aux autres d'avoir le dernier mot. Il œuvre à étouffer toute opinion qui ne soit pas la sienne.

Loin de s'appuyer sur le dialogue démocratique constructif pour

appuyer ses points de vue, il a recours aux seules mesures administratives pour les imposer et donc asseoir sa domination. Comme est dangereux aussi le fanatisme religieux qui ne s'appuie que sur un seul modèle, se servant de lui pour supprimer toute possibilité de réflexion qui pourrait être suscitée par une réalité et des intérêts toujours changeants. Lui aussi refuse tout dialogue. Sont dangereux enfin les courants Marxistes figés et extrémistes qui refusent d'adopter une vision objective de la réalité quand ils sont en présence de cas particuliers. Ils s'élèvent au-dessus des diverses étapes de la lutte, refusent les alliances, courant derrière leurs visions abstraites, s'ils ne se risquent pas dans des aventures pour réaliser leurs objectifs.

4) Dans tous les pays, la Révolution ne peut se réaliser sans une alliance entre les diverses forces nationales démocratiques et progressistes quelles que soient leurs tendances. Sans de telles alliances, tout projet révolutionnaire arabe n'a aucune garantie de succès. Il est nécessaire que les différents partis, organisations, institutions, associations qui se sont engagés à poursuivre les objectifs principaux d'un projet révolutionnaire dans tel ou tel pays, s'unissent. Seulement ces alliances doivent être fondées sur le respect mutuel afin que tous profitent des efforts de chacun. Elles doivent veiller à maintenir un dialogue objectif et constructif, un échange d'idées continu, à rester constamment et profondément en contact avec les masses, à s'émuler les uns les autres au service des masses. Ainsi pourront-ils permettre l'épanouissement de leurs capacités productrices et leur donner la possibilité d'apporter une contribution efficace. La valeur des alliances et leur sérieux ne résident pas tant dans les pactes et les comités directeurs, que dans la solidité de leur base populaire, de leur contact avec les masses à tous les niveaux.

Ce qu'on peut dire de tout pays arabe, on peut l'appliquer à l'échelle de la Nation arabe. C'est ici que se pose une question pressante.

Quelle est la voie qui s'ouvre devant l'action démocratique à l'échelle de la nation arabe ?

Je ne prétends pas apporter une contribution à ce propos. L'Histoire a déjà apporté une réponse à cette question. Le « Pacte Nassérien » contient une prophétie à cet égard ; « la constitution d'une union des mouvements populaires nationaux progressistes dans le Monde arabe s'imposera d'elle-même lors des prochaines étapes de la lutte ». Oui, cette prophétie s'est réalisée lors du congrès populaire arabe général dont la première session s'est tenue en terre de la Révolution libyenne, ce congrès auquel ont participé et participent encore toutes les organisations démocratiques et progressistes arabes, des Nassé-

riennes aux Baâthistes, les Marxistes et les progressites, sans compter les diverses unions, confédérations de syndicats, etc... ; ce congrès est la voie de l'action démocratique arabe générale en cette étape précise. Bien plus, il pourrait devenir un tournant décisif de la lutte visant à réaliser les objectifs les plus urgents de la Révolution arabe et même le but ultime ; c'est-à-dire l'unité nationale démocratique totale.

Cependant, on ne pourrait réaliser l'unité de l'action arabe ni garantir son efficacité au cours de ce congrès, qu'en respectant tous ceux qui y participent : les organisations, et les partis en dépit de la divergence de leurs tendances. Ainsi pourrons-nous retirer le plus grand profit de tout cet effort de réflexion sans qu'une organisation, tendance, ou régime particulier impose un point de vue. Seul le respect de la diversité à l'existence d'un dialogue entre les diverses parties pourront permettre d'établir l'unité de la lutte et d'atteindre les objectifs communs.

Le fait que le secrétariat représente si bien les plus importants courants intellectuels de la scène arabe, sa capacité d'adaptation aux circonstances particulières de chaque pays arabe et aux buts communs du monde arabe, le fait qu'il veille à maintenir un contact étroit avec le mouvement des masses arabes grâce à un plan de travail national progressiste, tout cela en fait (ainsi que du congrès populaire arabe), une force active dans le mouvement de la révolution arabe.

Mais, Congrès populaire arabe ne signifie pas suppression des autres formes possibles (et existantes), d'alliances politiques, sociales et économiques au niveau des organisations arabes ; comme la confirmé au sommet de Baghdad, le Front du refus entre autres ; au contraire, il sera leur base populaire ferme, et inébranlable.

Pour conclure, la bataille menée par notre Nation arabe aujourd'hui ne se limite pas à abattre le traité de la trahison, passé entre les États-Unis, le Sionisme et Sadate, ni à abattre le régime de Sadate lui-même. Non, elle s'étend aussi au combat contre le plan impérialiste-sioniste réactionnaire qui vise à miner la Révolution arabe, et à la vouer à l'échec. Elle implique la mise en place d'une alternative susceptible d'accentuer l'indépendance arabe sur les plans économiques et politiques, le progrès social et culturel, le recouvrement des droits légitimes du peuple palestinien, la complémentante économique dans l'indépendance, de façon à ce que les pays arabes puissent affronter les monopoles impérialistes construisant ainsi la base démocratique qui donnera l'unité des masses arabes. Elle

implique enfin la coopération effective avec toutes les forces socialistes du monde pour mettre en échec l'impérialisme international et le liquider. C'est en prenant conscience de l'importance de la démocratie, de ses buts à court et à long termes, c'est en respectant ses diverses voies pratiques en fonction de la situation particulière à chaque pays arabe, ainsi qu'à l'échelle de la Nation arabe, qu'on aura en main l'arme la plus redoutable qui nous permettra d'atteindre les objectifs de la Révolution arabe.

Le problème économique et la problématique sociale dans la Nation Arabe

---

D[r] Hassan Al Dika.
Institut du Développement Arabe
Université Libanaise

Toutes les philosophies sociales libérales sont d'accord sur le fait que l'homme est la plus grande valeur dans l'environnement naturel. Le résultat en est l'objectif central qu'est la nécessité d'exploiter toutes les autres existences naturelles afin de servir cette valeur que ce soit pour la sauvegarder et la conserver, ou pour l'épanouir et la développer. Ceci suppose que tous les obstacles sociaux et naturels qui entravent le développement de cette valeur soient éliminés d'avance.

Mais cette ambition philosophique idéaliste — au sens positif du mot — a rencontré et rencontre toujours, lorsque une organisation sociale essaie de la traduire historiquement, de vrais obstacles dont le plus important et peut-être le plus dangereux est l'asservissement et l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est là qu'un autre problème se pose. Peut-on dépendre d'une catégorie sociale ou d'une loi pour établir les conditions nécessaires à la libération de l'homme en général. Ou bien ceci mènera-t-il telle ou telle organisation, malgré son degré de probité à dominer le reste du corps social sous le slogan de maintenir et de sauvegarder ses intérêts ! Un coup d'œil précis sur les sociétés contemporaines qu'elles adoptent la philosophie capitaliste ou marxiste nous confirme ce fait. Dans le premier cas et sous les devises de liberté, fraternité et égalité pour glorifier l'individu, la philosophie capitaliste au cours de son développement a permis à une catégorie de gagner sa liberté aux dépens des autres catégories et à une classe ou à une nation aux dépens des autres. Les devises utilisées deviennent ainsi un masque fragile qui cache quelques monopoles gigantesques possédant tous les moyens d'asservissement et d'exploitation qui leur garantissent le contrôle de l'homme et leur permettent de dominer son comportement, ses besoins et ses perspectives et le transforment d'une fin en un moyen comme tous les autres moyens de la nature. C'est ainsi que ses capacités et ses besoins ont été éliminés ou plutôt limités autour d'un corps sans vie. Cette philosophie se trahit d'un jour à l'autre et depuis des dizaines d'années. Nombreuses sont les expériences dans le monde opprimé qui élimineraient toute mise sur le système capitaliste et sa philosophie et l'on peut citer dans ce contexte toutes ces civilisations qui ont été détruites au nom du « progrès » et du développement partout dans le monde et en particulier en Asie, en Afrique et en Amérique.

Quant à la philosophie marxiste, malgré les éléments positifs qu'elle a fourni en identifiant les contradictions du système capitaliste et de ses perspectives, elle reste néanmoins dans son projet social,

prisonnière de ses propres structures. Toutes les expériences marxistes jusqu'à nos jours ont limité les différentes et complexes relations d'exploitation au concept du droit. Sous la devise de la dictature de la classe ouvrière, le parti au pouvoir a imposé ce que Lénine appelle « l'organisation de fer » qui est constituée de différentes élites sociales. Sous prétexte de représenter la classe ouvrière, ces élites l'ont progressivement remplacée et le parti finit par contrôler le potentiel de l'état et de la société formant ainsi une nouvelle classe qui s'approprie des privilèges aux dépens du peuple, et l'éloigne de plus en plus du domaine des décisions cntrales qui gouvernent sa vie. C'est ainsi qu'au lieu de s'élargir, le cercle de la participation dans la décision se rétrécit progressivement et se concentre dans un système bureaucratique immense ou les élites militaires, administratives et techniques occupent une place privilégiée. On remarque donc que même si la propriété en tant que droit a été supprimée, le fond de la relation d'exploitation a été reconstruit sur d'autres bases plus subtiles. Le système politique, militaire et administratif a pu l'utiliser pour ses intérêts personnels, garantissant ainsi ses privilèges aux dépens du peuple. Les forces ouvrières se transforment donc en salariés de l'état, une force de travail en échange d'un salaire ; elles sont mises en marge économiquement, politiquement, intellectuellement et socialement en diminuant leur personnalité humaine pour qu'elles deviennent une force de travail semblable à la machine.

Tout cela concerne la hiérarchie sociale du pouvoir et la relation de celui-ci avec le peuple. Mais ce détail ne supprime pas un autre problème qui n'a jamais été suffisamment étudié. C'est les relations équilibrées entre les différentes communautés d'un pays communiste. On note toujours le déséquilibre qui existe entre ces communautés en faveur des plus fortes. Le chauvinisme et le racisme marquent l'exploitation des communautés faibles par les fortes ; une exploitation qui n'est pas toujours seulement économique mais qui mène à détruire et supprimer l'identité de ces communautés. (Combattre l'Islam par exemple ou la position qu'on prend face à l'unité nationale arabe). La coercition dans cette philosophie est claire non seulement face à la bourgeoisie et au féodalisme mais face au peuple, aux communautés et aux autres pays opprimés.

Les aboutissements de la pensée européenne vivent aujourd'hui une crise réelle. Ils ne constituent plus pour la plupart des peuples cette perspective inévitable qui répondrait à leurs ambitions et leurs aspirations.

Cette crise devient de plus en plus évidente parmi les peuples des pays opprimés lorsque ces derniers s'efforcent de sauvegarder et de développer leur patrimoine culturel et s'éloignent du dualisme de la pensée européenne. De plus, cette crise se manifeste sur le plan culturel dans les pays. (Des nouveaux courants idéologiques, nouvelles interprétations de l'idéologie, vives divisions idéologiques...).

On peut, dans ce contexte, comprendre les dispositions prises par le *Livre Vert* : « La propriété pourrait bien changer de mains, le résultat serait le même : le travailleur demeure un salarié tant qu'il n'a pas été rétabli dans son droit sur la propre production, et que celle-ci continue à être détournée au profit de la collectivité ou de l'employeur ».

On note dans cette constatation que le fond du problème — le problème de l'exploitation de l'homme par l'homme — ne peut être résolu en se limitant à un de ses aspects seulement, la propriété ou autre. Il faut affronter tous les autres côtés dissimulés.

Se contenter de modifier la propriété des richesses ou de la supprimer n'est qu'une manœuvre qui vise à camoufler l'essentiel du système de l'exploitation.

La devise « Partenaires et non salariés » démontre que l'affrontement de l'exploitation doit tout impliquer ; c'est-à-dire au niveau de la production et son organisation, sa direction, son contrôle, sa planification, pour arriver à disposer de la production. Le producteur doit participer d'une manière ou d'une autre à toute décision relative à tout ce qui touche à « l'activité économique » puisque c'est une activité de production qui vise à satisfaire les besoins matériels de « l'homme ».

Le principe de la participation en tant que base du principe de la production est un préalable à tout ce qui existe aujourd'hui sur le plan des organisations sociales dans le monde. C'est donc une des bases essentielles pour la libération de l'homme c'est-à-dire, satisfaire ses besoins sans contrôler ce qu'il produit, garantir donc tous ses besoins matériels et moraux.

Le *Livre Vert* en évoquant les principaux sujets de la pensée européenne, l'a critiquée d'une manière ou d'une autre :

1. — Le fait que la relation d'exploitation n'est pas une affaire de droit mais une relation complexe et que l'homme doit nécessairement être libéré de toutes formes d'exploitation : la propriété, le travail, la marge politique, l'organisation, la division du travail, la participation à la décision de la production, de la distribution, de l'organisation et de la planification.

2. — Confirmer le phénomène national en tant que donnée sociale historique parmi les données actuelles du monde et qui ne doit pas être modifiée.

3. — L'état culturel en tant qu'état social inséparable du dynamisme du phénomène social.

L'arrière plan philosophique de la solution proposée au problème économique par le *Livre Vert* reflète le grand intérêt porté aux problèmes de l'homme et l'éventail de leurs solutions. Mais limiter l'attitude philosophique au niveau d'une situation sociale et centrale qui est dans ce contexte, le problème économique nécessite un effort de réflexion qui permette de répondre à des problèmes spécifiques et pratiques. Ceci enrichit cette attitude philosophique et lui donne une poussée lui permettant ainsi d'approcher ces problèmes importants avec suffisamment de courage et de connaissances. Dans ce cadre, on pourrait souligner l'importance de quelques problèmes pratiques :

PREMIÈRE REMARQUE.

Le problème économique est une situation sociale, historique qui pose un problème réel qui se traduit par les modalités qui permettraient de lier ce problème aux autres plans sociaux au niveau de toutes les communautés.

DEUXIÈME REMARQUE.

Les sociétés humaines ne sont pas pareilles. Même si elles ont des points de ressemblance, elles sont différentes et distinctes les unes des autres à bien des égards. Ceci impose la question suivante : comment peut-on aboutir à une pensée économique capable de s'adapter et de répondre aux caractéristiques historiques et sociales qui distinguent les sociétés humaines.

Bien que le *Livre Vert* ait donné les grandes lignes d'un tel projet, ce dernier a néanmoins besoin de se développer pour que ses grandes lignes puissent être mises en œuvre.

TROISIÈME REMARQUE.

Si on essaie d'élaborer un projet économique pratique pour la

société arabe, on se heurtera sûrement à une réalité spécifique ayant ses caractéristiques et son histoire qui se développent de telle ou telle manière dans les différentes structures sociales. Par exemple, quelles sont les dispositions, d'un nouveau projet économique à l'égard de la pensée islamique, que ce soit des dispositions négatives ou positives. Comment cette pensée peut-elle agir dans les différentes structures sociales non pas sur le plan économique seulement mais sur le plan social en général (régionalisme, confessionalisme, minorités, tribalisme, régions rurales ou urbaines, les structures intellectuelles, les croyances, les valeurs et le comportement...).

Toutes ces données pèsent lourd sur n'importe quelle tentative de trouver des solutions au problème économique dans cette société. Notre opinion pour la solution socialiste pose des problèmes aigus quant à son exécution dans chaque pays à part, surtout que l'attitude philosophique proposée impose un socialisme au niveau national. Cela signifie que toute transformation sociale dans un pays arabe, restera limitée, à moins qu'un champ social ne lui donne sa perspective naturelle.

QUATRIÈME REMARQUE.

Identifier le problème économique à partir des lois naturelles permet d'avoir une vision plus claire, mais s'arrêter là pose un problème qui paraît clairement évident dans la phrase suivante :

« La loi naturelle a donné naissance à un socialisme naturel fondé sur l'égalité des facteurs de production et a assuré la répartition à peu près équitable des produits de la nature entre les individus ».

Si nous nous référons aux informations et aux analyses de l'histoire des sociétés nous trouverons que la première relation économique se limitait surtout entre l'homme et la nature ; tout ce qui était produit revenait au producteur. La nature n'était pas un facteur indépendant dans la production, au contraire, l'homme, le producteur (en tant qu'individuel ou en groupe) a contrôlé tous les éléments naturels domestiqués. La séparation entre les facteurs de production ne s'est effectuée que plus tard.

CINQUIÈME REMARQUE.

Établir une telle égalité entre les facteurs de production suppose

une égalité entre l'homme, le producteur et la nature exploitée par lui puisqu'elle lui fournit des valeurs d'utilisation pour satisfaire ses besoins en tant que producteur.

Il est nécessaire dans les sociétés contemporaines, vue la complexité et la diversité de la production, de maintenir et de développer les moyens et les instruments de production. Mais cela ne s'impose pas sur le troisième facteur qu'est l'homme. Il est donc impossible d'inclure les trois facteurs dans une même logique.

SIXIÈME REMARQUE :

L'étude se concentre sur la production étant donné sa relation avec le producteur et ses besoins. Les spécialistes devront alors traiter une question essentielle qui domine plus ou moins la production, c'est l'épargne pour l'investissement. Quelles sont les lois qui gouvernent cette opération ? Comment peut-on la contrôler ? Comment peut-on traduire ces problèmes en ce qui concerne la nation arabe ? Tout cela nécessite de vastes études détaillées.

SEPTIÈME REMARQUE :

L'importance donnée à la satisfaction des besoins individuels, le logement, le véhicule et autres, est une question très importante. Ceci implique le traitement des détails suivants :

Comment traiter le problème de la production des biens matériels d'une utilisation publique n'ayant aucune relation directe avec les besoins des individus ! (Les services publics par exemple).

HUITIÈME REMARQUE.

Dire que le développement technique entraîne un changement dans la situation des travailleurs qualitativement et quantitativement impose la question suivante : si la machine se développe au point de remplacer l'homme, que faut-il faire avec la main-d'œuvre inactive ? L'éventualité de cette situation est bien loin de la nation arabe, les efforts devront donc être déployés pour établir des structures de production plus développées.

NEUVIÈME REMARQUE :

La mécanisation de la société d'un côté et la variété et la complexité des besoins de l'homme imposent une solution au problème de diversité qui est la spécialisation. Comment se reflètera-t-il ce problème au niveau des individus ?

DIXIÈME REMARQUE :

Les établissements qui sont spécialisés dans la production de biens publics impliquent une opération d'échanges. Sur quelles bases s'effectueront les échanges ? Et si l'on supprime la monnaie ? Quelle est l'organisation sociale qui exécutera cette opération ? Quel est le degré de confiance dont elle devra jouir pour accomplir cette tâche complexe ?

ONZIÈME REMARQUE :

Chaque société possède des réserves de ressources naturelles dont une partie est considérée comme resssources rares. Qui s'occupera de telle production et comment ? Quelle politique sera suivie et quels moyens seront utilisés ?

DOUZIÈME REMARQUE :

Comment organiser les échanges entre sociétés ? Dans quelles mesures ? Surtout si ces sociétés n'ont pas les mêmes caractéristiques et ne possèdent pas les mêmes ressources ni les mêmes capacités de production.

TREIZIÈME REMARQUE :

Les catégories sociales qui rendent des services publics et reçoivent une pension en échange qui leur permet de satisfaire leurs besoins, comment peut-on établir une harmonie entre cette catégorie et entre l'idée de supprimer la monnaie dans les échanges.

QUATORZIÈME REMARQUE :

Les sociétés humaines et pour le moment encore dans l'avenir ont besoin de consacrer une partie de leur production à la défense. Comment assurer cette opération et dans quelles mesures ? Le combattant est-il considéré comme un individu non productif bien qu'il représente un élément essentiel pour la protection de la société où les autres opérations de production ont lieu ?

Les remarques précédentes étaient une tentative de répondre à quelques questions relevant du problème économique ; que les réponses s'avèrent vraies ou fausses, elles contribuent de toute manière à établir et enrichir un dialogue fructueux qui reflète une intention de mettre les fondements de la libération culturelle de l'homme arabe en vue d'une contribution effective au tumulte des conflits intellectuels existants au niveau mondial. Il pourra sortir enfin du cercle négatif de l'imitation pour s'insérer dans le dynamisme de l'action culturelle mondiale en tant que membre actif par sa culture et son histoire et non en tant qu'esclave dépendant dans tous ses actes d'un maître despote. Ainsi on pourrait assurer les fondements d'une société arabe unifiée possédant tous les éléments de son indépendance et son progrès en vue de répondre aux différents besoins de ses membres.

Réflexions sur la démocratie dans l'expérience arabe

M. Hazem Sagheya
Institut du développement Arabe
Liban.

A l'origine du *Livre Vert* se trouve le problème de la démocratie. Il s'efforce ainsi d'appartenir à une nouvelle étape — l'étape actuelle — de la lutte arabe.

En fait, si on regarde le développement général contre l'impérialisme, surtout dans la partie orientale du monde arabe, on trouve qu'il y a quelques années, une lacune historique existait en matière du concept démocratique. Parallèlement à cette lacune, des périodes d'idéologie se succédaient ou coexistaient sans jamais s'unir ou se libérer de leur aspect conjoncturel. Ce n'est que tout dernièrement, après la naissance du sadatisme en Égypte et la révolution iranienne qui mit fin à l'influence occidentale sur l'esprit arabe, que le concept démocratique s'est renforcé pour essayer d'unir les autres concepts (nationalisme, socialisme) dont les tentatives de sortir de leur aspect conjoncturel ont échoué.

Le nationalisme arabe qui a commencé à se manifester au début de ce siècle était pour les penseurs des pays arabes l'inévitable résultat du fait que la décentralisation n'a pu être réalisée dans le cadre de l'empire ottoman. Ce nationalisme arabe a remplacé le concept ottoman au cours de quelques années seulement, renforcé par les événements et la lutte contre l'impérialisme européen plutôt que par la recherche intellectuelle (l'échec des tentatives de l'empire ottoman de défendre la Libye contre l'agression italienne en 1911 et de sauvegarder l'Égypte face aux ambitions britanniques, les problèmes politiques, administratifs et économiques dont souffrait l'empire, la première Guerre mondiale, etc...).

Satee Al Hossary est un des meilleurs penseurs qui représente cette transition rapide du cadre idéologique ottoman au cadre national. Cet homme, qui est devenu un des ministres du roi Fayçal à Damas et un des négociateurs syriens avec le général Gouraud, le fondateur du nationalisme arabe et le maître du nationalisme pour les générations suivantes, faisait partie avant la chute de l'empire ottoman du courant intellectuel et politique ottoman dirigé par le poète turc Tewfik Fekrat.

En tant que membre du courant, Al Hossary entreprit un débat avec Dia Ghoklab, un des pionniers du nationalisme turc (Al Hossary a emprunté plus tard les idées du poète Ghoklab pour prouver l'influence du nationalisme turc sur le nationalisme arabe).

Aucune réussite dans le domaine du nationalisme n'a pu être enregistrée au cours de cette période. En effet, l'union que défendait le roi Fayçal a échoué et finit par l'expérience tragique de Fayçal et Ghazi en Irak. De même Al Haj, Amin Al Hussaini et le « Haut Conseil

Arabe » ne purent réaliser une position palestinienne face à l'émigration sioniste en Palestine. La création de l'État d'Israël eut lieu en 1948, ce qui a représenté un échec total et général du courant national.

La vieille pensée nationale a donc échoué avec la chute de la Palestine laissant derrière elle des systèmes faibles et incapables ainsi que des groupes d'élites modernes formés par les universités occidentales à la fin du siècle dernier...

Constantin Zuraik, dans son livre « la signification du désastre » prévoyait cette nouvelle période et incitait à la révolution interne qui aboutirait au changement :

1. Adopter et utiliser la machine. « Le système actuel qui est basé sur la civilisation moderne ne peut être renversé que par un autre système qui adopte cette civilisation et se munit de ses armes. »
2. Séparer la religion de l'état.
3. Apprendre les sciences occidentales, surtout les sciences expérimentales.

Quant au groupe d'hommes loyaux sur lequel Zuraik avait misé pour diriger le peuple, réaliser l'union recherchée, commencer le mouvement populaire et mettre en œuvre le programme de modernisation ou d'occidentalisation, il n'a jamais été formé et a continué à rechercher une forme concrète dans laquelle il pouvait se matérialiser.

En ce moment, c'est-à-dire à l'époque du néo-colonialisme, de nouveaux états étaient créés en obtenant leur indépendance. Des armées se formaient prêtes à se battre pour la libération de la Palestine en se présentant comme le moyen de réaliser les objectifs promis.

Le nationalisme de l'élite universitaire commença à se développer en une élite militaire et administrative plus proche du peuple et plus capable que le « socialisme » de transformer le nationalisme arabe en un nationalisme populaire. Ce socialisme qui se hâte de construire l'état moderne et commence le développement économique sans pour cela se libérer des structures et des relations de dépendance.

Le nationalisme arabe sous son aspect « capitalise » tel qu'il a été élaboré par Constantin Zuraik se transforma en un nationalisme « socialiste » de développement après les nationalisations qui ont eu lieu en Égypte, après la chute de la République Arabe Unie et la séparation de la Syrie et enfin après les résolutions du 6ᵉ congrès du parti du Baath arabe et les tendances de « gauche » qu'a connu le mouvement national arabe au cours de la deuxième partie des années 1960.

Le nationalisme de droite découvrant le sous-développement et le tribalisme qui entraînèrent la défaite de 1948, s'attaqua au vieux nationalisme. De même, le nationalisme de « gauche » s'est attaqué au nationalisme de droite, ce qui s'est manifesté dans la critique vive menée par les nationalistes marxistes au cours des années 1960.

Chaque période impose ses concepts qui s'opposent aux concepts de la période précédente. Les premiers nationalistes considéraient les concepts ottomans comme réactionnaires et le nationalisme qui existait avant la défaite était aussi réactionnaire pour le nouveau nationalisme. Le dernier nationalisme est pour le nationalisme socialiste un nationalisme chauvin et bourgeois.

Pourquoi le nationalisme arabe qui s'oppose au colonialisme ne put-il pas coexister avec l'idéologie islamique populaire ? Et pourquoi plus tard le mouvement nationaliste arabe ne se marxisa pas sans pour cela abandonner son appareil d'organisation national ?

L'activité intellectuelle existait toujours dans un environnement éloigné et séparé de la société arabe. C'est le « texte » qui occupe une place importante à l'occasion d'un événement. La « révolution » avance après la défaite de 1948 et le marxisme après la défaite de 1967 et c'est comme si c'était une découverte faite par l'élite ; une découverte qui était cachée par « l'illusion qui régnait dans la société arabe ».

En plus de ces « découvertes » dans le domaine des sciences sociales et politiques des appels persistants étaient lancés après chaque défaite pour adopter les sciences naturelles et utiliser la machine : c'est ainsi que l'élite réussit et prépare le terrain pour sortir de « l'illusion et l'ignorance » populaires.

Face à ce mouvement intellectuel (répressif) des élites, l'appareil de l'état dépendant et répressif devait s'éloigner de la compétition. L'élite vise à renforcer l'institution « nationale » et à saisir le profit. Quant à sa critique de la situation actuelle, elle vise en fait tout ce qui ne se conforme pas à ses idées (c'est-à-dire tout ce qui n'est pas capitaliste et non répressif). Même l'élite palestinienne qui, par sa nature s'éloigne de l'institutionalisme, a essayé peu d'années avant la révolution palestinienne, d'introduire le peuple palestinien dans le cadre des solutions institutionnelles modernes. Nasser Eldin Al Nachachibi a proposé de créer une entité palestinienne avec l'approbation de la ligue arabe après des élections libres, etc... En d'autres termes, il a traduit les tendances élitistes arabes sur la scène palestinienne.

Les idées qui se transformaient ainsi en idéologies, les idées des

élites qui ne reflétaient pas le fond du développement historique arabe mais l'étouffaient et entravaient la marche de la démocratie expliquent la place secondaire qu'occupe la démocratie dans la vie politique contemporaine arabe :

— Ce sont des idées liées à l'état répressif et au capitalisme et qui visent à améliorer les conditions de la dépendance sans s'attaquer à ses structures... C'est ainsi que le problème palestinien était le problème populaire le plus dangereux pour l'institution d'où le tour joué par Al Chukairu, la situation de Gaza, l'insistance de la Jordanie à parler au nom de la Cisjordanie et les tentatives de pénétrer l'O.L.P.

Le problème palestinien est le seul capable (grâce à sa nature populaire et à sa profondeur) de modifier radicalement le problème du nationalisme et de transposer du cercle de l'élite et l'état capitaliste moderne au cercle du peuple et de la lutte populaire démocratique.

— Ce sont des idées qui n'unissent pas le peuple et ne s'accumulent pas en une idéologie nationale populaire... des idées qui s'opposent et ne s'enchaînent pas : l'événement a détruit toute une expérience, tout un concept intellectuel comme la guerre de 1948 a détruit les idées nationales précédentes et comme le « marxisme » après 1967 a détruit toutes les idées et les concepts qui ont précédé cette défaite.

Ces périodes successives que l'on peut appeler, en général, la période ottomane, la période du nationalisme et la période du socialisme, pour les raisons mentionnées ci-dessus représentaient de moins en moins le peuple et avaient plus de tendance à se limiter à un cercle non démocratique : l'état moderne qui s'est formé après la deuxième Guerre mondiale était l'instrument de tri et de concrétisation des idées et des faits.

En d'autres termes, la démocratie était le dernier concept auquel toute idéologie donnait une importance. Elle est restée prisonnière des formes que l'Europe occidentale (démocratie parlementaire) et l'Europe de l'Est (démocratie populaire) ont présenté. Ceci explique l'absence des écrits politiques concernant le système politique et les appareils de gouvernement dans le monde arabe. Les sciences politiques ne dépassent pas les domaines suivants :

1. Les traductions académiques occidentales qui sont concentrées sur l'étude des sciences politiques dans les universités européennes.

2. Les tentatives de reprendre et de rétablir les vieilles structures politiques islamiques qui sont inconnues historiquement à cause de l'influence matérielle, technique et scientifique européenne.

Quant aux partis et aux forces progressistes arabes, ils considèrent

la démocratie, grâce à leur nature élitiste et à leur isolement du peuple avec leurs idées toutes faites, inspirées de l'expérience européenne, comme une idée secondaire au concept politique proposé qui est tantôt le nationalisme arabe et tantôt la réforme sociale et économique et ainsi de suite.

Par conséquent, une nouvelle forme de relations, basée sur la justification et l'arrivisme, avec les régimes en place, s'est établie. La démocratie pour les forces politiques au pouvoir constitue le masque qui cache les relations qui sont basées sur la répression ; pour d'autres forces, elle signifie la participation au régime : donner un poste ministériel ou deux à un parti fait du gouvernement un gouvernement national et démocratique. Mettre fin à cette participation rend le même gouvernement, un gouvernement fasciste... et ce, sans introduire les moindres modifications aux structures économiques, politiques, ou idéologiques du régime.

La transformation du concept démocratique en un concept central dans la révolution arabe aujourd'hui est le couronnement d'une opération complète qui doit être étudiée historiquement pour arriver aux vraies formes de la démocratie et ses moyens.

L'absence du concept démocratique est liée historiquement à la nature de l'hégémonie économique — idéologique et à ceux qui ont dirigé l'action nationale arabe... l'expérience arabe était prisonnière de la contradiction entre la libération de l'impérialisme en tant qu'action radicale, démocratique qui domine la majorité populaire mise en marge dans sa vie économique, politique et culturelle par l'impérialisme, et entre les forces qui se sont présentées pour accomplir cette tâche, des forces qui ne se sont pas détachées du modèle occidental avec sa fonction répressive.

Les éléments similaires entre ces forces et le modèle occidental sont évidents dans :

— l'origine de ces forces, que ce soit à l'université ou à l'école militaire, c'est-à-dire les institutions qui se sont développées au sein de la dépendance ;

— la pensée nationale qui ne diffère pas de la pensée nationale allemande et la pensée socialiste qui se conforme au léninisme ;

— l'action politique tourne en fin de compte autour d'un projet de réforme pour « développer » l'infrastructure pour qu'elle ressemble de plus en plus à celle de l'Occident (il n'y a aucune différence ici entre le Shah d'Iran de la droite et Nour Torki de la gauche). Les idées et les valeurs nationales héritées du passé sont alors enfermées dans le projet de « modernisation ».

Les expériences en Europe de l'Est nous ont prouvé qu'il est impossible aux structures économiques de trouver la solution au problème de la démocratie quand ces structures se sont développées selon un « modèle », tout prêt, importé de l'étranger et éloigné des concepts historiques et idéologiques des peuples. (La réception populaire du pape en Pologne dernièrement nous montre qu'un pays dont 95 % de la population est catholique ne peut constituer la matière première au socialisme, c'est-à-dire ne peut pas subir l'influence du socialisme). Le socialisme en Union Soviétique est-il pareil à celui de la Chine, du Cambodge, de l'Afghanistan, du Yemen Démocratique, de l'Éthiopie ou de la Pologne ?

Est-il inutile de parler de la relation entre cette uniformisation inévitable qui met fin à l'histoire et à la civilisation, et entre l'extinction de la démocratie ?

La spécificité dans la démocratie est en fait le garant de la démocratie même. Le modèle soviétique introduit par la révolution russe en tant que démocratie populaire pour remplacer le parlement du Tsar explique ce concept léniniste de la démocratie qui a été aboli par le stalinisme pour suivre la révolution industrielle européenne.

Par conséquent, ce n'est pas par hasard que le concept démocratique occupe dans l'expérience historique arabe cette place secondaire et marginale. Une place qui met en évidence la différence entre l'élite dirigeante (élite culturelle ou militaire) qui s'est débarrassée de sa spécificité nationale et de son héritage populaire et entre l'idéologie du peuple qui est l'Islam pour la nation arabe.

Le problème palestinien par contre en tant que problème le plus séparé des institutions a maintenu la relation entre le nationalisme arabe et son aspect populaire qui s'oppose à l'impérialisme. C'est donc le problème le plus lié à celui de la démocratie et de la liberté du peuple arabe.

Selon le degré de ce rapprochement entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour la libération de la Palestine, la démocratie en tant que concept se transforme en un concept populaire loin de l'état bourgeois moderne.

De même pour l'accumulation du nationalisme idéologique où la démocratie semble une expression plus élevée que l'Islam, l'arabisme et le socialisme. On se trouve face à face à un éloignement du socialisme semblable à l'éloignement du nationalisme par le socialisme ou de l'idéologie ottomane par le nationalisme... mais on se trouve face à une tendance et à une intégration dans l'exercice, qui explique quelques aspects d'ambiguïté dans l'idéologie de la révolu-

tion palestinienne. L'expérience arabe avec la démocratie nous fournit des éléments de critique des structures politiques mises en place dans le monde arabe par les élites dont on a parlé ci-dessus.

Le sort du « parlement » libanais qui a été renversé par la guerre nationale religieuse est la preuve du conflit entre les masses populaires qui œuvrent pour se libérer de la dépendance de l'impérialisme et se rapprocher du courant national et entre les structures politiques les plus récentes dans les pays arabes. La même chose s'applique à la révolution iranienne qui utilise l'identité religieuse nationale face à la bourgeoisie renforcée par les revenus pétroliers, les relations capitalistes et les structures parlementaires et militaires.

Le *Livre Vert* refuse tantôt implicitement et tantôt explicitement les structures démocratiques existantes et nous annonce « l'ère des masses populaires » où la vraie démocratie du point de vue théorique règne. Ceci nous incite à suivre cette expérience et ses éléments d'innovation et les pratiques qui peuvent créer de nouvelles connaissances théoriques et pratiques...

Il suffit ici de répéter ce que Roger Garaudi a dit : « Afin de dessiner un vrai avenir, il faut d'abord trouver les dimensions humaines qui se sont développées dans les cultures et les civilisations non occidentales. » Il faut essayer à partir de ce point et trouver ce que l'impérialisme a détruit dans l'histoire.

Réponses à :
M. Mahmoud Amin Al Alem
et à :
M. Edmond Jouve

Dr Mustapha Zaïdi

J'aimerai émettre quelques remarques concernant ce que le frère Mahmoud El-Alem a proposé ; vu les limites de temps, j'essaierai d'exposer des points concis et succints.

Le premier point que je voudrai aborder concerne le problème de la lutte de classes et de sa relation à l'évolution de la vie économique et sociale dans les diverses sociétés. Nous croyons que la lutte de classes ne peut être considérée comme la base du développement social, politique et culturel des diverses sociétés, et ce parce qu'elle ne s'est pas réalisée concrètement. Quoique cette thèse ait été proposée du point de vue idéologique dans la théorie marxiste, elle n'a point été concrétisée. En effet, la lutte que les marxistes ont engagée dans le monde entier est une lutte politique où la classe laborieuse et les classes opprimées de la société ont été utilisées contre les autres classes. La théorie marxiste elle-même a été proposée par des philosophes, des intellectuels et des penseurs qui ont appelé la classe ouvrière à l'adopter. Si nous considérons la Révolution d'Octobre et les révolutions marxistes qui ont eu lieu dans le monde, nous ne croyons pas que les forces laborieuses et les classes opprimées comme disent les marxistes les ont faites éclater. Ceux qui ont fait éclater ces révolutions marxistes sont les forces ou l'avant-garde intellectuelle qu'on appelle l'outil de la révolution. Et souvent, dans le marxisme, cet outil de la révolution n'appartient point à la classe ouvrière. Le parti communiste ou tout parti marxiste dans n'importe quel pays marxiste ayant fait une révolution, constitue en fait une force politique qui recrute ses membres dans différentes classes sociales et qui prétend guider la classe ouvrière dans sa lutte en vue de détruire la société. C'est une première vérité qu'on peut discuter d'un point de vue idéologique dans la théorie même du marxisme, et qu'il est possible aussi de discuter à partir de l'étude des systèmes marxistes existant dans divers pays du monde. D'autre part, la classe laborieuse et la classe opprimée n'arrivent point au pouvoir. Autrement dit, dans les pays qui sont gouvernés par le marxisme, le gouvernement n'est point le problème de la classe ouvrière. En fait n'arrive au pouvoir dans ces pays que le parti qu'on dit l'instrument de la classe ouvrière. Ce parti n'arrive point d'ailleurs au pouvoirs dans sa totalité. Seuls y arrivent le secrétaire général du parti, ou son comité central. Je voudrai ici signaler une observation qui pourrait paraître superficielle — à savoir —, si la direction du parti change, la ligne politique, idéologique et culturelle du parti change aussi, ce qui fournit une preuve claire. En Chine, la direction du parti communiste marxiste de la Chine de « Mao » a été remplacée par une autre équipe. Toutes les

positions politiques de la Chine ont changé à la suite de cela, et notamment sa lutte contre l'impérialisme. Après avoir été fort extrémiste dans sa lutte contre l'impérialisme, elle est devenue le plus grand allié des États-Unis, lesquels sont le leader du monde impérialiste. Ceci prouve que la cause de la classe ouvrière et toute la propagande qui est faite à ce sujet n'a rien à voir avec la réalité. J'aimerai aussi faire remarquer qu'il est impossible, concrètement, à la classe ouvrière de supprimer les autres classes ; car, même si elle parvient à le faire, elle héritera d'une société qui progressivement, se différenciera. Admettons que la classe des ouvriers supprime toutes les autres classes sociales, et qu'une société exclusivement composée d'ouvriers voit le jour, les lois naturelles qui déterminent le développement de la vie sociale amèneront cette classe d'ouvriers à se différencier ; elle secrétera en son sein de nouvelles couches sociales et le problème de la lutte de classes recommencera. Ainsi, le problème n'est point résolu parce que la classe des ouvriers hérite de la société et si nous prenons en considération la loi scientifique et simple de l'héritage, l'héritier acquiert les caractéristiques de ce dont il a hérité. Par là, les caractères de la société passent à la nouvelle classe qui est devenue société ; elle se différencie et donne naissance à des classes bourgeoises, des classes moyennes et des classes pauvres.

Le second point de la discussion concerne l'homme. L'homme est fondamentalement un être libre. Si nous sommes convaincus de cette thèse, il en résulte que le but de toute lutte que mène l'homme en quel endroit que cela soit, est la réalisation de la liberté ; le bonheur de l'homme ne peut se réaliser concrètement que par la réalisation de la liberté. Le problème de la liberté de l'homme est le même partout. Nous ne pouvons dire que la liberté de l'homme en Egypte est différente de la liberté de l'homme en Iran ; elle n'est point différente, de même, de la liberté de l'homme en Amérique Latine. Au contraire, si l'homme en Amérique ou en Iran affronte l'oppression, cela sera considéré également comme oppression dans les deux pays ; de même, s'il affronte l'injustice et l'exploitation. Preuve en est que les mouvements contre l'exploitation et l'oppression ont lieu au même moment dans des endroits géographiques différents du globe. Ainsi, si nous prenons la révolution de Nicaragua et la révolution d'Iran, nous voyons qu'elles ont lieu dans deux endroits éloignés du monde, et dans deux régions géographiques différentes. Toutefois, elles luttent contre une même situation et ainsi, il n'est point possible de diviser le problème de la liberté. La réalisation de la liberté ne peut-être

effectuée que d'une seule façon. Nous ne pouvons point dire que la liberté se réalise d'une part par la liberté des iraniens sous le régime du Chah et d'autre part, par celle des nicaraguéens sous le régime de la révolution. Si nous considérons le Chah comme dictateur en Iran, tout régime qui vaut celui du Chah, à l'instar de celui de Somoza et du régime de Sadate, doit-être considéré comme une dictature ; sinon, les critères ne sont plus valides parce que nous ne pouvons point faire de telles distinctions dans le mouvement pour la justice.

Le problème essentiel est le suivant : s'il y a nécessité d'organiser les gens, s'ensuit-il qu'une partie de la société doit accomplir cette tâche ?... C'est la question que je pose... S'il est nécessaire que la société organise la société humaine, et que c'est une loi naturelle que celle de la nécessité de l'organisation de la société et de la coexistence de ses membres, si ceci est une loi de la vie, à savoir que l'homme ne vit point comme l'animal en forêt, est-ce que cette organisation exige nécessairement un instrument de la société qui organiserait les gens ?... Ce que la Troisième Théorie Universelle a proposé est précisément que le peuple entier peut s'organiser lui-même ; le premier chapitre a établi la vérité de la pratique qui dit « Point de démocratie sans congrès populaires ». En effet, si le problème de la démocratie est débattu sans congrès populaires, il arrivera de deux choses l'une, et il n'y aura point place à une autre éventualité : la première possibilité est celle de la prise de pouvoir d'un groupe de gens sur les autres membres du peuble sous prétexte d'organisation et ceci est la dictature. La deuxième possibilité est celle où chaque membre de la société se délie de la nécessité de l'organisation ; autrement dit, il commence à se croire lui-même source de pouvoir en tant qu'individu spécifique ; ceci est l'anarchie démagogique.

Ainsi, si la démocratie ne se réalise point par le pouvoir de tous les gens au moyen de congrès populaires, l'une des deux possibilités suivantes se réalisera : la dictature ou l'anarchie.

Je vous remercie.

CONCLUSION

Réponse générale aux différentes interventions

Moammar El Kadhafi.

En premier lieu, je dis : après avoir pris connaissance des titres des recherches présentées devant messieurs les participants, nous constatons qu'elles ont traité de trois sujets : bien sûr, toutes ces recherches s'inscrivent sous le titre du colloque sur le *Livre Vert*... comme sous-titre au *Livre Vert*... ceci était le titre du colloque, mais comme sous-titre à ce livre, les recherches présentées ont traité principalement de trois sujets : elles ont traité de l'expérience parlementaire qui représente le peuple, ... un certain nombre de recherches a traité exclusivement de ce sujet. Un autre sujet a constitué le noyau d'autres recherches proches des premières et étroitement imbriquées avec elles ; il s'agit du problème de l'appartenance à un parti et des expériences de parti. Un autre ensemble de recherches a traité du socialisme, recherches qui n'ont point été fort nombreuses. Ainsi les trois sujets traités sont le parlementarisme, l'appartenance à un parti, le socialisme.

A travers la lecture de l'histoire effectuée dans certaines recherches, et à partir de la discussion qui s'est déroulée ici... à partir des références faites à certains livres explicatifs « philosophiques » composés depuis deux siècles ou même remontant à des dates plus anciennes, ... à partir de tout cela, nous possédons une preuve historique que l'expérience parlementaire a été condamnée dès le début depuis Jean-Jacques Rousseau, les philosophes et les penseurs dont vous avez parlé. Cela veut dire que l'expérience parlementaire est dès le début condamnée. La question du système de délégation est condamnée dès le début. Et malgré cela, elle persiste jusqu'à maintenant. Ainsi, ce qui est étrange est que l'expérience parlementaire, malgré le fait qu'elle a été condamnée dès le début, constitue l'expérience qui s'est imposée jusqu'à cette heure.

La théorie du système de représentation qui est en vigueur aujourd'hui a été condamnée dès le début par les penseurs, quand les masses n'avaient point conscience de ce problème, et quand l'empereur choisissait les représentants du peuple du fait que le peuple était incapable de choisir ses représentants, et la situation était jugée démocratique ; il existe jusqu'à nos jours, des pays où les conseils parlementaires existent par nomination, ou bien la moitié y est désignée par nomination, ceci a été condamné par les observateurs et les penseurs qui étaient peu nombreux vers les dix-septième et dix-huitième siècles à condamner le fait que la vie politique se fonde sur le système de représentativité... Ils ont condamné le système de représentativité ; des livres historiques qui existent entre vos mains, qui ont été discutés et auxquels vous avez fait référence dans vos

recherches témoignent que les systèmes parlementaires ont été condamnés avant leur instauration, et ce par... avant les penseurs... par les philosophes... mais ils se sont imposés parce que les masses ne sont pas conscientes, et incapables de remporter la victoire... elles sont vaincues.. elles ont été vaincues. Les instruments de la dictature se sont trouvés une justification... Ils se sont trouvés une sortie pour une démocratie truquée dont ils se parent pour exercer la dictature. Ainsi, même Hitler a institué un conseil parlementaire ; Mussollini a institué un conseil parlementaire ; Sadate, actuellement, a instauré un conseil parlementaire... Le Chah d'Iran avait établi un conseil parlementaire ; tous les sales, mauvais énergumènes, ceux qui sont féroces, qui tuent la liberté et qui sont ennemis du peuple ont exercé la dictature sous le couvert d'un parlement. Réellement, je veux dire par là que les dictatures, comme dit le *Livre Vert* « que le monde a connues, ont été établies sous le couvert des parlements ». Cette théorie, celle de la représentativité, le parlement sont devenus un couvert pour de détestables dictatures... C'est la raison pour laquelle les penseurs, bien avant les grandes masses, ont compris, dès le premier jour de son institution, que ce système, le système de la représentativité parlementaire, ne pouvait être la démocratie et ils en ont prévenus, mais qui comprenait le discours des philosophes en ce temps-là ? Le discours des philosophes n'était pas acceptable pour la masse des gens. Ils disent qu'on ne peut concéder la souveraineté... que le pouvoir, on ne peut le concéder à quelqu'un d'autre. Le gouvernement est volonté... il est souveraineté... il est pouvoir... Ces choses, si le peuple ne les exerce pas par lui-même... l'homme lui-même, il est considéré comme subissant la dictature, car elle est exercée à sa place. Mais se départir de ces choses qui vous sont inhérentes ne peut se faire par une solution démocratique... à savoir les choses où il y a volonté à la place du peuple... où il y a souveraineté. Toutes les constitutions du monde disent qu'au peuple appartient la souveraineté, et elle est exercée à sa place, et l'on dit que cette constitution est fondée sur la démocratie... Ceci est brièvement l'expérience parlementaire, une expérience condamnée dès le premier jour de son institution et il se certifie actuellement qu'elle s'effondre devant la prise de conscience des masses.

Quant à l'appartenance à un parti... les recherches ont traité fondamentalement de ce problème. Et par notre expérience du monde contemporain, nous pouvons facilement comprendre qu'il y a crise... Nous vivons une crise... une crise politique et l'affiliation à un parti n'est donc point la solution. Et si elle constituait la solution, il n'y aurait

point eu de crise politique dans le monde ; tous les types de partis existent... Le parti unique, le bipartisme, le pluralisme des partis, le parti de la droite, le parti de la gauche, le parti du Centre, les partis religieux, les partis laïcs, les partis fascistes, les partis qui se disent populaires, ou démocratiques, et les divers fronts contiennent ces partis... L'expérience des partis a été réalisée sous ses divers aspects et la crise politique n'a pas pris fin. Car le monde vit actuellement une crise politique... Dans tout pays du monde que vous étudierez, vous trouverez une crise politique, ainsi, il existe un problème qui n'a pas encore été résolu... Ainsi l'affiliation à un parti ne constitue pas la solution du problème politique. Le monde vit actuellement dans la phase la plus aiguë d'une crise politique et il vit l'ère des partis. Ainsi, comme nous l'avons dit, même au Pakistan, ils ont enregistré cinquante partis, ce qui amènera une augmentation de la crise.

La troisième partie des recherches a traité principalement du socialisme. Je pense que tout homme sera d'accord avec nous qu'il existe une exploitation de par le monde, et l'exploitation se trouve à tous les niveaux, l'exploitation du patron de l'ouvrier, du maître de maison de son domestique, du propriétaire de la maison par rapport au locataire, du gouvernement par rapport au peuple, d'une classe par rapport à l'autre, d'un état à l'autre, d'un continent à l'autre. Ainsi le monde vit une crise réelle due à l'exploitation ; la vérité des grèves ouvrières, des manifestations, des occupations de locaux, des crises sur les marchés financiers, de l'inflation, du chômage, de la hausse des prix, et de la variation de la valeur des monnaies, tous ces changements montrent bien l'existence d'une crise économique... l'existence de l'exploitation. Il n'existe pas d'homme de par le monde qui se croit heureux, car l'homme n'est pas libre et il ne se situe point en dehors de l'exploitation... L'homme actuellement souffre de l'exploitation d'un autre homme, que celui-ci soit un patron, le locataire d'une maison, le domestique dans une maison, un fonctionnaire ou un employé dans une autre institution ; les états pauvres se sentent exploités par les grandes puissances, une classe gémit de l'exploitation d'une autre classe qui est plus élevée, et le monde entier vit actuellement sur le cratère d'un volcan, celui de la colère populaire à l'égard des exploiteurs, colère qui explosera dans une révolution populaire mondiale qui incendiera sans aucun doute le monde de l'exploitation. Cette révolution a commencé en Libye ; j'espère qu'elle réussira en Iran, le feu de la révolution populaire mondiale continuera à brûler afin de détruire les instruments du pouvoir, le monde des gouvernements, le monde des classes, le monde de l'exploitation, le

monde de l'injustice et de l'oppression. Ainsi, voilà les trois sujets sur lesquels la recherche s'est focalisée... voilà la réalité des recherches ; moi, je n'invente rien de chez moi, mais de la réalité des recherches qui sont devant moi dans ce colloque, qu'elles aient été présentées ou non... Il a été certifié que l'expérience parlementaire a été condamnée historiquement, et malgré le fait que nous vivons en plein l'expérience de l'appartenance à un parti..., de la théorie du parti, mais nous sommes aussi en plein dans une crise politique, malgré les applications différentes du système capitaliste et du système socialiste... du secteur public unique aux divers secteurs... à toutes les tentatives... au socialisme du Tiers-Monde... au socialisme de l'Europe de l'Est... le socialisme des partis de l'Europe occidentale, malgré tous ces socialismes, le monde vit les faits de l'exploitation ; le monde que nous vivons actuellement est le monde de l'exploitation malgré toutes ces choses.

Parmi toutes les recherches, il est à remarquer le titre d'une recherche qui est le sujet central de ce colloque, ou plutôt constitue un résumé en titre du monde à l'heure actuelle ; bien que la recherche emprunte une direction qui l'éloigne de son titre, j'ai toutefois choisi le titre de cette recherche, abstraction faite de son contenu, lequel s'éloigne de son titre. Cette recherche mérite d'être le nom du colloque... le nom de cette époque... le nom de toutes les crises, lequel est réellement ; la recherche de la liberté dans un monde opprimé... Voilà le nom de l'époque, voilà le titre du colloque, c'est le titre qui est devant tout homme même en Amérique..., ou en Inde... ou en Chine... ou en Libye... C'est la recherche de la liberté dans un monde opprimé ; nous vivons dans un monde opprimé, et ce à tous les niveaux... L'individu opprime un autre individu, le gouvernement opprime le peuple, une classe opprime l'autre et une nation opprime l'autre... un continent de même opprime l'autre. Et la recherche de la liberté... Tout homme veut se libérer de l'oppression qu'il subit... Voilà le bon titre de la recherche de la liberté dans un monde opprimé.

D'autres points plus précis ; il n'y a point de doute même là une évidence que le *Livre Vert* qui est sorti ces dernières années et même ses commentaires qui ne sont pas encore parus, ne constituent qu'une solution proposée. Et je n'affirme point péremptoirement ici de sa nécessité, ni de sa vérité. De toute façon, il s'agit là d'une solution qui est proposée après toutes les solutions vécues par le monde ; il est actuellement proposé. Et il existe des solutions qui ont été proposés depuis des dizaines et des centaines d'années, la théorie capitaliste, la théorie marxiste ou tout autre solution... C'est une solution

nouvelle ; nous pouvons tous sortir de ce colloque et dire que le *Livre Vert* est une solution nouvelle à laquelle nous nous opposons... que nous refusons... que nous critiquons... que nous condamnons... que nous rejetons. Tout cela est possible, acceptable et se réalisera. Mais quelles que soient les positions que nous avons adoptées, il n'en est pas moins qu'il s'agit d'une solution radicale proposée, après toutes les solutions... lesquelles ont constitué des expériences que nous avons vécues ; mais nous n'avons cessé de vivre dans une crise politique et dans un monde d'exploitation, et qui condamne les expériences de représentativité des masses.

Ainsi, nous pouvons dire que l'un des points de ce colloque que le *Livre Vert* est vraiment une solution nouvelle proposée après les solutions antérieures.

Nous sommes tous d'accord et le monde est d'accord qu'il existe une solution qui n'existe point et qui est ignorée, qu'on recherche ; il s'agit de la recherche de la liberté... dans un monde opprimé...

Les grèves essaient de trouver une solution qui n'existe pas encore ; sinon, pourquoi se fait la grève ?... Les manifestations expriment le refus d'un état de fait, et la recherche d'autre chose, l'occupation... les coups d'état et les assassinats... Tout cela est la preuve du refus de ce qui existe et de la recherche de quelque chose qui nous manque...

Il est donc de notre droit de nous installer et de nous appeler d'Amérique en Asie à tous les continents pour venir en ce lieu ou en tout autre lieu pour résoudre les problèmes politiques, économiques et sociaux de l'homme du moment où le monde est ainsi... opprimé... un monde partagé entre exploiteurs et exploités... Il est donc du droit de l'humanité de procéder à des recherches et à des colloques, qu'elle se réunisse, qu'elle fasse des efforts pour trouver une solution à laquelle elle aspire... Il est une solution qu'on recherche... Mais quelle est cette solution ?... S'agit-il des anciennes solutions ? Sûrement pas, sinon la crise n'aurait pas existé, et il n'y aurait pas eu lieu de rechercher une autre solution... Nous cherchons une solution malgré notre expérience des théories antérieures, nous n'avons donc point trouvé la solution dans ces théories... Serait-ce le *Livre Vert*. Celui-ci est proposé... Nous nous sommes ici trouvés pour chercher une solution... Pour chercher la liberté, il a été dit qu'il existe, disons, une nouvelle solution en Libye... Une bibliothèque ou une université en Libye où existe un livre qui prétend être une solution et qu'il y existe la solution perdue... Nous sommes venus et nous avons commencé à lire ce livre pour voir s'il constitue une solution ou non... Je ne peux affirmer qu'il s'agit

d'une solution ou qu'il n'en constitue pas une, en ce moment. Mais la recherche nous prouvera, et la mise en application de même s'il s'agit là d'une solution ou pas... Il en est qui sont convaincus par la théorie et qui disent que là réside la solution, et il en est qui sont convaincus après la mise en application et qui y trouve réellement la solution. Il y a un conflit réel entre nous et une divergence réelle sur les facteurs qui font l'histoire... Quel est le moteur de l'histoire ? Pourquoi divergeons-nous à cause de l'ignorance de ces facteurs ?... Jusqu'à cet instant, le conflit existe...

A partir de ma propre lecture de l'histoire de l'humanité, lecture que j'ai rédigée au troisième chapitre, j'ai trouvé que le facteur social est le moteur de l'histoire... au niveau international. Quant au niveau intérieur, les facteurs économiques, psychologiques et d'autres nombreux facteurs interviennent ; à l'intérieur de la lutte pour le pouvoir, à l'intérieur d'un même peuple, il existe une lutte pour le pouvoir, et il existe réellement une lutte économique, mais au niveau international, le facteur qui a toujours influencé la lutte de façon décisive et qui a dessiné la carte du monde est le facteur social, le facteur national.

Il existe un autre facteur qui a joué un rôle dans la constitution de la carte du monde et de ses événements font partie du sein de l'histoire, mais qui échoue toujours devant le facteur social : c'est le facteur religieux... Des empires sont établis sur une base religieuse mais ils sont en échec devant le facteur social et ils se déchirent rapidement du fait du facteur national, et chaque nation prend son indépendance sous la bannière de sa nationalité, malgré leur appartenance commune à une même religion. Preuve en est l'empire abbasside, l'empire ottoman, l'empire d'Autriche, les peuples du continent indien et du Pakistan, et par la suite le Pakistan-Bengladesh et toutes les nations composées de plusieurs nationalités vont nécessairement se déchirer du fait de la lutte nationaliste... Il n'est pas facile d'accepter cette analyse... C'est pourquoi la divergence existera toujours entre nous, mais l'analyse nous confirmera plus tard qu'il s'agit bien là du moteur de l'histoire...

En dernier lieu, il faut qu'on aboutisse ici à savoir quel est ce livre qu'on s'est réuni pour lire et qui prétend être la nouvelle solution, quelles sont ses thèses... Quel est ce livre... Il importe peu que sa couleur soit verte ou qu'il soit d'une autre couleur, et que son titre soit le *Livre Vert*... Quelles sont les thèses du *Livre Vert*... pour qu'on puisse les accepter ou les rejeter... pour qu'on puisse se prononcer s'il s'agit d'une solution ou pas, et pour qu'on puisse les comparer avec

les diverses solutions qu'on a vécues et dans lesquelles on n'a point trouvé la liberté... Le premier chapitre se résume au pouvoir du peuple... Pour pouvoir réaliser s'il y a divergence entre nous, du point de vue de tous les gens à propos de leur pouvoir, pour que s'instaure le pouvoir du peuple... Je ne pense point qu'il existe quelqu'un qui accepterait un autre pouvoir que le sien ; la réponse est que le pouvoir doit appartenir au peuple... Voilà une des thèses fondamentales du *Livre Vert*... La Jamahiriya existe parce que les masses détiennent le pouvoir... La propriété est établie parce que les gens ne peuvent disposer d'eux-mêmes... Le roi peut faire hériter le pouvoir à son héritier... La République a été plus tard instaurée ; nous ne pouvons appeler la république royauté... Pourquoi ? parce qu'elle a donné aux masses la possibilité de choisir qui la gouverne et qui la tyrannise en dernier lieu. Continuellement, les masses choisissent un gouvernement qui les domine et les tyrannise...

La Jamahiriya constitue la dernière étape, à savoir que les masses n'ont pas le droit de choisir qui les gouverne, mais ont le droit de se gouverner par elles-mêmes... et refusent tout gouvernement... Ainsi est fondée la Jamahiriya, l'état des masses... le système jamahiryen, le pouvoir aux masses, pas de concession ni de légation de droits à quiconque, voilà l'une des thèses fondamentales du *Livre Vert*...

Les professeurs qui sont venus d'autres universités, quand ils demandent à leurs étudiants : acceptez-vous l'établissement du pouvoir du peuple, du congrès, du Pentagone, de la C.I.A. en Amérique, du parti, de l'état... ou le pouvoir d'une classe, ou le pouvoir du Pacha... Que ce soit la nouvelle génération, ou les étudiants ou les masses populaires, je pense qu'ils acceptent le pouvoir du peuple et refusent tout ce qui ne l'est point.

La seconde thèse du *Livre Vert* est celle du socialisme. Quel est donc le contenu de ce nouveau socialisme ? Il voudrait libérer les besoins de l'homme pour que personne ne puisse en tenir les rênes. Pourquoi ? pour que l'homme soit libre, parce que nous sommes à la recherche de la liberté dans un monde opprimé... Nous voulons que cet homme se libère ; comment le pourra-t-il ? Il possédera par lui-même ce dont il a besoin qu'il libérera de la domination de quiconque. Quels sont les besoins de l'homme ? Le salaire... l'habitat... les moyens de transport... l'expression... l'enseignement... tout cela constitue les besoins de l'homme ; s'il se trouve un programme pour définir les besoins de l'homme, la liberté se réalisera nécessairement... Si ces choses se présentent à nous, nous allons applaudir, et nous allons dire que la liberté a remporté la victoire et est

devenue réalité ; il existe des critères matériels devant nous aussi, et s'ils se réalisent, le miracle sera accompli, la solution tant cherchée sera trouvée... Si les ouvriers deviennent partenaires, cela constitue un souhait de libération de l'homme. Si la maison appartient à celui qui l'habite, voilà l'un des besoins nécessaires de l'homme qui a été libéré. Si la terre devient la propriété de tous et n'est plus la propriété d'un particulier, il s'agit réellement là d'une libération matérielle des besoins fondaentaux de l'homme, si les domestiques se libèrent... ceci sera une opération de libération... Si le salaire n'existe plus et le loyer de même, si le gain n'existe plus aussi, la destruction du monde de l'exploitation est faite... et la liberté est victorieuse.

Parmi les thèses du *Livre Vert,* la troisième thèse crée ou plutôt nous représente la conjoncture adéquate pour l'épanouissement de la liberté quand il parle de la femme et de l'homme, quand il parle des noirs, des minorités, de l'enseignement, du journalisme qui a déjà été traité dans le premier chapitre ; voilà des problèmes réels.



Ahmed Chehatti présidant une séance du colloque.

Intervention du Secrétaire du Comité Préparatoire du Colloque

---

M. Ahmed Chahhati

Frères et Sœurs, à la fin de ce colloque, et après ce débat et ce long dialogue qui a duré trois jours consécutifs, nous ne pouvons qu'adresser nos remerciements les plus vifs à tous les frères et sœurs qui ont subi la fatigue d'un long voyage et nous sont venus des six continents du globe pour participer à ce colloque international sur le *Livre Vert.* Nous sentons que ce colloque a réalisé les buts pour lesquels il s'est tenu, à savoir :

En premier lieu : Mettre en valeur les thèses du *Livre Vert* dans ses trois tomes qui traitent du problème politique, du problème économique et de la question sociale, car ces thèses ne concernent point seulement les Libyens, ni les Arabes exclusivement, mais bien l'humanité entière.

Deuxièmement : La présence d'un aussi grand nombre de personnes venant des six continents pour participer à ce colloque, montre l'intérêt que porte le monde à la recherche d'une solution aux crises politiques, économiques et sociales dont souffre le monde à l'heure actuelle.

Troisièmement : En signe d'hommage de la grande révolution de « Fâteh » de septembre à votre présence et votre participation à ce colloque international, le frère dirigeant de la révolution nous a honorés en consacrant une grande partie de son temps à ce colloque, et a participé lui-même au débat, aux commentaires et réponses aux questions posées à propos du *Livre Vert.*

Quatrièmement : Nous sommes sûrs et certains que les thèses du *Livre Vert* qui s'insèrent dans le cadre de la troisième théorie mondiale, et cette théorie même constitueront la théorie des temps à venir sans conteste. Et ce parce que l'essence de cette théorie est la cause commune à toute l'humanité, laquelle est la cause de la liberté ; la liberté politique, la liberté économique et la liberté sociale car le monde est à la recherche de la vraie liberté, et non de cette liberté formelle illustrée par les sociétés capitalistes, ou par d'autres sociétés... Le monde est à la recherche de la vraie liberté qui exige la libération des besoins de l'homme... des besoins du citoyen, de toute domination et de toute hégémonie, car dans le besoin réside la liberté... Ceci étant l'une des thèses du *Livre Vert.* Le peuple de la Jamahiriya arabe, libyenne, populaire et socialiste qui a approuvé le pouvoir du peuple et qui jouit de la vraie liberté depuis la grande révolution de « Fâteh » de septembre, la liberté dans toutes ses acceptions, ce peuple s'est juré de tenir à la liberté, de lutter pour elle, et il s'est juré aussi de soutenir les militants et les combattants pour la liberté en tout lieu, particulièrement le peuple héroïque de la Palestine,

le peuple de la chère Egypte, le peuple de la « Sâqiya hamrâ », les Musulmans aux Philippines, à Fatana, les peuples de Zimbabaye, de Namibie, de l'Afrique du Sud et de l'Érythrée, le peuple de Chili, le peuple de Nicaragua, avec la Grande révolution d'Iran et tous les militants dans le monde. Vous avez affirmé dans vos études et débats la chute du système capitaliste, du régime des partis, des régimes tribaux et claniques, des régimes de la dictature sous toutes ses formes et espèces, car ils vont à l'encontre et nient la nature de cette époque, ce qui nécessite la construction de sociétés socialistes vraies et justes où se réalise la liberté sociale de l'homme ; c'est ce à quoi le *Livre Vert* appelle, car il affirme dans ses thèses que les salariés, quelles que soient les améliorations apportées à leurs salaires, sont une espèce d'esclaves ; de même, la thèse des « partenaires et non salariés » affirme cette réalité d'une part, la réalité de la soumission de l'ouvrier à celui qui possède le pouvoir économique et politique ; elle présente d'autre part la solution pour libérer totalement l'ouvrier et l'élever au rang de partenaire dans la production.

Sixièmement : Je voudrai souligner devant les frères participants à ce colloque et à l'adresse de tous qu'il est nécessaire pour comprendre correctement la philosophie du *Livre Vert* d'étudier le *Livre Vert* dans ses trois tomes ; le premier tome traite de la solution du problème politique, le second de la solution à apporter au problème économique et le troisième de la solution du problème social. On ne peut comprendre correctement la troisième théorie mondiale qu'en lisant ces trois tomes, en en envisageant toutes les dimensions et toutes les thèses, et en reliant ces trois thèses... Le pouvoir, la richesse et la paix doivent être entièrement aux mains du peuple ; les comités révolutionnaires sont le soutien pour la permanence et la sauvegarde de la révolution, pour l'affirmation du pouvoir du peuple, le peuple maître.

Frères et Amis, nous vous souhaitons la bienvenue sur la terre de la Grande révolution de « Fâteh » de septembre ; nous voudrions que vous retourniez de multiples fois dans ce pays pour réaliser par vous-mêmes les changements importants et radicaux qui améliorent la cause de la liberté, la cause de l'homme... notre cause à tous.

Le secrétariat du colloque s'excuse auprès des frères qui auraient demandé la parole et à qui on n'aurait pu leur en laisser l'occasion, vu le manque de temps et le grand nombre d'études présentées à ce colloque, lesquelles ont atteint la soixantaine.

Nous espérons toutefois que ce colloque n'est qu'un chaînon dans

une série d'autres colloques qui se tiendront à l'avenir, et que se présente ainsi l'occasion à tous ceux qui désirent prendre la parole de le faire ; nous sommes très honorés de trouver des personnes qui participent et dialoguent autour des thèses du *Livre Vert*, en tant qu'il constitue une pensée humaine qui enrichit la pensée humaine et lui ajoute une nouvelle dimension. Nous citerons ici le philosophe grec qui a dit : « Le nouveau vient de Libye ». En effet, la grande révolution de « Fâteh » de septembre qui fait partie de la nation arabe, du monde islamique, de l'Afrique et du Tiers-Monde, est capable de présenter du nouveau à la pensée humaine et à la révolution mondiale.

Je vous remercie et vous salue.

Communiqué final

Au nom de Dieu Tout-puissant et miséricordieux, au nom de la Commission préparatoire qui a organisé ce colloque mondial au sujet du *Livre Vert*, je lis ce communiqué :

Du 1[er] au 3 octobre 1979 J.C. s'est tenu à l'université de « qâr younés » dans la ville de Benghazi, le colloque international traitant du *Livre Vert*. Il s'insère dans une série de colloques que le bureau des contacts extérieurs au secrétariat général du congrès général du peuple continuera à organiser, avec l'aide de l'université de « qâr younés » et de « fâteh ».

Ont assisté à ce colloque près de cinq cents participants, professeurs d'universités, chercheurs et personnes intéressées par les questions de théorie et de politique. Ils y sont venus de quarante pays différents. De même y a assisté un certain nombre de journalistes et de professionnels de la presse. Le but auquel visait la commission préparatoire en organisant ce colloque était la réalisation de ce qui suit :

Premièrement : Créer un mouvement de discussion théorique à propos des thèses du *Livre Vert*, mouvement qui se caractériserait par le sérieux, l'objectivité, les visées scientifiques claires, et ce en vue d'affirmer l'unité des problèmes humains et l'unité d'intérêt de la pensée humaine à leur égard.

Deuxièmement : S'informer par les moyens du dialogue et de la discussion de ce qui est suscité comme interrogations autour de la troisième théorie mondiale, ce processus permettant à l'avenir de connaître les opinions des autres à son sujet ; il permet de même d'affirmer ses positions réelles en ce qui concerne les problèmes posés aux sociétés humaines.

Troisièmement : Établir un terrain vaste, riche et diversifié pour la recherche scientifique, et ce à travers tout ce qui est, et a été exposé dans ce colloque, comme études et interventions qui contribuent à réunir le plus grand nombre possible d'informations et d'opinions, à partir duquel il est possible de définir le cadre des prochains colloques. De même, les points de faiblesse de ces recherches et interventions sont signalés, afin qu'ils soient évités à l'avenir... et ce, si la source en est un manque de références pour comprendre les thèses du *Livre Vert*. Ces références à notre avis permettent de comprendre le développement de la révolution de la pensée depuis ses débuts jusqu'à l'apparition du *Livre Vert* et permettent de voir les débuts de sa réalisation dans le réel. La pensée humaine, en tant que moteur de l'histoire, ne peut acquérir cette qualité que par son ouverture sur d'autres expériences humaines, et par ce qui le spécifie comme

capacité de dialogue et de discussion à partir de sa confiance dans les solutions qu'elle propose aux problèmes de l'homme, refusant en cela toute forme d'enfermement, de hauteur ou d'atteinte aux autres. Ces qualités sont précisément celles de la pensée de la grande révolution de « Fâteh » de septembre. Cette pensée dirige l'homme et l'oriente dans un pays où l'homme a perdu sa liberté pendant quatre siècles consécutifs, liberté qu'il a pu reconquérir grâce à la révolution. Ainsi l'homme pourra occuper sa véritable place dans le mouvement de l'histoire ; cette liberté ne servira point à une autarcie dans les limites géographiques d'un pays déterminé, ni dans les clichés artificiels d'une pensée idéaliste. Elle servira à ce que l'homme dépasse ses frontières géographiques étroites, et affronte la réalité de l'homme, où qu'il se trouve, et ce à la recherche d'un homme meilleur. Dans ce cadre s'inscrit la présence intellectuelle représentée par le penseur révolutionnaire, le Colonel Moammar Kadhafi qui a prodigué à ce colloque intérêt et effort, et a participé à ses actes, en tant qu'intellectuel, et non en tant que représentant du pouvoir et du gouvernement, ceci du fait de sa conviction que le débat et le dialogue, l'affrontement et même la divergence entre diverses opinions et idées résultant de sa confiance, en tant qu'être humain, dans sa pensée, dans la capacité de cette pensée de résister, quand elle est affrontée aux convictions intellectuelles des autres. Cette présence a été, en elle-même, l'une des relations spécifiques de ce colloque qui a assuré, jointe aux efforts des autres et à leur participation, les conditions objectives afin que ce colloque se caractérise par son sérieux, son esprit scientifique qu'on a pu observer à la vivacité de la discussion dans les séances et à la force de la croyance dans les principes et dans la cause de la liberté indivisible de l'homme. La présence des participants qui représentent les peuples des six continents et qui réunissent les diverses races, langues, cultures et civilisations sur la terre de la jamahiriya arabe, libyenne, populaire et socialiste, certifie de nouveau la valeur humaine de la révolution de « fâteh » et son ouverture à tous les peuples afin que des liens d'amitié, de dialogue, et de coopération fructueuse se créent en vue de l'intérêt de l'humanité entière. Cette présence a permis de réaliser à ceux qui viennent à nous pour la première fois, et certifie à ceux qui nous ont déjà visités, la différence entre l'image que les mass-médias ennemis de la cause de la liberté et du progrès donnent de nous et la réalité vécue de ce peuple... la réalité de la révolution et du changement qui le met à l'avant-garde des peuples qui luttent pour la liberté. C'est cette dernière position de notre peuple qui l'a exposée, hier, à l'attaque des

dernières forces de la réaction vaincue, et qui l'expose aujourd'hui aux campagnes de mise en doute de ses actions et de boycottage pour préparer une nouvelle agression. Vous avez entendu beaucoup de choses et celui qui le désire parmi vous pourra voir beaucoup de choses ; vous constaterez ainsi que l'effort de l'homme est le plus efficace des moyens pour détruire tout ce qu'a secrété et continue de secréter certains aspects d'une civilisation fondée sur la force matérielle et sur l'agression et l'inimitié envers la culture, l'histoire et la civilisation de l'homme du Tiers-Monde, afin de l'obliger à rester dans l'ombre, dans le sous-développement et l'oubli.

La Commission préparatoire, avant de terminer sa tâche, suggère les propositions suivantes :

Premièrement : Imprimer les études et les interventions présentées à ce colloque et les distribuer aux instituts et universités scientifiques afin qu'ils deviennent matière à réflexion et étude.

Deuxièmement : Former une commission qui poursuivra les tâches de ce colloque et préparera un autre colloque qui se tiendra en octobre 1981 dans l'enceinte de l'université de « Fâteh » à Tripoli.

Troisièmement : Constituer les actes de ce colloque — études et interventions — en appendice aux commentaires du *Livre Vert*, et ce à cause de la valeur scientifique de certaines études, et à cause des commentaires et explications fournies par le penseur révolutionnaire, le frère Moammar Kadhafi, au cours de sa présence dans les séances de ce colloque.

Quatrièmement : Tenir des séminaires d'étude et de recherche dans certaines universités arabes et étrangères pour augmenter la profondeur de l'intérêt porté aux thèses du *Livre Vert* et éloigner l'expérience du changement politique, économique et social dans la Jamahiriya.

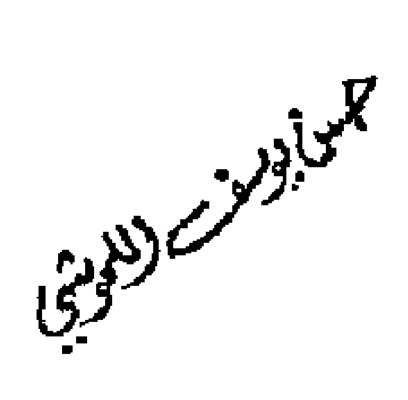
Nous saluons votre présence à ce colloque et apprécions à sa juste valeur l'effort que vous avez fourni et la longue patience qui a caractérisé votre présence parmi nous. Nos rencontres se répéteront, car la langue du dialogue restera à jamais le meilleur moyen pour la constitution de liens entre les peuples.

Que la Paix et la Miséricorde de Dieux soient.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

3e PARTIE : LE SOCIAL.



Conçu et réalisé
par
MARKAZ INTERNATIONAL
14, place Gabriel-Péri
75008 Paris — Tél. 522.72.65 +

RÉIMPRESSION OFFSET
ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE TARDY QUERCY (S.A.)
A CAHORS (LOT)
Dépôt légal : II-1981 - 1319


BENGHAZI 1_3 OCTOBER
INTERNATIONAL SEMINAR
ON THE GREEN BOOK